23me Année | N° 3 | 1er Février 1916

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

PERIODICAL ROOM
RECEIVED
MAR 7 1916
UNIV. OF MICH.
LIBRARY

SOMMAIRE

		Pages
Paul Adam	*Un Choc* (1re partie)	449
Rudyard Kipling	*Trois Lettres*	475
René Milan	*Les Vagabonds de la Gloire.* — II.	486
Du Vivier de Streel	*Une grave Question de l'Après-Guerre*	517
Johan Bojer	*Le Caméléon* (fin)	540
Contre-Amiral Degouy	*L'Efficacité du Canal de Kiel*	566
Jean Breton	*A l'École des Mutilés*	585
Alice Orient	*Charles Müller*	599
Général F. Canonge	*Fontenoy-sur-Moselle*	624
Léon Maccas	*La Crise hellénique*	646

Copyright 1916, *Revue de Paris.*

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1916

UN CHOC

Notre voiture automobile de la Croix-Rouge va de poste en poste pour organiser les soins des blessés, au front. Elle va, le jour ou la nuit, dans le soleil ou sous l'averse. Un aviateur-mécanicien, provisoirement, dirige la course. Intelligent et loquace, trapu, râblé, il est, au civil, fonctionnaire colonial. Il a présidé l'administration d'un cercle en Afrique, rendu la justice sous les palmiers, au milieu des cheiks noirs en togés blanches, et, parfois, entraîné ses miliciens indigènes à la poursuite d'un rezzou de pillards touaregs, ravissant les chameaux et les petites filles de nos protégés. Trois médailles d'expéditions lointaines ornent sa vareuse de sapeur-aviateur. Tout rasé, cheveux peignés en arrière, il fume des tabacs fins. Il laisse voir les bagues armoriées de ses doigts. Castignac a, de ses ancêtres, reçu le sang qui fit l'audace de Cyrano. Avant le mois de juillet 1914, il s'occupa, pendant un congé sanitaire en France, d'adapter aux besoins spéciaux de notre Afrique les facultés de l'aviation. Il sut vite, entre les ailes de son biplan, voler par l'espace, reconnaître les détails du paysage, photographier, d'en haut, les points caractéristiques. Aussi, le jour de la mobilisation, fut-il affecté à l'escadrille d'un corps. Ses connaissances pratiques de colon organisateur et sa dextérité d'automobiliste lui firent, bientôt, attribuer la mission fréquente de ravitailler son parc en pièces de rechange, qu'il allait promptement quérir à l'arrière, jusqu'à Châlons ou

même Paris, en couvrant soixante-dix kilomètres à l'heure, comme normale. C'est pourquoi tantôt volant, tantôt courant, Castignac a vu beaucoup de la guerre, en débrouillard et en curieux qui sait partout se faufiler, aboutir, transgresser les règlements sans y paraître, désarmer le chef en courroux par une saillie opportune, et se faire pardonner tout grâce à un invraisemblable oubli du péril, à une gaieté narquoise et constante, parfois garnie de citations latines ou grecques. La guerre lui semble un spectacle extrêmement curieux, digne de ses yeux, un sport aussi digne de ses muscles, de son agilité, de sa promptitude à voir, à comprendre, à parer, à riposter. Rarement tarit la verve de son intelligence. Il aime à causer, tandis que la voiture escalade les collines, dégringole au fond des vallées, éclabousse les sentinelles à l'entrée des villages, aide notre tâche sous le ciel nébuleux que fracassent les *vroom* incessants de la canonnade.

I

Castignac nous a dit ses randonnées par la Belgique au début des opérations, à la chaleur d'août, en avant de l'armée. Les avions éclairaient la marche. Dans une automobile découverte, grise et basse, lui suivait de son mieux, à distance, l'essor des grands insectes pour transmettre les signaux, ou porter secours en cas d'atterrissage urgent. Ainsi Castignac roulait parmi les bataillons d'avant-garde, qui, soutiens de nos escadrons en reconnaissance, pressaient le pas.

Dans la fraîcheur du matin, la fournaise de midi, l'humidité du soir, ces troupes se hâtaient, de monts en vaux, de prairies en forêts, de hameaux en villes, et avides unanimement d'apercevoir le combat de la cavalerie lancée d'abord jusque vers Liége, puis de joindre l'ennemi, de le bousculer par leurs gestes et leurs rires. Ces marches furent admirablement opiniâtres. Sans regret, les soldats poudreux, harassés, qui, lors de la grande halte, avaient impatiemment attendu la distribution, abandonnaient, au premier ordre, la viande à demi cuite dans la soupe claire, trahissaient leur appétit furieux, quittaient la

paille où ils ronflaient en masse déjà, laissaient la cuve où ils baignaient leurs talons douloureux. Et de repartir dans la nuit, par les routes, les chemins, les sentiers, les champs. Partout des foules denses piétinaient, des colonnes haletantes, des files alertes, des patrouilles attentives. Le long de ces soldats magnifiques, encore trop évidemment laboureurs, ouvriers, comptables, boutiquiers, Castignac a mené son automobile pleine de pièces métalliques, de bidons à essence, d'hélices en bois verni, de fils en acier, de mille choses étranges, magiques et disparates, de jambons, de pâtés, aussi, de bouteilles. Son drôle de compagnon s'avouait peureux. Déclarant que la guerre n'était point son fait, Beaudru trouvait injuste d'y paraître. Vraiment, il n'avait, lui, aucune raison de mourir pour l'indépendance des Serbes. Plutôt eût-il voulu jouer à la manille dans le petit café de Neuilly, près de son pernod bien frais, avec les copains, le commis du Gaz, le marchand de couleurs, le dentiste, l'huissier. D'ailleurs ils avaient tous, comme lui, revêtu l'uniforme, et confié leur destin aux hasards dangereux.

Beaudru plaignait les soldats. Ils dormaient debout en marchant sous le faix. Ils s'affaissaient et ronflaient aussitôt en ligne dès le signal de la halte horaire, sous les faisceaux. On voyait le colonel s'assoupir sur son cheval qui descendait, alors, dans le fossé pour brouter l'herbe, en avançant jusqu'à ce qu'une branche de saule eût fouetté la figure du chef. Celui-ci se réveillait. Il forçait la bête à remonter sur la route, à trotter contre la multitude rouge et bleue poussiéreuse, vaillante, aux paupières closes, aux pas actifs.

Non loin de Namur, Castignac roulait en avant d'une brigade. Il portait quelques pièces de rechange à l'un de nos avions en panne près d'un camp de cavalerie. Pour la première fois, l'orage de la canonnade fut ouï, derrière les bois. Soudain rejaillit la terre ; et l'explosion d'un obus tonna fort près. Beaudru tout de suite arrêta la machine, sauta, se réfugia derrière un arbre, dont la branche basse, rompue par un autre projectile, lui frappait immédiatement les épaules. Le mécanicien cria. Castignac le crut blessé, courut à lui en s'effarant. Le jocrisse n'avait que peur. Il se laissa tout ahuri pousser dans la voiture. Castignac ému lui-même, mais curieux, prit

place au volant, afin de chercher un abri dans un creux, du reste introuvable.

Ils étaient sur un chemin vicinal bien gravé, entre les champs de colza du plus beau jaune, que les obus, ici et là, trouaient, déchiquetaient, rejetaient en l'air avec des mottes. Devant, fumait le hameau contre lequel, sans doute, tirait l'artillerie. De la première maison blanche à toit écarlate, un jeune homme coiffé de sang, et en habit verdâtre, sortit, entre plusieurs turcos qui gesticulaient, le fusil au poing, qui brusquement se détournèrent à droite. Ils épaulèrent. Ils claquaient l'air, coup sur coup. Castignac fit descendre obliquement la voiture par une pente dans un contre-bas où stagnait l'eau de l'abreuvoir. Cassés par la rafale d'artillerie, des rameaux se détachaient, tombaient. Des feuilles tourbillonnaient. Beaudru se vautra contre le sol. Castignac avoue qu'à ce moment il n'en menait pas large, car il venait d'apercevoir, derrière un buisson, cinq Allemands mis en pièces, ouverts comme des bêtes de boucherie dans une mare violâtre; celui-ci le foie dehors, un foie énorme qui saignait, celui-là, les intestins sur les cuisses. Le troisième n'avait plus de visage; mais la cervelle s'épanchait par la brèche du crâne sur un reste de moustache brune et de menton mal rasé. Aux deux autres manquaient les bras violemment arrachés des épaules, loques de viande. C'étaient là les effets de nos canons qui avaient soutenu la reconnaissance des turcos. Castignac découvrit une dizaine de leurs corps en veste bleue épars dans la broussaille de ce bois que l'ennemi bombardait à son tour, ébranchant les noyers, coupant les bouleaux, défeuillant les acacias. Beaudru, tapi contre l'automobile, simulait une inspection méticuleuse du cadre et des pneumatiques et se plaignait aussi d'une terrible crampe.

Castignac avait déjà vu en Afrique des guerriers pourfendus. Il sut peu à peu se contraindre à regarder les restes des Boches atteints par l'explosion du 75.

— Cependant, — remarque-t-il, — je n'aurais pas cru qu'un seul obus pût ainsi briser, déchirer, éventrer cinq gros garçons, mettre à l'air leurs poumons, cervelles et boyaux, ni rompre si rudement des os teutons. Vous pensez bien qu'en les considérant je songeais à ma propre fin. Elle pouvait survenir dans

la seconde même, et me transformer en morceaux appétissants, bons à pendre au croc de la triperie ou de la boucherie. Mes jambes flageolèrent. Je m'obligeai pourtant à tirer une cigarette, à l'allumer, me répétant qu'il n'était pas de remède, sinon celui de se confier à la bonne vieille fatalité de la Tragédie grecque, et de s'enfouir au fond d'un trou. Il n'y en avait point. Nulle précaution, en effet, ne peut raisonnablement vous soustraire à tel des mille chocs qui brisent autour de vous les ormes, les noyers, les chênes, si le destin vous l'adresse. Par contre, le nombre prodigieux d'obus qui frappent partout, sauf sur le but vivant, vous enseigne combien le risque est petit comparé à la dépense des gargousses ennemies. Je rendis hommage tout de suite à ce propos des artilleurs : ils estiment à six cents le chiffre des projectiles lancés, en moyenne, inutilement pour tuer un seul adversaire. De cela on prend très vite conscience, en quelques minutes. Sans hâte, je l'expliquais à Beaudru. Il se relevait sur mon ordre de sergent. A chaque passage, par-dessus nos têtes, des sifflements, ronflements et glapissements successifs, il tressaillait. Son visage se contractait tout à coup. Ses lèvres blanchâtres frémissaient dans son visage vieilli. La sueur soudaine ruisselait de ses tempes jusque sur le col numéroté de sapeur. Tout de même il tâcha de se ressaisir, puis de goguenarder quand je l'eus invité à connaître le civet de Boches. Auparavant il me répondit qu'il en avait vu bien d'autres à la Morgue, sur le pont de l'Archevêché; mais le spectacle réel le fit souffler, le rendit un instant stupide. « Voilà ce qui peut nous arriver tout à l'heure à nous, à vous, à moi ! » Il n'en revenait pas. Il éclatait de rire exagérément. Je lui conseillai de se faire une raison, de vivre comme si rien de pareil ne pouvait l'atteindre, lui, et de vider, comme moi, son quart, après l'avoir, au tiers, rempli de ma fine-champagne. Ce qui le ravigota pour l'instant : peu.

Or, le fait de n'être pas effleuré, durant un quart d'heure sinon par les feuilles et les ramilles, nous rassura. Beaudru finit même par énoncer : « Beaucoup de bruit pour rien. » Je renchéris sur la défectuosité du tir allemand. J'eus, alors, la sensation d'être épié. Aussitôt nous distinguâmes des ombres bleuâtres qui transparaissaient derrière les buissons.

Nous reconnûmes une patrouille de chasseurs. Courbés, rampant, ils se glissaient à travers le bois. Eux souffraient plus du chaud que de la peur. Je les avertis de ce que nous avions discerné dans le village. Les coups de fusils claquaient toujours. Beaudru multiplia les indications avec une volubilité singulière qui ahurissait un peu le caporal réserviste, type de brasseur barbu, herculéen et poussif. Une sorte d'ouvrier malin, un paysan rugueux et timide, un maigre commis à binocle, un gavroche de grande ville, révélaient nos gens, malgré l'uniforme, leurs mêmes képis sur la nuque, et le faix du sac écrasant les statures. Tous quatre buvaient au goulot de leurs bidons, sans paraître autrement inquiets dans le fracas, parmi les cliquetis de la grenaille pleuvant sur les branches. Ni les cadavres des turcos étendus, ni les Boches en civet ne semblèrent les impressionner outre mesure. Surtout nos camarades avaient soif et chaud. Ils désiraient, de plus, apercevoir l'ennemi dans le village, puis revenir jusqu'à leurs lignes, avec un renseignement précis.

Nous sortîmes du bois ensemble, Beaudru lui-même; bien qu'il se fût arrêté une seconde auprès de l'automobile avec l'intention passagère de rester là. Honteux de soi, pourtant, il nous rattrapa dès que nous fûmes sur le chemin, devant les colzas bouleversés par le labour intermittent des obus. Le hameau semblait vide. De ses douze maisons, face à face, sautaient les vitres et les tuiles quand un shrapnell s'y égrenait. Un cheval bai, mort, encombrait la rue, celui du uhlan qu'avaient saisi les turcos. Brusquement quelque chose s'abîma dans le cabaret de gauche. Une fenêtre et ses persiennes s'envolèrent. Une avalanche de briques dégringola. Désespérément hurlait un chien. Sans doute blessé, il sautillait la patte en l'air, pour aboyer furieux, contre le ciel en tumulte.

Nous nous arrêtâmes interdits. Seul le caporal herculéen répétait : « Hé donc ! Hé donc ! Faut bien avancer, pour rendre compte... Allons l'asticot, grouille-toi... En file par un, le long des murs... que je vous dis ! » Nous obéîmes sans y penser. Il y eut une accalmie.

Une grosse femme se précipita d'une porte, pour s'engouffrer dans la maison voisine, un bébé contre la poitrine. D'un

soupirail, un bras bleu de turco sortit, s'agrippa. Puis la tête algérienne parut, anxieuse et hirsute, et le torse en boléro soutaché, et l'ample culotte de treillis à la turque. Cela se hissait, s'agenouillait et se redressait. D'une fenêtre entr'ouverte, un adjudant moustachu nous appela du geste, sans un mot. Son fusil presque à l'épaule, pour viser, un sergent marcha contre les façades vers le paysage encadré par ce bout de rue. Six autres turcos se dégagèrent d'une porte, nous regardèrent. L'adjudant moustachu nous fit signe de nous blottir, de nous taire, de nous dissimuler. Qu'allait-il advenir? L'ennemi approchait-il? Les turcos l'avaient-ils aperçu des mansardes? Mon corps haleta. Le sang grondait dans mes oreilles. Beaudru s'affaissa derrière les briques du pignon abattu, sans même prendre son mousqueton en bandoulière. L'adjudant grimaçait, serrait les poings, gesticulait, compris des turcos seuls. Le caporal gourmanda le paysan timide et le commis à binocle, qui ne sortaient point assez vite de la boulangerie. Derrière le ventre du cheval, s'était aplati le gavroche, un doigt contre la gâchette, le sac sur la tête et tout pâle il écarquillait les yeux, tendait le cou. L'ouvrier l'imita en grognant. Presque aussitôt un peloton de cavaliers verdâtres et casqués jaillit des champs, après la dernière maisonnette à gauche. Il se cabra sous le feu brusque des six turcos, des cinq chasseurs, de toutes les fenêtres qui crépitaient. Deux centaures s'effondrèrent. Le reste tourbillonna, replongea dans le champ, au galop. De la joie m'enlevait. Nous courûmes hardis, enivrés, fous, changés, victorieux, jusqu'au bout de la rue. J'étais dans l'état du collégien qui a vu ses frères tirer le premier lièvre, et qui l'a vu bouler. L'un des chevaux tenta de se relever. Il retomba sur le Prussien criard qu'il étouffa, dont il écrasait la tête rageusement à coups de sabot, malgré les mains de la victime accrochées au paturon. La seconde bête ne remuait plus. Ahuri, son cavalier à genoux se déboutonnait pour découvrir sa blessure.

Nous passâmes sans lui rien dire. Mon revolver au poing, j'avais déjà le désir fixe de le décharger contre un agresseur. Nous n'en rencontrâmes plus aucun. Devant nous, au delà du hameau, le chemin s'allongeait vide et blanc, entre les seigles et le bois, jusqu'aux futaies du fond qui pétillaient, qui

répétaient le ta-ta-ta-tac des mitrailleuses. Que visaient-elles? Que visaient les batteries allemandes invisibles et lointaines dont les envois crevaient l'air en ronflant sur nos têtes; tandis que râlaient au ciel, dans leurs flocons jaunes, les shrapnells? Turcos et chasseurs fusillaient le peloton en fuite, déjà loin.

Nous ne pouvions cependant nous éterniser au milieu du chemin qu'une explosion défonça. La patrouille de chasseurs descendit dans le bois à droite pour l'explorer. Les turcos rentrèrent dans les maisons. Ils avaient ordre d'y tenir jusqu'à l'arrivée du bataillon. Leur adjudant me demanda si je ne pouvais pas reconnaître, avec l'automobile, les trois fermes marquées sur la carte, à cinq kilomètres en avant. Je cherchai Beaudru. A plat ventre derrière une borne, il tiraillait contre les dragons hessois qui devenaient intangibles à huit cents mètres. Comme je l'appelai, il bondit, fou, en jurant qu'il avait tué. De fait, à travers ma jumelle, je vis un des fuyards arrêter sa bête, chavirer, et sa monture repartir, débarrassée du fardeau, pour rejoindre le peloton. Je passai la lorgnette au tireur en le félicitant. Beaudru ne contenait plus son délire. Il allait. Il venait. Il brandissait son arme. Il injuriait les dragons ennemis. Il semblait ne plus savoir les raisons pour lesquelles des branches cassaient toujours à notre droite, des cailloux parfois sautaient sur le chemin, des seigles versaient subitement sous un remous déterminé par la détonation d'un 77 qui lançait en l'air ces gerbes de fleurs et du terreau avec de la fumée noirâtre.

Beaudru, spontanément, courut à l'automobile. Il la ramena très vite. J'y sautai en disant au revoir à l'adjudant. J'emmenai le cycliste qui devait ensuite lui rapporter nos observations, si nous-mêmes continuions par delà. Marchand d'arachides et de tapis, mobilisé à Blidah, où il avait laissé deux femmes et huit enfants, ce sémite au nez aquilin et à la barbe frisée, nous réjouit par sa verve, par son excitation. Il marquait du doigt dans l'espace, au son, les trajectoires des projectiles. Il nous fit distinguer, par l'ouïe, ceux des Boches et ceux de nos batteries. Nous apprîmes alors qu'un bataillon de chasseurs et son bataillon de turcos essayaient de franchir la route. Néanmoins le bombardement qui passait au-dessus de nos

têtes retardait leur avance dans les bois. Probablement, on se disputait les fermes vers lesquelles nous nous précipitions, anxieux et curieux à la fois, la tête entre les épaules, le rictus aux lèvres, le frisson dans l'échine, arasés dans le baquet de la voiture, et à l'abri, tout illusoire, du capot, de la carrosserie, du chargement.

Moi j'éprouvais, pour la première fois, cette sorte d'ébriété que suscitent ensemble la peur de mourir, l'avidité de voir et l'orgueil de risquer. Actions parallèles d'idées contraires, et qui vous grisent comme un mélange de vins forts. Au volant, je dirigeais mes roues avec un soin que je voulais scrupuleux. Ainsi l'ivrogne se contraint à marcher droit, sur le bord du trottoir. J'évitais les dépressions, les cailloux, les flaques. Songeant à la bouillie de mon cadavre, j'ordonnais à Beaudru de manœuvrer la pompe d'huile. Nous imaginant broyés dans la voiture, je le contraignais de me répondre bien qu'il n'en eût guère envie, pour la même cause. Je réclamais son avis de quincaillier, réparant les cycles et les automobiles, à l'ordinaire, dans sa boutique de Neuilly. Je l'interrogeais. Avait-il reçu une lettre de sa femme, les cartes postales hebdomadaires de ses apprentis, les journaux de son ajusteur boiteux? Cependant je me demandais si nous arriverions près de la première ferme sans que l'arrosage des shrapnells nous eût fêlé le crâne, brisé les clavicules, ou percé le cœur. Ces blessures je me les représentais torturantes et réelles. Ou bien je revoyais les cinq Boches en civet, avec le foie en dehors, et la cervelle écoulée. J'entendis un râle. Le turco de Blidah ronflait sur le bagage, sans lâcher sa bicyclette. Lui seul était sage. Il mettait à profit, pour son aise physique, la brièveté d'une minute inactive. C'était vraiment un guerrier celui-là.

Je m'obligeai donc à goûter la douceur de l'air et le parfum de la forêt. Je voulus contempler la route claire. J'admirai la campagne plantureuse. Je montrai à Beaudru les futaies vertes ici, bleuâtres là-bas. J'appréciai le vol élégant et varié des hirondelles, même la forme gracieuse des petits nuages jaunes émis par l'éclatement des shrapnells, et qui s'échevelaient autour. Je m'apaisai.

Aussi forçai-je la vitesse pour sortir de cette zone péril-

leuse. Les bruits du ciel annonçaient des chutes plus proches de nous.

Un juron français, et des cris de torture à droite, dans le contre-bas, après une explosion, nous apprirent la présence de nos troupes cachées parmi les bouleaux et les ormes. Beaudru, qui se retournait sans cesse, m'indiqua le passage d'une section, derrière nous. Elle franchissait en courant le chemin. Elle fut se coucher dans les seigles. D'autres groupes la rejoignirent. Puis d'autres courbés sous le sac. Des chasseurs. Nos soldats prenaient possession du terrain disputé.

Le cycliste ronflait-il? Un svelte lieutenant surgit du talus, et me fit signe d'arrêter. J'obéis pour laisser bondir tout une ligne de tirailleurs bleus. Elle galopa. Une compagnie entière. Riant et se bousculant, criant, elle traversa, dégringola, s'immergea dans un champ d'avoine. Nous ne vîmes chanceler personne. Toutefois, nous remarquâmes une série de taches pourpres sur le gravier. La route, ensuite, s'infléchit vers l'ouest. Elle nous rapprochait de l'ennemi. D'ailleurs quelques coups de fusils se suivirent en frappant net. Passé le coude, la blancheur d'un mur, la tour d'un pigeonnier, apparurent; une métairie. Je ralentis et gouvernai vers la droite ayant aperçu l'amorce d'une large sente sous bois, abri possible de notre voiture. Beaudru qui veillait à tout, qui tournait sa tête de chèvre inquiète en tous sens, me prit le bras, se baissa tout à coup. La glace du paravent se fendit en zigzag sous un choc qui l'étoila, la perfora. Verdâtre et casqué, un homme indistinct au milieu des avoines nous gardait en joue. « Halt! » Brutal il commandait. L'émotion d'abord me glaça l'échine, puis sous la menace, j'enrageai. J'agis sur le frein. L'automobile s'arrêta. La colère m'étourdit. Le cycliste était-il mort? Point d'autre Boche en vue. Mes dents se serrèrent.

J'estimai stupide de nous rendre à celui-ci qui s'avançait massif, trop sûr de lui. Il nous interpellait en charabia, la crosse dans l'épaule, et hautain. Cible magnifique. Ma fureur d'insulté saisit, près de moi, le mousqueton. Rapide je me couchai pour esquiver la deuxième balle du Siegfried. Elle s'enfonça dans le cuir du siège. A mon tour, je triomphai. Pendant que l'ennemi rejetait sa douille, j'épaulai, certain de l'abattre. Tout vengeance et audace, je visai la poitrine

couleur moutarde, pressai doucement la gâchette, et reçus le recul de mon arme qui déjà tonnait. L'homme oscilla, mais il remit en joue. Il ne fléchit qu'après avoir, contre ma terreur subite, lâché son troisième coup, dont je sentis le heurt dans mon flanc ; car la gaine de mon revolver fut déchirée. Ma douille enfin sauta lorsque le Boche se fut affaissé. Beaudru, qui se tenait accroupi jusqu'alors dans le baquet cria « Ça y est ! » Il enjamba la portière comme pour ramasser plus vite le gibier. Ma prudence le retint. Mon audace avait disparu.

Le cycliste inerte était-il mort? Beaudru le secouait en vain.

D'autres Boches pouvaient surgir de l'avoine. Pour eux j'apprêtai mon tir. Et puis répugnais à voir de près ma victime.

Elle s'assit à terre. Je l'entendis se plaindre et râler. Ce qui tout de même, m'attendrit. J'imaginai sa femme veuve, ses filles en deuil. Le Prussien se coucha. Il se roula. Les soubresauts de son agonie à travers les tiges me dégoûtaient, m'accusaient de soustraire à la vie ce mari, peut-être d'une aimable créature, ce fils d'une mère lamentable. Elle se fût, d'ailleurs, réjouie s'il lui avait annoncé les péripéties de mon trépas, au cas où il ne m'eût pas manqué. Donc qu'il râle, se détire, et finisse dans ce hoquet. Juste fin de toutes les brutes tudesques acharnées, depuis quarante ans, à préparer ce prodigieux massacre et la série de ruines désespérantes pour l'énergie des peuples.

Décidément le turco de Blidah ne remuait plus. « Vous voyez bien !... » fait Beaudru qui hoche la tête. Il soupire en montrant cette nuque brune, morte, que perfora la balle perdue.

Un moment, nous ne bougeons pas, très attentifs, et par crainte d'attirer sur nous le feu de la patrouille auquel vraisemblablement appartient le blessé. Il faut redouter encore les Allemands, peut-être installés dans la ferme, peut-être embusqués dans le taillis.

J'oblige Beaudru à préparer son mousqueton et à surveiller le bois. Ma victime n'achève pas de gémir ni de râler, ni de se tordre parmi les avoines qu'elle écrase. Parfois elle rue bêtement comme un animal. « Faut l'achever », propose Beaudru, cruel et contracté. J'y pensais. D'autre part, puisque ce malheureux ne peut plus nuire, autant lui laisser la chance, s'il en est une, de survivre à sa blessure. Beaudru le vise, mais

je détourne sa main. Le Boche reste couché sur le dos maintenant, la barbe en l'air, et convulsif. Exhaussé par le sac, les musettes, le torse souffle avec les cartouchières qu'il élève, qu'il abaisse. Les lourds talons déchirent les herbes qu'empoignent aussi les mains frénétiques. Où l'ai-je donc atteint pour qu'il souffre ainsi. Sans doute ma balle a brisé la côte qui lui transperce le poumon à chaque effort respiratoire. Quelle douleur ce doit être! Et par ma faute. Tant pis! C'est bien fait. La mort du cycliste et le trou dans la glace de l'automobile, la déchirure de mon étui à revolver, justifient trop ma riposte contre cet envahisseur de la Belgique neutre et loyale, cet incendiaire de Visé, de Liége, cet assassin de femmes et d'enfants. Qu'il se torde, qu'il souffre, qu'il étouffe, qu'il périsse afin que ses frères vaincus et affaiblis ne puissent jamais ressaisir la force nécessaire aux crimes de leur absurde orgueil.

Une vitesse siffle, passe, bourdonne. Une autre érafle le vernis du capot. Celle-ci vibre encore dans mon oreille qu'elle frôla. Les vertes avoines crépitent. Beaudru vieillit de nouveau. Son nez se pince. La sueur aussi trempe mon front. Le bois des panneaux craque, ici et là, en avalant les balles. On nous fusille. Les avoines nous fusillent. Autant partir. Je saute et tourne la manivelle. L'appareil frémit. Il s'ébranle. Me voilà sur le volant. Courbés nous décollons à toute vitesse. Les détonations des mausers nous saluent. Leurs plombs égratignent nos caisses, trouent le cycliste et nos ballots, font jurer Beaudru qui porte la main à sa joue. Elle saigne, crevée en séton. Et il geint. Une dent cassée. Il en ôte les morceaux de sa bouche. Il crache du rouge. J'en ris pour le consoler. Nous courons vers la ferme qui pétille. Ma victime me hante.

II

Puisqu'on ne tire pas sur nous, des Français, peut-être, l'occupent. Ou non. Il y a des hommes dans les vergers, derrière les meules, et qui, debout, maintenant, nous visent. Le capot retentit, crevé. Par chance, un chemin de traverse s'ouvre à droite que nous pouvons atteindre. Beaudru s'est

accroupi dans le fond du baquet. Il geint. Il invective contre la guerre et la stupidité des hommes. Il regrette de ne pas être demeuré aux États-Unis où il travailla dans sa jeunesse. Il continue de saigner dans son mouchoir, en larmoyant. Sous bois où nous rentrons, les ramilles coupées par les balles qu'on nous adresse tombent autour de nous. Alors ma main durement labourée sur le volant, s'ouvre. Bientôt elle saigne. Ce n'est rien. Moins que l'obsession du fantôme.

Le chemin assez bon permet de la vitesse. Donc nous volons hors du péril jusqu'à ce qu'un buisson nous intime l'ordre brusque de halte. Une tête de lignard se démasque. Nous nous expliquons. Un sergent minuscule, sorte de petit écolier, apprend avec plaisir que ce chemin ne porte pas de pieds allemands jusqu'à la ferme. Son régiment l'attaque, dit-il. A son appel le gros lieutenant survient. Puis, des fosses, des broussailles en fleurs, se dégagent nains et géants, larges et maigres, imberbes et barbus, des soldats et des soldats. La capote ouverte sur le cou, la cravate lâche ils ont mis les sacs à terre. Chacun espère prendre en flanc, par ici, les Boches qui défendent la position contre la brigade parvenue dans ce secteur de la forêt. Le pauvre cycliste est débarqué. Il semble toujours dormir. Beaudru tend la joue à l'infirmier qui goguenard, lui lave le séton à l'iode. Douleur nouvelle, aiguë. Le quincaillier sacre et se trémousse. On m'entoure aussi la main d'un bandage superflu. Cependant arrive le capitaine, sorte de Gaulois à l'œil clair. Impatient et vif, il m'interroge. Tout de suite, il commande la reprise de la marche; sans le sac. Les cyclistes, partent à la découverte. Un instant bruyante et hardie, nerveuse, la compagnie forme sa colonne sur le chemin forestier. Les sergents obtiennent difficilement le silence; car les amis s'interpellent et se taquinent. Excités par la certitude enfin de combattre, ils cachent leurs appréhensions sous la blague. Je les imagine tuant comme ma victime dans les herbes. Celui-ci reboucle le ceinturon. Celui-là desserre les bretelles. L'un boit au bidon. L'autre renoue les cordons de ses brodequins. Les regards se croisent, s'encouragent, se défient. On blague les timides. On rit aux fanfarons. Tous les yeux illuminent. Toutes les jambes piétinent.

Il nous faut aller. L'automobile laidement égratignée roule.

Beaudru a l'air idiot d'un homme hirsute qu'une rage de dents travaille. Son képi tient mal sur le nœud de la mentonnière. Il ne cesse de marmonner. A toute vitesse nous franchissons cette partie de la forêt pleine de lignards rouges et bleus assis, couchés, debout, en rangs sur les sentiers, en groupes dans les clairières. Nous frôlons les voitures de compagnie, les cantines, entourées de buveurs, les caissons d'outils. Nous montons avec le terrain. La forêt s'éclaircit. Des bivouacs fument. Les chevaux d'un escadron s'émouchent avec la queue, calmés par de petits hussards, tout neufs, attentifs. En haut de la côte, il n'y a plus que des boqueteaux, des broussailles, des buissons, des champs d'orge et de seigle sous le beau soleil d'août qui dore un bataillon de zouaves allègres, derrière leurs faisceaux. Les officiers nous questionnent, ayant remarqué nos bandages et les égratignures de notre carrosse.

Dans le village, où il convient de s'arrêter pour rafraîchir le moteur, des paysans se rassemblent autour de notre équipage, à la porte de l'épicerie. Une jolie fillette en rose nous apporte deux chopes mousseuses. Une grosse maman nous beurre à la hâte d'épaisses tartines, en appuyant la miche contre sa poitrine de nourrice. Des paquets de cigarettes nous sont tendus par toutes les mains. Les écoliers belges acclament la France qui délivrera leur pays. Une vieille énumère les crimes incroyables de l'envahisseur : toute une population massacrée en moins d'une heure parmi les incendies de son bourg, les femmes éventrées, les enfants décapités. Je n'y veux pas croire, bien que cette vieille femme elle-même se soit enfuie de là-bas. Elle garde, en ses yeux caves, le reflet terrifiant de ces horreurs que nous confirment l'adjudant, le vaguemestre et le fourrier des hussards, puis trois cyclistes des zouaves. Bân. Bân. Bân. Très près, successivement, les pièces d'une batterie tonnent sec. Et tout ce monde étonné se sauve dans les maisons blanches habillées de vignes et de jasmin. Nous découvrons, après le tournant du chemin, derrière un talus, des réservistes à genoux qui, tranquillement, derrière les caissons basculés, ôtent de leurs alvéoles les obus, les débouchent et se les passent. Auprès des quatre canons, les pointeurs, les servants à leurs places, sont actifs et sérieux. Les pointeurs examinent leurs instruments d'optique soigneusement. Sur le sommet d'une

meule, à quatre cents mètres d'ici, je distingue le lieutenant observateur vautré. Il communique ses indications au téléphoniste, qui les transmet de la meule au talus, par le fil brun, serpentant à travers les chaumes. Au récepteur, un gros monsieur travesti en canonnier, crie les nombres de rectification. Les chefs de pièce écoutent, règlent, et commandent la hausse meilleure. Tout cela s'accomplit sans hâte, sans trouble. Le capitaine nous a fait signe. Arrêtés, nous le renseignons. Il tire sur la ferme à trois mille sept cents mètres, un peu au delà, pour détruire les bataillons allemands qui s'accumulent dans le terrain d'arrière.

Comme nous causons, mon oreille fort sensible enregistre un très faible bruit d'orgue. Il sonne dans l'air. Un avion, sans doute? Je lève la tête. Rien. J'applique à mes yeux la jumelle. Moins qu'un insecte blond, une ligne ténue brève et double, s'évanouit, reparaît dans l'or et l'air ensoleillé. Je conseille au capitaine de déplacer la batterie, car l'insecte termine un circuit probablement significatif. Noir et feu, l'officier ressemblait à un Kléber roux, fort élégant, bien botté. Il se moque, les poings aux hanches, du « sale oiseau ». Il a tort. Pourtant, selon sa demande, je lui montre, sur la carte, les positions de la ferme telle que je l'aperçus, de ses alentours. Voici l'avoine où je tuai l'éclaireur allemand. Voici la zone forestière où je rencontrai le régiment de ligne. Cela dure quelques minutes. Le ciel grince, alors, progressivement, comme une porte charretière aux gonds rouillés qui s'ouvre avec lenteur. C'est la trajectoire d'un 150. La batterie allemande, inspirée par l'avion, tire, contre nous. Elle manque le but. Après la détonation sourde, un tremblement du sol, la gerbe de terre et de fumée noire rejaillit assez loin, sous le nuage sulfureux qui se développe. Il couvre, de son ombre, la luzerne. Mon Kléber hausse les épaules, et commande le feu à ses artilleurs paternes, sages, attentifs, que la chute inexacte du projectile a bien rassurés. Le gros monsieur du téléphone, si drôlement travesti en artilleur, avertit avec une plaisanterie fine, le lieutenant juché sur la meule. Les chefs de pièce se répètent la raillerie. Les hommes se moquent à l'unisson. Cela fait rire le déboucheur qui a les jambes en manches de veste, et le tire-feu au visage bouffi, et le beau gars qu'on appelle « l'hor-

loger », et le marchef au nez rouge, et cette trentaine d'artilleurs bleuâtres, à bandes écarlates qui rejettent les douilles fumantes, se passent les obus, ouvrent et ferment les culasses, assurent les bêches de recul, tirent la ficelle, font flamboyer, tonner les quatre serpents de fer tendus vers le ciel entre leurs boucliers gris.

J'achève pourtant mon explication sur la carte, bien que le fracas de ces quatre détonations retentissent dans mon ventre, en contractent les fibres, étourdissent Beaudru toujours plus courroucé contre les aventures de la guerre. Le ciel grince encore, et encore, longuement. Les masses d'acier s'engouffrent toujours trop loin dans la luzerne qu'elles bouleversent en y éclatant, en rejetant de l'humus et de la ténèbre, en développant les grosses nuées jaunâtres et violettes qui gonflent, se diluent. Dans ma jumelle je distingue les signaux en circuits de l'aviateur, et je les fais comprendre au capitaine. Il s'obstine. Il ne veut pas s'en aller. Son observateur lui téléphone que notre tir, juste, démolit la ferme déjà sur les défenseurs. Allons, je vais repartir. Non sans rappeler au capitaine qu'il ressemble étrangement aux portraits de Kléber. Lui aussi est Alsacien; et de Colmar. Il me l'assure en me frappant sur l'épaule. Je suis au volant; je manie les leviers; je décolle. Lui rit encore. Un bon rire large sous une moustache hérissée.

Un rire sympathique et franc qui, brusquement saute en l'air, où il continue très haut, avec la tête, avec des poumons sanglants, avec le jet de terre et de fumée tonnante, tandis que retombent à terre des jambes en molletières fauves, un ventre béant, tout grouillant d'intestins livides; ils s'enfuient. Les poumons aussi retombent avec le buste lacéré, la large face encore rieuse, des bras qui se contractent, des mains qui se crispent en gants bruns. Le déboucheur, sur le dos, rue de ses jambes en manches de veste. « Le bouffi » hurle en regardant son bras amputé sous le coude, le sang qui gicle vers « l'horloger » tout pâle contre terre, long et beau. Le gros monsieur du téléphone se tord dans une mare pourpre. Le marchef, à deux mains, retient son maxillaire en morceaux, sous la trogne; et bafouille. Beaudru, pour ne pas voir, s'est caché la face dans les bras. Voici les brancardiers, leurs civières, le

médecin. Ils accourent, sous le nuage jaune et violâtre, dans l'odeur piquante des acides.

III

Nous roulons terrifiés, sans voix, par la route qui divise les cultures du plateau. D'autres batteries masquées, flamboient, tonnent, au milieu de leurs servants actifs, noirs et feu, qui se démènent. Pif ! Sur une pièce atteinte, l'explosion illumine, projette en mille fragments la masse d'acier, au milieu d'hommes qui culbutent, crient. Un bras s'envole, et le tesson d'une tête emportée. « Gare la casse ! recommande une voix goguenarde. Troisième pièce ! Feu ! » L'action ne se ralentit pas. Les convois de munitions arrivent au grand trot des attelages écumeux pour remplir les caissons qui se vident. Les files de civières se dirigent vers les postes de secours blottis dans les dépressions du terrain, ou sommairement installés dans quelque chaumière prochaine. Oh ! ce Kléber coupé en deux !

En gilets, en pantalons de velours, des paysans, réunis à la croisée des chemins plaignent les blessés. Ceux-ci titubent par groupes ; qui soutenant un bras meurtri ; qui portant avec soin une tête enturbannée de gazes ; qui clopinant appuyé sur une branche, sur un mousqueton ; qui pleurant de douleur ; qui buttant, aveugle, au bras d'un camarade balafré.

Pourtant la campagne s'étale en tous sens opulente et claire, jusqu'à l'horizon, blonde par ses éteules, verte par ses luzernes, rousse par ses blés mûrs. Les passereaux s'élèvent en bandes, et piaillent. Des chariots rentrent au pas des lourds chevaux pommelés qui traînent le trésor de la moisson, jusqu'à la grange neuve sous les tuiles écarlates. Au seuil d'un cabaret solitaire, la patronne reconduit un trio de buveurs qu'inquiète un peu le vacarme croissant des obus. De si loin ils arrivent par-dessus la vallée que comblent les verdures forestières, par-dessus les deux incendies fumeux des métairies que nous attaquons, afin de maintenir la route libre pour les trots de nos batteries et de nos escadrons en manœuvre vers le nord. L'un

après l'autre, les projectiles tranchent l'air. Il siffle, mugit, grince, se froisse et murmure, puis tonne effroyablement, là-bas où jaillit la colonne de ténèbre, de terre et de feu.

Beaudru se soigne en insultant les princes auteurs de la guerre. Il en veut à « ce macchabée de François-Joseph ».

Nous courons toujours. Nous devons, paraît-il, retrouver un bon chemin de gauche. Il nous ramènera sur la route de la vallée, plus au nord du point que l'on se dispute. Nous pourrons alors joindre notre blériot en panne, et notre division de cavalerie, sans encombre, dans la province de Liége où elle évolue, avec deux avions de notre escadrille et ses batteries à cheval.

Tout le long d'une sapinière, les bataillons de la ligne se reposent, en lisant les journaux, en fumant, en goûtant au pain de la musette, en observant la chute des 77 et des 150 teutons. La plupart tombent au delà, salués par les facéties des compagnies curieuses. Joyeusement fraternisent les réservistes, les conscrits, les briscards. Des automobiles passent en bolides, emmenant des fantômes bleuâtres : officiers de liaison, capitaines d'état-major. Les motocyclistes trépident sur leurs machines bruyantes. Les cyclistes filent très silencieusement, l'un derrière l'autre, des fleurs sur le guidon. Nous rentrons en forêt. C'est plutôt ici l'aspect général d'une fête publique, tel jour de revue, après de dures manœuvres qui ont crotté les brodequins, terni les cuivres, sablé de poussière le rouge et le bleu des uniformes. L'armée s'abrite sous le couvert pour dépister la surveillance des albatros, taubes et aviatiks.

Nous dépassons une colonne de chasseurs. Elle chante avec foi : « Mourir pour la patrie ! » Ils marchent, poudreux, allègres, un peu ivres, les cous tendus afin de voir entre les sacs des camarades qui précèdent. Fort élégant, un général de brigade prend le thé debout, avec son état-major. Sur un pliant, l'alcool d'une lampe en nickel flambe la bouilloire anglaise merveilleusement fourbie. La boîte de biscuits est ouverte par un lieutenant que n'embarrassent pas son revolver, sa jumelle, son cadre à cartes, sa canne sous le bras. L'ordonnance caresse l'encolure des chevaux impatients. Non loin de là, quelques officiers jasent en cercle comme en un salon.

Maintenant la forêt semble comblée de troupes. Plusieurs régiments de dragons bivouaquent dans une clairière. Une foule s'y agite sous les cimiers des casques en housse. Aux broussailles s'emmêlent les multitudes, leurs képis bleus. Les artilleurs, les canons et les caissons gris stationnent tous dans les chemins, derrière leurs attelages. Les conducteurs bouchonnent les chevaux humides, mousseux à l'endroit où le trait frotte le poil. Ailleurs c'est un campement d'ambulance que l'on achève d'apprêter. Voici tout un parc d'automobiles réquisitionnées dans les magasins de Paris, Samaritaine, Louvre, Printemps. Les soldats en tirent l'avoine comprimée, les pains de munition, les barils de vin que viennent recevoir des corvées nombreuses et disparates.

La variété du spectacle captive l'esprit sans laisser le loisir d'une réflexion poursuivie. Lui-même Beaudru s'occupe moins de son mal. Il regarde et il voit net. De temps en temps, un obus égaré casse un orme qui craque. L'escouade assise à son ombre s'éparpille, avant qu'il ne s'abatte parmi les rameaux brisés des bouleaux, des noyers voisins. Nous sortons de la fraîcheur et de l'ombre pour courir en plein soleil d'août. Beaudru grogne tellement que j'ai envie de le remettre comme blessé au premier poste de secours ; mais, d'autre part, il me faut un mécanicien en cas d'accident. M'aiderait-il, si dolent, si furibond, si bête? Il veut absolument écrire à sa femme qu'il est blessé. Et le voilà qui griffonne malgré les soubresauts de la voiture, afin de jeter la lettre à la poste du premier bourg que nous traverserons. Moi je pense au parfum de ma Philiberte trop courageuse. Sentant les larmes lui poindre aux yeux, à mesure que nous approchions de la gare du Nord, elle préféra descendre de l'automobile, sur le boulevard de Strasbourg, pour ne pas s'attendrir au départ du train, pour ne pas diminuer mon énergie d'ailleurs solide. J'ai vu Philiberte qui sanglotait derrière son ombrelle sur le banc où elle s'était assise. Je ne peux plus imaginer autrement la chère épouse, pour chantantes que soient ses lettres quotidiennes.

Et ce chemin de gauche nous ne le trouvions pas. Nous franchissions en vain des cités ouvrières, des rues de briques noirâtres. Les petites filles y admiraient les hussards en reconnaissance. Les cyclistes y recueillaient des renseignements.

Les artilleurs des fourgons laissaient un peu souffler leurs bêtes qu'ils dissimulaient aux avions dans les cours des usines retentissantes, pleines de travailleurs à l'œuvre entre les gestes polis et huilés des machines.

L'heure nous pressait fort. Il n'y avait plus, sur la route, que des pelotons de chasseurs à cheval; et, de-ci, de-là, quelques piquets d'infanterie; mais au loin, dans les champs, hors de la portée des obus, ici plus rares, s'étendaient les lignes de nos réserves, bivouaquant autour des hameaux, des métairies, des villages. Une rumeur immense arrivait parfois dans le vent. Nous allâmes encore. Nous rejoignîmes un autobus plein de zouaves blagueurs et entassés. Ils chantaient à tue-tête. C'était le dernier élément d'un convoi gigantesque. Nous comptâmes trois cents véhicules de toutes espèces également bondés. Camions, fiacres, voitures de livraison que bariolaient encore les réclames des commerçants, torpedos, limousines de réquisition; et cela plein de gaillards excités, en fête. Un régiment tout entier, ses mitrailleuses. Spectacle vraiment extraordinaire sous le vol des avions français, libellules protégeant la zone du ciel.

Précisément le convoi de renfort tournait dans notre chemin de gauche. Nous glissâmes vers le fond de la vallée. Nous dépassâmes enfin la tête du cortège. Nous filâmes entre des parois rocheuses, par une courbe de la route qu'éclaira brusquement la foudre d'une explosion pulvérisant les pavés, hachant les arbustes et lézardant les rocs. Nous rentrions dans la bagarre. Bientôt l'un de nos phares fut émietté, déchiqueté par un éclat. Beaudru soupirait. Au bout de leurs trajectoires sifflantes et rugissantes les 77 partout s'écrasaient sur les roches hautes. Ils foudroyaient l'espace. Ils amputaient les troncs des sapins.

Des pierres dégringolaient. Des feuillages descendirent. Nous fûmes obligés de mettre dix fois pied à terre pour débarrasser la voie de branches énormes. Il fallut contourner des chevaux morts. Longtemps, devant notre capot, un alezan galopa, éperonné par les étriers vides, épouvanté par les détonations. Nous eûmes bien de la peine à glisser entre lui et la paroi, sans monter sur la borne kilométrique. Nous rencontrâmes, perforé de part en part, un petit chasseur qui mourait

à cheval, par spasmes, le nez dans la crinière de la bête indifférente, happant une herbe du fossé.

« Si ce n'est pas malheureux », grogna Beaudru. Il détourna les yeux des pauvres viandes qui palpitaient sous les lambeaux du dolman. Le fracas des explosions nous assourdissait. Heureusement, ces obus tombaient, presque tous, sur les pointes des rocs argentés encaissant le chemin. Nous recevions des cailloux. Ils ricochaient sur les pièces de rechange en métal arrimées dans la voiture, et sur le fer blanc des bidons à essence.

Plus tard nous frôlâmes les trains de munitions à l'abri. D'autres revenaient poussiéreux, les caissons vides, avec des civières fraîchement tachées d'écarlate. Les servants et les maréchaux des logis nous avertirent qu'on se battait à cinq kilomètres de là pour la possession d'un institut agronomique fortifié par les Boches, et trop garni de mitrailleuses. Le bois s'éclaircissait. Des bataillons couchés en ligne y attendaient le moment de leur action, les sacs sur la tête, afin de se garantir contre les balles des shrapnells. Par moments, elles pleuvaient, faisant sonner les gamelles et les bêches, provoquant les plaisanteries des loustics. Nous débûchâmes dans la vallée. Au delà des lisières nous apercevions les champs, les meules rousses et dorées de la moisson, et, plus loin, les fumées des incendies. Constamment les trains de munitions remontaient à vide. Après l'attelage, leurs doubles caissons peints en gris clair étaient chargés de servants, noirs et feu. Quelques-uns avaient autour du poignet, de la tête, leurs pansements individuels. Ensuite, cahotait un char à foin rempli de blessés. Les uns fumaient, debout, sans mauvaise humeur, en se taquinant. Goutte à goutte, le sang tombait d'un bras emmaillotté de gazes, sur la face d'un moribond, inerte, étendu dans la paille. Un gamin, assis, pleurait pour sa jambe dont le pantalon fendu laissait voir les chairs entourées de bandes rougies. Les hoquets de l'agonie secouaient un artilleur énorme, dont la chemise sortait entre la culotte et la veste, et qui montrait une figure étrangement violette dans la barbe blonde. Ses voisins dormaient, à bout de fatigues, parmi la paille. Ils semblaient ne rien sentir de leurs douleurs.

« On les contient. Ils ne passeront pas !... » nous crièrent

d'étranges piétons. Hirsutes, bottés de fange, cuirassés de boue sèche, encore bleus ou garances par place, sur le dos, sur les mollets, ils s'avançaient sans armes, clopin-clopant. Toute une foule d'éborgnés, de boiteux, d'éclopés, se tenant par le bras, s'appuyant sur des bâtons. L'un renouait le linge trop lâche autour de la plaie faciale qui déparait l'autre. Celui-ci gardait son mouchoir à carreaux contre l'estafilade qui lui traversait le front, le sourcil et la joue. Celui-là crachait des caillots à chaque pas. Ils allaient tout de même, ahuris ou radieux, bavards ou mélancoliques. Certains avaient, à leur musette, pendu les casques étroits de Barbares tués. Quelques-uns portaient sur l'épaule des lances de uhlans à banderole noire et blanche. Telle une danseuse espagnole tapant son tambour de basque, un colonial battait de son poing la peau d'une caisse plate, écussonnée, décorée de l'aigle impériale. Ils allaient, soulevant une nue de poussière autour de leurs corps larges, alourdis. Ils se contaient leurs exploits, leurs dangers. Ils se présentaient les éclats de fer qui avaient amputé leurs voisins. Ils s'offraient du tabac, le rhum du bidon. « Ça va, ça barde. Vous allez voir », nous annonçaient-ils transportés... « Par exemple, il y a de la casse ! Ah ! oui ! Mais ça vaut la peine d'être là ! »

Les automobiles nous croisèrent qui ramenaient des soldats gravement atteints. Très pâles, ils gardaient à deux mains une tête fendue, enveloppée de compresses, ou caressaient sous la capote, une souffrance. A demi-nu, le capitaine dont l'épaule était profondément tranchée se cramponnait à plat ventre sur le toit d'une limousine pleine de chasseurs aux visages déjà cireux, et protégeant leurs moignons empaquetés de toiles, et ridant leurs faces de torturés.

Cette foule qu'on évacuait entre les trains de caissons vides était difficilement contenue par les piquets de police. Quand nous arrivâmes dans la plaine, nous trouvâmes quantité de groupes pareils, assis, étendus. Un, deux, plus valides, abreuvaient, soignaient autrui. Aux abords d'un bourg, ils étaient un peuple. La croix rouge flottait sur les voitures d'ambulance. Il fut difficile de traverser. Une maison venait d'éclater avec l'obus de 305 qu'elle avait reçu. Les familles se réfugiaient dans les caves. Un vieux prêtre agonisait sur une table d'au-

berge, tout seul, noir, râlant, murmurant sa dernière oraison, entre les bouteilles cassées au goulot par des buveurs avides.

Le bourg s'étale entre la falaise rocheuse soutenant le plateau d'où nous descendions et un talus granitique couvert de hêtres qui nous dérobait la vue de la plaine, de la rivière.

Nous attendîmes là, derrière un énorme chariot. Des commères en pleurs, y entassaient leurs ballots de linge, les portraits de famille, les casseroles indispensables, les pendules et les bébés au maillot. On déménageait ainsi sur l'ordre des gendarmes, car un pignon et toute la façade d'un second étage s'abîmèrent au milieu de la rue centrale, tandis que glapissaient des femmes sanglantes, subitement découvertes là-haut, par la catastrophe, au bord des trois chambres que l'explosion démantelait.

En même temps, arrivait du front un vol de motocyclistes, porteurs d'ordres. Ils se frayèrent passage. Un torpedo d'officiers les suivit en quête de renforts que nous leur annonçâmes tout proches. Les fenêtres de la Poste flambaient et grésillaient. Un troupeau de vaches pie s'évada, qu'on eut bien de la peine à refouler dans les cours, les étables et les venelles.

Les explosions, les coups sur coups de l'artillerie, les tonnerres aux longs échos, le bruit de friture que fait, de loin, la mousqueterie, mille rumeurs confuses, les claquements brusques des fusils tout proches, la déchirure de l'air, comme d'une soie rude, que produit le feu de salve, le ta-ta-tac des mitrailleuses si terriblement mécaniques, les beuglements des automobiles demandant le passage, les avalanches de pierres tombant des maisons crevées, les cris atroces de certains martyrs, tous ces bruits de la bataille augmentaient la fatigue de notre cerveau épuisé par les angoisses et les espoirs. Et cependant la curiosité du péril redressa Beaudru lui-même. Il oublia le séton de sa joue et sa molaire cassée pour se tendre tout entier, pour mieux voir le débit de tabac qu'assiégeaient les sapeurs du génie, ruisselants. Ils avaient, dans la rivière, reconstruit des passerelles. Et ils s'en vantaient, très fiers d'avoir assuré par là notre mouvement contre la droite allemande. Ils nous firent entendre les séries de quatre détonations que crachaient nos batteries passées sur la rive gauche. En même temps, ils se déshabillaient. Ils tordaient leurs

pantalons et leurs chemises. Ils essuyaient leurs jambes velues avec des rideaux, des jupons, des camisoles cueillis au hasard dans les maisons désertées.

La sortie du village devenait impossible. Ni les gendarmes, ni les territoriaux ne voulaient rien comprendre. Ils refusaient la route aux trains de munitions pour le ravitaillement immédiat des batteries. Nous cherchâmes une autre issue. A gauche, la rivière nous barrerait le chemin. Nous nous engageâmes à droite dans la cour d'une ferme qu'on nous dit avoir un autre porche ouvert sur la campagne. Contre le mur de la grange, une centaine de rustres allemands ronflaient sur le sol où ils s'étaient laissés choir, abrutis par la fatigue, sous la surveillance de territoriaux madrés, qui nous montrèrent, en haussant les épaules, ces hussards de la mort, uhlans, artilleurs, habillés de drap moutarde, bottés de cuir poudreux et puant : « A n'tient pas sur ses guibolles ! Et a voulait prendre nout' Paris ! » Cela faisait rire nos paysans déguisés en militaires.

Au dehors, en effet, nous pûmes rouler par des éteules, sur la terre sèche, en côtoyant les bocages mutilés du ressaut granitique. Maints soldats descendaient de ces boqueteaux, par groupes de blessés taciturnes, par convois de civières lourdes, par escortes de prisonniers hagards sous le casque trop petit pour leurs grosses têtes, et qui jugeaient leur mort certaine, évidemment. Nous commençâmes d'apercevoir immobiles des corps bleus et rouges, en ligne. Des blessés nous appelèrent. Sans trop de mauvaise humeur, ils nous demandèrent à boire, en nous montrant l'un sa jambe aux viandes écrasées avec l'os, au-dessus du genou par un culot d'obus ; l'autre, le bouquet de chairs roses qu'avait poussé hors de la cuisse, une balle, peut-être explosible, en cassant les nerfs blanchâtres et les veines bleues. Patiemment, ils se pansaient eux-mêmes, très pâles, en attendant les civières. Le premier, tailleur de son état, nous déclara qu'il pourrait à la rigueur se passer d'une jambe, car il travaillait assis, tout le jour. Mais il se mordit la lèvre inférieure pour ne pas crier quand je lui serrai son bandage, et l'épinglai. Aimable garçon de l'active, le second regrettait davantage sa cheville. Il accusa le pantalon garance. C'est une cible, à travers les feuilles, pour l'ennemi. La peur de ne plus danser au bal, de boiter sur un pied de tra-

vers, attristait ce comptable assis dans l'herbe près de la flaque pourpre où s'écoulait un peu de sa force : « Et puis, quoi? Il fallait bien y aller. Les Boches depuis Agadir sont tout de même trop insupportables. J'ai la satisfaction d'en avoir abattu quatre par mon tir. Quatre; oui, sergent. J'ai été si content que ça vaut bien de perdre ma patte ! Vive la France, avant tout ! » Il se reprit à sourire, malgré sa douleur. Nous quittâmes ces braves gens rafraîchis et encouragés. Nous emportions deux cartes postales qui préviendraient leurs familles au plus tôt.

Partout brillaient au soleil les clous en losange sur les souliers des morts. Cela désignait l'amas d'étoffe et de musettes qu'est un cadavre renversé, la face au ciel, pour aller à son dieu, ou couché sur le ventre, le nez en terre, pour rentrer dans le giron de la planète, ou crispé sur le flanc, la bouche béante, pleine de mouches avides. Un cadavre était à genoux, adossé contre une souche, sa tête sur l'épaule, les bras tordus par l'agonie devant sa poitrine bleue et ses courroies de cartouchières. Des papillons voletaient autour. Précipitamment un gnome affreux bondit de la broussaille, courut masqué de sang, le fusil au poing; et la bulle de son œil pendillait à un filament. Des camarades le rattrapèrent, l'entourèrent, le calmèrent.

Cependant les trajectoires grinçantes des obus passaient au-dessus de nous pour éclater dans le village, au delà, sur le chemin de ravitaillement. Trois ou quatre fois, un coup trop court fit explosion à peu de distance. La colonne de terre et de la fumée jaillirent. Le nuage enfla. Résigné, Beaudru ne levait même plus le coude afin de parer instinctivement : « Je tâche de m'imaginer que je suis déjà mort..., avouait-il..., et qu'il n'y a qu'à laisser faire. Comme ça je m'arrange mieux, pour tout à l'heure, ou demain. — Ou jamais... répondis-je ! » en lui montrant une colonne de chasseurs bavards. Ils revenaient du feu, les capotes ouvertes, les culottes crottées. Ils rivalisaient de fanfaronnades, de plaisanteries, en surveillant une cohue de prisonniers moroses, sous le béret à cocarde, sous le casque à pointe, sous le shapska, sous le bandeau taché.

Dans l'autre sens un bataillon de tirailleurs marocains, enturbannés, vêtus de jaune, marchait allègrement à la bataille.

Déjà ces figures de bronze, à crins noirs, tâchaient d'apercevoir l'ennemi. La nouba soufflait dans ses flûtes, tapait les tambourins, agitait des crécelles. Lieutenants et sergents avaient peine à contenir l'allure, bien que l'air fût labouré longuement par la furie des bolides.

Nous devançâmes le commandant à cheval, l'avant-garde délurée, les éclaireurs pour gravir enfin, par une large piste, le ressaut granitique. Nous montâmes entre deux sapinières, ébranchées, étronçonnées. Là, fléchissait en craquant un arbre superbe.

(*La fin prochainement.*)

PAUL ADAM

TROIS LETTRES

Les lettres qui suivent furent écrites par M. Rudyard Kipling à notre collaborateur, M. André Chevrillon, à propos de la récente publication dans la *Revue de Paris* des articles de celui-ci sur l'Angleterre et la Guerre. Elles touchent, en beaucoup de passages, aux questions auxquelles nul, en ce moment, ne cesse de penser, et M. Kipling a bien voulu que des extraits en fussent présentés à nos lecteurs. Ils aimeront à connaître, en cette expression toute primesautière, quelques-unes des vues les plus récentes, sur la guerre et les problèmes anglais, de celui dont le pressentiment s'était solennellement traduit dès le mois de juin 1913 : on se rappelle l'admirable poème sur la France, qui, évoquant les deux vieux peuples chevaliers d'Occident, les montrait unis dans une même veillée d'armes, « pour la défense de la paix sur la terre », et scrutant ensemble les indices du danger.

Now we count new keels afloat and new hosts on land

. . . . . .

Listen, count and close again, wheeling girth to girth,
In the linked and steadfast guard set for peace on earth! [1]

Sous l'humour et la verve de la conversation, on sentira le même sérieux passionné, la même intensité de vision lucide. Et l'on retrouvera aussi la même ferveur d'admiration et d'amitié pour la France.

I

28 novembre 1915.

. . . . . .

Maintenant permettez-moi de vous présenter quelques autres considérations auxquelles je suis arrivé en observant les événements publics des deux derniers mois :

1. Maintenant nous comptons sur les mers de nouvelles quilles, et sur terre, de nouvelles légions... Nous écoutons, nous comptons, nous nous serrons l'un contre l'autre, tournant ensemble, épaule contre épaule vers le danger, — dans la garde unie et constante pour la défense de la paix sur la terre.

La campagne pour la conscription a poussé les différents membres des sociétés pacifistes à se manifester. Le jour viendra bientôt où les gens commenceront à se demander combien de ceux-là sont payés par l'Allemagne. Aussitôt ce cri lancé, *vous en aurez des nouvelles*[1]. Les gens qui ont perdu ou donné de leurs amis ou parents s'éveillent à l'idée qu'il y a des traîtres à tous les degrés de la société en ce pays.

Quant à la conscription. Puisque tout soldat qui a jamais senti le froid, l'humidité ou la fatigue est un partisan fervent du service obligatoire et, puisque ses femmes et ses parents mâles ne voient pas la moindre raison — lui parti — pour que le fils d'un autre reste tranquillement chez lui, le sentiment public en Angleterre est presque tout entier en faveur de la conscription. Quelques-unes des trades-unions commencent à s'en rendre compte, mais jusqu'ici personne n'a découvert à quel point, à l'avenir, ce sera l'armée qui dominera. Nous avons encore beaucoup à apprendre, et nous apprenons de jour en jour.

En attendant, notre recrutement se poursuit régulièrement et il faut plus de courage aujourd'hui pour rester chez soi que pour porter l'habit du roi. Quand on donnera une date précise pour la conscription des célibataires qui ne se sont pas présentés, on verra les hommes se précipiter en masse vers les bureaux d'enrôlement pour éviter l'imputation de s'être laissé chercher.

Les hommes qu'il aura fallu chercher feront des soldats fort utiles avec un peu d'attention — qu'ils recevront, n'en doutez pas, de la part de leurs camarades. Un curieux symptôme de notre vie sociale est la naissance de cette idée qu'il n'est pas tout à fait chic, à la campagne, d'acheter dans une boutique qui n'a pas envoyé un fils à la guerre. Comme toujours, ce sont les femmes qui lancent ces idées-là. Un autre symptôme, c'est la façon large et assez brutale dont on distingue — toujours dans le peuple — entre ceux qui partent et ceux qui ne partent pas. Il y a quelques mois, on disait : « Oh ! c'est un flemmard ! » Maintenant, « lâche ! » *tout court*.

1. En français dans le texte. Nous mettrons en italiques les mots français dont s'est servi l'auteur.

Ce sera bizarre, mais très anglais, si dans l'avenir nos divisions politiques se fondent sur cette nouvelle, ou, plutôt, primitive échelle de valeurs. On voit déjà naître un nouvelle aristocratie — de sang — qui est entièrement démocratique, puisqu'elle comprend les gens de toutes classes dont les parents ont été tués. Je ne peux vous dire le mélange de mépris et d'exclusivisme que traduit fort exactement le langage des enfants. Et, vous savez, les jeunes ne se préoccupent pas des *nuances* quand ils jouent ensemble ou quand ils crient après les gens dans la rue (ceci confirme ma théorie que les Anglais sont essentiellement une démocratie d'aristocrates).

J'ai vu récemment quelques-uns de nos bateaux et j'y ai noté des choses curieuses, y compris la réapparition d'hommes et d'idéaux et d'exploits que je croyais évanouis à tout jamais depuis nos petites guerres. Mais les voici qui reviennent tous — Jean-Bart, Duguay-Trouin, Dupleix et le reste des braves fantômes — en formes très substantielles. Quand nous nous reverrons, je vous conterai l'histoire (qu'on ne saurait confier à l'écriture) d'une certaine apostrophe qu'un de vos officiers de marine, commandant un sous-marin, et qui travaillait avec les nôtres, adressa à l'île d'Heligoland elle-même. Ça se passait tout près des atterrissages de cette île, et — il sut mettre l'occasion à profit, cependant que ses camarades anglais l'écoutaient avec une admiration respectueuse. Jusqu'à cette minute, la marine anglaise s'était crue de première force en fait de jurons. Malgré tout, je suis reconnaissant d'avoir vécu jusqu'à ces jours. Je vais voir maintenant quelques usines où l'on fabrique de temps en temps quelques obus. Tout de même, vous savez, nous arrivons à quelque chose de ce côté-là. Oui, ce peuple est d'une lenteur désolante, mais je crois qu'une fois mis en mouvement, il lui faudra dix ans pour s'arrêter.

Comme la réponse à votre emprunt a été magnifique, et quelle indomptable France est votre merveilleux pays ! — plus erveilleux à chaque épreuve nouvelle.

II

31 décembre 1915.

Merci pour votre bonne lettre que j'ai lue et relue. Je suis comme vous — n'étant point né, et n'ayant fait qu'une petite partie de mon éducation en Angleterre. Il y a des jours où je regarde, ou plutôt, écoute ce peuple, et me dis : « Si vous n'êtes pas fous, alors c'est moi qui ai perdu la tête. » Mais en observant de près ce qu'ils font, je découvre qu'ils sont moins déments que je ne l'imaginais.

Hier, par exemple, j'ai rencontré dans un de mes champs, où je fais couper quelques arbres morts, la femme d'un de mes tenanciers qui faisait des fagots, assez lourds : je l'ai aidée à les charger dans sa charrette. Je savais qu'elle avait perdu un fils, soldat, cet été. Son incuriosité quant à la guerre était monumentale. C'est qu'elle aimait le poisson. Elle avait écrit à ses deux autres fils de lui envoyer du poisson : ils répondirent que l'envoi ne vaudrait pas le prix du port (tout ceci, comme vous vous l'imaginez, longuement développé, avec d'infinies répétitions, tandis qu'elle ramassait son bois mort). « — Alors, vous avez des fils qui sont pêcheurs? » lui dis-je. « — Oui, pêcheurs, toute leur vie. » Enfin, au bout de dix minutes, je découvre qu'elle a deux fils, qui servent sur des dragueurs de mines, où vous voudrez, entre Ramsgate et Torquay — elle ne sait pas exactement. Un de ses fils a été sur deux bateaux qui ont coulé; une fois le bateau put être mené jusqu'à terre ; une autre fois il fut — je répète ses propres mots — « arrêté dans sa marche par quelque chose que je ne comprends pas ». L'autre fils, avec son capitaine et trois autres membres de l'équipage, « est appelé pour voir le roi et recevoir une médaille pour quelque chose. Je ne sais pas ce que c'est, mais ça doit être une médaille pour avoir sauvé des vies d'un bateau qui a touché une mine il y a quelques semaines ». Mais son principal souci, c'est le poisson dont elle a envie pour « changer de régime », et le prix élevé du port. Elle a aussi deux fils dans l'armée (elle en avait trois,

mais je vous ai dit que l'un a été tué l'été dernier). Elle n'a pas l'air de s'en inquiéter beaucoup : mais elle s'intéressait à ses pêcheurs : « Ils ont tout le temps qu'il faut pour pêcher. » Est-ce une parabole, cela, ou une allégorie? Je n'en sais rien : je vous raconte ça pour que vous compreniez suivant quel angle extraordinaire nous abordons les choses.

Il reste à présent dans notre village jusqu'à six jeunes gens qui ne se sont pas enrôlés. Notre village ne dit rien des cent cinquante qui sont partis, et dont les noms sont dûment affichés à la porte de notre église, — ceux des tués entourés d'un joli petit carré noir. Toute la conversation roule sur la honte et l'état de péché des six brebis galeuses, et sur les châtiments qui ne manqueront pas de les atteindre quand leurs camarades reviendront. Notre ministère est divisé et malheureux quant à la question du service obligatoire : c'est qu'il est encore « politique ». De plus, il n'acceptera le principe que lorsque chaque Anglais se sera bien convaincu que ce gouvernement a dit et fait tout ce qu'on pouvait demander contre le principe. Mais en attendant, les enrôlements continuent dans la proportion de trente mille par semaine : on craint le déshonneur de la contrainte. Nous ne faisons pas de réclame au sujet de ce petit fait. Pour ma part, je pense qu'on a bien tort, mais ceci n'est point mon affaire. Je m'associe activement à la réprobation qui accable les six brebis noires de notre village. Quand ceux-là seront partis, je transférerai mon attention au groupe suivant sur la liste de lord Derby. Et tout le monde fera de même. C'est ainsi que nous nous procurerons tous les hommes qu'il nous faut. Il faut s'attendre à quelques protestations de la part des socialistes et pacifistes : ils ne protesteront que pour sauver leurs faces... Pour beaucoup de nos gens, la mort est peu de chose à côté d'un changement de « leurs principes ». Dans un pays où trois millions d'hommes se sont volontairement engagés pour la guerre, parce que c'était « une affaire de principe », il suit logiquement qu'il doit s'en trouver, ça et là, qui, parce que c'est aussi une affaire de principe, refuseront de partir, jusqu'à ce qu'on leur démontre qu'ils ne sacrifient pas leurs « principes ».

Le même sentiment possède encore quelques-uns de nos ouvriers : d'où les discours que leur tient M. Lloyd George.

Quand il leur aura tout dit, et il pense à l'avenir quand il leur parle, on pourra dire du très petit nombre d'hommes qui auront continué leur résistance : « Vous, vous êtes payés par l'Allemagne ! » Et il est fort possible qu'on puisse le prouver. Ça sera un petit prétexte à faire un grand bruit, dont l'effet sera de faire travailler plus les hommes qui travaillent, et de permettre de régler leurs comptes à ceux qui ne travaillent pas. De tout ceci, vous entendrez parler davantage un de ces jours.

Et maintenant, quant au progrès de la guerre. Ces journées sombres, humides, ne sont pas bonnes pour l'âme. J'ai traversé quelques moments très noirs, et sans doute j'en traverserai de pires. L'Allemand exploite tous les facteurs psychologiques qu'il est capable de comprendre, et sa presse est très occupée en ce moment à confirmer le monde dans l'idée d'un Michel immobile et inexpugnable, installé sur l'Europe et dédaigneux de ses petits adversaires. Mais les démocraties ont un instinct d'humour qui est fatal à la guerre conduite à l'échelle héroïque ou wagnérienne. Ils seront plus occupés au printemps. Je ne les blâme pas, car l'idée commence à poindre dans l'esprit boche que ce n'est pas ici une guerre de victoires, mais une guerre d'extermination pour son espèce. Nous autres, en Angleterre, sommes mieux renseignés là-dessus aujourd'hui que nous ne l'étions il y a un an, — *c'est-à-dire* le grand public commence à concevoir cette notion. Quand une nation toute entière est descendue dans une tranchée, il ne peut pas y avoir de victoire. Il ne peut y avoir que du « killing », de la tuerie, et trois nations, au moins, désirent avidement que le Boche soit tué, — en détail, puisqu'on ne peut pas le tuer en gros. Comme je l'ai dit et répété, le Boche ne peut pas se retirer de ses lignes actuelles : il ne l'oserait pas, parce qu'il lui faudrait expliquer la chose à son propre peuple. Il lui faut s'user — en détail toujours — soit en avançant et en remportant des victoires, soit à l'endroit où il est. Et quand il sera usé, il restera très peu de problème allemand à considérer. Voilà la fin que les Destins sont en train de nous imposer malgré tous les efforts que nous avons faits pour l'éviter, pour en écarter même, entre nous, l'idée ; et nation après nation, nous

commençons tous à le comprendre. La question d'une « indemnité » à l'Allemagne a disparu par la force du fait. Si elle en réclame une, il est moins cher de continuer à tuer. Si elle demande la paix sans indemnité, avec retour au *statu quo* antérieur, quelles garanties y a-t-il qu'aussitôt la civilisation désarmée, elle ne se jettera pas sur elle de nouveau? Son propre évangile, la loi morale qui dirige sa vie lui commanderaient de le faire. C'est pourquoi, on ne peut pas permettre à ses bateaux de reprendre la mer. Elle ne peut pas mener plus de guerre qu'elle n'en mène actuellement, parce qu'elle est engagée sur tous les fronts possibles. Elle peut défendre et « consolider » ses conquêtes (c'est un mot toujours consolant), mais que lui sert la consolidation quand il lui faut perpétuellement pousser plus d'hommes dans la frange de feu qui brûle tout autour d'elle? Allah a décrété qu'elle périra par ses propres actes, par la conséquence de la loi qu'elle professe, et par son propre tempérament. Si les alliés avaient gagné, il y a cinq ou six mois, ils auraient laissé une Allemagne capable encore de se remettre à vivre. Maintenant il ne restera — ceci peut vous sembler extravagant — aucune Allemagne : seulement quelques peuples qui vivront sur une éternelle défensive, dans des tranchées morales, sociales et politiques. L'attitude mentale du Boche change déjà pour faire face à cette situation (il a toujours su ce qu'il fallait à ses clients). On le voit très bien par ses journaux.

Et je vous écris tout ceci en partant de l'hypothèse que la guerre ne leur a imposé que des pertes en hommes, comme s'ils n'avaient pas à compter avec la maladie, avec la disette commençante, avec des besoins et des troubles internes, — comme si leur Maître, qui *entre peut-être en ce moment dans ses Cent-Jours*, était immortel. Accordez-leur tout : une défensive impossible à briser, un afflux de vivres qu'on ne puisse arrêter, un peuple indéfiniment zélé et ardent à la guerre ; même alors, — et je sais que vous le pensez tous — il faut tenir : votre France, qui a payé jusqu'à la chair de sa chair, nous, l'Angleterre avec notre demi-million, et qui paierons de plus en plus, — et la Russie, avec ses morts impossibles à dénombrer. Tous les rats sont devant nous dans un seul fossé, et, en ce qui concerne l'Angleterre et l'empire, nous pouvons mettre

assez d'hommes sur les lignes de France pour tenir le Boche comme vous le tenez. Pour le reste, c'est au Boche à le considérer parmi ses autres sujets de souci.

Quant à la situation financière, rappelez-vous que vous et moi (j'ai eu hier cinquante ans) sommes des hommes d'âge mûr, qui jugeons l'avenir d'après le passé que nous avons connu, un passé dont nous imaginons qu'il renaîtra, un jour, de ce présent stupéfiant, — mais ce n'est pas à nous de nous mettre de tels sujets en tête. Si j'étais plus jeune, je démontrerais qu'à chaque guerre succède une vague d'immense prospérité, dont les causes sont aussi bien psychologiques que matérielles. Mais je laisse ces considérations à ceux qui ont vingt ans de moins, et j'accepte la thèse à la mode, celle qui pose qu'une ruine universelle nous attend. C'est entendu. Mais quand le monde entier sera ruiné (matériellement) à la fois, chacun sera aussi riche que son voisin. J'imagine que chez nous, en Angleterre, où les petits souscripteurs ne sont pas nombreux, une certaine proportion de dette sera simplement effacée ou répudiée pour la raison très juste que les hommes qui furent assez riches pour prêter de grandes sommes à l'État, sont assez riches pour les perdre. C'est immoral, mais nous ne ferions qu'en rire — même les gens riches que l'on forcerait à perdre. Peut-être nous donnerait-on des titres de noblesse en compensation : ce serait une admirable — mais combien pratique ! — apothéose de notre « snobisme » national. Je vois qu'il s'est déjà trouvé un journal anglais pour lancer une telle idée. Sérieusement, nous verrons de drôles de finances, et le spectacle de l'Europe centrale administrée comme un domaine pour le profit de :

la France,	la Serbie,	la Nouvelle-Zélande,
la Russie,	le Monténégro,	le Canada,
l'Angleterre,	le Japon,	l'Afrique du Sud,
l'Italie,	l'Australie,	l'Inde,
	la Belgique,	

ne sera pas sans charme. Alors, le Boche écrira un livre pour prouver que le nombre 13 est un nombre malheureux !

Quelle longue lettre je vous écris ! pardonnez-moi, mais les

vôtres me font un effet stimulant. Il pleut, et il fait un vent du diable. Je suis au fond d'une tristesse toute personnelle et nullement nationale. Tâchez de nous interpréter à vos gens comme quelque chose de moins ou de plus que des maniaques. Nous sommes étrangement insensibles à l'effet que nous produisons ; oui, il y a en nous quelque chose que nos amis peuvent prendre pour de la brutalité, et qui n'en est pas. C'est plutôt une variante curieuse du snobisme que je n'ai pas le temps d'analyser. En attendant, nous approchons de notre quatrième million d'hommes. Quand la lutte d'endurance sera finie, nous lancerons, vous et moi, une société pour l'assassinat international de nos politiciens, de nos pacifistes et démagogues, de ceux qui resteront, du moins. Je pendrai ou je brûlerai les vôtres, et vous brûlerez ou pendrez les miens. Je pense que le Russe préférera pendre les siens lui-même.

III

7 janvier 1916.

. . . . . .

Le nouveau bill de conscription est très anglais. Vous avez dû noter qu'il exempte du service armé tous ceux qui ont « des objections de conscience » à la guerre pécheresse. Ceux-là, on les emploiera à nettoyer les latrines, à porter des paquets et ramasser les ordures dans les camps. Voilà un bel exemple des égards que savent avoir les Anglais. Ils s'acquitteront de ces fonctions sous les yeux des camarades qui se sont enrôlés pour la bataille. Vous, qui connaissez la richesse de notre vocabulaire national, pouvez imaginer le langage et les commentaires. Ceux qui ont des objections de conscience formeront une classe à part, aussi longtemps qu'il leur plaira de rester dans cette classe, ce qui pourra bien durer une quinzaine après leur arrivée à la caserne. Et déjà notre petit monde fait une distinction très nette entre les hommes de 1915, qui sont venus d'eux-mêmes, et ceux de 1916 qu'il a fallu chercher. Et puisque les papiers de chaque homme portent des dates, ces distinctions dureront : les femmes et les enfants sauront les

faire durer. Tout ceci est du pur snobisme, mais c'est notre façon de faire les choses. Il y a beaucoup d'échappatoires dans le bill, mais nous sommes trop bons, trop humains pour dire ce qui arrivera à ceux qui se serviront de ces moyens d'évasion.

« O gare aux Anglais quand les Anglais deviennent polis! »

J'arrive d'un grand hôpital de mille lits pour gens de toutes nos races : Canadiens, Australiens, etc. L'un d'eux tenait particulièrement à me voir : un homme gravement blessé, éclopé, j'en ai peur, pour la vie. Mais une seule chose lui importait : c'était un *home-ruler* protestant, et dans un long corridor, accroché à ses béquilles, il développait les abstractions de sa politique. Il désirait passionnément le home-rule, convaincu que c'était « le vrai moyen de détruire automatiquement la puissance de l'église catholique romaine en Irlande ». Il ne voyait que cela (il avait été à Loos où nous eûmes onze mille tués, mais, de ce souvenir, il ne trouvait rien à raconter). Une chose dont il se plaignait, c'était d'entendre indignement injurier les Allemands. Ça c'était mal! « Les Allemands suivent leur propre idéal, et c'est leur droit. » — « Alors, qu'est-ce qui vous a poussé à quitter Vancouver pour les combattre? demandai-je. » — « C'est que leur idéal n'est pas le mien, » répliqua-t-il. « Ils méritent d'être tués : leur idéal est contraire à la civilisation, mais on n'a pas le droit de les injurier grossièrement. » Je crois que rien, aujourd'hui, ne peut plus me stupéfier.

Et il y avait un petit Canadien français, basané et parcheminé. Il n'en savait rien, mais c'était votre Midi incarné. Il était venu pour tuer des Boches « à cause de la France », il prononçait ce mot avec un roulement d'*rrr*. Seigneur Dieu! quel monde que le nôtre !

Quelqu'un parlait, l'autre jour, des charges de la France... C'est la perte de tant de Français, de tant de splendides vies françaises que je pleure. Ce n'est pas la perte des francs. Et il u'y a pas de retard puisque chaque heure ajoute son nombre au total des Boches morts. Quant aux milliards — il y eut jadis un homme qui s'appelait Buonaparte, et qui, si ma mémoire me sert bien, fabriquait des assignats. Ceux qui labourent la terre seront riches après la guerre, — ceux qui ne travaillent

pas seront pauvres; mais il n'y aura plus d'Allemagne. Pensez à cela. Quand on cessera de peser sur la grande barrique — la tonne d'Heidelberg ou de Hindenbourg, si vous préférez — les planches de la barrique s'ouvriront d'elles-mêmes, et l'on verra paraître, empaqueté dans de la paille, un corps mort qui s'affaissera sinistrement de côté. Nos gens ne s'en rendent pas encore compte. Il y a trop de bonté, trop d'humanité ici, trop peu d'imagination : mais déjà quelques-uns de nos grands hommes d'affaires et financiers commencent à se demander si le problème allemand (problème de commerce, etc.) sera aussi grand après la guerre qu'ils l'ont cru jusqu'ici.

Il me semble que, là-dessus, les neutres voient plus clair que nous, aveuglés que nous sommes de notre sueur et de notre sang.

Sans doute, les Boches tâchent aujourd'hui d'économiser autant que possible leurs hommes. Ils ont commencé à économiser une année trop tard, voilà tout. J'ai vu la même chose chez certaines gens qui vivaient sur un pied extravagant. On nous dit aussi qu'ils sont en train d'organiser leurs conquêtes (c'est la phrase favorite) de la façon la plus habile et la plus énergique. J'ai vu aussi des hommes au bord de la banqueroute dont les liasses de factures, les jardins, les garages et les hangars ne laissaient rien à désirer. Leurs créanciers mêmes admettaient la perfection de leur ordre.

Et, tout au fond de la scène, gît le « Tout-Puissant » (*Allerhöchste*) qui ne semble pas — tout à fait bien. Relisez, dans Andersen, l'histoire des robes neuves de l'Empereur, et aussi la conversation du charretier et du moineau dont le seul mot était : « Charretier, ça te coûtera ta vie ! » Maintenant il faut que je m'arrête... Remerciez le ciel que je ne fonctionne qu'en une seule langue.

. . . . . .

RUDYARD KIPLING

LES VAGABONDS DE LA GLOIRE [1]

Mer Adriatique, 25 octobre.

On ne sait quoi d'obscur frôle l'horizon. Tache sur le ciel? Pointe de nuée? Mirage d'îlot? Notre œil n'hésite pas longtemps : cette chose vit et respire ; c'est la fumée d'un bâtiment... L'officier de quart active les machines, manœuvre le gouvernail et pointe l'étrave sur cette fumée. Depuis le départ de France, pas un navire, pas une voile n'ont évité l'inquisition des croiseurs et contre-torpilleurs, Argus et Cerbères des sentiers de l'onde.

Au-dessus de l'horizon montent la mâture, les cheminées et la coque du navire. Que sa conscience soit trouble ou tranquille, il sait qu'il n'échappera point à notre vitesse, et ne tente pas de s'enfuir... A quinze mille mètres, sa silhouette indique un paquebot ou un bâtiment de charge ; à dix mille, sa hauteur au-dessus de l'eau nous apprend s'il est rempli ou s'il ne porte rien ; à cinq mille, son pavillon nous enseigne sa nationalité. Anglais ou Français, il passe. Neutre, nous lui montrons le signal du code international :

« Arrêtez-vous sur-le-champ ! »

Il faut bien qu'il s'arrête. Fait-il mine de poursuivre : un premier coup de canon à blanc l'avertit de ne pas jouer avec le feu. Feint-il de ne pas entendre cette semonce : un projec-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 janvier 1916.

tile tombe sur sa route, et le prévient que nous ne badinons pas. Que son hélice s'obstine à tourner : quelques coups en pleine coque l'assureraient que cela devient sérieux... Il s'arrête toujours à temps.

Le croiseur s'arrête lui-même à portée du suspect. En un clin d'œil, une de nos baleinières descend à l'eau, son équipage saisit les avirons ; l'officier de corvée, armé du sabre et du revolver, muni d'un grand registre, saute dans l'embarcation qui s'éloigne du bord. Un matelot l'accompagne. Quand la brise est mauvaise et la mer clapotante, la coquille bondit, plonge et roule ; les sept baleiniers s'évertuent à force de rames sur le bref parcours qui semble interminable ; des paquets de mer coiffent marins et officier qui dans quelques minutes sont complètement trempés.

La baleinière accoste le vapeur, sur la muraille duquel se balance une échelle de corde ; parfois, c'est une simple corde à nœuds. Pourquoi sont-elles toujours trop courtes? Je n'en sais rien... A bras tendus, empêtré d'un sabre et d'un registre, sanglé dans une redingote qui n'est point taillée pour la voltige, l'officier s'efforce de saisir l'échelle. Mais la houle balance, redresse, incline la baleinière. Quand on approche la coque, l'échelle frétille à deux mètres de hauteur ; dès qu'on pourrait l'étreindre, l'embarcation fait un écart au large. C'est comme un cheval capricieux qui refuse l'étrier. Les passagers, l'équipage du paquebot sourient malicieusement à cette gymnastique. L'officier rage. Il place son sabre entre ses dents, insère son registre entre redingote et chemise, attend l'embardée la moins défavorable, se lance à corps perdu et agrippe l'échelle. Pour quelques secondes, il exécute du trapèze volant ; une lame s'amuse à le lécher jusqu'aux genoux, aux hanches ou à la poitrine ; d'un vigoureux rétablissement, il gagne quelques échelons, se hisse aux cordes glissantes, enjambe le bastingage, et pose enfin les pieds sur le pont.

Dieu merci, l'aventure n'est pas toujours aussi déplaisante. Quelques visites ont paru d'agréables corvées, mais que nous réservent les mauvais temps d'hiver?

Ce serait exiger des capitaines-marchands une vertu surhumaine, que de les vouloir satisfaits de ces visites en pleine mer. Nous les retardons, nous les ennuyons, et parfois les détour-

nons de leur itinéraire. Ils montrent d'ordinaire un visage fort bourru, et d'ailleurs il faut se méfier de leurs mines trop polies. L'officier rajuste son désordre, renfonce sa mauvaise humeur, prend un air impassible et salue militairement.

— Commandant, dit-il, veuillez me soumettre vos papiers.

Cette formule s'énonce en anglais, en espagnol, en italien ou en français. La grammaire en souffre quelquefois, mais tout le monde n'est pas polyglotte. Quand l'officier-visiteur épuise tous les vocabulaires sans que personne comprenne, il se contente d'un geste, appuyé d'un froncement de sourcil dans la direction de son revolver, et l'intelligence survient aux plus obtus. Un petit cortège se forme : le capitaine important, l'officier sévère, le commissaire obséquieux, le matelot d'escorte en serre-file. Par les coursives et les escaliers, ces quatre acteurs gagnent la chambre de navigation où sont déposés les papiers réglementaires. Sur les paquebots luxueux, l'on a disposé parfois dans le salon des premières une table garnie de cigarettes et de liqueurs : une telle attention donne double méfiance.

Le long du parcours, les passagers se pressent en haies compactes. Cet épisode rompt délicieusement la monotonie du voyage, et met dans leurs âmes pacifiques le frisson de la grande guerre. Chacun se sent devenir héros, et prépare des récits dont ses auditeurs futurs seront émerveillés. Les hommes scrutent le visage de l'officier de France, mais ne lisent pas grand'chose sur ce masque froid. Les femmes, plus audacieuses, cherchent son regard, son sourire, se campent devant lui, sollicitent son attention : « Vive la France ! » crie l'une. « Il a un vrai revolver ! » chuchote l'autre avec un frémissement. « Arrêtez-vous, mon officier, que je vous photographie ! » implore une troisième.

L'officier-visiteur ne répond rien, ne s'arrête pas, et se hâte vers sa mission. Sur son grand registre, il consulte le modèle de tous les documents qu'il tient mandat de vérifier ; texte, timbres, paraphes y sont scrupuleusement reproduits, et pas un seul mot des papiers du navire ne doit différer de l'original. Qu'il s'agisse d'arabe, de norvégien ou de japonais, le crayon de l'officier collationne ligne par ligne ; par phrases brèves il approuve ou critique.

L'état civil du bâtiment paraît en règle ; son nom, sa patrie, son passé ne révèlent aucune équivoque. Le capitaine alors subit l'interrogatoire. D'où vient-il?... Où va-t-il et où s'est-il arrêté?... Quels sont les ordres de ses armateurs? D'après la carte et le journal de navigation, d'après les heures et jours inscrits dans les relâches par les autorités officielles, chacun de ses dires passe au contrôle. Un retard, une inexactitude réclament explications et preuves. Par le temps qui court, les mouvements de mer doivent être hors de soupçon et le moindre faux-fuyant rend suspect... Pour venir en aide à son commandant, le commissaire du navire se multiplie, remplit un verre de liqueur, débouche une bouteille de champagne, glisse la coupe fumante entre deux questions incisives. La main française repousse courtoisement ces offres d'Artaxerxès.

Le commissaire à son tour passe au banc des accusés. Il déploie et explique les listes de marchandises, grimoires en toutes langues, bourrés d'abréviations inconnues, de poids et de mesures désuets, rédigés dans l'argot de l'épicerie ou de l'usine. Chaque ligne contient un piège, et vingt dictionnaires spéciaux n'en déceleraient point les traquenards. Comme un archéologue penché sur une pierre usée, l'officier-visiteur soupèse, déshabille, interprète ces hiéroglyphes; d'un calepin tenu à jour sur les navires de guerre, il extrait les listes d'expéditeurs, de destinataires favorables à nos ennemis, et vérifie que leurs noms ne figurent pas sur les papiers du bord.

Chaque énoncé de marchandise pose un dilemme. Certaines cargaisons passent toujours, d'autres sous conditions, et quelques-unes, contrebande formelle, sont de bonne prise. Les textes des conventions de la Haye ou de Londres prétendent résoudre tous les problèmes. L'officier consulte ces textes, s'efforce de s'en inspirer. Mais les conventions rédigées aux temps de paix pour le désespoir des marins de guerre, fourmillent d'équivoques où se glissent les neutres narquois. Combien d'énigmes les officiers belligérants n'ont-ils pas dû résoudre en quelques minutes, sous le regard atone des deux compères.

Selon tel paragraphe, le cas paraît évident, mais une annotation corrective remet tout en question. Il n'y a ni précédents, ni jurisprudence. Sur notre décision repose une parcelle

de la dignité de la patrie : trop de bonhomie risque de procurer aux adversaires des ressources précieuses ; contre trop de rigueur s'élèveront les plaintes véhémentes des neutres lésés. Que notre arrêt de Salomon prête un interstice à la dispute, et une cohorte de juristes, séant aux tribunaux de prises, le tiendra sous la loupe pendant des semaines et des mois ; ils useront de longues veilles et des monceaux de papier avant de découvrir ce que devait être la sentence rendue entre une baignade en baleinière et une alerte contre les sous-marins. Et, plus tard, les bulles officielles fulmineront sur le coupable le désaveu circonstancié des jurisconsultes de fauteuil.

Bah ! Nous avons nos grâces d'État. Notre conscience est claire, nos desseins sont purs et peu de remords accompagnent nos verdicts. Hier comme demain, le simple conseil du bon sens nous dicte l'embargo ou l'absolution. Les sourires, les grimaces du commissaire n'inclinent pas nos jugements, et quand même le capitaine, au moment critique, nous offre avec insistance une boîte entière de précieux cigares de la Havane, cette séduction n'ajoute pas un grain sur le plateau de nos balances. L'officier refuse poliment, termine son examen, décide, et réclame la liste des passagers.

— Commandant, veuillez ranger sur le pont toutes les personnes présentes à bord. Que chacune tienne à la main ses pièces d'identité. Je passerai l'inspection dans cinq minutes.

Femmes de chambres et garçons s'éparpillent dans les cabines, qu'un brouhaha remplit soudain. Au milieu d'un concert d'exclamations, de murmures et de rires, des doigts fiévreux fouillent les portefeuilles et les sacs. Les voyageurs à l'âme blanche découvrent tout de suite ce qu'il faut ; les femmes rajustent leur coiffure, poudrent en hâte un soupçon de hâle et rectifient d'un tour de main tous les détails de leur toilette. Elles s'amusent follement. Voilà du vrai théâtre ! Pour bien peu, elles vêtiraient leur plus jolie robe... Mais l'officier s'impatiente et le capitaine s'excuse : un passager ne peut mettre la main sur ses passeports, qu'il a sans doute enfermés dans une malle... Parfaitement ! L'histoire est connue ! Qu'on fasse grimper tel quel ce gibier d'Allemagne.

Sur deux ou plusieurs lignes, tout le monde se range enfin. Irrésistible, un ordre monte aux lèvres de l'officier-

visiteur : « A droite alignement !... Fixe ! » Mais non ! Ces passagers ne sont point des militaires. Et puis, comment aligner cette grosse dame en jupe trop courte qui s'intercale entre un adolescent asthmatique et un Américain noueux ! Étouffons notre rire ! Les lignes oscillent, un gamin éternue dans les profondeurs, deux Brésiliennes ou deux Argentines s'esclaffent sans vergogne, un bon nègre gigantesque tremble de peur. L'officier passe l'inspection.

Comme une rangée d'aveugles avançant des sébilles, chacun tient à la main ses passeports. Les hommes sont extrêmement graves, indignés presque, et l'on devine derrière leur front des tempêtes silencieuses ; ils guettent une parole imprudente afin d'invoquer soudain leur consul, leur ambassade et les droits imprescriptibles des neutres. Vain espoir. L'officier les dévisage d'un clin d'œil, et feuillette leurs papiers d'un doigt scrupuleux. Timbres et paragraphes sont corrects, le signalement aussi ; les passeports, l'acte de nationalité ne sentent pas la supercherie. Mais nulle pierre de touche ne vaut le langage : quelques mots, quelques phrases livrent maint secret aux oreilles expertes, et l'hésitation accuse lorsque les parchemins absolvent.

— Veuillez me dire d'où vous venez. — Veuillez me dire votre nom et le jour de votre naissance. — Y-a-t-il longtemps que vous avez quitté votre pays? — Veuillez me répondre dans votre langage? Quelle est votre profession?

Il faut interpeller à brûle-pourpoint, de façon variée, et se garder de poursuivre le dialogue. Jamais de discussion, un jugement instantané, et l'on passe.

Des compatriotes, des Russes, des Anglais, subissent l'interrogatoire. Ils témoignent leur allégresse et voudraient bien causer.

— Trop pressé, mon ami !... Une poignée de main et bon voyage !... Les dernières nouvelles de la télégraphie sans fil?... Tout va bien, très bien !...

Clic ! clic ! A droite, à gauche, les kodaks fonctionnent. Qui dénombrera jamais les albums où d'espiègles passagères auront fixé leur inspection navale? Elles s'imaginent qu'on ne les voit point, mais leur visage subitement sérieux, leur air de n'y pas toucher trahissent leur crime.

— Et vous, mademoiselle ! Que de signatures sur vos passeports ! Quel voyage faites-vous donc?

— Je viens de Valparaiso, et je vais à Moscou dans ma famille.

Grands dieux ! que font toutes ces femmes à travers le vaste monde? La moitié des soldats d'Europe s'est jetée sur l'autre moitié, mais les voyageuses vont, comme des colombes, sans souci de la tourmente.

Les passeports masculins sont compréhensibles : fonctionnaires, industriels circulant de port à port, mobilisés, producteurs d'Extrême-Orient, tous avouent des intentions bien définies et faciles à contrôler. Mais l'origine et la destination des femmes sont des énigmes ou des casse-tête. En Amérique, en Asie, en Afrique, toutes les chancelleries des consulats perdus ont surchargé, raturé les plus déconcertants itinéraires. La fantaisie triomphante règne sur leurs papiers.

Le mystère est accru par les contradictions de leur aspect. L'officier-visiteur examine une passagère modeste, rougissante comme une pensionnaire, en souliers de tennis, tailleur de flanelle et casquette de voyage, qui répond fort timidement... Et que voit-il sur la photographie du passeport qu'elle exhibe? Une poupée souriante, enfouie sous un chapeau grand comme une meule, empanaché d'aigrettes et de plumes; une chevelure fort travaillée cache la moitié du visage, et trois rangs de perles se posent sur un col ouvert pour le bal !... Y a-t-il rien de commun entre cette figurine de luxe et la personne craintive, figée la main dans le rang, dont l'allégresse intérieure se traduit par le pétillement des prunelles et l'imperceptible tremblement des coudes? Malin qui le jurerait.

Trop heureux quand elles connaissent au juste leur nationalité. Je ne soupçonnais point qu'une patrie pût s'égarer, se perdre, et se retrouver comme une paire de gants. Mais on apprend chaque jour en ces parages-ci. La guerre, les conventions et les révoltes ont si bien embrouillé la carte de l'Orient, qu'il semble que chacun s'y soit pourvu de deux ou trois patries de rechange.

— Enfin, madame, veuillez vous expliquer pour votre mari, que je ne comprends pas. Quelle est sa nationalité? Et vous-même, êtes-vous Turque, Égyptienne, Grecque ou Russe?

— C'est très simple, monsieur l'officier. Mon mari était Arménien, c'est-à-dire sujet turc. Au moment des massacres, il s'est enfui au Caucase, et a trouvé prudent de devenir protégé russe. Ses affaires l'ont appelé en Crète, qui est devenue grecque pendant qu'il y vivait. Moi, je suis née en Macédoine, sujette turque, mais la dernière guerre m'a rendue Serbe. Nous allons à Alexandrie, parce que l'on y sera plus tranquille, car depuis que les Anglais sont suzerains de l'Égypte, nous avons l'intention...

Ainsi va le conte... Aventurières, espionnes ou épaves ballottées aux remous levantins, leurs discours sont aussi pittoresques que leurs papiers. Il y aurait du ridicule à les tourmenter dans le labyrinthe où elles-mêmes s'égarent.

A quoi bon d'ailleurs? Les vraies prises, les bons butins, se reconnaissent à des symptômes sûrs : faces germaniques, accents tudesques, réponses rogues ou mielleuses, explications balbutiées. Ils ont beau maquiller leurs noms et nous soumettre des faux en écriture, la race de ces Allemands suinte par tous les pores. Ils courent fomenter la révolte en Égypte ou Tripolitaine ; ils vont travailler les Balkaniques, poursuivre aux Indes ou en Chine quelqu'une de leurs œuvres souterraines. Invariablement, leurs passeports émanent de Suisse ou de Hollande, mais leur acte de nationalité, tout neuf, sorti des presses, rappelle je ne sais comment les pièces fausses et trop luisantes... Suspects !... L'officier descend dans leur cabine ; tout ce qu'il trouve dans les valises, les malles de voyage dénote l'innocence et la sincérité. Mais une odeur étrange donne la nausée. Elle ne se définit pas : qui l'a sentie reconnaît sans erreur le genre de chair dont elle émane. Le mouchoir aux narines, on bouleverse la couchette et l'on fouille les meubles. Sous les matelas, derrière les lavabos, dans les plis d'une couverture, gisent le papier, l'enveloppe ou le dossier révélateurs... Ennemis !...

Désormais, il faut conclure l'affaire avec décision, avec élégance, à la française. Investi de pouvoirs discrétionnaires sur un bâtiment neutre, l'officier-visiteur est tenu à des courtoisies qui satisfassent les plus chatouilleux. Son attitude, le ton de sa voix, la qualité de ses paroles affirment en un milieu souvent hostile, toujours ombrageux, la volonté souveraine de

la patrie. L'état-major du navire, son équipage, ses passagers forment un aréopage de juges sarcastiques, de témoins libres qui dauberaient aux quatre coins du monde sur la moindre maladresse. Enfin, nous avons la coquetterie de ne point imiter les goujateries de nos adversaires.

L'officier-visiteur s'arrête en face de l'Allemand, l'interpelle par son nom, pose un doigt léger sur sa manche ou son épaule, et dit sans élever la voix :

— Je vous fais prisonnier. Suivez mon matelot qui va prendre vos bagages et vous conduire dans la baleinière.

Les cris, les éclats de colère, les insultes ne doivent point émouvoir. On n'ajoute rien. Ce qui est dit est dit. Tout au plus, si la scène devient pénible, l'officier se tourne vers le capitaine.

— Commandant, je vous enjoins d'user de vos pouvoirs pour obliger monsieur à me suivre. Sinon, je serai contraint d'user de la force. J'endosse la responsabilité de l'ordre que je vous donne, et vais vous en dresser procès-verbal.

Cela suffit. Couvert devant ses armateurs et son gouvernement, le capitaine abandonne le prisonnier à son sort, et active le transport de ses hardes. Penaud, mâté, le Germain pris au piège, proteste. Mais le matelot fidèle le saisit déjà, et l'expédie, peut-être sans ménagements, vers la baleinière. L'auditoire commente. Les kodaks fonctionnent de plus belle. Quelques mains applaudissent, quelques mécontents murmurent. Le cercle s'ouvre avec déférence devant l'officier qui, sur le journal de bord, copie les formules consacrées à la visite, en relate les péripéties, dégage le commandant, et signe cette déposition qui courra les chancelleries.

Alors, alors seulement, toutes affaires réglées, il acceptera peut-être une cigarette, une liasse de journaux ou une tasse de café. Pendant que les bagages du prisonnier dégringolent tant bien que mal au fond de la baleinière, l'officier fait quelques pas sur le pont. La cohue des passagers se précipite vers sa personne humanisée. « Les nouvelles ! Les nouvelles ! » supplient toutes les voix. Il répète les radiogrammes de la Tour Eiffel, du Poldhu, et se garde de rien commenter. Par enchantement, les misses, les donnas et les señoras, de toutes nations et de beautés diverses, glissent sous sa main un crayon, des albums, des cartes postales. Il se défend. On l'implore

avec des mines ensorceleuses. Ne faut-il point céder? Fébrilement, il paraphe, signe, date les cartons et les bristols. On lui promet des photographies — qu'il ne recevra jamais. Des ciseaux sournois coupent un bouton de sa redingote — pour le monter en épingle à chapeau. Des ménages l'invitent en Ukraine, en Californie ou à Buenos-Aires — après la guerre.

Enfin, le matelot d'escorte revient :

— Paré! — dit-il en saluant.

L'officier fend la presse, enjambe le bastingage, recommence sa voltige de descente. Sur le banc de la baleinière, son prisonnier tout à fait silencieux tient le moins de place possible.

— Vous pouvez continuer votre route! — crie le visiteur au capitaine qui attend sa libération.

On l'interpelle, on lui dit au revoir ; des écharpes, des mouchoirs s'agitent, mais il est déjà parti dans le creux des lames, essuie les embruns qui lui fouettent le visage, et lance de la casquette un grand salut d'adieu à tous ces passants qu'il ne reverra plus.

Dix minutes plus tard, la baleinière est hissée à bord, prisonnier compris. L'officier rend compte à son Commandant et rédige sur-le-champ son rapport. Le croiseur s'ébranle et pique à l'ouest, le paquebot s'éloigne dans le sud, et bientôt l'un ne verra plus que la fumée de l'autre. Pendant quelques heures, nous rôdons encore, en attendant que recommence la même cérémonie. Cinq ou six fois par jour, nous arrêtons, visitons, laissons passer ou montrons les dents. Il est des aventures amusantes, d'autres dramatiques ; pour quelques visites fructueuses, combien demeurent stériles! Hier au combat, toujours à l'affût, bête traquée et douanier de haute mer, marchant sans répit et jamais dans les ports, tel est le destin des croiseurs. Qui de nous s'attendait à cette guerre-là? Personne, je le jure.

Au nord de Corfou, 30 octobre.

Ne venons-nous pas de faire un rêve?

Pendant quelques jours, non, je dois me tromper, pendant quelques heures, le *Waldeck-Rousseau* est resté immobile au port de Malte, et nos semelles ont pu fouler de la terre, du sable, des trottoirs. Cinquante-trois jours de mer nous avaient

persuadés que tout est mouvant en ce monde. Il faut être marin pour goûter la volupté des rivages.

Mais c'était bien un rêve. La nuit présente nous retrouve déjà sur les sentiers de police, entre la côte d'Épire et Corfou. Notre barrage est bref, nous allons à toute petite allure, les hélices somnolent presque, et pendant ma veille, de dix heures du soir à deux heures du matin, le croiseur a vogué dans des ombres magnifiques.

Cette mer est trop belle. Attentive à consoler notre exil par des caresses féminines, elle nous offre d'heure en heure un visage délicieux et nouveau. Aux moments d'alerte et d'angoisse elle réussit à nous pénétrer de son aisance molle. Mais aujourd'hui, loin des côtes autrichiennes, toutes choses paraissent clémentes, et le marin peut s'abandonner à la magie des ténèbres. Nul bruit, nul souffle, des minutes bienheureuses. La Nature ne sommeille jamais si bien que sur les flots endormis, et les mots les plus étouffés sont trop bruyants pour exprimer ce silence. La mer s'ouvre avec langueur à notre étrave et nous accompagne, amoureuse pour ainsi dire, de ses bras fluides qui s'étirent tendrement le long de notre carène. Les reflets des étoiles, qui d'ordinaire se balancent sans trêve sur les rides de l'eau, y demeurent immobiles comme des clous de lumière. La côte se mire dans l'élément noir, si parfaitement renversée que la terre et son image semblent découpés sur un même bloc. L'Épire, Corfou et Merlera nous entourent d'un cercle immense, presque aussi clos qu'un lac. Mais ce lac est rempli d'une eau limpide errant des plages d'hier aux falaises de demain.

Élargis par l'air diaphane, les astres semblent descendus plus près de nous ; la lune ne trouble pas les plaisirs de l'ombre. L'étoile Sirius monte au ciel, détachée soudain des montagnes ainsi qu'une fusée lente. Elle est ronde comme un fruit céleste, et les phares côtiers s'obscurcissent devant cette reine de notre ciel.

Sur le versant balkanique, à mi-flanc de montagne, s'allume une clarté rouge. Il ne faut point de longs regards pour deviner un incendie : dans quelque vallon bien pauvre, un pauvre village brûle et meurt. Est-il albanais, grec ou épirote? La torche de quelques bandits a jeté l'étincelle dans

la première grange du sentier ; les chaumes, les murs de torchis, les logis obscurs se résolvent en tourbillons, et les étoiles sont salies par les pinceaux de la fumée. Des troupeaux, là-bas, beuglent et bêlent à la flamme; des mères échevelées emportent leurs nourrissons ; les hommes chargent leur fusil et lâchent les chiens. Demain, par représailles, un autre hameau flambera.

Nous sommes si loin, si perdus dans le noir, que ce brasier sinistre n'émeut point. Comment plaindre ou maudire, quand la distance étouffe les clameurs? Comment aussi n'être pas ramené de force à l'obsession de la guerre que la mer, le ciel et les étoiles avaient chassée du présent? Ces flammes lointaines ne sont-elles pas allumées par l'incendiaire de Berlin, et ne présagent-elles pas la traînée de meurtre qui bientôt ensanglantera l'Orient?

Mais en cette nuit-ci je ne veux pas m'abandonner aux tristesses. Je veux glisser complètement dans le noir somptueux et lui demander le calme nécessaire aux alertes prochaines. Avant l'aube, un velours de fraîcheur se traîne et chasse la fatigue insidieuse. Cette fraîcheur des fins de nuits semble figer encore plus la surface de l'onde, où s'enfoncent les reflets des astres, droits, infinis, blancs comme des cierges. Scintillant au-dessus de chaque cierge, chaque étoile évoque la flamme qui tremble autour des autels chrétiens, au crépuscule, quand le pénitent attardé ne distingue point la mèche obcure entre la cire et la flamme. Le croiseur se meut parmi les colonnes irréelles du temple adriatique.

Ce temple n'a point de voûte, d'orgues ni de parvis. Les chandeliers y brûlent depuis la première respiration des choses. Le tabernacle, c'est l'immensité où se balancent les éléments divins. L'architecte sans nom, c'est le grand Dieu qui près de son trône a semé les étoiles, afin que les pauvres regards des hommes s'élèvent jusqu'à lui.

Dans les îles autrichiennes, 2 novembre.

C'est l'aube. Nous faisons route en ligne de file vers les îles autrichiennes. De croiseur à croiseur, les coqs s'appellent et se répondent. Le pépiement de nos basses-cours accompagne leur chant clair, qui salue l'aurore. Dans l'air frais meuglent

et bêlent les bœufs mélancoliques, les moutons indisciplinés, dont chacun de nos repas réduit le nombre. Vers les officiers de quart monte l'arome champêtre issu du poulailler, du fumier des bestiaux, du foin qui les nourrit, et l'espace liquide est parcouru par les bruits d'un réveil agreste. Aux préoccupations de la veille, le trésor des souvenirs ajoute une nostalgie; l'on voudrait se croire dans quelque demeure champêtre, ceinte de prairies et de bois, et l'on voudrait fermer les yeux pour que rien ne détruise ce rêve.

Mais l'onde verdissante forme notre prairie, et les îles dalmates, qui sortent de la brume, sont les bocages de notre horizon. Les trois grands croiseurs à six cheminées sont en haute Adriatique, aux approches de Lissa, bastion des Autrichiens sur la mer où nous voguons sans obstacle. Plus au sud, vers les îlots de Lagosta ou de Pélagosa, les escadres cuirassées marchent à petite vitesse. Une fois encore, la dixième ou la vingtième, nous ne le savons plus, l'armée navale française émerge de l'aube au milieu des terres ennemies, et offre le cartel que l'on ne veut point accepter.

A toute petite distance, Lissa s'éveille sous nos yeux. Des pentes agréables et boisées revêtent cet îlot; une ville minuscule, son chef-lieu, entoure un port aux eaux tranquilles. Nous n'avons pas besoin de nos jumelles pour compter les maisons, les fenêtres, ni les gens qui sortent dans les rues, lèvent à notre aspect de grands bras vers le ciel, et rentrent derrière leur huis qu'ils barricadent. Le ruban d'eau qui nous sépare de cette rive n'est guère plus large qu'un fleuve, et, sans viser, nos canons pulvériseraient demeures et habitants. A notre place, les Allemands s'assureraient un triomphe grandiose que leurs gazettes célébreraient dans le catalogue des victoires germaniques. Mais les Français sont incorrigibles; ils n'apprendront jamais ces illustres méthodes, et n'assassineront point les cités ni les hommes sans défense. Qu'on en pense ce que l'on voudra, notre évangile ne contient pas ce précepte.

Deux escadrilles de contre-torpilleurs accompagnent notre division, et manifestent notre présence par des ravages permis. Le phare de Lissa peut aider les navigations nocturnes des Autrichiens; le câble télégraphique peut transmettre aux arsenaux les mouvements des flottes françaises : nos

contre-torpilleurs ne manquent point de détruire ces instruments de combat. Leur canon tonne contre le phare, leurs dragues cherchent le câble au fond de l'eau. Pour mieux souligner notre aisance à nous mouvoir chez nos ennemis, les petits bâtiments français pénètrent dans le port de Lissa et s'y prélassent. Le peuple de pêcheurs et de caboteurs s'épouvante ; nul n'attend de merci, et tous offrent leur âme à Dieu. Du haut de la passerelle, les officiers des croiseurs surveillent cet affolement ; ils voient des théories d'habitants qui s'enfuient dans la campagne, où nos canons pourraient les clouer comme des mouches sur un mur. Tout cela fait sourire. Nos matelots lavent tranquillement leur linge ou bavardent avec gaîté. Aussi bien que leurs chefs ils goûtent le délice de cette matinée calme, devant une île pleine de soleil et de frayeur ; leur âme généreuse ne désire pas la destruction de cette ville sans défense. Mais au fond d'eux-mêmes, et dans leurs dialogues, se pose une question que trois mois de guerre navale n'ont pas encore résolue : « Que faut-il donc à ces Autrichiens pour qu'ils se redressent? Ne nous offriront-ils pas la revanche de nos affronts? »

Un officier, quelques matelots des contre-torpilleurs mettent pied à terre. La population se fait humble et suppliante. On lui demande le nom, l'adresse des deux principaux notables de l'île, et sur-le-champ ces deux notables sont connus. Point de menaces ni de revolver. Chaque événement se passe avec élégance. Les deux notables amenés devant le chef du détachement français tremblent d'abord ; la fermeté courtoise du marin qui peut tout les rassure, les conquiert. Quand on leur annonce que l'armée navale les retient comme otages, ils n'ont point peur de se livrer à la bonne foi de ces hommes qui ne mésusent pas des droits de la guerre. Quand on exige de Lissa une contribution de vingt-cinq mille francs, ils la donnent eux-mêmes, en espèces trébuchantes, convaincus que cet or n'ira point dans des poches de détrousseurs. Quand on les invite à se rendre à bord des contre-torpilleurs, ils obtiennent le délai de revêtir leurs plus beaux vêtements, d'embrasser leur femme et leur famille, et de transmettre à la cité l'assurance que les croiseurs ennemis ne la bombarderont point... Dans ce petit coin du monde où le hasard nous confère

les redoutables pouvoirs du plus fort, quelques heures suffisent à nous rallier les âmes. Si d'aventure les traités consécutifs aux victoires françaises plantaient sur cet îlot le pavillon tricolore, il y flotterait en ami.

La matinée passe. Stoppés devant le port de Lissa, les trois croiseurs attendent que les contre-torpilleurs achèvent leur besogne à loisir. Midi sonne. Sans aucun doute, les bases autrichiennes, Cattaro, Pola et Sebenico, sont prévenues de notre présence, de notre action. Les premières heures de l'après-midi s'écoulent. Aucune escadre ennemie n'approche pour relever le défi. Nos forces cuirassées, au delà de l'horizon, attendent en vain le radiogramme qui annonce que nos adversaires veuillent venger l'insulte faite à leur territoire... Est-il bien vrai que la France soit en guerre avec l'Autriche?

Le commandant des escadrilles vient rendre compte de sa mission au contre-amiral du *Waldeck-Rousseau*. Il expose la terreur des habitants de Lissa, leur humilité, la prise des deux otages, et retourne à bord de son contre-torpilleur. Notre télégraphie sans fil demande au Commandant en chef des ordres supplémentaires, et soudain, émergeant du dédale des îles autrichiennes, apparaissent enfin deux colonnes de fumée. Toutes les jumelles, toutes les longues-vues se braquent vers ces ombres tant souhaitées. Les cœurs bondissent, les yeux redoutent de se méprendre... Mais non ! L'ennemi répond à l'insulte... De nombreuses mâtures gravissent l'horizon. Chacun les voit monter, et pousse un cri de joie lorsqu'en pointe une nouvelle... Cinq ! Dix ! Quinze ! Dix-huit ! Le Grand Jour est venu.

Le soleil resplendit. Pas une ride ne coupe la mer. Notre contre-amiral hisse les signaux de chasse et de combat, et la division des croiseurs, les deux escadrilles de contre-torpilleurs, foncent à toute vitesse sur les fumées hostiles. Nous ignorons encore la puissance, le nombre, l'artillerie de l'adversaire qui offre le combat. Qu'importe ! Le panache de ses cheminées couvre tout le nord-ouest. Il faut bondir vers la bataille. Si notre premier engagement n'est point victorieux, les radiogrammes d'appel que nous lançons aux cuirassés les feront accourir vers la victoire préparée par notre premier feu. Les clairons joyeux rappellent au branle-bas de combat ;

les navires de France hissent le pavois de guerre, pavillon national, tout neuf, à la pointe des deux mâts. En quelques minutes, tous les hommes courent à leur poste. Ils rient, ils chantent, ils sont fous. Mais à peine arrivés devant leurs appareils, ils rentrent dans le silence du devoir. Chauffeurs aux foyers, mécaniciens aux machines, canonniers aux pièces, ont le bras prompt, l'esprit tendu et l'œil alerte. Le long de la carène, l'écume bondit et glisse comme la route aux côtés d'une automobile. Dans le blockhaus, le commandant, les officiers de tir, l'officier de manœuvre attendent avec anxiété le moment où ils reconnaîtront l'adversaire qui s'offre à nous : ils voudraient hâter la marche du navire, mais nos hélices tournent éperdument ; elles ne peuvent pas ajouter un millimètre à notre vitesse... Enfin, sur la courbe des ondes, la silhouette des ennemis se dessine.

Hélas ! Ce ne sont que destroyers ! Rapides et puissants destroyers, je le veux bien, mais l'Autriche n'eût pas démérité de nous offrir des jouteurs semblables à nous-mêmes. Contentons-nous de l'aubaine. Trop de jours se sont gaspillés contre des adversaires invisibles. Ceux-là sont réels, vivants et pleins d'ardeur. Ils galopent vers nous, torpilles braquées ; nous pointons vers eux nos canons qui ne peuvent pas encore les atteindre : la partie est égale. Comme nous, ils ont hissé le pavois de bataille, et le *Waldeck-Rousseau*, lancé sur l'eau tel un coursier de sang, entraîne ses croiseurs et ses deux escadrilles à l'aventure où quelqu'un doit mourir.

Quelques minutes passent, gonflées d'anxiété silencieuse. Les hommes enfermés dans les alvéoles des fonds tendent l'oreille pour percevoir le bruit sourd de la première salve ; ils peuvent mourir en un instant, pour peu que quelque torpille bien pointée touche le croiseur, mais ils donnent toute leur âme de bronze aux appareils et aux machines, afin qu'aucune ne défaille en cette crise merveilleuse. A travers leurs lunettes, les pointeurs des canons voient la distance s'évanouir par une sorte de miracle. Vingt mille mètres... Dix-huit mille mètres... Quinze mille... Quatorze mille. Encore deux mille mètres, et la rafale de notre artillerie s'abattra sur l'adversaire. En trois lignes parallèles, les destroyers d'Autriche jettent des torrents de fumée ; ils sont soudés l'un à l'autre ;

chaque ligne glisse sur l'eau bleue comme un boa scintillant. A nos côtés, nos contre-torpilleurs ont serré leurs distances, et labourent des mottes d'écume argentées par le soleil.

Mais que voit-on là-bas ! Les lignes autrichiennes s'écartent, s'infléchissent, leur tête fait une grande courbe ! Est-ce possible? Ils s'en iraient ! Ils refuseraient la bataille ! Avec une angoisse rageuse, tous les regards veulent se tromper. C'est un jeu du soleil, une bouffée de vent qui incurve les fumées... Pas du tout. Ils ont fini leur mouvement tournant, nous montrent le dos, et ils ressemblent à trois trains qui fuient à toute allure sur trois rails d'écume.

Oh ! tenir sous ses yeux la revanche de tant de semaines inutiles, et la voir se dérober juste à la limite où nos canons ne peuvent atteindre ! Sentir que sous nos pieds nos gigantesques machines, qui cependant ne faiblissent point, ne peuvent plus rattrapper la proie dont les jambes sont trop longues ! Mesurer la distance, et la sentir augmenter, un peu plus à chaque seconde, comme un élastique aérien qui s'allonge ! Quatorze mille mètres !

Quatorze mille cent... Quatorze mille deux cents... Ah ! nous voudrions commander aux flots, jeter dans l'atmosphère une bourrasque soudaine, hacher l'onde de clapotis et de houle. Nos carènes puissantes n'en iraient pas plus lentement, mais les destroyers se heurteraient à chaque crête de lame, ralentiraient, s'épuiseraient et notre fougue triompherait de leur couardise.

Ils courent vers le labyrinthe des îles Dalmates, qui grandissent devant nous comme une famille de monstres marins émergeant de l'eau. Nous poursuivons toujours. Seize mille... Dix-sept mille mètres... Peut-être un remords ou une défaillance saisiront-ils les poltrons. Mais non, leur débandade est une ruse préméditée. En haut du ciel, glissant et descendant parmi les nuages diaphanes, un avion de guerre fond vers les navires de France, les prend en enfilade, et laisse choir des bombes que seules d'habiles embardées rendent inoffensives : elles éclatent contre les carènes... A la surface de l'eau, l'un des croiseurs aperçoit le sillage d'un périscope ; quelque sous-marin à l'affût a peut-être lancé ses torpilles ; notre vitesse l'aura déçu ; personne n'est touché ; on canonne au passage

cette raie d'écume qui s'évanouit aussitôt. Le sous-marin s'enfuit dans les profondeurs, l'aéroplane est déjà hors de vue, et les destroyers approchent le couloir de l'archipel. Dix-huit mille mètres... Dix-neuf mille... Chaque seconde de poursuite augmente le danger, l'inutile danger sans récompense. Il devient évident que cette fuite de Parthe nous entraîne dans la zone où rôdent d'autres sous-marins, où s'embusquent d'autres avions, où sommeillent les terribles mines qui massacrent sans bouger. A quoi bon s'acharner. Nous galopons vers une mort qui ne donnerait point de gloire à la marine ni de bénéfice à la France...

Le contre-amiral fait hisser des signaux... Tandis que les destroyers autrichiens s'engouffrent dans les détroits où ils espéraient nous attirer, nos croiseurs et contre-torpilleurs décrivent vers le large une grande conversion ; l'hélice les pousse dédaigneusement loin de ces rives qui n'abritent aucun adversaire loyal. Peu à peu, des profondeurs du navire, remontent les hommes enfermés pendant le branle-bas de combat : ils n'ont rien vu, rien entendu, et se renseignent avec avidité. Les matelots du pont leur parlent tout bas. Les joues pâlissent, des poings se serrent, des lueurs de rage foncent les prunelles. Tout l'équipage morose erre silencieusement au grand air. Une mélancolie s'empare des visages, des cœurs serrés, des nerfs détendus qui semblent n'avoir plus de ressort.

Quelques heures plus tard, dans le crépuscule, nous rallions l'armée navale. Par les radiogrammes émis au cours de notre chasse, elle a suivi passionnément les péripéties de l'enthousiasme, de l'effort, du danger, de la déception. Prête à nous secourir, à bien recevoir la flotte autrichienne si celle-là était sortie, elle nous a attendus pour la nouvelle descente de l'Adriatique, infructueuse, semblable à tant d'autres.

Pendant une demi-heure, sous l'or des rayons du soleil déclinant, les escadres, les escadrilles et les divisions accomplissent les manœuvres rituelles des ralliements, des ordres de marche, des départs pour la nuit. Les lignes majestueuses et souples s'entrecroisent, se rapprochent et s'éloignent sur le champ de manœuvre liquide. Chaque mouvement est parfait. On dirait une procession de cathédrales mouvantes. Le soir donne aux carènes des chatoiements de vitraux. La voie est

parsemée de fleurs d'azur et de pourpre. Tout le long des mâtures, montent et descendent les signaux. Vers le ciel, montent les volutes de la fumée. Un silence religieux plane.

La nuit tombe. Du haut de leurs îles enveloppées de brume, les Autrichiens peuvent contempler nos évolutions dédaigneuses, notre départ sans hâte. Pas un de nos mouvements ne montre d'inquiétude. Que ces tristes adversaires osent nous relancer ; quelle que soit l'heure de jour ou de nuit, ils trouveront matière à dialogue. Mais nous apprenons à les connaître. Paresseusement, les cuirassés, les contre-torpilleurs, prennent possession de la largeur de l'Adriatique, et commencent leur descente solennelle. Ce matin, les croiseurs étaient au nord, à l'avant-garde. Ce soir, déployés au sud, en avant-garde encore, ils vont consoler par leur vigilance leurs regrets de l'après-midi.

Au large de Bari, 3 novembre, 4 heures du matin.

Dieu merci, j'étais de veille pendant les heures sombres de la nuit. Je n'aurais pu m'abandonner au sommeil. La déconvenue d'hier me donnait toute l'exaltation que n'avait point épuisée la bataille réelle, et mille idées sans lien bourdonnaient derrière mon front. Maintenant encore, après quatre heures de veille échelonnées d'alerte, je ne peux sur ma couchette trouver un instant de repos. Je me relève, et viens causer avec le confident toujours dispos, le cahier qui reçoit l'aveu de toutes mes humeurs. Peut-être après cette conversation sans réponse, mon esprit devenu plus calme s'oubliera-t-il dans le sommeil. Ce n'est pas certain. Nous ne savons plus comment on fait pour dormir.

Heureux les soldats qui sur la terre solide affrontent un adversaire présent. Qu'il se cache ou se montre, l'assaut ne tarde pas à venir. Ils s'élancent, chantent et hurlent ; leurs bras poussent la baïonnette, leurs dents mordent et leurs pieds foulent. Au moment de tuer, il est délicieux de devenir une bête, de ne plus penser, d'essuyer d'un même geste la sueur de son front et le sang des blessures... Les marins s'épuisent dans une attente sans parole. Plus ils agissent, plus profond est leur silence. Le voisinage de la mort en fait des machines de précision.

Heureux les soldats qui saluent en courant leur ennemi tombé. Ils l'ont vu venir. Leur court duel se termine par l'ivresse de la victoire ou le repos de la mort... Nos longs cheminements sont des pas furtifs dans le temple des fantômes. Ceux qui nous veulent assassiner rampent au sein des ombres liquides. Ceux qui nous défient refusent la bataille, et nous attirent dans les traquenards de l'onde.

La nuit se traîne sur l'Adriatique. Rien ne semble vivre que notre rêve. Accoudés aux rembardes, les yeux perdus sur l'immensité, les officiers des croiseurs observent un mutisme douloureux. Près de leurs pièces, immobiles comme des statues sculptées avec de l'ombre, les canonniers moroses ouvrent en vain les yeux, et réfléchissent aux désillusions d'hier. Un magnifique orage s'amuse au firmament. Des farfadets de lumière, sautant de l'Italie en Autriche, font des ballets atmosphériques, pas un coup de tonnerre ne retentit, l'espace s'allume et s'éteint ; les éclairs vont et viennent sans arrêt, comme les clins d'œil d'un géant magnétique. Noir et blanc, blanc et noir, le *Waldeck-Rousseau* glisse dans une émulsion fulgurante. Y a-t-il des ennemis? La mer est-elle sûre? Comment nos yeux le sauraient-ils, qui passent d'une illumination plus blanche que le soleil à une opacité plus noire que le néant? Chaque secousse électrique est un glissement d'archet sur nos nerfs triplement tendus. Un reflet sur l'eau prend forme de contre-torpilleur ; le trait droit de l'éclair jaillit comme une fusée ennemie ; l'ombre a l'épaisseur, la consistance et presque l'odeur d'une fumée de navire invisible.

O, lutins de l'atmosphère, comme vous jouez avec les matelots. Là-bas, vers le nord, les veilleurs des cuirassés ont senti leur cœur se remplir et se vider à chaque fantaisie de vos éblouissements. Mais nous, qui précédons et protégeons les escadres, nous les croiseurs, quelles n'étaient pas nos inquiétudes! Hier, l'Autriche nous a vus. Elle a refusé le combat du grand air. Cette nuit, nous en sommes sûrs, nous le devinons dans notre prescience, elle a dépêché les atroces sous-marins. Ils barrent l'Adriatique et nous guettent. Quand tomberons-nous entre leurs griffes : dans une minute, une heure ou une journée? Chaque éclair nous illumine comme des spectres,

mais ils sont enfouis dans l'onde noire. Que ce soit ce croiseur-ci, ou le voisin, ou l'un des beaux cuirassés qui se fient à nos regards, nous sentons que nos yeux se perdent dans un océan de duperies.

Aux premières heures du matin, un radiogramme venu de Malte est traduit par un enseigne. Ce radiogramme, à travers je ne sais combien de câbles, apporte des nouvelles du Pacifique. Sous la grande ombre de la Cordillière des Andes, devant Coronel, trois croiseurs anglais se sont engloutis dans le crépuscule chilien. Contre des navires plus puissants, ils se sont débattus, mais le canon germain a eu raison de leur valeur... Il y a douze ans, du haut des cimes américaines, j'ai contemplé le cirque infini où vient de se jouer cette passe d'armes. Voici quelques années, pendant une croisière de Chine, mes semelles ont foulé le métal des mêmes bâtiments britanniques. Je me rappelle leur allure ; quelques visages qui m'ont souri dorment sans doute là-bas, sur le linceul des madrépores ; entre les doigts qui ont pressé les miens s'enroulent les herbes obscures, dernier vêtement des matelots. Heureux ces navires! Heureux les noyés de la bataille de Coronel. Plus tard, dans quelques semaines, nous connaîtrons les épisodes de leur fin grandiose. Dès maintenant, je les envie, car ils ont rempli leur destin. Leur pavillon déchiré n'a pas lui vainement au soleil ; ils ont frappé, ils ont péri, leurs yeux ont emporté dans les ondes le mirage de la poudre; leur mort transmet un héritage de vengeance, dont tous les marins britanniques sont les légataires.

Pourquoi, dans l'Adriatique, le sort oppose-t-il à notre armée navale des félons qui se dérobent ? Certes, je hais les Allemands, mais on les trouve quand on les cherche. Il nous faudrait des pioches et des rateaux pour arracher du fond de l'abîme les seuls adversaires que l'Autriche nous décoche. Nos soutes sont pleines, nos machines trépident, nos canons allongent leur gueule, mais dans l'Adriatique déserte ne rampent que des sous-marins.

Éclairs silencieux, lueurs et ombres alternatives, brûlures des paupières : les quatre heures de veille se sont écoulées. Mes yeux se plantaient dans le noir ; mes rêves à chaque

minute faisaient le tour de la terre. Le cortège des souvenirs accompagnait l'orage. Parfums d'Indo-Chine, théâtres parisiens, négresses de la Guadeloupe, cyclones de Madagascar, idylles de l'Ouest et tragédies de l'Est, nostalgies tropicales et campagne d'Angleterre, la procession du passé glissait au milieu de ma veille. Souriante, mystique et presque évanouie, elle accourait à l'appel de la fatigue nerveuse. Elle voltigeait sur la passerelle, compagne de ma solitude. Autour de tous mes camarades, de tous les officiers, devenus comme moi les ermites de l'onde, se pressent également les phalanges irréelles du passé ; nous ne les appelons pas ; elles accourent, font un quadrille, cèdent la place à d'autres, et le train de nos songes est plus mobile que le flot. Mais le devoir n'y perd rien. La ronde des souvenirs ne détourne point nos yeux, nos oreilles, de la surface des ondes. Que l'occasion vienne, d'un coup d'épaule nous éparpillerons les souvenirs et ferons les gestes qui sauvent.

Aux fraîcheurs de la première aube, l'haleine de la brise calma cette fièvre. Sur l'échelle de la mémoire, mon esprit s'arrêta au dernier gradin. Il s'y reposa, et pendant la fin du quart, je me retrouvai dans un jardin de Malte. Selon le calendrier, cet épisode date de huit jours, mais il me semble que notre existence le rejette dans l'extrême passé.

Au milieu des roches arides de Malte, c'est un jardin clos de hautes murailles. Des allées de gravier coupent les parterres d'humus noir, importé de Sicile. Sur le terreau, s'épanouissent les fleurs les plus rares que le soleil puisse embellir. L'Europe ne les connaît point, l'Asie et l'Amérique les nourrissent jalousement; certains archipels du Sud engendrent seuls des corolles qu'on respire en ce jardin, mais l'art des hommes les a fait vivre dans Malte.

Des tonnelles abritent quelques bancs de pierre vétuste. Par endroits, des arceaux parfumés frôlent la tête du rêveur. Comme c'est un lieu de calme et de beauté souveraine, les humains n'y fréquentent pas. Tous les soirs, avant de revenir aux rues tumultueuses de Malte, j'y vivais quelques heures solitaires en compagnie des fleurs. Les jardiniers gênaient seuls ma rêverie, mais ils me connaissaient déjà. Au troisième cré-

puscule, l'un m'offrit le bouquet qui embaume encore ma cabine, et il refusa l'obole de ma gratitude.

Ce soir-là, je me dirigeai vers le terme de ma promenade : un bassin au rebord de pierre où deux vasques déversent une eau verte. Les reflets du crépuscule s'y décomposent, et les parfums qui s'y attardent sont ensorceleurs. Deux cygnes blancs voguent sur cette mer réduite ; ils savent que jamais leur prison ne s'élargira, et ne meuvent point les palettes de leurs pattes ; leurs ailes éblouissantes, rosées par le soleil qui décline, s'ouvrent comme une voilure aux souffles du zéphir, et ils vont tout doucement, avec des souplesses de cou, pour humer, semble-t-il, ce qu'il y a de plus exquis dans les mortelles douceurs du soir.

Un petit chien, fauve et soyeux, courait autour du bassin ; il aboyait aux cygnes quand les cygnes côtoyaient le bord ; il aboyait à leur dédain quand leur cou flexible se dirigeait vers le centre. Sur un banc, une femme vêtue de mauve lisait un livre ; la page tournait lentement ; il n'y avait dans l'atmosphère que des vestiges de clarté. Quand cette femme levait vers le chien ses regards attentifs, elle montrait un masque douloureux et des yeux lourds de passion.

Incommodé par ces voisinages, je m'assis pourtant, et m'abandonnai aux sortilèges des couleurs, des parfums, de la journée expirante. La douleur se console par un excès de douleur, et l'exil ne trouve de joie que dans un excès d'exil. Seul entre l'infini du passé et l'infini de l'avenir, je me trouvais bien. La mer, la guerre, le pourquoi et le comment, s'évaporaient dans l'arome du jardin. Mes pensées flottaient, sans support, comme l'émanation des fleurs qui se hâtaient de sentir bon avant de s'assoupir. Et le petit chien fauve, agacé par le jeu des cygnes, fit un bond vers le plus proche. Il tomba dans l'eau. Ses pattes actives le firent tournoyer sur place ; ses ongles patinèrent au rebord glissant du bassin ; ne pouvant remonter, il se plaignit languissamment, et je m'en fus le repêcher par ses oreilles soyeuses. Il s'ébroua, me fit l'honneur d'inonder mes chaussures, et la dame vêtue de mauve se leva pour me remercier.

Qui se souvient jamais des paroles prononcées dans le crépuscule? Elle parlait la douce langue d'Italie, et je répondis

par des solécismes harmonieux. Pourquoi, revenant vers Malte à ses côtés, oubliai-je le ramage de France pour celui du Dante et d'Annunzio? Le petit chien fauve suivait. J'appris qu'il s'appelle Jimmino.

Des yeux profonds, un visage qui n'était point joli, et que je comprenais plus beau que la beauté, se levaient par instants vers moi. Tous deux nous cheminions, courbés sous de grandes fatigues. Nos paroles étaient vagues, et chacune cependant trouvait son chemin. Je connais ma fatigue, quelle était celle de cette femme au visage tragique? Nous ne nous sommes point dit nos secrets, et il m'a semblé que l'un pour l'autre nous n'avions plus de secrets. Elle était vêtue dans la perfection, avec des étoffes rares et simples. Ses bijoux étaient purs. La nuit nous enveloppait quand nous parvînmes aux portes de la ville, et il faut demander à la route les choses que nous nous sommes dites. Je ne me les rappelle pas. Sous une lampe électrique, nous nous serrâmes la main dans la rue ; ses yeux envahissaient son visage très pâle, et je crus que ses doigts tremblaient.,. Quelle est cette passante que peut-être je ne reverrai plus, et prendra-t-elle sa place dans la cohorte des ombres qui peuplent la vie du marin? Je ne sais pas son nom.

Sur la passerelle, mon successeur au quart vint me remplacer.

— Vitesse, douze nœuds, — lui dis-je. — Route au sud. Nous avons passé le feu de Bari... Hausse des canons : quinze cents mètres... Dérive : quarante-quatre et cinquante-six... Léger vent de sud-ouest... Orage continu sur tout l'horizon... Rien en vue... Bon quart !

Et je suis descendu dans ma cabine. Peut-être, après deux heures de confession sur le papier, trouverai-je l'oubli de ce chaos où se balancent mes rêves. J'en doute. Mais il faut dormir, puisque je reprends la veille dans six heures, et la folle du logis ne doit point affaiblir le corps.

3 novembre, 4 heures du soir.

Eh bien, non ! le sommeil n'est pas venu ce matin et il s'en est fallu de bien peu que tous ces rêves ne finissent dans un cauchemar mortel.

Après quelques heures de repos inquiet, je dus me lever, faire une toilette sommaire, et me nourrir rapidement de je ne sais quels mets, avalés en hâte pour reprendre la veille. Au milieu du jour, je me retrouvai sur la passerelle, quittée peu d'heures auparavant parmi les ombres. Un joli soleil argentait l'étendue. Les trois croiseurs, en grand déploiement, continuaient leur course vers le sud de l'Adriatique ; derrière, à peu près invisibles, les fumées de l'armée navale formaient à l'horizon une chevelure noire. A bord, la sieste endormait quiconque n'était point de quart. Chacun se consolait dans le sommeil des désillusions du jour précédent, mais quelques dizaines de regards observaient la mer très calme. De légères écumes, paresseuses comme des plumes d'oiseau, se poursuivaient de-ci, de-là sur l'onde bleue. L'*Ernest-Renan*, à quelques milliers de mètres, suivait une route parallèle.

Quelque chose de très blanc parut soudain dans les raies d'écumes. Ma jumelle aussitôt suivit cette ride de l'onde ; on aurait dit un jet de vapeur, glissant au ras de l'eau. J'hésitai quelques secondes. La nageoire d'un marsouin navigant en surface me décevait peut-être. Le souvenir des exercices du temps de paix me remit dans les yeux le sillage d'un périscope, et je n'hésitai plus.

— Alerte ! A gauche toute ! Hausse, huit cents mètres ! Dérive, quarante ! Les trois machines en avant à toute vitesse ! Fermez les portes étanches ! Commencez le feu !

Le croiseur bondit. Dans les fonds, les hommes de quart ferment les portes étanches ! La bordée d'artillerie part. Les obus tombent autour de la tache blanche et mouvante. Ils y éclatent comme des boules de neige friable sur un mur bleu. Tous les hommes réveillés de leur sieste, tous les officiers montent sur le pont. A quelques mètres de notre carène, passe le trait floconneux d'une torpille lancée. Elle nous a manqués, mais un gros obus de 194, lancé par une de nos tourelles, éclate juste au-dessus du périscope. Il laboure l'eau, la fait jaillir ; la tige du périscope monte, descend, remonte, redescend, ainsi qu'un animal blessé qui se soulève et retombe. Et puis on ne voit plus rien. L'onde bleue ne montre plus que son indolence habituelle. Franchissant l'espace, une rafale de hourras nous vient de l'*Ernest-Renan* : il a vu l'obus

déchirer la mer, et il juge que les éclats en ont crevé le sous-marin.

Nous allons vite, si vite, qu'en très peu de secondes le croiseur est bien loin de l'endroit mortel. Les canons tournent et suivent, prêts à tirer encore, mais rien ne paraît plus.

— Cessez le feu ! Alerte terminée ! Ouvrez les portes étanches ! Revenir en route ! Les trois machines à soixante tours !

En quelques secondes, le croiseur reprend sa veille. Il vient de prouver qu'on ne le prend point au dépourvu, et tout retombe dans cette apparente somnolence aux yeux grands ouverts. Ai-je coulé un sous-marin d'Autriche ? Je n'en saurai sans doute jamais rien. Ennemi décevant, qui se cache pour frapper et se cache pour mourir ! A tout le moins, celui-là n'attaquera pas les cuirassés précieux qui nous suivent.

Dans l'est, quelques instants plus tard, un croiseur à quatre cheminées, le *Jules-Ferry*, qui éclaire l'armée de l'autre côté de l'horizon, signale qu'une torpille issue d'un sous-marin invisible est passée à quelques mètres de sa coque. Ils étaient donc au moins deux, les adversaires qu'on ne voit pas, et ce sont les croiseurs qui ont déjoué leur tentative. Le Commandant en chef peut descendre sans crainte le chemin que nous venons de balayer.

Qu'éprouve-t-on, lorsqu'en moins d'une minute, on a senti qu'un croiseur, cinquante millions de matériel, et un millier d'hommes, ont pu survivre ou mourir selon la promptitude d'un ordre et la lucidité d'une manœuvre? Je n'en sais rien, et tous ceux qui dans cette guerre auront connu les grandes responsabilités comprendront ce que je veux dire. Un peu plus tard, il me semble que l'on a peur du péril passé. Il se présente sous des couleurs effrayantes, que l'on ne voyait point au moment de l'action. Le courage est chose facile; il suffit de sortir de soi-même, de penser à autrui, et tout devient très simple. Ensuite, on est très fatigué. Hier, après la désillusion, je redoutais de ne pas dormir. Aujourd'hui, après le risque, je suis bien sûr d'éviter l'insomnie. Les fantômes du passé ne frapperont point à la porte de ma mémoire, car je viens de vivre une grande minute de mon existence. J'ai peut-être sauvé le *Waldeck-Rousseau*.

Canal d'Otrante, 11 novembre.

Au large ou près des côtes, dans un havre tranquille ou sur une rade battue par les vents, un navire charbonnier accoste le *Waldeck-Rousseau*. Pendant quelques heures, des centaines de tonnes de houille passent du premier au second ; après tant de journées de veille, de fatigue, de coups de feu devant les foyers, tel est le repos que goûtent nos équipages. Cela se passe près de Corfou, ou devant Paxo, ou dans telle crique d'Épire. Chaque semaine, nos chaudières insatiables réclament mille tonnes de charbon ; chaque semaine, nous allons les brûler dans nos promenades inutiles sur les eaux adriatiques.

Depuis l'aube jusqu'au crépuscule, nos matelots remplissent des sacs au fond des cales du charbonnier ; leurs pelles et leurs pioches s'évertuent au sein de la matière noire ; des treuils soulèvent les grappes de sacs, les déversent sur le pont du croiseur ; là, d'autres équipes s'emparent des charges, les descendent par des glissières jusqu'aux entrailles du *Waldeck*, les traînent à force de bras dans le labyrinthe des coursives et des couloirs, les conduisent aux gueules béantes des soutes ; au bord des soutes, deux hommes au biceps contracté chavirent d'un coup les cent kilos de charbon, qui s'écroulent dans les ténèbres au milieu d'un épanouissement de poussière aveuglante ; accroupis au fond des soutes, d'autres marins reçoivent en plein corps cette avalanche obscure, répétée de minute en minute ; ils la canalisent, la tassent dans les coins libres, et, trébuchant sur les tas de charbon, les yeux brûlés par le goudron, la bouche empoisonnée de suie, préparent le chemin aux nouveaux torrents qui vont venir.

On se croirait en une caverne de l'enfer. Autour du croiseur et du charbonnier, une auréole opaque salit l'atmosphère. Liés l'un à l'autre par des amarres solides, les deux bâtiments errent sous la houle ou la brise comme deux cygnes noirs et jumelés ; dans les ponts et les batteries, on n'entrevoit que formes sombres qui se meuvent avec des gestes mous ; les pieds nus parcourent à pas feutrés le tapis de charbon répandu sur l'acier ; les lampes électriques, revêtues d'une pellicule noire, jettent une lumière falote et un peu sinistre ; attelés aux sacs pesants, des êtres passent, genoux ployés, bras dis-

tendus, prunelles et dents blanches dans un masque de nègre qui transpire ; ils halètent ; ils soufflent ; ils souffrent. Leurs muscles endoloris par cette besogne de cheval demandent grâce. Et cependant ils chantent. Au moment où le nuage est le plus dense, l'odeur plus âcre et la lumière plus livide, une voix jeune et enrouée surgit des ténèbres. Elle essaie les premiers vers de quelque chanson joyeuse : « Les jeunes filles de la Rochelle ! » « La reine Pomaré ! » « L'alouette grise ! » A droite, à gauche, en haut et en bas, des choristes invisibles répondent ; les coulisses du charbon s'animent ; à travers les cloisons d'acier, un baryton noyé de poussière marie son chant rauque à celui du ténor armé de la pioche. Et dans l'immense dédale des soutes, des batteries et des corridors, circule une mélopée à la fois déchirante et joyeuse, un souvenir de la France des jours pacifiques. Il n'y a pas de chef d'orchestre ni de métronome, mais tout est juste, bien cadencé : le croiseur vibre à l'unisson.

La chanson finie, on n'entend pour quelques minutes que des souffles et des piétinements indistincts. Sacs par sacs, les tonnes de charbon garnissent les soutes, et la pluie monotone accompagne cet interminable labeur.

Car la nature commence à s'assombrir. Les grands jours de mauvais temps ne sont pas encore survenus, mais le ciel s'essaie aux mélancolies d'hiver, le zéphyr par moments cède la place à la bise, et nous connaissons des heures aigres. Les charbonnages sont alors d'une indicible tristesse ; notre beau croiseur se revêt d'une carapace poisseuse, qui traîne sur sa coque ainsi qu'un manteau de deuil; les volutes des cheminées se mêlent aux bouffées de charbon, que le vent et la pluie plaquent sur les canons, les cordages, l'épiderme. Des flots de désespoir semblent descendre des nuages.

Pour dissiper ces mauvaises impressions, nous allons converser avec le capitaine, les officiers du navire qui nous porte le charbon. Ils viennent de Cardiff ou de Newcastle, ils ont fréquenté les ports d'Angleterre et de France, vu nos camarades de France ou les escadres britanniques; ils nous portent les nouvelles du vaste monde. Nous les écoutons passionnément. Eux aussi appartiennent à la grande confrérie des navigateurs, et les contes qu'ils nous disent sont

semblables à l'odyssée que nous vivons. Là haut, tout là haut, de la Norvège à l'Écosse, des croiseurs anglais mènent la veille infatigable, et ils sont bien plus malheureux que nous, car la mer y est sinistre. Autour de l'Angleterre, sans arrêt, sans répit, par des tempêtes terribles, les contre-torpilleurs alliés rôdent indéfiniment ; coiffés d'écume, labourant l'embrun, ils luttent avec l'eau sans rencontrer d'autre ennemi ; et la flotte de l'amiral Jellicoe se morfond comme notre armée navale ! Honteux et pusillanime, l'adversaire allemand se cache, de même qu'ici se terre l'Autrichien. Les fiers descendants de Nelson attendaient un nouveau Trafalgar, et la prudence germaine ne leur oppose que des ennemis occultes, des sous-marins. Quant à nos frères de France, les contre-torpilleurs et les croiseurs atlantiques, ils font de Calais à Brest des parcours sans aventures ; convoyeurs de transports, policiers des ondes, douaniers de la grande contrebande, ils n'éprouvent même pas les frissons des randonnées adriatiques. Plus obscure que la nôtre, leur tâche est encore plus ingrate. Et puisque le bonheur de l'homme se mesure à l'infortune d'autrui, nous nous trouvons heureux, en Adriatique, malgré nos désillusions et notre exil.

Mais le jour tombe. Le capitaine du bateau charbonnier nous offre les derniers journaux, nous lui passons les derniers radiogrammes, et il faut se séparer. Que le charbon soit terminé ou non, le croiseur ne reste jamais immobile pendant la nuit. On largue les amarres ; les hélices tournent ; l'équipage carapaçonné de charbon va reposer ses membres exténués dans l'épuisant labeur des chaudières, des machines et de la veille, et le croiseur, pour la durée des heures nocturnes, fait cent ou cent cinquante milles de croisière. Mer calme ou tourmentée, ciel clair ou pluvieux, rien n'y fait. Les hommes et les officiers observent la même vigilance qu'hier et que demain ; tout navire aperçu est chassé, arrêté, visité ; il n'y a pas de fatigue ni de sommeil qui tienne ; on marche encore, on marche toujours.

Et si les mille tonnes, les douze cents tonnes de charbon nécessaires n'ont pas été prises en un seul jour, on retourne le lendemain près du charbonnier. Le rendez-vous n'est pas au même point, mais dans une rade ou un golfe tout à fait

distants, de peur que l'ennemi renseigné ne nous dépêche quelque sous-marin pendant que nous sommes presque sans défense. En toute hâte, l'on complète les vides du charbon ; les soutes se remplissent jusqu'à la gueule, les matelots trouvent le courage d'oublier leur lassitude dans un suprême effort, et l'on repart enfin pour huit ou dix jours, pour la joie des émotions en Adriatique, pour les hasards de la mer et de la torpille.

Toute chose est imprégnée de charbon. Il n'existe point de barrière ni de filtre contre ce microbe. Les lavages à grande eau, la brosse et le grattage ne le chassent point de ses repaires. Dans notre nourriture, les dents rencontrent des grumeaux qui craquent; nos cheveux sont souillés d'un cosmétique noir, et les plis de notre linge le plus blanc recèlent de petites provisions de suie. Notre linge le plus blanc ! Y a-t-il un monde où l'on connaisse le plaisir des chemises immaculées, des mouchoirs purs comme neige? Au départ, chacun de nous n'a gardé que le strict nécessaire, nos tiroirs sont exigus, et nous salissons en un jour plus qu'en une semaine du temps de paix. Que sont devenus les blanchissages d'antan, où les accortes lingères des ports nettoyaient en vingt-quatre heures la toile et la batiste souillées ? Nos croisières durent huit et neuf semaines.

Combien de fois, déjà, n'ai-je pas dans ma cuvette lavé deux mouchoirs et une chemise si charbonneux que les régions blanches y faisaient tache? Comme tous mes camarades, j'ai un matelot attaché à ma personne. Mais c'est un brave canonnier qui ne fait mon service que lorsque ses devoirs ne l'appellent point ailleurs : chaque jour, il a dix heures de veille, et trois ou quatre heures d'entretien de matériel. Ne faut-il pas qu'il dorme, ne faut-il pas qu'il mange? Quand il est libre, j'essaie de prendre sur ma couchette quelques heures de mauvais repos, et il respecte mon sommeil. Quand ma cabine est vide, il veille derrière son canon. Chacun de nous lave ce qu'il peut, quand il peut. L'eau douce dont nous nous servons ne vient pas de claires fontaines, mais des bouilleurs qui distillent l'eau de mer ; elle séjourne dans de grandes caisses métalliques, elle est chargée de rouille et en conserve la couleur. En vain gaspillons-nous savon et borax, le linge lavé devient jaune, comme saupoudré de moutarde, et n'est jamais

tout à fait sec. Les pluies qui sévissent, la fumée qui balaie le pont, ne permettent pas de l'étendre au grand air. Dans ma cabine, mon canonnier a tendu des ficelles entre le sabord et le filet qui surplombe la couchette, et c'est là-dessus que le linge sèche comme il peut. Parfois, pendant que je dors ou que je travaille, une goutte paresseuse tombe sur mon visage ou mon papier; d'autres fois, par suite de l'éternelle vibration du croiseur, le linge tombe sur le linoléum terni de charbon, et tout est à refaire. En armée navale comme dans les tranchées, n'est point propre qui veut.

Comme dans les tranchées aussi, nous essayons de tuer le temps qui a la vie si dure. L'étude de la carte militaire est décevante; nous avions coutume, à chaque communiqué reçu par télégraphie sans fil, de piquer des drapeaux sur les fronts d'occident et d'orient. Les épingles vacillaient chaque jour d'un quart ou d'un dixième de millimètre; elles ont fait dans le papier des trous où l'on ne lit plus rien, et nous avons renoncé à les dépiquer. Par liasses, les journaux arrivent à chaque courrier ; vite lus, vite rejetés, ils n'alimentent ni nos conversations, ni nos rêveries. Nous n'avons point apporté de France des livres que nous jugions superflus pour une guerre courte, et ceux que nous avons commandés pour des croisières interminables ne nous sont pas encore parvenus. Les lettres s'écrivent vite, quand on n'a pas grand'chose à dire et que la censure interdit les détails.

Que faire, sinon jouer? Les uns épuisent leurs moments de repos dans des patiences et des réussites : que les combinaisons soient favorables ou non, cela leur est bien égal. D'autres se penchent sur les échecs ou s'acharnent au bridge. Mais ce sont des échecs et des bridges tout à fait particuliers : personne n'a jamais le temps de finir une partie. Le service, le quart, les repas, l'heure de dormir interviennent; on abandonne tel quel l'échiquier ou la partie, et un autre officier disponible prend la place. Commencé à deux ou à quatre partenaires, le jeu s'achève avec une équipe toute renouvelée. Perdre ou gagner sont sans importance : il faut tuer le temps et ne penser à rien.

RENÉ MILAN

(*La fin prochainement.*)

UNE GRAVE QUESTION

DE L'APRÈS-GUERRE

La France a été surprise par l'attaque formidable d'un ennemi qui se préparait depuis quarante-trois ans à l'anéantir ; grâce aux ressources admirables de notre race, au courage de nos soldats, au sang-froid de nos chefs, de jour en jour, nous nous rapprochons de la victoire qui effacera les souvenirs amers de 1870, et déjà nous pensons au lendemain de la victoire.

Ce serait toutefois nous tromper d'étrange façon que de voir dans le prochain traité de paix la dernière page de la poignante épopée que nous vivons. A la fin des hostilités il s'agira, pour tous les belligérants, de reconstituer, malgré leurs adversaires, leur richesse détruite, de restaurer la prospérité de leur pays, de le mettre en état de supporter les lourdes charges qui seront la conséquence inévitable de la guerre. Cette lutte nouvelle n'aura pas comme enjeu des territoires, mais l'avenir même des nations : un échec mettra les vaincus au rang des petites puissances.

Nos ennemis d'outre-Rhin s'inquiètent dès maintenant de ce conflit prochain et nous avons appris récemment, sans surprise, qu'ils faisaient en Amérique d'énormes achats de matériel et de vastes accaparements de cuivre pour avoir à

leur disposition l'outillage et les approvisionnements qui leur seront nécessaires quand le dernier obus aura été tiré. On nous a informé aussi que le gouvernement impérial avait distribué à des établissements qui ne travaillaient pas pour la guerre des subsides destinés à l'installation de nouvelles fabriques qui permettront de constituer des stocks prêts à être vendus dès la fin des hostilités. Il se fait actuellement, en Allemagne, une préparation « colossale » en vue d'un effort économique comparable à l'effort militaire dont nous venons de supporter le choc.

Allons-nous, de notre côté, sous prétexte de sérier les questions ou de manquer de certitudes sur les données exactes du problème de demain, attendre la fin de la guerre pour prendre les dispositions qu'impose la lutte nouvelle que nous aurons à livrer?

On entend dire que, de côté et d'autre, les grandes associations industrielles et commerciales s'inquiètent de préparer la reprise des affaires et de s'outiller pour substituer les produits français aux produits allemands sur les marchés que ces derniers avaient conquis. Les programmes qu'il nous a été donné de connaître à cet égard nous ont paru jusqu'à présent un peu vagues ; il ne nous a pas semblé qu'ils envisageassent l'avenir sous son aspect probable et avec l'anxiété qu'il doit faire naître ; il ne nous a pas semblé surtout, qu'on donnât à l'élément principal du problème l'importance qu'il méritait et qu'on se préoccupât, avant tout, pour la paix, comme on a dû le faire pour la guerre, de ce que le sénateur Charles Humbert appellerait « la question des munitions ».

Nous voudrions appeler l'attention sur ce problème capital et montrer où peut en être la solution.

***

C'est, en effet, sur l'extension de notre commerce extérieur que roulent, en général, aujourd'hui, les discussions du monde industriel et commercial; on semble estimer que nous ayons à nous préoccuper surtout, après la guerre, de prendre sur tous les marchés étrangers la place de nos concurrents allemands. Loin de nous la pensée qu'il n'y ait pas un effort à

tenter dans ce sens ; mais, donner le pas sur d'autres soucis à l'ambition d'évincer nos concurrents à l'étranger est, à notre avis, une politique grosse de déboires.

Tout d'abord, il ne faut pas croire que le succès d'un tel effort soit aisé et que nous puissions faire très largement fond, pour l'atteindre, sur les sympathies que nous nous sommes acquises dans le monde grâce à notre belle résistance militaire et morale ; nous ne pouvons nous attendre, en effet, à ce que ces sympathies soient de longue durée ; l'histoire et le sentiment sont peu de chose à côté de l'intérêt; si nos ennemis offrent leurs marchandises à des prix inférieurs aux nôtres, et ils paraissent disposés à toutes les concessions pour y parvenir, les neutres perdront vite le souvenir de leurs cruautés et de nos vertus.

Pour produire à bas prix les articles d'exportation, nous aurons, au début tout au moins, des difficultés presque insurmontables : cherté des matières premières, défaut d'outillage et impossibilité de s'en procurer vite et à bon compte, change onéreux, rareté de la main-d'œuvre. Tant que ces difficultés ne seront pas écartées de notre route, nous serons en état d'infériorité vis-à-vis de nos ennemis qui, — n'ayant pas souffert d'une longue occupation et profitant de leur avance antérieure à la guerre, — sentiront moins l'obstacle ou la contrainte.

Est-il sûr, d'ailleurs, que le marché extérieur soit le champ d'action le plus favorable au développement de la richesse nationale? N'avons-nous pas la preuve du contraire dans la prospérité si rapide des États-Unis due, incontestablement, à ce que leur marché intérieur est le principal consommateur de la production nationale ; l'exemple de l'Angleterre n'est-il pas aussi édifiant? N'est-ce pas à son empire colonial et à la marine dont il a assuré dans une large mesure la prospérité, que notre alliée doit d'être le peuple le plus riche du monde?

On nous opposera peut-être l'exemple de l'Allemagne ; ce serait commettre une erreur. Les Allemands ont reconnu eux-mêmes que leur pays ne s'était pas enrichi en proportion de l'effort industriel et commercial qu'il avait fourni ; on sait qu'en effet le consommateur allemand est obligé de payer sur ses achats une prime à l'exportation. Son marché intérieur

supporte les frais généraux de son industrie pour que celle-ci puisse vendre moins cher à l'étranger et handicaper ses concurrents américains, anglais ou français. C'est parce que les Allemands ont reconnu que l'exportation ne leur donnait pas tous les bénéfices qu'ils croyaient pouvoir réaliser que, depuis quelques années, l'ambition des conquêtes territoriales a succédé à celle de la pénétration commerciale : une longue pratique du monde industriel allemand nous a convaincu que là était la cause principale du développement prodigieux du pangermanisme depuis 1907 et le mobile déterminant de la guerre actuelle.

Au demeurant, on conçoit fort bien que les transactions sur un marché où le vendeur est privilégié du fait de sa nationalité soient plus avantageuses que celles qui sont réalisées par ce vendeur en pays étranger. Il faut penser aussi que toute opération commerciale comporte un profit, non seulement pour le vendeur, mais encore pour l'acheteur; le profit est donc double pour un pays, si vendeurs et acheteurs sont ses sujets.

Qu'une nation industrielle cherche fiévreusement à exporter quand elle n'a plus dans l'intérieur de ses frontières un débouché suffisant pour sa production, cela est naturel; c'était le cas de la France au milieu du siècle dernier, au moment où elle devenait libre-échangiste ; mais sa situation n'est plus la même aujourd'hui qu'elle a acquis un immense empire colonial. On ne songe pas assez que cet empire existe et qu'il est en état, dès maintenant, d'absorber deux ou trois fois la valeur des marchandises que nous exportons à l'étranger.

Ne soyons pas fascinés par le mirage de notre expansion à l'extérieur; pour éviter de graves déceptions, ne comptons pas sur elle pour nous affranchir des périls de demain, et envisageons, sans faire état des résultats plus ou moins problématiques qu'on peut en attendre, quelle sera la situation économique de notre pays au lendemain de la guerre et les difficultés auxquelles il aura à faire face.

***

Pour procéder méthodiquement, considérons d'abord l'état de la France, abstraction faite de l'existence de ses voisins et des relations qu'elle doit avoir nécessairement avec eux.

Plaçons-nous au point de vue des phénomènes que nous pourrions appeler physiologiques, c'est-à-dire de ses fonctions de production, de consommation, de circulation, en négligeant pour un moment la répercussion sur ceux-ci des phénomènes extérieurs.

A la veille de la déclaration de guerre, l'état économique de la France n'était pas aussi satisfaisant qu'on se plaisait à le proclamer. La richesse nationale croissait plus lentement que celle des autres grands États ; nos charges budgétaires augmentaient avec une rapidité impressionnante ; la dette publique longtemps stationnaire montrait depuis peu de fâcheuses velléités de progrès continu ; l'excédent de nos importations qui, de 1889 à 1909, avait été faible, s'élevait tout d'un coup à 1 743 millions en 1911, 1 553 millions en 1912 et 1 627 millions en 1913. Notre marine perdait le troisième rang parmi les marines du monde pour se laisser devancer par celles des États-Unis et de la Norvège. Des indices nombreux dévoilaient que, sauf au point de vue métallurgique, notre activité faiblissait, faute d'encouragements et de confiance.

La guerre sera évidemment, pour nous, une cause d'appauvrissement. La richesse nationale se verra atteinte d'une blessure profonde ; le taux de capitalisation par suite de la hausse du loyer de l'argent baissera de 25 à 30 p. 100 ; ce n'est d'ailleurs qu'un appauvrissement nominal ; mais beaucoup de richesses auront été complètement détruites ou auront périclité par suite des événements militaires et, quoi qu'on fasse, le dommage éprouvé par leurs possesseurs ne pourra pas être complètement réparé ; la dette nationale va croître dans des proportions qu'on n'aurait jamais osé prévoir et le budget aura à supporter des charges très lourdes du fait de cette dette, des pensions et de la réparation des dommages résultant de la guerre. Il est certain, cependant, si pesant que soit le fardeau dont nous sommes menacés, que nos épaules seront assez fortes pour le porter, si nous savons mettre en jeu toutes les ressources de notre race et obtenir de notre labeur et de nos capitaux le maximum de rendement.

Récemment M. Asquith affirmait que la fortune de l'Angleterre s'élevait à 600 milliards et rapportait annuellement

100 milliards ; les Allemands soutiennent que leurs revenus atteignent 60 milliards pour une fortune sensiblement égale à celle de la France, c'est-à-dire de 260 à 280 milliards. Nos économistes prétendent que les revenus français (en y comprenant les salaires) ne dépassent pas 30 milliards ; la comparaison de ces chiffres ne confirme-t-elle pas que nous sommes loin encore des résultats auxquels nos ressources nous autorisent à prétendre?

Le cadre de cette étude ne nous permet pas d'insister sur les méthodes qui peuvent nous conduire à ces résultats. Nous nous contenterons de dire qu'elles nous paraissent se résumer en trois mots : travail, organisation et crédit. Si nous faisons de cette formule l'inspiratrice de notre activité, il nous sera possible d'améliorer assez largement nos revenus pour être en état, non seulement de supporter les charges de la guerre, mais encore de nous constituer des réserves plus abondantes que par le passé.

Il y aura, sans nul doute, un effort considérable à accomplir, effort pour lequel l'entier concours du Gouvernement, qui nous a manqué depuis vingt ans, sera indispensable : mais cet effort ne dépasse pas nos forces.

***

Il n'y aurait guère d'inquiétudes à exprimer sur notre situation économique après la guerre, si le problème de demain concernait seulement les fonctions internes du pays ; mais où le péril apparaît redoutable, c'est lorsqu'on envisage nos relations avec les autres nations.

Dans l'état actuel de la civilisation, en effet, les peuples ne peuvent vivre séparés les uns des autres par une cloison étanche. Comme les individus, ils font partie d'une société : la société des nations. Leurs relations quotidiennes avec les membres de cette société les amènent à contracter des engagements les uns vis-à-vis des autres et à devenir tantôt créanciers, tantôt débiteurs. Il faut, pour que leur crédit reste solide et qu'ils conservent leur rang, qu'ils soient toujours plus créanciers que débiteurs, ou que, plus exactement, le montant de leurs dettes contractées pour des besoins impérieux et

indispensables soit inférieur au montant de leurs créances ; c'est, en fait, ce qui se passe généralement pour les grandes nations et cette situation heureuse se manifeste, aux yeux du monde entier, d'une façon très apparente et très exacte, par un change favorable.

Avant la guerre, la France se trouvait dans un état d'équilibre stable que son change attestait : sa balance du commerce était défavorable, c'est-à-dire que ses importations dépassaient ses exportations de 1 600 millions de francs environ et elle payait en plus à la marine marchande étrangère un tribut d'environ 500 millions par an ; mais, par contre, ses capitalistes encaissaient des coupons de valeurs étrangères et les visiteurs, que les charmes de la vie en France attiraient, apportaient dans nos villes l'or qui nous permettait de régler aisément nos factures à l'étranger.

La situation sera toute différente au lendemain de la guerre. Nous serons en présence de besoins urgents que nous ne pourrons satisfaire qu'au prix de dépenses très lourdes : il nous faudra faire des achats de matériel et d'outillage considérables pour restaurer nos usines détruites et donner à nos établissements industriels des armes perfectionnées qui rendent égale pour eux la lutte contre leurs concurrents. Il faudra reconstituer tous les stocks de matières premières et de marchandises épuisés durant la guerre ; nos acquisitions seront particulièrement onéreuses en raison de la hausse désordonnée qui se produira sur tous les articles par suite de l'affluence des demandes venues d'Europe, aussi bien qu'en conséquence de la perte au change qu'entraîneront ces demandes. Il n'est pas exagéré de prévoir que si nous demandons aux étrangers de nous fournir tout ce qui nous sera nécessaire après la guerre, l'excédent de nos engagements sur nos créances vis-à-vis d'eux dépassera 4 à 5 milliards durant la première année de paix et 2 500 millions à 3 milliards annuellement pendant les quatre ou cinq années qui suivront.

Un seul exemple permet d'apprécier les accroissements d'engagements que nous avons à redouter : en 1913, nous achetions en Angleterre et en Allemagne 20 millions de tonnes de charbon environ, pour une valeur qui dépassait 500 millions ; le prix du charbon atteint aujourd'hui près de quatre

fois les prix en usage en 1913, c'est-à-dire que, pour se procurer la même quantité de charbon, il faut, cette année, dépenser 2 milliards au lieu de 500 millions. En admettant que la hausse actuelle ne persiste pas entièrement et que la baisse soit facilitée par la reprise de nos exploitations houillères du Nord, et par notre mainmise sur le bassin de la Sarre, *condition absolue de notre prospérité industrielle future*, il est certain que les hauts cours du charbon se maintiendront pendant longtemps encore, et qu'ils aggraveront cruellement notre situation vis-à-vis de l'étranger. Il en est de même pour les frets dont les taux ont triplé et même quadruplé. Ce que nous avons payé — aux armateurs étrangers — 500 millions en 1913, nous coûte aujourd'hui de 1 500 millions à 2 milliards. Cette hausse persistera une fois la paix rétablie, en raison de besoins qui ne diminueront guère pendant plusieurs années et de la réduction des flottes marchandes si durement éprouvées par la guerre.

***

Comment la France pourra-t-elle faire face au règlement d'un excédent d'importations s'élevant à 15 ou 16 milliards?

Elle ne peut penser faire usage de ses réserves d'or qui sont sacrées; elles constituent, pour une grande part, la garantie de son papier-monnaie et l'on ne pourrait y puiser sans compromettre la solidité du billet de banque et le crédit national. D'ailleurs, ce crime serait inutile. Les estimations les plus généralement admises n'évaluent pas à plus de 8 milliards le métal monnayé qui existe dans notre pays. Nous ne trouverions donc dans une réquisition, si brutale fût-elle, qu'un secours insuffisant.

Pourrons-nous payer nos dettes en vendant nos titres étrangers ou en les mettant en pension chez nos créanciers américains? C'est un système qui a été très heureusement appliqué en 1915, surtout par nos alliés anglais ; les journaux américains annonçaient, il y a quelque temps, que le montant des titres mis en pension dans les banques américaines depuis

le début des hostilités atteignait près de 12 milliards ; on peut supposer qu'à la fin de la guerre la France aura envoyé aux États-Unis bien près de 5 milliards de titres américains ; mais pourra-t-elle, ensuite, continuer ce mode de règlement?

Les valeurs étrangères détenues par les capitalistes français représentaient en 1913 une valeur d'environ 42 milliards ; du fait de la hausse du loyer de l'argent le taux de capitalisation de ces valeurs a baissé d'environ un tiers ; elles ne représentent donc plus maintenant qu'une valeur de 28 milliards environ. Si, à la fin de la guerre, nous avons envoyé aux États-Unis pour 5 milliards de titres américains, notre portefeuille disponible se trouvera réduit à 23 milliards. Mais, dans ce solde, en apparence imposant, figurent beaucoup de titres dépréciés et invendables ou qui, pour divers motifs, ne pourraient être agréés comme couverture par nos créanciers. Nous avons pour 11 milliards de titres russes, 2 milliards et demi de titres autrichiens, 2 milliards de titres turcs et serbes, 2 à 3 milliards de titres bulgares, roumains et grecs dont nous ne pouvons guère escompter la valeur libératoire. Il ne nous est donc pas possible, en définitive, de faire état, autrement que dans une proportion restreinte, de notre portefeuille de valeurs étrangères pour le règlement de l'excédent de nos importations.

Que pourrons-nous faire alors?

***

Allons-nous, pour éviter d'être débiteurs, restreindre nos approvisionnements, non dans la mesure de nos besoins, mais dans la limite de nos ressources? Ce serait prononcer notre déchéance : les achats que nous faisons ne sont pas, en effet, des opérations auxquelles nous puissions renoncer ; ils portent principalement sur les matières premières qui sont indispensables à notre industrie ; ce sont ses munitions, son aliment.

Allons-nous entreprendre une nouvelle lutte sans munitions? Se représente-t-on la France privée de matières premières au moment où son industrie est dans l'obligation de

montrer la plus débordante vitalité, et d'affranchir notre marché de la domination étrangère?

Nos métallurgistes n'ont point pâti de la guerre ; ils veulent consacrer leurs réserves à l'agrandissement de leurs usines, à l'extension de leur production ; il leur faut du matériel, il leur faut du charbon étranger car nos charbonnages ne peuvent faire face à tous leurs besoins. Faute d'or pour payer leurs achats, devront-ils renoncer à leurs projets?

L'industrie du vêtement fait usage de laine, de coton, de soie, de lin, de chanvre. Ce sont des produits qu'elle achète en grande quantité hors de France ; devra-t-elle, elle aussi, se rationner, laisser chômer les filatures, les tissages et tous les ateliers ou accepter des achats à un change désastreux qui absorbera, et au delà, le bénéfice dont elle attendait le développement ultérieur de ses affaires?

Il nous faut des bois pour reconstruire nos cités détruites, de l'essence et du caoutchouc pour les véhicules qui assurent les transports à nos commerçants. Faute d'or à exporter, allons-nous vivre dans les ruines, ou paralyser les échanges intérieurs?

Pour l'alimentation de la nation fatiguée par la guerre et à laquelle on va demander un nouvel élan, il faut des céréales, de la graisse, du beurre, de la viande, des sardines, des légumes divers, des fruits, du café, du cacao, du thé, du vin ; quelle sera l'attitude d'une population, à laquelle le pays doit tant, si un change impitoyable majore les prix de tous ces articles au point d'en rendre l'acquisition impossible pour celui dont le salaire est modeste et qui entretient une nombreuse famille? En vain augmentera-t-on les salaires ouvriers au risque de compromettre l'existence de certaines industries à qui la concurrence ne permet pas d'élever indéfiniment leur prix de vente ! Qui appréciera une augmentation de salaire de 10 p. 100, si le prix des denrées croît, en même temps, de 25 p. 100 !

Voilà l'autre danger, le danger du temps de paix : il est redoutable et nous ne croyons pas avoir noirci notre tableau. Il faut voir la réalité telle qu'elle se présente et ne pas nous imaginer que, le moment venu, nous trouverons pour nous en préserver un sauveur inattendu, — que les États neutres

nous apporteront bénévolement leur or, — ou que nos fournisseurs nous ouvriront des crédits illimités pour nous éviter toute peine, même légère.

Après la guerre la lutte économique sera trop âpre dans le monde entier, le contre-coup des effets désastreux d'une perte qui dépasse déjà 200 milliards sera trop général pour que nous puissions compter sur les concours qu'en temps normal et dans une ère de prospérité universelle nous eussions peut-être trouvés.

Notre expérience récente doit nous mettre à l'abri des illusions. Ne nous disons point, pour nous donner une imprudente quiétude, que les mêmes soucis troubleront l'Allemagne. Cela ne nous met pas à l'abri. N'escomptons pas la possibilité d'en atténuer la gravité par de légitimes reprises chez les envahisseurs, ou par tout autre moyen que des événements... futurs mettraient à notre portée !

Il est sage, pour l'instant, de voir la menace sous son aspect présent et de considérer qu'il n'en est pas, pour notre avenir, de plus périlleuse. Si nous n'écartons pas cette menace, notre pays risque, faute de munitions de paix, de devenir bientôt une petite puissance, après avoir montré pendant la lutte toutes les vertus d'un grand peuple.

*
* *

Mais la situation que nous venons d'exposer n'est pas sans issue. Contre ce danger redoutable, nous pouvons nous protéger. Le sauveur est chez nous. La mer nous en sépare, mais il a notre cœur et notre cerveau. Notre sang coule dans ses veines, sa chair est notre chair. La France a un empire colonial !

Si nous dépouillons le tableau des importations étrangères en France pour l'année 1913, nous constatons que, sur 8 400 millions environ, dont il faut déduire 800 millions représentant les importations des colonies françaises, ce qui ramène à 7 600 millions nos importations réelles de l'étranger, il y a plus de 4 700 millions qui comprennent des matières premières pouvant être importées des colonies françaises.

Nous n'en ferons pas ici l'énumération détaillée et nous

nous contenterons seulement d'indiquer les chiffres qui méritent le plus de retenir l'attention.

La France importe de l'étranger pour :

634	millions	de laines,	205	millions	de café,
574	—	de coton,	117	—	de vin,
484	—	de céréales,	104	—	de lin,
354	—	de soie,	103	—	de caoutchouc,
280	—	de minerais,	85	—	de légumes divers,
264	—	de prod. oléagineux,	74	—	de plumes,
220	—	de peaux,	73	—	de jute,
210	—	de bois,	67	—	de pâte à papier.

Pourquoi demandons-nous à l'étranger des produits que nous sommes en état de nous fournir à nous-mêmes, que nous n'aurions pas à payer en or et sur lesquels nous pourrions réaliser le double profit de vendeur et d'acheteur?

Parce que notre pays est seul en Europe à ignorer les ressources de ses possessions d'outre-mer. Le cœur se serre et les larmes montent parfois aux yeux à ceux qui connaissent l'œuvre coloniale admirable de la troisième République, quand ils constatent, et cela leur arrive journellement, la lamentable indifférence du public pour tout ce qui touche à notre empire lointain ! Cette indifférence et cette ignorance, d'ailleurs, ne sont pas le privilège du grand public : le monde industriel et commercial n'en est pas exempt et l'on voit avec étonnement la Chambre de Commerce de Paris prendre l'initiative d'une association nationale pour l'expansion française, dont le programme ne contient pas un article relatif au commerce avec nos possessions. Le Parlement lui-même ne montre que de loin en loin l'intérêt qu'il attache au sort de « la plus grande France ». Les discussions dont elle est l'objet font le vide dans ses salles de séances et l'on n'y veut point croire qu'un ancien président du conseil auquel son successeur offre le choix d'un portefeuille considère comme la marque d'estime la plus flatteuse l'autorisation de s'installer rue Oudinot.

Le parti socialiste, par une aberration étrange, considère avec horreur ce que dans un récent congrès il appelait outrageusement « le colonialisme », alors qu'il devrait y voir l'instrument le plus efficace du nivellement par le haut.

De l'histoire coloniale de la France nos enfants conservent

le souvenir de quelques tragiques épopées et de quelques douloureuses aventures : Langson, Fachoda, Casablanca, Agadir, mais on ne grave pas dans leur esprit qu'elle contient les plus belles pages de la politique nationale ; on leur laisse oublier que la France s'est assuré, grâce à la clairvoyance des Jules Ferry et des Étienne, et à la valeur de ses soldats, à la fois une gloire impérissable et des éléments de prospérité qui lui permettent, quand elle le voudra, d'être l'égale de l'Angleterre et des États-Unis.

***

Si nous avons considéré jusqu'ici que notre domaine colonial était un luxe, comme c'en est un pour le millionnaire de posséder un château et une écurie de course, il faut nous dire aujourd'hui, sous la pression des circonstances, que notre château doit être transformé en ferme et notre écurie de course en attelage de labour. Il faut comprendre que, devant la nécessité de nous approvisionner en matières premières, ignorer l'existence des terres à blé et des pâturages de l'Afrique du Nord ; des mines algériennes, marocaines, indochinoises ou calédoniennes ; des forêts du Gabon et de la Côte d'Ivoire ; des terres de culture des Antilles, de l'Asie française et de l'Afrique équatoriale, serait le plus grand des crimes.

Oui, nous pouvons produire les céréales qui nous manquent dans l'Afrique du Nord, principalement au Maroc ; sans évoquer l'histoire de l'ancienne Rome, l'essor pris par la culture du blé en Algérie, en est une preuve suffisante ; s'il faut un appoint à notre consommation de farines, nous le trouverons encore dans les farines de riz, de manioc, de maïs ou de banane que nous pouvons demander à l'Indochine, à Madagascar, au Dahomey, à la Guinée et au Gabon. Oui, nos forêts du Congo, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar, de l'Annam et du Laos peuvent nous approvisionner en bois de construction ou d'ébénisterie pour de longues années. L'essai de ces bois et leur emploi commercial a été fait depuis longtemps... Hambourg et Rotterdam les accueillaient avec la plus grande faveur. La culture du coton a été commencée dans le Soudan, non pas seulement à titre d'expérience mais en vue d'une large

exploitation ; les résultats obtenus suffisent pour démontrer que le bassin du Niger, ce Nil occidental, peut alimenter nos filatures, aussi bien que celui du Nil oriental, aussi largement que l'Inde ou que la Louisiane. Le développeent pris par l'élevage du mouton en Algérie, l'existence de grands troupeaux de gros bétail au Soudan et à Madagascar nous permettent d'espérer que nous pouvons trouver dans nos possessions une grande partie de la laine et des peaux nécessaires à nos usines. La culture du café, du cacao, du caoutchouc, de la canne à sucre, dans nos colonies africaines, en Nouvelle-Calédonie, en Indochine, aux Antilles, ne peut plus être considérée comme une innovation ; elle a été assez sérieusement entreprise dans ces diverses colonies pour qu'on puisse affirmer ses facilités de développement et la certitude de son succès. Avons-nous besoin de parler des richesses minières de l'Afrique du Nord, dont une partie, d'ailleurs, a déjà, avant la guerre, approvisionné la métallurgie allemande?

En toute loyauté, ceux qui ont la connaissance des ressources de notre empire colonial peuvent dire que la perspective de substituer les colons français aux étrangers pour l'importation dans la métropole de 4 milliards de matières premières n'est pas un rêve né dans le cerveau d'esprits chimériques ou illuminés. Il dépend du patriotisme de chacun dans la sphère où peut s'exercer son action, de la volonté ferme du Gouvernement et des Chambres que cette perspective devienne une réalité et il n'est pas nécessaire de longs délais pour y arriver : c'est une œuvre dont le complet achèvement ne demande guère qu'une dizaine d'années, si on l'entreprend avec l'ardeur et les moyens nécessaires.

***

« Nous sommes d'accord, nous dira-t-on, sur l'intérêt que présente l'utilisation de notre domaine colonial. Mais ne va-t-on pas se heurter, dans la pratique, et au moment de la réalisation, à des obstacles insurmontables? »

Nous nous permettrons d'invoquer, pour répondre, le précepte *experto crede Roberto*, et d'affirmer que les obstacles à redouter sont seulement au nombre de deux ; encore ne sont-

ils pas insurmontables. L'un résulte de l'insuffisance actuelle des communications entre la métropole et ses colonies, et l'autre est d'ordre financier.

La France, en effet, est mal reliée à ses possessions. Le Gouvernement, en raison de l'indifférence que nous déplorions plus haut, s'en est remis entièrement, jusqu'ici, à l'initiative privée du soin d'assurer les transports des voyageurs et des marchandises entre la métropole et les colonies, sans s'inquiéter si les intérêts des armateurs se trouvaient parallèles aux intérêts du commerce métropolitain, d'une part, et aux intérêts des colonies et des colons, d'autre part. Or, il n'y a aucun parallélisme entre les uns et les autres. L'armateur cherche un fret cher, peu encombrant, rapide à charger ; les colons donnent le fret qui existe en plus grande quantité dans leur colonie, qui répond le mieux aux demandes de la métropole, qui assure un maximum d'activité aux transactions locales, et de recettes au budget colonial. Entre les intérêts propres de l'armateur et les intérêts plus élevés du commerce et des colonies l'expérience a démontré qu'il n'y a pas de conciliation possible ; les combinaisons hybrides qu'on a essayées, telles que les subventions postales, n'ont donné que le résultat de mauvaises transactions. Elles ont été également défavorables à l'armement et aux colonies. Si l'on veut exploiter notre domaine colonial, il faut se résoudre à aborder le problème des communications maritimes avec l'esprit dans lequel on a traité celui des communications intérieures. Si l'on s'était contenté depuis soixante ans, dans la métropole, des lignes ferrées qui pouvaient être rémunératrices pour les entrepreneurs qui les construisaient, notre réseau de chemins de fer ne serait guère aujourd'hui que de 5 000 kilomètres, au lieu de dépasser 40 000. On s'est rendu compte que la circulation des marchandises avait, pour la prospérité du pays, une importance presque égale à leur production et qu'il fallait faire intervenir l'État si l'on voulait lui assurer un développement indispensable : de là, le régime de la garantie d'intérêt et de l'exploitation en régie intéressée de notre réseau national.

Ce régime a été appliqué également pour les chemins de fer coloniaux. N'est-il pas contraire au bon sens que la jonction de deux réseaux ferrés d'intérêt public soit assurée par

des entreprises de navigation qui, vu leurs conditions d'exploitation, ne peuvent tenir compte que très subsidiairement de cet intérêt public? Il faut se décider à adopter la seule solution logique qui consiste à faire des transports entre la métropole et les colonies des services publics exploités en régie intéressée, comme nos chemins de fer. C'est la première question à régler si nous voulons assurer la mise en valeur de notre domaine colonial ; sans une solution de ce côté, inutile d'aborder les autres parties du problème.

Le Parlement s'occupe actuellement de cette question que, malheureusement, il a tendance à lier avec celle de la marine marchande. Nous avons l'espoir qu'il aura la sagesse et la clairvoyance d'adopter prochainement une solution qui, non seulement est indispensable pour nos colonies, mais qui aura aussi les conséquences les plus favorables pour l'avenir de notre marine marchande.

Nous sommes convaincus, en effet, que c'est du côté de nos colonies que celle-ci peut trouver la prospérité qu'elle cherche en vain ailleurs ; ce sont nos colonies qui, grâce à leur activité industrielle et commerciale, lui fourniront le frêt qui lui fait défaut. Nous en prenons comme garant l'exemple de l'Angleterre et de la Hollande.

***

Une fois réglée la question des transports maritimes, il faudra aborder celle des moyens d'action financiers nécessaires pour outiller les grandes exploitations que nécessitera l'extension de notre production coloniale.

A cet égard, il ne faut pas se laisser bercer par un espoir vain : ce ne sont pas les capitaux privés qui suffiront pour réaliser le programme dont l'intérêt national exige la prompte application. Nos capitalistes ont toujours été très méfiants à l'égard des entreprises coloniales, en raison de leur ignorance d'une part, et par suite aussi des conseils peu encourageants qui leur ont été donnés par les établissements financiers dont ils suivaient les inspirations, et qui préféraient les entraîner vers des placements étrangers de plus grande envergure.

Ce n'est pas au lendemain de la guerre, alors que, le loyer de

l'argent s'étant élevé, les capitaux trouveront un emploi largement rémunérateur dans les placements en fonds d'État, les obligations de villes ou de grandes entreprises métropolitaines, que l'on peut s'attendre à un engouement subit pour des affaires jusqu'ici inconnues et qui comporteront toujours plus d'aléas que les valeurs dites de « père de famille ». Si l'on veut disposer de moyens d'action puissants, il faut que l'État intervienne et qu'il prête son concours à une œuvre qui l'intéresse au premier chef.

Nous prévoyons que le principe de cette intervention soulèvera des objections. L'État-pieuvre n'est pas en faveur ; toute organisation qui menace notre individualisme outrancier est vite suspecte. Nous sommes bien obligés pourtant de reconnaître à tout moment que, dans la société moderne, l'individu isolé est impuissant, qu'il ne peut réaliser une œuvre vaste et durable qu'en collectivité, et que les collectivités elles-mêmes ont souvent besoin d'être soutenues et aidées par les gouvernements. Notre particularisme ne nous a pas empêchés d'admettre le régime des sociétés anonymes et de nous plier, insuffisamment d'ailleurs, à l'organisation syndicale. La grande industrie et la concurrence internationale nous contraignent à aller plus loin encore et à reconnaître la nécessité de l'intervention du Gouvernement pour la solution de la plupart des grands problèmes économiques et financiers qu'elles posent journellement.

Plutôt que de faire une opposition systématique à l'interventionnisme, nous agirions peut-être plus sagement en employant nos facultés de résistance à la discussion de ses modalités, en réclamant notamment que, dans les organisations où se manifestera l'action de l'État, la direction générale, la surveillance et le contrôle soient seuls dans ses attributions, l'exécution et l'administration étant confiées à l'initiative privée et à la compétence des techniciens. C'est une méthode qui a fait ses preuves chez nos ennemis, et dont nous avons pu, à nos dépens, apprécier les heureux résultats.

Loin de nous, d'ailleurs, la pensée de réclamer l'intervention directe de l'État dans l'exploitation de notre domaine colonial. Ce que nous lui demandons seulement, c'est de faire appel à nos grandes associations industrielles, de faire entendre à leurs

oreilles la double voix du patriotisme et de l'intérêt personnel, d'obtenir le concours de leur expérience et de leurs états-majors, et de leur faciliter financièrement les moyens de réaliser, dans le plus court délai possible, le programme qu'impose l'intérêt général.

Qu'il nous soit permis de prendre comme exemple ce qui s'est passé, il y a un an, lorsque le Gouvernement s'est aperçu de l'insuffisance de nos approvisionnements et de la pauvreté de ses moyens de production. Notre situation, à ce moment, était grave et risquait de devenir désastreuse. Il fallait y mettre un terme coûte que coûte, fût-ce au prix des innovations les plus audacieuses. Qu'a fait le ministre de la Guerre? Il a appelé les industriels de bonne volonté et leur a tenu ce langage : « Notre armée manque des éléments industriels de la victoire ; je m'adresse à votre patriotisme et vous demande de mettre au service du pays votre compétence, votre activité et votre dévouement. Construisez des usines et fabriquez tout ce qui fait défaut à nos défenseurs ; je vous fournirai des ouvriers, et, si les capitaux vous manquent, je vous aiderai. A ceux qui auront des immobilisations importantes à faire, je passerai des contrats de longue durée qui leur permettront d'amortir leurs dépenses de premier établissement; au besoin même j'avancerai sur le montant des marchés les sommes nécessaires pour acheter votre outillage et vous approvisionner en matières premières. »

Cet appel a été entendu. La fabrication des obus, en quelques mois, a décuplé ; nos magasins regorgent d'approvisionnements et notre matériel nous permet aujourd'hui d'affronter le choc de l'ennemi, si formidable qu'il devienne.

Ces grandes journées ne doivent pas être sans lendemain. En présence d'un péril nouveau, le Gouvernement ne peut hésiter à recourir une seconde fois, pour les munitions de paix, à la méthode qui a donné, pour la guerre, de si incontestables résultats.

***

Un régime qui se justifie à titre d'exception, pour une courte durée, et quand la Défense nationale est en jeu, devient

critiquable, dira-t-on, s'il est érigé en principe, en temps de paix, et pour une période prolongée; on conçoit mal une intervention de notre Gouvernement qui aurait pour effet de procurer à l'industrie le capital nécessaire à son développement : c'est un empiètement sur le rôle naturel du capital privé dans la société moderne, qui pourrait être périlleux aussi bien pour le crédit de l'État que pour le jeu normal de la concurrence entre producteurs.

Nous ferons remarquer, tout d'abord, qu'une intervention financière de l'État en faveur de l'industrie privée ne serait pas une innovation : le système des subventions a été appliqué en France sous tous les régimes, pour les services de transports notamment ; nous avons admis aussi, depuis longtemps, la pratique des primes : prime à la construction des navires, prime à la navigation, prime à la pêche, prime à la sériciculture, etc... Chaque fois qu'il s'est agi, non pas de favoriser des intérêts particuliers, mais de servir l'intérêt général en prêtant son appui à des industries dont l'essor était nécessaire au pays, l'État n'a pas refusé le concours qu'on sollicitait de lui. Qu'est-ce aussi que notre régime douanier protecteur, sinon un colossal système de primes que l'État fait payer aux producteurs par le consommateur français? Il est des cas, d'ailleurs, où l'importance du but à atteindre justifie les méthodes qu'emploie l'État pour s'en approcher. Si notre industrie peut se procurer, par ses propres moyens, les matières premières qui lui sont nécessaires après la guerre, ou se passer de ces matières premières, la question de l'intervention de l'État ne se pose pas ; dans l'hypothèse contraire, ce serait de sa part s'exposer à une bien écrasante responsabilité que d'hésiter à recourir à des dispositions dont peut dépendre l'avenir du pays.

Le Gouvernement n'a pas le droit d'oublier que nos ennemis viennent d'assurer le concours financier de l'État à leur industrie, et qu'ils comptent sur lui pour nous infliger la défaite économique dont l'attente, après leur échec militaire, est devenue leur suprême espoir. Voulons-nous, cette fois encore, lutter à armes inégales, par respect pour des principes que nous avons nous-mêmes enfreints en maintes circonstances?

Il convient d'indiquer que l'action financière de l'État en

vue de l'approvisionnement du pays en produits coloniaux n'aurait pas à s'exercer, selon nous, sous la forme onéreuse de subventions ou de primes. Elle consisterait seulement, dans certains cas assez rares, en marchés de fournitures. Si, par exemple, pour assurer la réparation rapide des dommages subis par les pays envahis, le ministre de l'Intérieur décidait de constituer des stocks de matériaux qu'il mettrait ultérieurement à la disposition des municipalités éprouvées, et s'il consacrait à cet objet une partie des crédits qui ont déjà été votés par le Parlement; si pour se procurer ces matériaux (bois, ciment, pierres, marbres) il faisait des contrats de deux ou trois ans avec les colons susceptibles de les lui fournir, nous croyons que son intervention directe ne prêterait à aucune critique, et constituerait au contraire une opération aussi digne d'approbation que les achats de charbons, de minerais, de sucres et autres articles auxquels on se livre à l'étranger en ce moment. Mais, le plus généralement, l'action de l'État se manifesterait sous la forme d'un appui financier donné à un ou plusieurs établissements qui seraient créés à l'effet d'ouvrir des crédits de longue durée aux groupements qui répondraient à l'appel du Gouvernement, et qui auraient pour programme d'exploiter dans nos possessions les matières premières nécessaires à l'industrie métropolitaine. Ces ouvertures de crédit donneraient lieu à la souscription d'effets renouvelables, par accord avec la Banque de France, jusqu'à une échéance fixée d'avance, d'après les délais nécessaires pour que l'utilisation des sommes prêtées produise ses résultats. La Banque de France qui escompterait les effets toucherait, en plus de l'intérêt usuel, une prime qui lui servirait à constituer un fonds de garantie pour risques, suivant le système déjà adopté en ce qui concerne les effets soumis au moratorium : dans le cas seulement où les réserves ainsi formées seraient insuffisantes, l'État interviendrait pour garantir la Banque de France contre toutes pertes.

Normalement donc, et si l'établissement responsable des ouvertures de crédit sur lequel le Gouvernement exercera son contrôle fait un choix avisé de ses débiteurs en s'entourant des garanties morales qui sont la meilleure sauvegarde des banquiers, l'intervention de l'État devrait n'entraîner pour

lui aucune perte et n'avoir aucune répercussion sur son budget.

Admettons néanmoins que, malgré le choix judicieux de ses clients, l'établissement qui consent les prêts se trouve en présence de débiteurs insolvables, et qu'il en résulte pour l'État une charge financière effective. Que serait la perte de quelques millions, disons même (en poussant au noir les résultats de son intervention) de quelques centaines de millions, en regard du profit procuré au pays par le développement de son activité économique, et de l'atténuation du dommage que ferait subir à la France un change très défavorable? Supposons que, faute de pouvoir nous alimenter en produits coloniaux réglables en billets de banque, nous soyons obligés de payer à l'étranger, sur 10 milliards d'importations annuelles, un change de 15 p. 100 pendant cinq ans ; la perte en résultant serait de 7 milliards et demi !

Entre deux risques d'importance si différente est-il possible d'hésiter?

On nous objectera peut-être que la mise en valeur de notre domaine colonial présente l'inconvénient de ne pas procurer des résultats immédiats, ou tout au moins de ne pas assurer à notre industrie les moyens d'action nécessaires, au moment où elle aurait besoin des plus gros approvisionnements, c'est-à-dire durant la première année qui suivra la guerre. Nous ne prétendons pas, en effet, que dès le début, nos colonies pourront importer les 4 milliards de matières premières, grâce auxquelles nous éviterions d'avoir à faire de gros envois d'or à l'étranger ; il est regrettable qu'il ne puisse en être ainsi, mais le mal n'est pas sans remède. Il est aisé de faire des combinaisons à court terme pour atteindre le jour où nos excédents d'importations se transformeront en excédents d'exportations ; ces opérations rentrent dans les pratiques habituelles de l'industrie. Dès l'instant où le pays est assuré de voir dans un délai assez court sa situation débitrice transformée en situation créditrice, les difficultés cessent. Il ne s'agit plus que d'imaginer des expédients pour la découverte desquels les précédents ne manquent pas. Il sera facile de solliciter et d'obtenir des ouvertures de crédit, à terme assez rapproché, de nos fournisseurs étrangers. Les nations alliées pourront aussi réaliser entre elles des accords momen-

tanés, en vue de donner une valeur libératoire à leur papier-monnaie en territoire allié pendant trois ou quatre ans ; avec la garantie de l'État français, on peut envisager la réalisation d'une opération de cette nature, tout au moins avec l'Angleterre. Nous pouvons aussi faire un nouvel emprunt à court terme analogue à l'émission de 2 500 millions que les Américains ont souscrite l'an dernier. Nous pouvons être certains que les combinaisons ne nous manqueront pas. Quand un débiteur honnête sait qu'à une date déterminée, fût-elle assez lointaine, il est assuré de rentrées de fonds importantes lui permettant de régler ses dettes, il trouve toujours un banquier qui l'aide à atteindre le terme de sa disette. Il n'y a de danger que s'il n'y a aucune rentrée à escompter, ce qui serait la situation de la France si elle ne mettait pas son empire colonial en état de lui fournir ses matières premières.

*
* *

Nous ne pouvons avoir la prétention de n'avoir pas laissé dans l'ombre aucune partie de notre sujet et d'avoir répondu à toutes les objections auxquelles il peut donner lieu. Sans être prêteur romain, nous avons laissé de côté bien des détails qui eussent exigé de trop longs développements. Nous espérons en avoir dit assez pour mettre en lumière le nouveau danger qui menace notre pays lorsqu'il aura définitivement écarté celui de l'invasion. Nous croyons avoir montré que les munitions, qui nous seront aussi indispensables pour soutenir la lutte économique que les obus le sont pour vaincre sur les champs de bataille, ne pourront être demandées par nous à l'étranger, en raison des difficultés que nous éprouverons à régler en or nos fournisseurs de matières premières pendant les années qui suivront la guerre ; — mais nos colonies sont capables de nous approvisionner, à condition qu'un effort analogue à celui qui nous a sauvé en 1915 soit tenté et organisé dans notre pays par l'union du Gouvernement et du monde industriel.

C'est vers ceux-ci que tous les Français doivent aujourd'hui se tourner pour obtenir cet effort.

Que tous ceux qui ont répondu l'an dernier à l'appel du ministre de la Guerre et des sous-secrétaires d'État des

Munitions et de l'Intendance, et qui ont assuré notre résistance, et bientôt notre victoire sur les Germains, se désignant ainsi par leurs belles qualités d'initiative comme l'élite industrielle du pays, que tous ceux qui regrettent de ne pas les avoir imités et qui désirent affirmer que leur patriotisme est capable des mêmes énergies, apportent leur concours à la mise en valeur de notre empire colonial. Que le Gouvernement, qui a déjà fait l'expérience des méthodes hardies, persévère dans les voies où il a trouvé un succès qui par avance condamne de sa part toute hésitation. Qu'il se convainque qu'en présence de la préparation allemande il ne peut épargner aucun sacrifice, ni reculer devant aucune initiative, s'il ne veut pas être pris au dépourvu et voir se lever pour la France, après la paix, des jours aussi sombres que ceux dont l'angoisse inoubliable étreignit nos cœurs au mois d'août 1914. Grâce à la clairvoyance énergique de l'un et à l'ardeur féconde des autres, nos terres coloniales, si récemment affranchies de la servitude par l'héroïsme de nos soldats, deviendront à leur tour les libératrices de la Mère-Patrie et lui apporteront, après le succès dans la lutte économique prochaine, la prospérité magnifique qui lui rendra plus doux les fruits de la Victoire.

E. DU VIVIER DE STREEL

LE CAMÉLÉON[1]

VII

Aux dernières heures de la nuit, il n'est pas toujours facile de dormir, et Andreas demeurait éveillé. Il faut croire que le prédicateur laïque était rentré avec lui, et il marchait dans la chambre, et lui faisait honte. « Escroc ! disait-il. Faussaire ! Gredin ! Les pauvres gens ont mis leurs épargnes dans la banque, et c'est eux qui en pâtiront. Et le vieil Iversen ! Il sera poursuivi, bien entendu, et quel effet crois-tu que cela fera sur lui? »

Mais Andreas avait déjà lu sur bien des sujets, et il n'était guère difficile d'opposer au prédicateur un autre personnage qui était là, prêt à lui tenir tête. C'était un jeune freluquet, cigarette entre les doigts, un peu chimiste, pour le cas où il faudrait des bombes, mais surtout orateur et agitateur révolutionnaire, un idéaliste moderne.

« L'argent, dit ce monsieur, appartient à une société par actions composée de capitalistes qui emploient leur or à opprimer les petites gens. Combien d'escroqueries et de faux ces messieurs ont commis pour devenir riches, on ne saurait en faire le compte. Crois-tu que leur conscience les tourmente? Tranquillise-toi, Andreas. D'ailleurs, tu as renvoyé aujourd'hui au docteur ses mille couronnes. Tu es un brave homme. »

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 janvier 1916.

« Oui, je le suis, dit Andreas dans son lit, en faisant un signe de tête au prédicateur. Et désormais, c'est fini, nous deux. A partir de maintenant je veux vivre et m'amuser comme j'en aurai envie. Bonne nuit, et merci pour le temps passé ensemble. »

Mais lorsqu'il ouvre les yeux, un moment après, le garçon de banque Iversen est là, debout sur le parquet, avec sa sacoche et un bâton.

« N'aie pas peur, dit-il... ce n'est que moi. Je voudrais te dire pourquoi mon modèle, le vieil Iversen, est maintenant couché à l'hôpital. C'est ta faute. Tu l'as mangé morceau par morceau. Tu as pris ses traits, l'un après l'autre. Tu l'as absorbé à ton usage. Maintenant il est couché là-bas. »

Andreas se dressa brusquement sur son lit.

— Qu'est-ce que c'est que ce délire? — murmure-t-il. — Est-ce que tu es ivre de ton succès? Il n'y a personne sur le parquet.

Si l'on veut voyager et frayer facilement avec les gens sans attirer l'attention, il suffit de se dire voyageur de commerce et de s'appeler Hansen, et nul n'a rien à y redire. On n'est plus un homme, mais une généralité, et l'on peut faire le même voyage, aller et retour, indéfiniment, sans être remarqué.

Au printemps et en été, la vie est fort agréable à bord des grands vapeurs qui font le service de la côte. La bonne société s'assemble en première classe, c'est un groupe de personnages officiels aujourd'hui, des touristes étrangers demain, une commission du storting en tournée, un prince persan, une troupe d'acteurs, tous les types possibles. De jeunes femmes, parfois, voyagent seules, et sont reconnaissantes d'un coup de main donné en tout honneur. Andreas le savait.

Depuis son exploit dans la capitale, il avait acquis une grande assurance. Il se sentait capable de faire le ministre aussi bien que le mécanicien-chauffeur, de façon que les gens s'y trompent ; pourquoi donc ne serait-il pas l'égal de tout le monde? Un peu d'inquiétude le prend chaque fois que le bateau fait escale dans une petite ville de plus, on ne sait jamais ce qui peut être arrivé. Mais le bateau repart et s'éloigne. Tout va bien.

Il est assis dans un agréable fauteuil canné sur le pont, et fume un bon cigare, tandis que montagnes, îles, brisants, passent. Où ira-t-il? Le voilà en route vers un nouvel exploit, ou un nouveau personnage, peut-être il sera prince demain. Tout cela est un conte, et il s'y abandonne et laisse aller les choses. Il n'est pas César ni Scipion l'Africain, mais il est capable de quelque témérité inouïe, et il est seul en face du monde, qu'il veut traiter à son caprice : il en a bien les moyens.

« Voyageur de commerce? Vraiment, c'est là ce que tu es maintenant. » Il se promène sur le pont et éprouve une volupté à se fondre dans un caractère étranger, à se prêter lui-même au personnage qu'il a créé. « Hansen, voyageur de commerce ! Ta mère s'appelait Marie, et tu as une sœur à Bergen. Ce doit être là que tu as été à l'école, te rappelles-tu le vieux professeur de latin? Depuis combien de temps est-ce que tu voyages? Cinq ans, pour la maison Greenwich, de Manchester. All right. »

— Beau temps, ce soir, monsieur Hansen, — dit le second, qui passe, la pipe à la bouche, en frappant fort du pied.

— Magnifique, — dit M. Hansen. — Mais, dites-moi, second... est-ce que nous ne pourrions pas avoir un peu de musique et un tour de valse sur le pont. Il y a des dames à bord, et elles ont l'air folles de danse.

— On va essayer, — dit le second.

A bord monta un jour un monsieur élancé, qu'Andreas ne put s'empêcher de couver des yeux. Cet homme était vêtu avec un goût parfait, il portait une chaîne d'or au poignet, et son allure était d'un grand seigneur, libre en même temps que digne, et lorsqu'il parlait, un sourire lui venait à la commissure droite des lèvres, léger et exquis, comme tout le personnage. Sa voix était claire et pleine.

Andreas se mit à tourner autour de lui. La manière d'être de certaines personnes possède une harmonie particulière, qui exerce une séduction. Andreas devint subitement fort mécontent de lui-même, il ressentit un indéfinissable désir d'être tel que cet homme, de se transformer, de revêtir sa personnalité, bref, de devenir lui. C'était un plaisir, une jouissance, de causer avec lui et d'écouter la mélodie cachée dans ses paroles, et involontairement il se demandait : « Peux-tu l'imiter en cela?

Possèdes-tu au fond de toi un instrument qui pourrait produire les mêmes notes claires? »

Le voyageur descendit à terre, et l'imagination d'Andreas resta hantée de son souvenir. Un beau jour, il franchit, lui aussi, le débarcadère, et le capitaine et le second lui firent des signes d'adieu.

— Au revoir, — dit Andreas.

Et dès le même jour il se mit au travail devant la glace dans sa chambre d'hôtel.

Si l'on veut créer un ingénieur de l'Alaska, d'origine norvégienne, l'extérieur convenable, un *curriculum vitæ*, le tempérament, l'allure, ne suffisent pas. Il faut avoir une teinture de son métier, quand ce ne serait que pour s'en servir dans le salon d'un vapeur. Andreas est forcé d'aller chez le libraire, et cela prend du temps de lire. Cela prend aussi du temps de s'assimiler devant la glace les manières de ce charmant homme, sa façon de rire, de tousser, de parler et de manger. Il a sa façon de s'asseoir et de se lever, et quand il exprime une opinion, il balance sa main droite en cadence. Et puis, surtout, il y a son sourire, un chef-d'œuvre. En voilà un travail! Et Andreas fredonne un air et s'applique. Il est fatigué, se laisse tomber dans un fauteuil, tout prêt, en de certains moments, à renoncer, mais il arrive aussi qu'il travaille comme un artiste inspiré. Des journées se passent.

La fille de l'hôtel, qui est en train de balayer l'escalier, voit descendre un monsieur qu'elle n'a pas vu monter.

— Pardon, — dit-il, — mon ami Hansen est monté à bord, et m'a prié de régler sa note, et de faire porter son bagage au bateau du Nordland.

— Ce sera fait, — dit la fille, qui rougit sous le regard du client, et à la vue d'un gros pourboire.

Et voilà Andreas encore en voyage.

Il se fondit dans ce nouveau personnage ; c'était comme pénétrer dans un paysage où il n'était jamais allé ; il regardait tout autour de lui. « Ah bien, voilà comment c'est ici. » Il commençait à s'y orienter, et se trouvait bien. « Dire que j'ai pu m'en aller si loin, et quelles aventures n'ai-je pas rencontrées? » Sa lecture sur l'Alaska devint un souvenir, il y avait dirigé l'exploitation d'une mine, et il se rappelait telle scène

dramatique avec des ouvriers qui s'étaient servi de leurs revolvers, et les nuits étoilées, et le chant des jeunes Indiennes.

Il eut une vie fort plaisante. Il se trouva en face d'amis de ses précédents voyages, qui ne le reconnaissaient pas. Ce fut amusant de voir le même préfet, qui n'avait pas fait attention à M. Hansen, inviter maintenant l'ingénieur Star à venir prendre place à côté de lui. De ce nouvel observatoire, on avait occasion d'observer chacun et de rire en dedans. Regardez-moi ce médecin cantonal qui voyage pour inspecter l'hygiène et la propreté chez les pauvres gens, mais qui lui-même empeste le whisky et le tabac, et dont les ongles sont noirs. L'être créé par Andreas était plus distingué que cela. Aux repas, il entendait toutes les opinions possibles sur la vie et la mort ; la foi pouvait faire faire des grimaces à tel visage, le doute à un autre, on voyait une pomme d'Adam s'agiter par passion politique, tous voulaient presque imposer leur sentiment personnel. L'être créé par Andreas était plus distingué que cela. Dans le fumoir, où l'on boit des « pjolters », fleurit la calomnie à l'égard des hommes de mérite comme dans une association féministe à la campagne, mais dans un coin, parmi les gens de bon ton, cela était décoré des noms de conviction et d'idée. L'être créé par Andreas était plus distingué que cela.

Et les jours passent. Un matin, en se lavant les dents, voilà peut-être qu'il pense à une nouvelle figure, ce n'est plus, cette fois, d'après un modèle, c'est un désir qu'il avait eu, étant petit, un rêve de devenir ceci ou cela. C'est possible maintenant. Il passe peut-être une semaine à rassembler l'un après l'autre les traits du nouveau personnage, et un beau jour, celui-ci est vivant. Andreas descend à terre, le second et le capitaine agitent leurs casquettes.

— A une autre fois, — disent-ils.

— Au revoir, — dit Andreas.

Il n'avait plus peur d'aborder dans une autre ville, la police recherchait peut-être quelqu'un, mais qui n'existait plus; lui, voyageait d'une vie dans une autre, c'était comme s'il mourait pour resurgir sous une forme neuve. Souvent, assis sur le pont par une nuit d'été rouge-sang, il rêvait à sa manière. Un voyageur de commerce peut tomber malade et mourir, un ingénieur peut être tué par ses ouvriers, mais lui-même, il était

au-dessus de tout, il lui semblait progresser sans cesse par ses changements de vie,... comme s'il ne pouvait être atteint ni par la vie ni par la mort, il était une petite rivière qui coulait à travers l'humanité, qui coulait vers l'infini.

Il s'éveille, et il a envie de se procurer un petit rire intime : il pouvait bien se l'offrir.

A Bodœ arriva un Anglais raide avec douze caisses qui toutes portaient l'inscription : « Fragile, verre. » Et quand il fallut les descendre à terre, on peut penser si les figures des matelots furent inquiètes.

— Attention ! — criait le second.

Et de la passerelle, le capitaine lui-même disait :

— Doucement, mes enfants.

Les matelots serraient les lèvres et portaient les colis en marchant comme sur des aiguilles.

— Méfie-toi, Jens, — disait l'un, et il s'arrêtait brusquement.

— Tu n'es pas fou, Kristian... tu sais bien que c'est du verre, mon vieux.

Oh, avec quels ménagements tout le bagage fut déposé à terre. Mais dans les caisses, il n'y avait que des pierres et des journaux. « Qu'importe? se disait le voyageur étranger... les visages appliqués, tendus, n'en sont que plus curieux à voir. »

Les journaux finirent par donner la nouvelle de la grande escroquerie commise dans une banque de la capitale. Il s'agissait d'une fortune, les feuilles portaient de hautes manchettes, tout le pays en restait bouche bée. Le plus singulier était que le chef de service lui-même se rappelait avoir conçu des doutes, lorsque les traites lui avaient été présentées, mais comme c'était le vieux garçon de banque bien connu qui les avait apportées, tout devait être en règle. Et en même temps, le livre de l'hôpital montrait que le vieux garçon de banque Iversen avait été opéré, ce même matin, dans la section de chirurgie ; donc, il était impossible qu'il eût été à la banque ce jour-là. Il y avait de quoi s'arracher les cheveux pour le juge d'instruction, et tout le pays était là, qui ouvrait de grand yeux.

Dans une ville du Nordland devait venir un nouveau pas-

teur méthodiste, les gens les plus importants de la paroisse se réunirent sur le quai, et lorsque le prêtre parut sur le débarcadère, ils le reconnurent tout de suite d'après la photographie qu'avait publiée le journal de leur secte.

C'était un grand bel homme avec une moustache à la Guillaume II, il portait une valise d'une main et un caoutchouc de l'autre.

— Bonjour, mes chers frères.

— Nous pensions ne vous voir arriver que samedi, monsieur le pasteur, — dit le plus âgé de la paroisse. — Ce que vous avez écrit paraissait l'indiquer.

Il répondit seulement :

— Je croyais que je resterais plus longtemps en route.

Le nouveau prêtre bénit un mariage et baptisa quelques enfants, et dès le samedi soir ses ouailles lui offrirent une petite fête de bienvenue dans la salle de réunion toute neuve.

Dans le courant de la soirée, une certaine agitation se produisit à la porte, parce qu'un étranger voulait entrer. Tout le monde se retourna et regarda de ce côté.

On vit s'avancer un petit homme avec une moustache à la Guillaume II, mais rouge, qui jetait des coups d'œil embarrassés ça et là, tantôt sur l'assemblée, tantôt vers les lustres. Une personne qui le suivait désigna le nouveau pasteur, qui était debout au milieu d'un cercle de dames, en train de boire du chocolat, et dit :

— Le voilà.

L'étranger mit son binocle et examina ce prêtre. Sa respiration devint oppressée, car il voyait son propre visage devant lui. Il était évidemment très ému. Il s'approcha, enfin, disant :

— Pardon. Je... je suis le nouveau pasteur.

L'autre prit une gorgée de chocolat et répondit d'un ton aimable :

— Mais, je le suis aussi.

Tous deux se regardèrent. L'assemblée commençait à resserrer le cercle autour d'eux.

— Mais, — continua l'étranger, — il doit y avoir un malentendu. Je m'appelle Johnsen, Harry Johnsen.

— Oui, — dit l'autre, — moi aussi.

Un silence.

— Vous vous appelez aussi... vous vous appelez Johnsen, Harry Kristian... ?

— C'est mon nom, — dit le prêtre, toujours aimable, en posant sa tasse de chocolat sur une table.

L'étranger promena des yeux ahuris sur les assistants, se prit le front, contempla ses mains, et sembla vouloir se pincer le bras pour voir s'il était bien éveillé. D'une voix faible, il dit, dans l'espoir que ce serait une issue :

— J'arrive de la paroisse de Stavanger.

— Oui, moi aussi.

Les yeux du petit homme s'écarquillèrent.

— Comment ? Vous ! De... de Stavanger...?

— Justement, — dit le prêtre en essuyant le chocolat de ses lèvres avec son mouchoir. — J'y ai exercé quatre ans.

— Quatre ans... vous ! A Sta... Non, voyons !

L'étranger avait l'air de s'excuser auprès de l'assemblée de ce qu'il n'était pas encore fou.

— Et maintenant notre évêque m'a envoyé ici pour exercer dans la paroisse, — dit le prêtre posément, tout en s'essuyant les doigts, après quoi il mit son mouchoir dans sa poche.

— Notre évêque vous a... envoyé... vous ! Vous... dites-vous !

Les mains du petit homme cherchaient un appui.

Tous deux restèrent ainsi un moment à se fixer, jusqu'à ce que le jeune sellier Olsen, s'armant de courage, prît la parole :

— Ceci est un peu singulier, — dit-il. — Je ne veux pas affirmer que... que l'un de ces messieurs est un imposteur. Mais... mais vous, qui êtes arrivé ce soir,... vous êtes chauve, et celui dont le portrait a paru dans le journal de la paroisse ne l'était pas?

Le petit homme se passa la main sur le crâne.

— Chauve ! C'est vrai, mais c'était un portrait qui remonte à plusieurs années. Mon Dieu, cela peut arriver au meilleur homme du monde de perdre ses cheveux.

Plusieurs des hommes de l'assistance involontairement portèrent la main à leur tête et purent s'en rendre compte. Puis on se remit à dévisager les deux. Enfin le prêtre de haute taille déclara :

— Eh bien, il faut que ceci soit éclairci. Vous venez là m'accuser d'être vous, et vous prétendez être moi. Je ne peux pas accepter cela. Voulez-vous que nous nous trouvions au bureau de police, avec des témoins, demain, à midi?

— Oui, volontiers. Nous devons avoir des papiers, tous les deux, qui pourront éclaircir l'affaire. Demain, à midi, j'accepte.

Et le petit homme salua, il ne semblait pas imaginer que cela pût se régler mieux, et lui-même n'était plus tout à fait sûr de n'être pas Per ou Paal.

Lorsque le prêtre de haute taille s'en alla, tous les regards le suivirent. La porte fut fermée, puis on observa l'autre, qui restait là, les mains jointes :

— Mes frères et mes sœurs, — dit le petit bonhomme d'une voix tremblante, — prions.

Le prêtre de haute taille ne fut pas au rendez-vous le lendemain, et la police vint le rechercher à son hôtel. Non, le prêtre méthodiste Johnsen n'avait pas été chez lui de la nuit. On était venu le demander d'un camp de Lapons pour l'exercice de son ministère, et il était parti dans une voiture attelée à un renne.

— Vraiment, — dit l'officier de police, — et il aurait peut-être bien besoin de quelques agents pour l'aider.

Des recherches furent ainsi organisées. Et personne ne fit grande attention au fait que, juste à ce moment-là, était arrivé dans la ville un pauvre homme en haillons, faible de poitrine, qui tournait un orgue de Barbarie. Longtemps il demeura devant la maison même de l'officier de police à se lamenter, si bien que ce fonctionnaire finit par bondir dehors, lui donna un skilling, et le pria de s'en aller un peu vite.

— Merci, — dit le malheureux. Il mit la pièce dans sa poche, sourit, mit son instrument sur son dos, et partit à petits pas.

De temps en temps, Andreas préparait une petite scène de ce genre pour empêcher la police de tomber en chômage. Il avait besoin de cette excitation... c'était comme s'il avait pris tout le pays à son service pour lui donner une représentation.

Quelle existence. Les gens n'étaient plus guère pour lui que des masques, des poupées contenant un mécanisme qu'il savait faire manœuvrer. Dans une station balnéaire surgit un célèbre médecin allemand pour femmes, il baragouinait un peu

de norvégien et se montrait d'un accès facile, si bien que beaucoup de dames de la capitale, profitant de l'occasion, vinrent le consulter. Il ne s'y refusait pas, mais ne prenait pas d'honoraires. Après tout examen approfondi, tout en se lavant les mains minutieusement avec une brosse savonneuse, il regardait quelque temps du côté de la fenêtre, avant de formuler ses conseils. Un mois plus tard, on apprit que c'était un mystificateur, mais à ce moment, il était déjà parti.

Et la police? Hélas, l'information habituelle dans les journaux concluait : « L'on suppose que l'imposteur a réussi à gagner l'étranger. »

Lorsque, le soir, Andreas fermait les yeux, il voyait une troupe de personnes poursuivies et traquées, toutes créées par lui, et souvent une angoisse le prenait, à l'idée qu'il pourrait leur arriver malheur.

Ce fut alors qu'un changement finit par se produire.

VIII

— Je vais te dire une chose, Sofie. Tu devrais te montrer un peu plus prudente avec un étranger comme ce monsieur.

— Chère maman, c'est Willmann que tu appelles un étranger?

La jeune fille, penchée sur son ouvrage, avait relevé la tête, et regardait la dame aux cheveux gris, assise près de la fenêtre, qui filait.

— Hé, qu'est-ce que nous savons au juste sur lui?

— Nous pouvons pourtant bien croire ce que disent les journaux ! Dès son arrivée, il y a eu des interviews de lui dans deux des journaux locaux, et lorsqu'il a fait sa conférence, c'est bien toi, certainement, qui as été la plus enthousiaste de nous tous.

— Ah, s'il sait raconter la vie dans une ferme brésilienne d'une façon amusante, il n'est pas dit pour cela que...

La vieille dame s'interrompit, et se gratta la tête avec le peigne à filer.

— Et puis, son idée d'une route de vapeurs à établir,... et

les agents commerciaux à envoyer, le débouché à ouvrir là-bas pour les marchandises norvégiennes ! Il travaille jour et nuit, et, tu verras, il sortira de là quelque chose d'important.

La mère s'était remise à filer.

— Oui, je conviens que c'est de ma faute, s'il s'est introduit ici, chez nous. Il a des manières engageantes, et pour peu que les gens s'empressent auprès d'un étranger comme ce garçon, c'est une contagion. Mais...

— Mais?

— Eh bien, il me semble que tu as des motifs d'être prudente.

C'était vrai. La jeune fille n'avait que vingt-deux ans, mais elle avait été fiancée deux fois, pour aboutir chaque fois à une catastrophe, et il y avait eu un moment où son père, médecin, avait craint pour sa raison. Mais depuis que l'étranger était venu, sa démarche était plus légère, son visage plus frais, et ses yeux presque éteints s'étaient avivés d'une gaieté pleine de jeunesse.

Elle se leva et déposa son ouvrage en fredonnant et regardant dehors.

— Tu ne vas pas t'en aller le rejoindre encore?

Sans répondre, elle écarta de son front un flot de cheveux noirs, entoura de ses bras le cou de sa mère, pressa sa joue contre la sienne, et ferma les yeux un instant. Puis elle courut à la porte.

Elle apparut sur le perron avec son chapeau de paille et son ombrelle, mais ayant aperçu des pigeons sur le bord du toit, elle rentra et alla chercher une poignée de pois qu'elle répandit par terre. Il semblait qu'elle ne voulût pas s'accorder une joie à elle-même avant d'avoir contribué à celle des autres.

On était en été, les jardins, devant les maisons de bois basses, étaient tout fleuris, une fraîche brise de mer soufflait par les rues larges. Elle se dépêchait et se disait : « Il y a peut-être là quelqu'un à la fenêtre, qui se doute où je vais, il vaut mieux ne pas regarder de côté. »

Hors de la ville, vers la plate-forme d'où l'on a une belle vue, monte le grand parc, et c'est là qu'elle le vit s'avancer vers elle. C'était un grand jeune homme bien bâti, aux cheveux

noirs et au visage rouge, glabre. Son costume clair lui allait bien, il portait une chaîne d'or au poignet, et ses souliers jaunes étaient d'un modèle américain.

— Te voilà enfin !

— Tu as attendu?

Et ils se promenèrent ensemble sur le chemin sablé, tandis que les branches des pins s'étendaient sur leurs têtes.

— Dis-moi, Adolf, tu ne m'as pas encore raconté grand'-chose de ton enfance.

— Non. C'est sans doute que je trouve plus amusant de parler de la tienne.

— Voyons, il faut être gentil aujourd'hui, tu m'entends? Où as-tu été élevé? Comment s'est passée ton enfance? Tu comprends qu'il faut que je sache tout ce qui te concerne.

— Je n'ai pas d'enfance à raconter, ma fille. Je suis un Cendrillon [1] sans famille, et ne sais pas grand'chose sur mon père et ma mère. Est-ce que tu m'en veux pour cela?

Elle prit sa main et la pressa légèrement. Il avait de si belles mains, bien qu'il eût dû travailler si dur là-bas!

Et pourquoi, d'ailleurs, serait-il nécessaire de tout savoir sur un pareil prince de contes? Il était venu des pays lointains, fort et hâlé, plein d'histoires prodigieuses qu'il avait vécues, l'esprit occupé de mille projets. N'est-ce pas tout simplement comme cela doit être, s'il est né dans une cabane et s'est élevé par ses propres forces? Elle lui prit la main encore une fois. Pourrait-elle tenir une place dans sa vie?

Ils se mirent à marcher en bavardant. Ils se regardaient, et souriaient de se voir là, tous deux, en promenade. Ils dirent une foule de choses, comme lorsqu'on chante un duo sans faire attention aux paroles, ils agitèrent les questions du mariage, en automne, du départ pour le Brésil, de tout ce qu'elle devrait emporter, de l'amour plus tard, quand on vieillit, de la vie après la mort. Et de temps en temps il leur fallait s'arrêter pour bien se regarder.

Puis, ils arrivent sur la plate-forme, où ils jouissent de la vue étendue, nulle part le soir d'été ne s'éteint dans une telle pro-

1. Askelad, personnage habituel des contes populaires norvégiens, analogue à Cendrillon, mais masculin et dont le nom a le même sens.

fusion d'or qu'ici. Au loin la mer et le ciel se rencontrent dans une buée dorée, au-dessus des îlots vole une troupe de mouettes blanches, et l'ardeur de leurs cris résonne comme une fête dans l'air.

— Veux-tu nous asseoir un peu ici, ma fille?

— Non, il faut que je me dépêche de rentrer.

Elle s'assied tout de même. Un instant après, elle appuie la tête contre son épaule.

Tard dans la nuit, le jeune homme parcourait, seul, la grève, et finit par s'asseoir, il croisa ses mains sur son genou, et contempla le bois de pins, de l'autre côté de la large baie.

Ainsi, le conte en était venu à ce point. Il y avait une fois un gamin en haillons, qui ôtait son bonnet quand passait en voiture par la forêt quelque élégante demoiselle. Maintenant, voici qu'une pareille demoiselle avait fini par lui jeter ses bras autour du cou.

Le gamin? La forêt? N'était-ce qu'un rêve? Qu'est-ce qui était vrai, et qu'est-ce qui était imagination?

Adolf Willmann devait être, tout de même, une personne réelle, car il n'avait qu'à fermer les yeux, et il se rappelait le Brésil, la ferme, ses accès de fièvre et ses coups de soleil, les serpents et les fauves. Il n'y avait qu'un petit obstacle, c'était qu'Adolf Willmann avait besoin, en outre, de certains papiers pour se marier, et il ne pouvait se rappeler où ils étaient.

Et puis après? Il connaissait bien quelqu'un à qui rien n'était plus facile que de fabriquer des papiers authentiques. Mais M. Willmann était homme d'honneur, jamais il ne voudrait impliquer une jeune fille dans une affaire douteuse, surtout pas Sofie, qui avait eu déjà tant à souffrir.

Enfin une grande aventure avec une femme! Deux fois le sort avait jeté celle-ci à terre, mais il était venu, et elle s'était relevée encore une fois, c'était comme si elle eût étendu les bras en disant : « Il me reste encore un peu de confiance dans le monde et les hommes, la voici. » Et il voyait les joues de la jeune fille se remplir de joie et de santé, c'était admirable, en un sens, et d'autre part c'était étrange, jamais, jusqu'alors, il n'avait créé de personnage capable de réveiller de la mort un être humain.

Où cela menait-il? Souvent, il éprouvait un vertige, et il lui arrivait de s'arrêter, et de regarder autour de lui, tout désorienté. « Où suis-je? Est-ce là le jardin de Don Juan? »

C'est l'été, promenades à la voile, nuits obscures, une jeune femme en toilette claire et chapeau de paille. Un soir, on est balancés dans un bateau peint en blanc, loin du rivage, le soleil disparaît dans la mer, un voilier tout gréé dort à l'ouest. « Est-ce toi et moi, Sofie? songe-t-il en la regardant. Que tout n'est-il vrai... si nous pouvions ne plus jamais revenir vers la terre ! »

Ils ont parfois de ces petites querelles qui amènent des larmes et finissent par des sourires et des baisers.

— Ce n'est pas toujours vrai, ce que tu racontes, Adolf, et Dieu ait pitié de moi si je ne peux pas me fier à toi.

— Qu'est-ce que tu dis, et qu'est-ce que j'ai encore inventé ?

Elle cite un détail de ses récits, qui ne concorde pas avec ce qu'elle lui a entendu dire ensuite. C'est vraiment très vilain... car elle n'a rien d'autre que sa parole sur quoi elle puisse s'appuyer. Et de longues explications, de nombreuses caresses sont nécessaires pour la rasséréner.

Et ensuite... les papiers?

C'est délicieux de se laisser aller à subir l'influence d'une jeune femme. Les vues de Sofie sur bien des choses, sans qu'il s'en aperçoive, deviennent les siennes.

— Quelle est ton idée au sujet des ouvriers et du capital? — demande-t-elle, et il est ému de voir cette petite tête s'occuper de cela, et il répond comme il croit qu'elle le désire. Pourquoi n'aurait-il pas la même opinion qu'elle? Et toute manière de voir qu'il adopte ainsi est comme une caresse qu'elle lui a inspirée, et devient d'autant plus chère et importante. Elle le transforme sans cesse et l'améliore, et il respire auprès d'elle un air si pur, si éloigné du mensonge et de l'hypocrisie qu'il se sent, par moments, aussi innocent qu'elle, mais qu'il lui semble, l'instant suivant, devoir rentrer sous terre.

Les papiers?

Il est encore assis là quand le soleil élève sa boule rouge au-dessus des îles. Un plongeon isolé vole si bas au-dessus de la mer que la pointe de ses ailes bat la surface de l'eau. Un nou-

veau matin commence, un jour suivra l'autre, et il faut que bientôt toute l'affaire soit réglée

Avouer? Ce serait la jeter à terre de nouveau. Et par qui pourrait-il remplacer M. Willmann? Qui était-il au juste? Quand il parcourrait le monde pour chercher Andreas Berget, il ne le trouverait plus. Ses voyages l'en avaient indéfiniment éloigné, pendant des années il n'avait été qu'un rôle, une fantaisie, une œuvre d'art, mais ce n'est pas avec cela qu'une jeune fille peut se marier.

N'était-il donc au ciel ou sur terre aucune puissance capable de l'aider... capable de faire de M. Willmann une personne réelle, en sorte que tout, tout devînt vrai ! Ne pourrait-il servir à rien de prier, de croire, de travailler, sacrifier, payer, mendier! N'y avait-il aucun, aucun salut?

Rompre? Ce serait la mort pour elle. Disparaître? Alors, elle conserverait pieusement son souvenir, et ce serait une imposture comme celle des douze caisses portant la suscription : verre.

Pauvre Sofie?

IX

Un peu avant la Noël, fut amené au pénitencier un prisonnier dont la conduite, à beaucoup d'égards, était différente de ce que l'on était habitué à voir. Il n'était ni effronté, ni déprimé, son regard semblait affable, il ne demandait rien, ne posait pas de questions, et répondait par monosyllabes. Il mettait le costume de prisonnier avec le même soin que s'il se fût habillé pour aller en soirée. Il eut sa cellule, et le numéro 14, et tresser des corbeilles constitua son travail. Aucune personne de connaissance ne vint demander de ses nouvelles, et il ne demanda jamais à écrire une lettre. Le soir de Noël, la prison est toujours particulièrement agitée, il y a des larmes, des ricanements, des prières prononcées à très haute voix, ou, çà et là, simplement des pas nerveux dans la cellule, parcourue de long en large avec impatience. Mais le numéro 14 montrait

la même sérénité que de coutume. Cette inquiétude ne l'atteignait pas et tout allait bien.

Or, un jeune homme avait obtenu des autorités la permission de parcourir les prisons pour causer avec les prisonniers. Un soir, il pénétra aussi chez le numéro 14. Le gardien resta dehors. L'étranger était grêle et pâle, et portait des lunettes. mais ses yeux brillaient fort. Il prit la main du prisonnier, et le traita comme un égal, sans lui témoigner une amitié indiscrète. Il demandait seulement un service : que le prisonnier voulût bien raconter son histoire.

Le numéro 14 regarda le visiteur. Puis il sourit, et ferma les yeux un moment.

— Mon histoire... parfaitement. Vous voulez l'écrire et en faire votre affaire. Parfaitement.

Et il ne tarda pas à ouvrir les yeux, tousser, et commencer un récit.

Ce fut l'émouvante narration de la vie d'un pauvre garçon frappé et maltraité quand il était petit, et qui n'était ni nourri ni habillé. La mère buvait, le beau-père volait, c'était un affreux ménage. Puis, le gamin avait passé de mains en mains, et partout il avait souffert, obligé de travailler et peiner nuit et jour, même quand il était malade. Le tout avait fini comme il fallait bien que cela finît.

Le jeune homme écrivait rapidement, trempait le crayon entre ses lèvres et se remettait à écrire, et de temps en temps il poussait un soupir. Lorsqu'enfin l'histoire fut terminée, il mit de côté son matériel, et regarda un moment le malheureux.

— Eh bien, à qui la faute, d'après vous, si ça a tourné ainsi pour vous?

Le détenu réfléchit d'un air extrêmement sérieux. Il dit enfin :

— Le péché. Et Satan.

— « Le péché ! » — ricana le jeune homme. — « Satan ! » Vraiment, jamais je n'ai vu... Non, je vais vous dire, moi, qui porte cette effrayante responsabilité. Vous n'y avez jamais pensé?

L'autre fit un signe négatif.

— C'est la société.

Le détenu ouvrit de grands yeux, une lumière venait de l'éclairer.

— Voilà une parole, — dit-il. — Oui, bien entendu, c'est la société.

Et lorsque le jeune homme se fut fatigué à force de prêcher, le numéro 14 l'accompagna — deux pas — jusqu'à la porte. Le gardien tourna la clef, et les pas moururent au loin. Le fabricant de corbeilles se remit au travail, sourit, et fredonna un psaume.

Le pénitencier est sévère. On ne voit aucun des autres détenus, il y a des cellules qui ne sont jamais chauffées, et le prisonnier tousse un peu plus, tel autre crève, une nuit, d'inflammation de la poitrine. Les murs gris ne se laissent traverser par aucune nouvelle, le monde suit son cours, tout peut arriver, mais là, les événements ne sont rien d'autre que les divers pas dans les couloirs. Oh, on les connaît tous, ils sont devenus une langue qui raconte un peu de ce qui se passe au dehors. Écoutez. Voici le surveillant, voici l'inspecteur, attendez un peu, jamais cela ne manque, c'est le directeur lui-même qui va passer. Ah, tiens, il a plu à l'aumônier de la prison de faire craquer par ici ses pieuses semelles, mais, c'est vrai, ce doit être pour l'incendiaire, dans la cellule à côté.

Mais, un beau jour, M. le pasteur pénétra aussi chez le numéro 14. C'était un homme grand, aux larges épaules, à la figure rouge, d'un dessin césarien, ecclésiastique imposant, qui était attaché à la prison depuis vingt ans, en sorte que rien d'humain ne l'étonnait plus.

— Bonjour, mon ami, — dit-il en s'asseyant sur le tabouret que le gardien lui avait apporté. — Vous avez fini par me demander, et j'espère que nous en serons satisfaits tous les deux.

De la petite fenêtre barrée de fer il ne venait pas beaucoup de lumière, peut-être c'était l'hiver, au dehors, ou bien avril avec de la neige. Le détenu était debout contre le mur nu, et adressait au prêtre un sourire pâle.

— Il m'a fallu du temps pour réfléchir, — dit-il. — C'est qu'il y a bien des choses à démêler.

— Naturellement. Mais voilà une demi-année que vous avez réfléchi. Est-il indiscret de vous demander à quoi?

Le pasteur se frotta le menton, et s'installa bien à son aise, préparé à une longue conversation.

Le détenu arpenta l'étroite pièce, et joignit les mains derrière son dos.

— Je me rappelle, — commença-t-il, — qu'à l'époque où je fréquentais l'école supérieure technique de Hanovre...

— Comment ! Vous avez fréquenté l'école supérieure technique de... de Hanovre?

Le prêtre le regardait dans les yeux. Le détenu les ferma et se passa la main sur le front.

— Pardon !... non, je voulais dire, quand je voyageais pour la maison Greenwich de Newcastle...

— Voyons ! — interrompit le prêtre de nouveau. — Est-ce que vous avez voyagé pour une maison de commerce de Newcastle... !

L'autre, de la main, fit le geste d'écarter quelque chose, et eut l'air très malheureux.

— Non, mais non, je veux dire quand nous dirigions la grande plantation de café au Brésil...

Le prêtre l'interrompit encore et se leva.

— Qu'est-ce que cela signifie ! Croyez-vous que nous ne sommes pas bien informés sur votre existence ! Vous vous appelez Andreas Berget. Vous êtes de la campagne, dans les montagnes du nord, vous avez été plusieurs fois condamné, vous avez été acteur quelque temps, et à part cela vous n'avez jamais eu de position stable, mais vous avez navigué sous de nombreux pavillons. Si vous voulez causer avec moi, il ne faut plus jouer la comédie. Ne trouvez-vous pas qu'il pourrait être bientôt temps de rentrer en vous-même et d'essayer de vous amender un peu?

Le détenu se tourna vers le prêtre.

— Amender... qui?

— Qui?

— Oui, car un homme se compose de nombreuses personnes.

— Hm !

— Et tous ne sont pas également mauvais. Songez donc, voici un prédicateur laïque, un agronome, un voyageur de commerce, un ingénieur, un garçon de banque, un médecin pour

maladies de femmes, et beaucoup, beaucoup d'autres, et toutes ces personnes, c'est moi.

— C'est vrai... toutes ces personnes, c'est vous.

Le prêtre fixa les yeux sur lui et serra les lèvres.

— Laquelle d'entre elles est-ce que j'amenderai?

— Écoutez, mon ami, croyez-vous que je suis venu ici pour que vous vous moquiez de moi?

— Et vous, monsieur le pasteur, êtes-vous donc une seule personne?

— Si vous ne voulez pas parler sérieusement, je m'en vais.

Le prêtre enfonça ses mains dans les manches de son manteau à cause du froid.

— Bien, j'avais un sujet d'ordre privé dont je voulais parler, ou plutôt une prière, mais si vous ne voulez pas essayer de me comprendre, monsieur le pasteur, je regrette de vous avoir dérangé.

Et le détenu s'inclina en manière d'adieu.

Le pasteur se retourna vers la porte, mais hésita. Cet individu qui paraissait avoir l'esprit tout à fait absent pendant ses sermons, et qui jusqu'alors avait été tellement inabordable, avait fini par le demander. Était-ce pour simuler la folie, ou pourquoi?

— Eh bien, qu'est-ce que vous avez à me raconter? — dit-il enfin, en se retournant vers le détenu.

L'autre sourit. Ses cheveux blonds avaient jauni, son visage rasé était devenu gris. Mais il souriait tout le temps comme de lui-même et du monde entier. Ses dents étaient d'une blancheur éblouissante.

— N'avez-vous jamais remarqué, monsieur le pasteur, que, lorsque vous allez prendre une résolution, vous êtes dans une assemblée générale? Il y a telle personne, au dedans de vous, qui crie à l'oreille d'une autre, chacune a son opinion. Chez moi, le prédicateur laïque s'arrache les cheveux, quand le médecin pour maladies de femmes fume une cigarette, nettoie ses instruments, et trouve que tout va bien. Qui donc a raison? Qui faut-il croire? Et puis... une autre fois vous voulez exprimer un avis, et tout à coup vous observez que vous empruntez à quelque homme estimé sa force de jugement. Vous ne vous demandez pas simplement : « Qu'est-ce qu'il aurait fait? » Non,

vous vous sentez à sa place, son aspect extérieur devient le vôtre, il est en vous, ou vous en lui, n'est-ce pas? voilà qui arrive bien des fois par jour : est-ce vous alors qui avez parlé, en ce cas, ou bien lui?

Le prêtre se rassit et respira fortement par le nez une ou deux fois.

— Et puis après? Nous sommes quand même tous plus ou moins normaux?

— Normaux, ha, ha !

Ce fut un bref éclat de rire, qui produisit un jet d'haleine bleue dans l'air froid. Le prêtre, inconsciemment, tira sur son pardessus pour s'y sentir plus étroitement serré.

— Normaux ! Un homme est venu ici récemment, porteur de lunettes et d'un crayon, il n'avait pas seulement l'esprit dérangé, c'était une affiche à deux jambes. Mais vous, monsieur le pasteur, vous êtes un homme, vous n'avez pas une âme en papier, vous ne déclarez pas qu'un homme est fou, pour peu qu'il vous donne à réfléchir, vous...

— Qu'est-ce que vous vouliez de moi? — interrompit le prêtre, faisant mine de se lever.

— Oh peuh... non, il n'y avait que cela, que nous... nous autres, hommes, jamais nous ne sommes un seul être, nous échangeons corps et âmes entre nous, et souvent il est impossible de savoir lequel est lequel.

Le détenu fit deux tours de long en large, puis continua :

— N'avez-vous jamais, monsieur le pasteur, une douleur ou un espoir que vous revêtez d'une forme humaine? Si vous voyagez en chemin de fer, ne vous arrive-t-il pas de penser : « L'évêque est là, et c'est moi. » Au bord d'une tombe, n'avez-vous jamais éprouvé ce frisson : « Le mort qui est là dans la bière, c'est moi. » Quand vous lisez l'histoire, ne montez-vous pas sur le cheval de Napoléon ou dans la chaire de Luther? Qui était Paul? Mais... dites-vous, Paul, c'était moi.

Le prêtre regardait devant lui avec un sourire contraint.

— Et puis après? Où voulez-vous en venir avec tout ça ?

— A m'expliquer. Mes crimes consistent à être tous les autres hommes. Je ne me suis pas contenté d'être enfermé dans une destinée unique. J'aspirais à des destinées nouvelles,

encore et toujours. Pourquoi est-ce un plaisir et une si grande joie de changer de costume? Cela ne vient-il pas de ce que nous quittons un personnage usé pour en incarner un nouveau? Pourquoi change-t-on ses conceptions, trahit-on ses amis, passe-t-on d'un parti au parti opposé, pourquoi change-t-on de femme et désire-t-on de l'avancement et des situations nouvelles? N'est-ce pas pour donner le droit à un homme nouveau en soi d'arriver au premier plan? C'est cela que j'ai fait, j'avais en moi des voix qui exigeaient de nouvelles, et toujours de nouvelles formes humaines; c'étaient pour moi des études, un développement, le désir de l'infini, de la vie.

— Mais n'est-ce pas un fait singulier, que tous vos personnages étaient des imposteurs?

— Un roman, une pièce de théâtre, un groupe de marbre sont aussi imposture? Et ils sont en même temps la plus haute vérité, s'ils sont bien faits.

— Vous n'étiez tout de même pas un groupe de marbre?

Le prisonnier se mit à rire, et répondit au bout d'un moment, en regardant vers la fenêtre :

— La plus grande de toutes les œuvres d'art est l'homme. Mes divers personnages ont été créés dans l'inspiration. Un poète rêve de buts qu'il ne pourra jamais atteindre, il leur donne donc la vie dans une œuvre, c'est ce que j'ai fait. Toute la différence est que je n'ai pas immobilisé mes figures dans un livre ou un groupe de pierre, je leur ai prêté mes propres jambes, je les ai laissées se mouvoir libremeat et voyager en vapeur et en chemin de fer...

— Et ainsi vous circuliez et leur laissiez commettre des crimes? — interrompit le prêtre. — Était-ce de l'inspiration, cela?

— Un artiste a besoin que les hommes voient son œuvre, et y croient. Il lui faut une garantie qu'elle est vivante. Si je suis allé dans une banque avec une lettre de change fausse, vous pouvez dire : c'était pour l'argent. Je réponds : ce n'est pas pour l'argent. C'était pour présenter mon œuvre au plus rigoureux de tous les critiques, et lui demander : Est-ce bien vivant? Croyez-vous à ce que j'ai fait là? Mon art fait-il bien illusion? Est-ce vraiment de la vie?

Le prêtre se leva.

— Et la question du bien et du mal?

L'autre se passa la main sur le front et regarda par terre. Puis, il soupira, et releva les yeux vers le prêtre.

— Elle dépend, bien entendu, de la personne qui, à un moment donné, se trouve au premier plan : un prédicateur laïque juge autrement que l'ingénieur de l'Alaska.

Le prêtre serra les lèvres, et de nouveau se dirigea vers la porte. Mais soudain il s'arrêta, regarda un instant ses jambes, puis se tourna vers le détenu :

— Il fait froid ici. Êtes-vous mal?

L'autre haussa les épaules.

— Non, je suis tout à fait bien.

Et il enfonça les mains dans ses poches pour cacher les gerçures que le froid lui avait causées.

— N'avez-vous aucune relation? Vos parents vivent-ils encore? N'avez-vous personne que... que vous aimiez?

Le prisonnier inclina la tête, et un tremblement agita ses membres.

— Oh, oui, une personne peut-être.

— Ah. Il y en a une?

Un instant, le jeune homme regarda le prêtre, il avait comme une répugnance à se confesser devant un tel personnage, et en même temps, il n'était peut-être plus capable de se taire.

— Quand vous sortirez d'ici, — continua le prêtre, — que ferez-vous?

— Ah, qui sait? Il y a en moi bien des visions, des rêves auxquels je n'ai pas encore donné vie, mais... mais je ne crois pas qu'il en soit rien de plus, désormais. Écoutez, monsieur le pasteur, voulez-vous me rendre... un service?

— Qui consiste à?

— Me procurer un renseignement.

— Hm.

— Sur une... une jeune femme. Souvent, assis là, je me demande si elle vit encore.

Et le détenu, baissant la tête, se passa la main sur le front.

— Il n'est pas impossible qu'elle vive encore. Elle était... elle était fiancée à un planteur du Brésil, et huit jours avant le mariage, celui-ci se noya dans le fjord, et sa barque atterrit, vide. Le planteur, c'était moi.

Le prêtre le regardait tranquillement.

— Vraiment, — dit-il enfin.

— Quelque temps après, arriva dans sa ville un vieillard à la barbe et aux cheveux blancs. Il jouait de la musique à la porte des gens et mendiait. Le vieillard, c'était moi.

Le prêtre leva les paupières. Le détenu sourit, et continua de parler, appuyé contre le mur.

— Je me risquai dans la cuisine chez les parents de la jeune fille, et je vis qu'il y avait une garde-malade dans la maison. Ensuite je passai par là pendant la nuit, et j'observai qu'une fenêtre était éclairée. Qu'y avait-il? Cela fit que je restai planté là, et la nuit suivante, je revins. Je n'avais rien qui me retînt, je pouvais bien me tenir à cette place? J'étais mon maître, il est vrai qu'on était en hiver, parfois il neigeait, et souvent il faisait très froid, mais cet hiver-là, malgré tout, passa plus vite qu'aucun autre. Puis, le printemps revint, et un dimanche matin, je me trouvai passer devant chez elle. Et voici qu'elle sort avec sa mère, un livre de psaumes à la main. Elle était très changée, vêtue de deuil, mais je la reconnus bien, quoiqu'elle portât un voile noir... Or, un vieux mendiant a bien le droit de suivre des gens comme il faut dans la rue, à condition de se tenir à distance, et Dieu sait que je n'y manquai pas. Je suivis les deux femmes à l'église, elles s'assirent à l'écart, et la mère chanta, mais la jeune fille, penchée en avant, couvrait sa figure de ses mains. Je vois encore le tableau très nettement.

— Et elle ne vous reconnut pas? — demanda le prêtre.

— Quoi... moi?

Le détenu lui jeta un coup d'œil de côté.

— Non... mais depuis j'osai un jour retourner à la cuisine pour demander un peu à manger, une seule fois encore. Et j'eus la chance qu'elle sortît. Elle me vit, et me posa quelques questions, et moi... j'étais vieux et guenilleux, et ma tête branlait ainsi que mes mains crevassées. Puis elle me donna de l'argent et à manger. Oh, c'é... c'était étrange de recevoir des présents de sa main.

Le détenu ferma les yeux et remit les mains dans ses poches.

— Et puis? — demanda le prêtre.

— Eh bien, ensuite, j'ai voyagé ici et là, et j'essayais de créer de nouveaux personnages, mais cela ne me réussissait

plus aussi bien qu'auparavant. Pouvez-vous comprendre pourquoi? J'ai beaucoup réfléchi pour savoir à quoi cela tenait, et je crois que cela venait de ce que j'étais resté trop attaché au personnage qu'elle aimait, aussi m'était-il presque impossible d'entrer complètement dans un autre. Et ensuite? Eh bien, à partir de ce jour-là, j'ai été maladroit, et c'est ainsi que la police a eu l'œil sur moi. Chacun a ses limites, et me voilà ici.

Le prêtre se prit le menton.

— Comment s'appelle-t-elle?

Le détenu ouvrit les yeux et arpenta la pièce, il enfonça plus profondément les mains dans ses poches et regarda par terre, il lui était évidemment fort désagréable de livrer ce nom.

— Pour que je puisse vous procurer quelque renseignement sur elle, vous comprenez bien qu'il faut que je sache qui elle est.

Le détenu finit par montrer une place sur le mur, et dit :

— Regardez. J'ai décoré un peu la pièce... à ma façon.

Et il eut un rire confus. Le prêtre s'approcha et vit un nom et une adresse tracés dans le mur gris.

— J'y songerai, — dit-il.

Et il se tourna pour partir. Mais à la porte, il regarda le détenu encore une fois.

— Eh bien, et vous-même?

— Excusez-moi, monsieur le pasteur, de vous avoir dérangé. Moi-même? Là-dessus, je ne sais rien.

— Mais il ne vous reste pas tant de mois à faire avant d'être libéré. Que ferez-vous alors?

L'autre secoua la tête.

— Qu'est-ce que j'en sais? Je ne sais pas seulement qui c'est, moi-même. Je ne suis qu'un souvenir, tantôt d'une personne, tantôt d'une autre, que j'ai été autrefois. Qui je serai, quand je sortirai d'ici, je n'en sais rien. Si je vis jusque-là, j'aurai le sentiment d'aller par le monde sans visage. La première chose qu'il me faudra faire sera de me créer une nouvelle forme humaine, mais pourquoi le ferais-je? Il n'y a... il n'y a qu'un petit espoir, mais il est par trop impossible.

— Un espoir?

— Bien sûr, ha, ha, ha ! On a tant d'espoirs bêtes.

— Vous êtes là, l'esprit constamment occupé de cette jeune fille?

— Si seulement elle vivait encore, et si elle était assez forte, peut-être, alors... hé, qui sait? Hm ! Peut-être j'irais la trouver et lui demander de m'aider à créer quelque chose de tout nouveau...

Mais aussitôt, le détenu, d'un geste involontaire, serra les poings, et se tourna à demi, comme s'il eût été très contrarié d'avoir dit ces derniers mots.

— Oui, oui, — dit le prêtre se parlant à lui-même, — il faudra songer à cela.

Il ouvrit la porte, le gardien prit son tabouret, la clef tourna, et les pas s'éloignèrent dans le long corridor.

Le détenu demeura un moment appuyé contre le mur, le regard vague. Puis, il arpenta la cellule à pas rapides.

— Pourquoi t'es-tu ouvert à cet homme? — murmurait-il. — Imbécile ! Imbécile !

Et les jours venaient et passaient. Une fois de loin en loin, il pouvait soupçonner que le soleil descendait sur le mur de la prison, de l'autre côté de la cour. Les corbeilles n'étaient pas aussi vite terminées qu'auparavant, il commençait à éprouver le vif désir d'un changement, d'un nouveau travail, d'autre chose pour occuper ses doigts, mais pourquoi le demandait-il? Les heures passeront bien. Les seuls événements sont les pas qui viennent ou s'éloignent dans les corridors. Voici le surveillant, et voici l'inspecteur, et un jour on entend la démarche du directeur. Le détenu ferma les yeux et ses mains cessèrent de remuer... Quand le prêtre viendrait-il?

Et un soir il sursaute et il écoute. Voilà enfin... Mais les pas ne s'arrêtèrent point devant sa porte.

Et le temps s'écoule encore, et un beau jour il avait fini une corbeille de plus. Mais dehors, c'était alors certainement le plein printemps, le soleil descendait chaque jour plus bas sur le mur, et quelque chose commençait à tourmenter le détenu, un besoin d'un nouveau personnage, un désir de créer... surtout un être qui ne souffrirait pas.

« Soleil, pensait-il en regardant la ceinture jaune sur le mur, terres de soleil... êtres solaires, Méditerranée... »

Et la lecture de l'expédition de la flotte romaine contre Carthage lui revint à l'esprit toute vivante. « Quel pouvait

être l'aspect de Scipion? Avait-il des peines de cœur? Est-ce que tu peux prendre son attitude? »

La cellule devint la Méditerranée. Les doigts peuvent bien tresser une corbeille pendant qu'on assiège une ville en imagination. Il finit par ressentir dans l'épaule gauche une écorchure causée par l'armure qu'il ne voulait pas quitter avant que Carthage fût réduite en cendres.

Et le souvenir d'autres lectures le hanta dans sa cellule, et il essaya de les incarner dans sa forme humaine. Courbé sur son travail, il fredonnait des psaumes, tandis que surgissaient en foule rêves et visions. « Dans dix mille ans viendra un conquérant de notre planète tout entière. Quel sera son aspect Est-ce que tu peux prendre son attitude?

» Et dans cent mille ans un autre viendra, qui unira dans une alliance défensive trois sphères de l'espace, roi souverain d'étoiles. Quel sera son aspect? Est-ce que tu peux prendre son attitude? »

Des cellules voisines, on entendit, dans ce temps là, un heureux détenu qui arpentait son parquet en chantant.

JOHAN BOJER

(*Traduction du norvégien par* P. G. LA CHESNAIS)

L'EFFICACITÉ DU CANAL DE KIEL

Il paraîtra peut-être singulier aux lecteurs de la *Revue de Paris* que je choisisse, pour les entretenir des mers du Nord et du canal de Kiel, le moment où les préoccupations se portent sur les Balkans, Salonique, l'Asie, le canal de Suez. Il serait pourtant aisé de montrer, sans invoquer même le principe général de la connexité des opérations sur les divers théâtres d'une grande guerre, la liaison intime que créent les problèmes d'ordre économique dont nos adversaires poursuivent la solution entre la grande expédition que médite l'empereur Guillaume et le souci constant qui se manifeste chez lui de préserver de toute atteinte la précieuse ligne de communication intérieure créée, il y a quelque vingt ans, entre la mer du Nord et la Baltique.

De la valeur stratégique de cette ligne de communication, j'avais déjà souvent entretenu les lecteurs de la *Revue de Paris* et, tout d'abord, il y a juste vingt ans [1], au moment où le canal s'achevait. Mais à cette époque il nous était difficile, à nous Français, si confiants, si convaincus que personne ne peut pardonner à un vainqueur brutal une spoliation odieuse, de nous apercevoir que l'Allemagne complétait l'efficacité du canal de Kiel par sa mainmise progressive sur le malheureux petit royaume de Danemark. C'est qu'elle avait parfaitement

1. *Revue de Paris* du 15 juin 1895 : *la Stratégie du Canal de Kiel.*

compris qu'en présence de l'augmentation continuelle de la puissance navale britannique, dont l'entente anglo-franco-russe — toute pacifique cependant — accentuait à ses yeux la signification menaçante, il ne lui suffisait plus de pouvoir faire passer tous ses vaisseaux, en moins de vingt heures, d'une mer à l'autre ; il lui fallait aussi « couvrir » le débouché du canal dans la Baltique, de telle sorte que la jonction des escadres de l'ouest et de celles de l'est, des Anglo-Français et des Russes, fût rendue beaucoup plus difficile, en tout cas beaucoup plus longue.

Cette couverture, c'est l'archipel danois qui la lui procure. Nous allons voir avec quelque détail comment il en est ainsi et quels avantages considérables il en résulte pour l'Allemagne. Je me hasarderai à dire ensuite par quels moyens il serait possible de mettre fin à un état de choses qui paralyse beaucoup plus qu'on ne l'imagine communément tous nos efforts, soit dans l'ordre strictement militaire, soit dans l'ordre économique.

***

Les deux grandes îles danoises de Séelande et de Fionie (Fyen), s'étendant entre la presqu'île Cimbrique et la partie méridionale de la Suède, ne laissent communiquer le Cattégat avec la Baltique que par trois passes étroites, le Sund, le Grand Belt et le Petit Belt.

Le Sund, en dépit de son étranglement d'Elseneur-Helsingbord, où il n'a que trois milles marins, à peine, présenterait à la navigation la voie la plus facile si, vers le sud, au delà de la ligne Malmœ-Saltholm, ses fonds ne se relevaient jusqu'à six mètres, arrêtant ainsi les grands paquebots et surtout les unités de combat qui forment le gros des escadres. Ce détroit est donc à peu près hors de cause dans la discussion des opérations d'envergure sérieuse.

Il en est de même du Petit Belt, mais pour un autre motif : ce passage est tellement resserré entre Fionie et le Jutland qu'au sud de la place forte danoise de Fredericia ce n'est plus qu'une rivière d'eau salée de quelques centaines de mètres de largeur, dont les coudes brusques rendent le parcours

impossible aux bâtiments modernes, très longs et peu manœuvrants.

C'est, en définitive, par le seul Grand Belt que les bâtiments peuvent pénétrer dans la Baltique quand leur tirant d'eau atteint six mètres et leur longueur une centaine environ. Encore, s'il s'agit de cuirassés ou de croiseurs poussant jusqu'à 190 et 200 mètres — quelques-uns au delà — est-il assez délicat de franchir, sans « s'accrocher » au banc de la Vengeance, l'étranglement recourbé qui commence à l'îlot de Sprogoë et se termine, après une douzaine de milles, à Omoë, autre petite île rocheuse dépendant de la Séelande. On y arrive cependant, soit par une pratique constante, comme les Allemands, soit avec le concours de pilotes que l'on trouve aisément — Danois, Suédois, Norvégiens même — sur les deux rives du Skagerak et du Cattégat.

Mais aujourd'hui et depuis les derniers jours de juillet 1914, aucun bâtiment de guerre ne passe plus par le Grand Belt, et les rares navires de commerce qui s'y risquent ne le suivent pas dans toute sa longueur. Le détroit a été miné par les Danois — par les Danois eux-mêmes, les gardiens de la liberté de sa navigation [1] — après le passage de la flotte allemande, descendue en toute hâte des fjords de Norvège où les événements l'avaient surprise.

La mesure si difficilement justifiable prise par le gouvernement de Copenhague, sous la pression de l'Allemagne, ne sembla d'ailleurs pas suffisante à l'état-major naval de Berlin pour assurer une complète sécurité aussi bien à sa flotte même qu'à son grand établissement de Kiel-Ellerbeck et qu'au débouché du canal maritime, à Kiel-Holtenau. Les mouilleurs de mines allemands s'empressèrent de barrer aussi

1. C'est l'esprit, du moins, des traités de 1857 qui, à la suite des opérations anglo-françaises dans la Baltique contre la Russie, ont supprimé les péages des détroits danois moyennant une indemnité de 60 millions en capital payés au gouvernement de Copenhague. C'est une singulière façon de garantir la sécurité de la navigation dans un détroit que de le semer de mines automatiques. J'entends bien que l'on peut opposer à cela qu'il ne s'agissait que de la sécurité de la navigation au point de vue exclusivement nautique ; par exemple, en assurant l'allumage des phares, l'entretien des balises, etc... Il n'en est pas moins vrai qu'il ne pouvait appartenir au Danemark, *resté neutre*, de prendre une mesure de l'ordre militaire en contradiction aussi formelle de ses engagements essentiels.

la partie méridionale et relativement large du Grand Belt, communément appelée *Langeland Belt*, du nom de l'étroite et longue île qui se colle au flanc sud-est de la Fionie. C'était une violation flagrante de la neutralité du Danemark, puisque les mines ainsi mouillées se trouvaient dans les eaux territoriales du petit royaume. Les Allemands n'en étaient pas à cela près...

Mais les barrages du Grand Belt et du Langeland Belt ne couvraient la *kieler Bucht* que du côté du nord, par où pouvaient venir Anglais et Français. Pour tenir à bonne distance de ce camp retranché maritime la flotte russe de la Baltique, dont l'attaque se produirait peut-être en même temps que celle des flottes de l'ouest, on mouilla aussi des mines dans le Fehmarn Belt, qui sépare Laaland, l'île danoise, de l'allemande Fehmarn. Il est d'ailleurs certain que des pièces de gros calibre ont été placées sur la côte de Fehmarn pour battre le détroit et protéger le barrage contre les dragueurs. En a-t-il été de même pour le Grand Belt sur les côtes danoises de la Séelande et de la Fionie? C'est probable. Des lignes de torpilles ne sauraient se défendre seules contre un adversaire qui en connaît le gisement probable ou qui en paie l'exacte connaissance de la perte d'une de ses unités.

Ainsi se trouvait constituée, très peu de jours après la déclaration d'hostilités, en même temps qu'un solide camp retranché maritime pour la flotte impériale, ce que j'appelais tout à l'heure la « couverture » à l'abri de laquelle l'Allemagne respire, s'alimente, importe presque librement, exporte aussi peut-être dans une certaine mesure [1]. Remarquons-le bien : la condition essentielle et suffisante de ce résultat, c'était la neutralité danoise. Celle de la Norvège, celle même de la Suède, si elles étaient fort utiles, n'étaient point indispensables, puisque tout pouvait arriver directement par le Skagerak et le Cattégat, soit à Copenhague, soit à Niköbing, soit à Horsens et Aarhus du Jutland et que même le petit port d'Esbjerg, sur la mer du Nord, recevrait, dans la mesure des

1. Ceci était écrit avant les révélations qui viennent de se produire au sujet de l'inefficacité du blocus de l'Allemagne par le nord. Je reviendrai sur ce point important dans une note finale.

facultés de son outillage, récemment perfectionné, de quoi ravitailler au moins la région des duchés de l'Elbe. En fait, Copenhague, agrandissant tous les jours les entrepôts destinés à recevoir les marchandises qui, en fin de compte, devaient être réexpédiées sur l'Allemagne, « devenait, comme ne craignit pas de l'affirmer l'organe de la couronne devant la cour des prises anglaise, *un port ennemi* [1] ».

Supposons au contraire que le Danemark devînt belligérant. S'il se tournait contre l'Allemagne, la flotte anglaise et bientôt une armée alliée apparaissaient devant la Séelande ou sur quelque point du Jutland favorable à une descente et à la jonction des troupes danoises avec les nôtres. Le Grand Belt était déblayé ; le Langeland Belt ne pouvait tarder à l'être ; les approches de Kiel et du canal maritime se trouvaient découvertes. Enfin la côte sud de Laaland, armée à son tour de gros canons, pouvait battre la côte nord de Fehmarn, tandis que les dragueurs russes et anglais — ceux-ci ayant librement franchi le Sund — entreprendraient la destruction du barrage oriental, sous la protection de l'escadre venue de Reval.

Si le Danemark se tournait contre les alliés, les conséquences n'étaient guère moins graves pour l'empire. Ou bien les alliés, se contentant de l'*usure économique*, bloquaient hermétiquement le Skagerak, ce qui leur permettait de rendre beaucoup plus rigoureux l'examen des cargaisons des bâtiments à destination des ports de Norvège et réduisait singulièrement l'étendue des licences accordées pour le ravitaillement des Scandinaves — licences d'où découlent fatalement tant d'abus [2] ; ou bien, résolus à conduire plus vigoureusement la guerre, les gouvernements anglais et français

1. Voir à ce sujet le très intéressant article du *Journal des Débats* du 27 décembre 1915 : *Pour le blocus*.

2. Il faut reconnaître que ces licences ne sont pas sollicitées seulement par les intéressés immédiats, mais aussi par des producteurs et négociants belligérants : « Chez les alliés même, dit l'auteur de l'article cité plus haut, les comités interministériels de « dérogations » doivent souvent s'inspirer de cette dangereuse faculté de concilier les contraires qui caractérise, dit-on, l'Absolu... » Ajoutons que des complaisances qui ne paraissent pas toujours justifiées favorisent les exportations de l'Allemagne « sous l'estampille postale qui scelle les marchandises de luxe ».

trouvaient aisément dans la partie continentale du Danemark le champ d'action nécessaire à la création d'un front d'*usure militaire* par où ils menaceraient constamment, en même temps que le canal maritime, les points vitaux de l'Allemagne.

C'était donc la neutralité du Danemark qui satisfaisait le plus complètement aux intérêts de nos ennemis. Ils le savaient; ils l'avaient voulu ainsi et les Danois avaient dû se courber sous leur volonté. Jamais neutralité ne fut plus fictive, plus mensongère, plus éloignée de son principe même, puisqu'elle profitait uniquement à l'un des deux partis.

Moins essentielles, les neutralités norvégienne et suédoise restaient pourtant utiles, je le disais tout à l'heure. D'abord les besoins de l'Allemagne étaient tels que l'afflux des cargaisons — pour ne parler que de celles qui venaient du continent américain — exigeaient la mise en jeu d'un assez grand nombre de ports bien outillés. A ceux — les danois — que je citais tout à l'heure, la Norvège ajoutait les ports de Bergen, de Trondhjem, de Narwick, sans parler de celui de Christiansand du Skagerak. La Suède, à son tour, prêtait son Göteborg du Cattégat aux arrivages directs d'outre-Océan. Mais c'étaient surtout ses ports de la Baltique qui étaient mis à contribution pour les communications avec l'Allemagne, après que les marchandises destinées à cette puissance avaient parcouru les lignes du réseau mixte des chemins de fer de la grande péninsule scandinave. Malmoë, correspondant avec Göteborg ou Bergen, réexpédiait sur Copenhague ou, directement, sur Lübeck, Warnemünde et Sassnitz de Rügen ; de même de Trelleborg[1] et de Karlshamm. Nikôping et Stockholm, recevant de Bergen et de Trondhjem, envoyaient à Swinemünde, à Colberg, à Stolpmünde, à Danzig. Plus loin, enfin, plus haut dans la Baltique et dans le golfe de Bothnie, Gefle, Hernösand, Uméa, Luléa, reliés aussi à Trondhjem

1. « La réexportation en Allemagne s'effectue directement et sans subterfuges par la Suède et avec une intensité telle que les gares du ferry-boat Sassnitz-Trelleborg sont, à l'état chronique, bloquées de wagons de marchandises attendant le passage... » (Article cité plus haut.) On peut en dire autant, du reste, des gares du ferry-boat germano-danois de Gjedser-Warnemünde.

et à Narwick par des lignes directes, organisaient des services pour ainsi dire continus avec Danzig, Pillau-Kœnigsberg, Memel et plus tard avec les ports de Courlande, que la fortune de la guerre avait fait passer dans les mains allemandes.

Et sans doute, ces longs parcours supplémentaires, ces déchargements successifs, les longs séjours en entrepôts nécessités par certaines dénaturalisations grevaient lourdement les importations allemandes. Mais on n'en était pas à regarder au prix de revient, non pas tant quand il s'agissait de denrées d'alimentation — en fait, l'empire ne fut jamais affamé [1] — que de matières absolument indispensables aux industries de guerre : coton, cuivre, huile, pétroles et essences, cuirs, graisses animales, caoutchouc, minerais de fer, métaux et terres rares, etc...

D'autre part, les gains réalisés par les intermédiaires étaient tels qu'ils constituaient au trafic illicite du neutre avec l'un des belligérants — en ce qui touche la contrebande de guerre — une prime d'une valeur considérable, une tentation irrésistible, par conséquent.

On peut avoir une idée approximative des bénéfices des neutres du Nord par le fait, communiqué par Sir Edward Grey à l'ambassadeur des États-Unis à Londres, que, pour l'ensemble des seules exportations de l'Union dans les ports scandinaves et hollandais, l'accroissement en valeur a été de 740 millions de francs, *dans les cinq premiers mois de 1915* par comparaison avec les chiffres relevés dans la période correspondante de 1914, c'est-à-dire avant la guerre. Attribuons aux trois puissances scandinaves 500 millions environ sur ces 740, ce qui n'est pas exagéré, assurément, et nous arrivons, pour l'année entière, à une plus-value approximative de 1 200 millions, sur lesquels 15 ou 20 p. 100, 200 ou 240 millions au moins, sont restés entre les mains de ces intermédiaires, pour les motifs que j'indiquais plus haut. On se souvient, d'ailleurs, qu'il y a une dizaine de mois un ministre suédois, répondant à des plaintes que certains de ses natio-

1. Le Danemark seul, d'août à fin décembre 1914, a fourni à l'Allemagne 90 000 têtes de bétail sur pied. Pendant ce temps-là il importait pour lui seul, mais à bien moindre prix, des animaux vivants et surtout des viandes frigorifiées. Ingénieux artifice !...

naux faisaient entendre au sujet des entraves, fort bénignes cependant, que les alliés mettaient aux importations qu'ils estimaient destinées à une réexpédition en Allemagne, observait que la plus-value des bénéfices commerciaux réalisés depuis moins d'un an par les seuls négociants suédois en relations avec l'Allemagne, directement ou indirectement, s'élevait déjà à 80 millions, au bas mot.

Mais rien de tout cela ne peut surprendre celui qui réfléchit sur la puissance d'adaptation aux circonstances, sur l'inlassable activité des intérêts particuliers ; ni davantage celui qui sait avec quelle admirable prévoyance, avec quelle prestigieuse habileté — ne craignons pas de le dire — l'Allemagne avait su « travailler » les neutres du Nord et préparer, grâce à eux, le ravitaillement qu'elle reconnaissait indispensable pour le cas où elle perdrait l'avantage de ce qu'elle appelle « la liberté des mers » dans le gigantesque conflit qu'elle déchaînait.

***

Ce qui surprend, j'allais dire ce qui stupéfie, c'est que l'état de choses dont je viens de tracer très sommairement les lignes essentielles puisse subsister encore, à notre si grand dam, après dix-huit mois de guerre et que l'on ait pu nous abuser si longtemps sur les résultats prochains de l' « étranglement économique », alors que l'on se préoccupait si peu de resserrer le fatal lacet. A la vérité, les prétextes ne manquaient pas aux gouvernements alliés lorsqu'ils jugeaient opportun de répondre à ce sujet à quelque indiscret questionneur. Outre le souci de ne pas ruiner d'un coup brusque et définitif certaines industries et certains négoces nationaux, n'y avait-il pas la préoccupation d'éviter les réclamations des neutres contre l'exercice du droit de *contrôler la destination réelle des cargaisons neutres, destinées à des ports neutres, mais qui se trouvent en relations immédiates avec le pays ennemi ?* Ces réclamations se produisaient en effet et surtout, ou au moins d'une manière plus vigoureuse, presque menaçante, par l'organe du gouvernement américain (note du 28 décembre 1914 et suivantes), celui, justement, qui paraissait le moins qualifié

pour cela, puisqu'il reniait ainsi la doctrine juridique qu'il avait lui-même imposée à la Grande-Bretagne au temps de la guerre de Sécession, quand il s'agissait d'intercepter les arrivages suspects qui empruntaient, disait-il, le territoire du Mexique pour passer finalement dans les États confédérés.

D'ailleurs si la prudence — ne disons pas la crainte — conseillait une attitude conciliante dans le règlement de celles de ces délicates questions qui intéressaient particulièrement la grande république américaine, un sentiment plus louable encore, le respect des intérêts, sinon des droits absolus, des neutres, et des neutres les plus faibles, Hollande, Danemark, Norvège, était invoqué chez les alliés eux-mêmes pour ne rien pousser à l'extrême et, en définitive, pour ôter toute efficacité sérieuse à un blocus insuffisant par la manière dont il était pratiqué bien plutôt que par les moyens, par les engins maritimes mis en jeu.

Les choses se sont modifiées peu à peu toutefois, sous la pression de la nécessité et à la clarté des évidences. On s'est décidé à compléter la liste des denrées et matières considérées comme contrebande de guerre [1] ; on a, malgré tout, tenu bon pour le principe, sinon pour l'application stricte du droit de « saisie provisoire des marchandises de contrebande conditionnelle destinées à l'ennemi par l'intermédiaire des neutres ». On a négocié, ou essayé de négocier, avec les petites puissances du Nord pour qu'elles acceptassent la constitution d'une sorte d'organe intérieur de contrôle de la destination réelle des marchandises [2]. Enfin, tout dernièrement, la presse anglaise annonçait que le gouvernement britannique envisageait désormais résolument l'éventualité d'un resserrement marqué de la vis de pression économique [3].

Quelles seront les mesures prises dans cette vue, et ces

1. On se rappelle les discussions qui ont précédé, en Angleterre, l'inscription du *coton* sur cette liste, l'opposition de certains économistes du Lancashire, les éloquents plaidoyers du savant lord W. Ramsay en faveur de la mesure.

2. « L'Oversée Trust » a été accepté par la Hollande ; mais la contrebande sur la frontière allemande a eu bientôt fait d'en réduire presque à néant les avantages pour les alliés.

3. Voir la note finale.

mesures correspondront-elles exactement aux circonstances? Je l'ignore. Il n'en est, à mon avis, qu'une seule de réellement efficace et décisive, c'est l'*organisation du blocus effectif des côtes allemandes de la Baltique*, celles de la mer du Nord pouvant être considérées — question de la contrebande hollandaise mise à part — comme suffisamment fermées déjà à tous les arrivages directs.

Mais pour organiser ce blocus du littoral Baltique, d'Apenrade, Flensburg et Kiel jusqu'à Danzig, Pillau et Memel, en passant par Lübeck, Warnemünde, Sassnitz, Swinemünde et Colberg, il faut — la marine russe étant trop faible — que les flottes des alliés de l'ouest, l'anglaise en tête, pénètrent dans cette Méditerranée du Nord dont la maîtrise apparaît peu à peu aux moins avertis comme aussi essentielle que la domination de celle du Midi. Il faut donc que ces flottes forcent les détroits danois ou germano-danois actuellement barrés.

Or, c'est quand on étudie les moyens d'obtenir ce résultat en faisant échec à ceux de l'ennemi qu'apparaît nettement, au grand avantage de l'Allemagne, la haute valeur stratégique, *l'efficacité du canal de Kiel.*

Forcer successivement le Grand Belt et le Langeland Belt, détacher, cela fait, une force suffisante pour tenir fermée l'entrée du fjord de Kiel, forcer enfin, en le prenant à revers, de l'ouest à l'est, le Fehmarn Belt, ce serait besogne délicate, en présence des mines, de l'artillerie, des escadrilles de torpilleurs et de sous-marins, mais besogne fort exécutable, cependant, et beaucoup plus facile, en raison des circonstances locales [1], que le forcement des Dardanelles ou des bouches de Cattaro. Mais entreprendre cette opération devant la « flotte de haute mer » allemande, devant une quarantaine de cuirassés et croiseurs de combat — encore que, dans des parages aussi resserrés la valeur du coefficient « nombre » subisse une diminution sensible — ce serait évidemment compliquer

1. Dans ces parages, que ce soit dans le Grand Belt, le Langeland ou le Fehmarn Belt, les canons à terre n'ont pas de « commandement » marqué sur les canons de bord, le relief des côtes étant très faible. Les batteries qui peuvent s'y trouver, ne sont, au demeurant, que des ouvrages de circonstance, élevés depuis le début du conflit.

l'affaire à l'extrême et en rendre le succès douteux, malgré l'incontestable supériorité, à tous égards, des flottes alliées.

Et comment empêcher l'apparition en temps utile de la force navale allemande puisque, grâce au canal, elle peut passer en vingt heures de son fort de la mer du Nord — Cüxhaven-Brunsbüttel, avec Helgoland comme avancée — à son fort de la Baltique, la *kieler Bucht*, que je définissais plus haut? Mettons les choses au mieux. Supposons qu'une fausse attaque, prononcée sur Helgoland par les plus puissantes unités des escadres anglaises eût attiré la *Hochsee Flotte* du côté de l'îlot fortifié qui lui sert de grand'garde dans la mer du Nord; supposons que, pendant ce temps-là, d'autres éléments des *Home fleets*, bâtiments légers, croiseurs, drageurs de mines, appuyés sur quelques cuirassés relativement anciens fussent passés en toute hâte dans le Cattégat avec la mission de commencer l'opération de déblaiement du Grand Belt. Le commandant en chef allemand, sans nul doute prévenu en temps utile de ce mouvement, aurait compris que c'était là que devait se porter le principal effort de son adversaire et que l'attaque sur le front « mer du Nord » n'était qu'une feinte. Confiant d'ailleurs dans les facultés défensives de la forte position Helgoland-Cüxhaven, il n'aurait pas hésité à rentrer dans l'Elbe, à passer le canal et à courir de Kiel au Grand Belt, ce qui lui aurait demandé vingt-quatre heures, tout au plus, de façon à se présenter au sud des lignes de mines dans le moment même où le gros de la flotte britannique aurait apparu au nord, en soutien de son détachement, après avoir parcouru, en vingt-quatre heures aussi, les 430 milles environ qui la séparaient du détroit danois. Remarquons seulement que dans cette randonnée à grande allure — 18, 19 nœuds — autour du Jutland, la flotte assaillante aurait presque épuisé son approvisionnement normal de combustible.

Que si, au contraire, voyant s'éloigner le défenseur dans la direction du canal, le commandant en chef anglais renversait ses plans et se décidait à pousser vigoureusement l'attaque d'Helgoland et de l'Elbe, l'allemand en était quitte pour repasser le canal et réapparaître à Cüxhaven deux jours après l'avoir laissé.

On retrouve là, en somme, l'avantage bien connu des lignes

de communications intérieures qui permettent au défenseur les « navettes stratégiques » d'un front à l'autre. C'est de cet avantage que bénéficient depuis tantôt dix-huit mois les armées allemandes.

Il est clair que, chez l'adversaire, le *nombre* peut balancer ce bénéfice. S'il présente *de chaque côté* des forces un peu supérieures ou au moins égales à celles du défenseur, il devient difficile à celui-ci d'éviter l'étouffement final. Ce qui est arrivé à Napoléon en 1813, dans les champs de la Saxe, arrivera probablement bientôt à Guillaume II, tout rapprochement de personnes mis à part. Mais revenons à nos flottes et, puisqu'il s'agit du nombre, examinons si les alliés ne rempliraient pas aujourd'hui, justement, cette condition de pouvoir présenter *à la fois*, du côté Helgoland comme du côté Grand Belt, des forces un peu supérieures à celles de l'ennemi.

Celui-ci — pour ne parler que des grandes unités, celles que la guerre, jusqu'ici, n'a presque pas touchées — compte 44 cuirassés d'escadre et croiseurs *dreadnoughts* dits « croiseurs de combat »[1]. Les Anglais en ont au moins 65... Encore faut-il tenir compte du fait qu'ils opposent 28 croiseurs cuirassés ordinaires aux 2 ou 3, à peine, qui restent à l'Allemagne. Mais ce n'est pas tout. A la force navale britannique se joindrait, pour une opération de si grande conséquence, notre belle escadre de dreadnoughts et de pré-dreadnoughts (du type *Diderot*). Cela ferait 11 cuirassés de plus. Et il y aurait encore les croiseurs cuirassés qui opèrent depuis dix-huit mois dans la Manche. En tout, si je compte bien, plus de 110 unités de ligne.

Mais serait-il juste de ne pas tenir compte, dans cette évaluation, de la flotte russe de la Baltique, sous prétexte qu'elle ne saurait faire sa jonction avec les alliés tant que les détroits ne sont pas dégagés? Il est très vrai que cette jonction n'est pas possible ; mais il l'est aussi que les Russes attaquant le Fehmarn Belt par l'est avec une escadre qui, au printemps prochain, aura 8 cuirassés, dont 4 tout neufs et probable-

1. Je fais état des unités qui étaient en construction au moment où la guerre a éclaté. D'autre part, pour les cuirassés anglais, je ne compte que ceux qui appartiennent au type des « pré-dreadnoughts » (type *Edward VII*), les « dreadnoughts » eux-mêmes et les « super-dreadnoughts. »

ment 4 croiseurs de combat de type le plus puissant [1], le commandant en chef allemand serait bien obligé de détacher de ce côté-là quelques-unes de ses unités. Ne comptons cependant la force russe que pour moitié de son effectif ; nous n'en atteignons pas moins le chiffre de 116 bâtiments, c'est-à-dire sensiblement plus du double de celui qui représente la force allemande.

Est-ce assez pour rassurer ceux qui estimeraient téméraire l'opération dont j'examine les grandes lignes? Peut-être pas. On peut dire en effet, avec une apparence de raison, qu'il convient de tenir compte des pertes qu'entraînerait le forcement des détroits — ou celui des défenses de l'Elbe — du fait des engins sous-marins et avant même que les cuirassés des deux partis en fussent venus au contact. Je ne pense pas que ces pertes puissent être bien fortes, après des dragages méthodiques et l'emploi de contre-mines lancées. On a d'ailleurs fait de grands progrès, depuis la malheureuse affaire du 18 mars dans les Dardanelles, au point de vue de la protection des navires qui sont menacés dans leurs œuvres vives par les engins en question.

Mais je veux, précisément pour renforcer les arguments de ma thèse finale, que les considérations que je viens de combattre l'emportent dans l'esprit de ceux qui auront à prendre à ce sujet une décision dont il serait puéril de nier la gravité. J'admets qu'une supériorité marquée de l'effectif total des unités de combat des alliés puisse légitimement paraître insuffisante pour prononcer une attaque en règle de l'une des issues de la grande et forte position maritime allemande, tout en masquant convenablement l'autre. C'est précisément reconnaître l'*efficacité* du canal, puisque c'est uniquement grâce à cette voie d'eau centrale qu'est due la faculté que gardent nos ennemis de se présenter en force, alternativement, de l'un et de l'autre côté de la presqu'île cimbrique, pour s'y opposer à toute opération visant la destruction de leurs lignes de mines et de leurs batteries.

1. Type *Borodino* : 32 000 tonnes ; 28 nœuds ; 12 canons de 356 millimètres et 20 de 130 ; cuirasse de 250 millimètres à la ceinture. Ces bâtiments appartiennent au programme établi en 1909. Ils ont été mis en chantiers en 1910.

C'est donc, manifestement, au canal lui-même qu'il faut s'attaquer, c'est son *débit*, si je puis dire, qu'il faut paralyser; c'est cette voie de communication intérieure qu'il faut obstruer, soit d'une manière permanente et définitive, soit, au moins, dans le moment même où l'adversaire aurait le plus grand intérêt à en user. Voyons si cela est possible.

***

Quelques mots d'explication sur le canal, avant la discussion. On sait qu'entrepris vers 1886-87, le canal Kaiser-Wilhelm a été achevé sept ou huit ans après. Achevé, c'est trop dire, lorsqu'il s'agit d'une voie d'eau exécutée hâtivement, dans des conditions difficiles, à laquelle il a fallu faire constamment des retouches essentielles, et qui en fin de compte a été complètement remaniée de 1912 à 1914[1]. Quoi qu'il en soit, et pour ne le considérer que dans son état actuel, voici quelles sont les principales caractéristiques du canal maritime :

Longueur : d'Holtenau (baie de Kiel) à Brunsbüttel (estuaire de l'Elbe) : 98 kilomètres ; largeur : 44 mètres au plafond (primitivement 22 mètres); à la surface : 102 mètres; profondeur : 11 mètres (primitivement, de 8 à 9 mètres).

Les coudes ont un rayon de trois kilomètres, en moyenne. Dix garages facilitent les croisements, d'ailleurs possibles, à la rigueur, sur toute la longueur du canal.

Les deux groupes d'écluses terminales, l'un à Holtenau, sur le fjord de Kiel, l'autre à Brunsbüttel, au débouché dans l'Elbe, ont été transformés. Ces écluses doubles ont 220 mètres de long, 45 de large et 13 de haut. Ce sont probablement les plus grandes du monde.

Point très intéressant : plusieurs lignes de chemins de fer, dont quatre très importantes et des routes exigeant des ponts traversent le canal. Ne parlons pas des passerelles et des bacs pour les chemins ordinaires. Or, de l'aveu des ingénieurs allemands, les ouvrages d'art nécessaires, exécutés précipitamment et sur des terrains peu solides ne donnent que des garan-

1. Dépenses de première exécution : 190 millions environ ; dépenses faites de 1912 à 1914 : 275 millions.

ties insuffisantes. Quelques-uns de ces ouvrages étant restés tels qu'ils étaient avant l'élargissement du canal, « certaines têtes de pont se sont tassées, du fait de la disparition des soutiens latéraux auxquels elles devaient leur stabilité antérieure ». On constate, en particulier, que le « manque de stabilité du pont de Levensau constitue une menace permanente pour la navigation dans le canal ». En tout cas et d'une manière générale « la majeure partie des ponts de chemins de fer et de routes étant découverts peuvent être facilement détruits par une flotte aérienne [1] ».

Ce n'est pas tout; les berges même du canal sont, sur une certaine longueur, si peu consistantes, en raison de la nature du terrain sablonneux, argileux et d'ailleurs très humide, qu'il se produit des glissements et qu'il faut interrompre ou ralentir la circulation, aussi bien dans le canal même que sur les ponts de chemins de fer qui le traversent. Même insécurité relative à la traversée de la région des lacs ou grands marécages à l'est de Rendsbourg. Les infiltrations minent les berges, trop hâtivement exécutées après l'agrandissement du canal.

Les Allemands se sont parfaitement rendu compte de la gravité des inconvénients que leur ferait subir un tel état de choses pendant des opérations actives dans la région des duchés de l'Elbe.

Les ponts — je me rappelle l'élévation, la hardiesse de celui de Grünthal — les passerelles, le viaduc de Rendsburg, les lacs, les berges elles-mêmes sont et seront toujours, quoi que l'on fasse, justiciables des bombes des hardis aviateurs des alliés. Que serait-ce des navires de guerre qui seraient engagés dans le canal, dans un sens ou dans un autre, au moment où la flotte aérienne le survolerait? Leur artillerie légère ne les défendrait pas des plus graves avaries. Et je vais plus loin.

Il n'est donc pas douteux — et l'on a vu que c'était, il y a presque un an déjà, l'avis d'un éminent ingénieur — qu'une attaque bien étudiée, bien combinée, d'une flotte aérienne

1. Ces citations sont empruntées à la *Gazette de la Bourse* russe qui a publié à ce sujet une très intéressante étude de l'ingénieur-professeur Chichko, étude dont des extraits ont paru chez nous dans *l'Information* du 30 mars 1915.

sur le canal maritime allemand produirait les plus intéressants résultats. Cette voie d'eau ne serait pas seulement obstruée pour plusieurs jours par les débris des ponts métalliques brisés et des piles effondrées ; elle pourrait être détruite elle-même sur plusieurs points et le désastre serait d'autant plus grand que le défaut d'écluses intérieures ne permettrait pas d'en localiser les effets en ce qui touche la hauteur du plan d'eau.

Mais à quelles conditions ces résultats seraient-ils obtenus et que devrait être, d'où devrait partir cette flotte aérienne à qui nous demanderions un si grand service? Ici, on me permettra sans doute de rester dans les généralités. Donner des détails circonstanciés, des indications précises, serait imprudent, bien qu'en pareille matière nos ennemis soient aussi renseignés que nous et qu'ils aient certainement étudié déjà d'une manière minutieuse toutes les modalités imaginables d'une attaque dont ils se sentent, ou ils se croient depuis si longtemps menacés [1]. C'est surtout en ce qui concerne la base d'opérations des escadres d'aéroplanes qu'il convient de se montrer réservé. Toutefois un examen attentif du littoral du Slesvig fera comprendre assez facilement à mes lecteurs ce que je ne puis leur dire. Comment ne verraient-ils pas qu'un coup de main vigoureux de la flotte anglaise fera tomber en notre pouvoir, quand on le voudra, des points isolés où il sera très facile, après les avoir rendus inexpugnables, d'organiser un grand, un immense parc d'aviation, avec tous les services qui en dépendent? La distance de cette base à la partie médiane du canal ne doit guère excéder 100 ou 110 kilomètres. Cette condition est parfaitement réalisable.

A quel type d'appareil aérien faut-il s'arrêter, pour cette opération? La question est d'une actualité brûlante. Je ne me mêlerai pas ici à des discussions que la passion, malheureusement pour la défense nationale, a pu aigrir et prolonger.

1 Les lecteurs de la *Revue de Paris* ont certainement remarqué qu'il est très fréquemment question dans la presse scandinave — danoise, surtout — des reconnaissances de zeppelins sur les confins maritimes et continentaux du Slesvig. Il y a eu, de plus, des travaux importants exécutés au Danewerke, l'ancienne ligne de fortifications de campagne qui couvrait le Slesvig du Nord contre l'invasion allemande. Ces ouvrages sont aujourd'hui *retournés* contre un envahisseur venant du Jutland.

Il n'y a qu'un mot qui serve : il nous faut de grands, de puissants *avions de bombardement*. Tout ce que je viens de dire en fournirait la preuve, si c'était nécessaire — et ce ne l'est pas. Et il faut se hâter d'en établir le type parce que nous avons besoin de répéter ce type à des centaines d'exemplaires, ce qui ne laisse pas d'être long.

Quel serait, justement, l'effectif d'avions nécessaire et suffisant pour l'opération dont il s'agit? Ici encore je ne puis fournir que des chiffres très approximatifs. Supposons — j'y insiste, ce n'est là qu'une hypothèse de discussion — que l'on veuille attaquer à la fois les trois points que voici : pont de Grünthal, viaduc de Rendsburg, pont de Levensau ; à vingt avions pour chacune de ces attaques séparées, cela fait une escadre de soixante appareils. Mais comme j'ai eu souvent l'occasion de le dire, un bombardement n'a d'efficacité sérieuse qu'à la condition d'être suffisamment continu — ou bien répété à des intervalles assez rapprochés — pour que toute réparation des dommages subis devienne impossible ou trop coûteuse au défenseur. Il faut donc prévoir, à vingt-quatre ou quarante-huit heures de distance, la mise en jeu d'une deuxième escadre de même force à peu près. La première, après trois ou quatre jours de repos à sa base organisée sur le littoral, recommencera son attaque, si on le juge nécessaire. Il est d'ailleurs bien entendu que les objectifs fixés ne seront pas trop strictement déterminés. La plus grande initiative sera laissée aux chefs d'escadre et de divisions, tout dommage causé au canal, aux écluses de l'Elbe et de Kiel, aux unités de combat de l'ennemi étant considéré comme un avantage positif.

Tant y a que, pour la seule opération visant le canal maritime — il peut y en avoir d'autres : bombardement de l'arsenal de Kiel, attaque des ouvrages de Cüxhaven, etc... — il faut compter de 120 à 150 appareils, réserves comprises. Soyons bien assurés qu'entreprise dans ces conditions et quelles que fussent les mesures de défense prises par l'ennemi, l'affaire serait largement fructueuse

***

Largement fructueuse, dis-je, et je n'entends pas seulement par là qu'elle permettrait aux flottes alliées de forcer les détroits

sans avoir à se préoccuper des grandes unités de la marine allemande, J'ai fait allusion tout à l'heure à la possibilité d'une descente dans le Jutland où, du côté Baltique, il existe des points particulièment favorables à une opération de ce genre.

Il est clair que l'oblitération, dans la région du canal maritime, des voies de communications indispensables à la défense du Slesvig contre les conséquences d'un grand débarquement des alliés, serait de nature à favoriser singulièrement les opérations de l'assaillant et surtout sa marche en avant après la mise à terre du gros de ses troupes mobiles. « Ce n'est pas tout de débarquer, me disait l'éminent général Millet à l'École de guerre, il y a quelque vingt-cinq ans, c'est de « déboucher », qui est difficile. » Mais je ne veux pas, pour beaucoup de motifs, m'engager encore dans l'examen de cette question, si intéressante qu'elle soit et si étroitement qu'elle se rattache à celle qui nous occupe, puisqu'en définitive, ce serait encore le meilleur moyen de paralyser le canal de Kiel que de le border de nos troupes et de nos canons.

Je ne puis pas non plus traiter ici le point de vue diplomatique de toute cette affaire. Que mes lecteurs n'aillent point supposer que j'ai oublié la difficulté qui résulte du fait qu'en agissant, soit avec nos flottes dans les eaux du Grand Belt, soit avec une armée dans l'est ou dans le sud du Jutland, nous violerions — théoriquement ! — la neutralité d'un petit peuple qui nous est particulièrement cher, à beaucoup de titres [1], d'un petit peuple qui ne subirait pas aujourd'hui l'oppression qui le condamne à servir les intérêts de l'Allemagne, si nous avions eu, les Anglais et nous, il y a cinquante-deux ans, le courage facile de lui porter secours. Ce ne sont point les raisons, les bonnes raisons qui nous manqueront pour intervenir sur ce théâtre décisif quand nous le jugerons à propos. J'en ai indiqué discrètement déjà quelques-unes. J'aurais pu relever toutes les violations de neutralité — quel-

1. Il n'est jamais mauvais de rappeler aux Français, quelquefois oublieux des services rendus, que le Danemark a souffert pour nous en 1815, en raison de sa fidélité à notre alliance. La *Revue de Paris* a publié, à ce sujet, justement dans le même numéro (15 juin 1895) que ma *Stratégie du Canal de Kiel*, de très intéressants souvenirs de guerre d'un officier danois, M. de Frisenberg.

ques-unes odieuses, comme dans l'affaire du sous-marin anglais canonné juste en face de Copenhague — dont les Allemands se rendent coupables tous les jours vis-à-vis d'une nation faible qu'ils considèrent à peine comme une vassale. Mais il suffit de rappeler l'inexécution de l'article 2 du traité de Prague et les persécutions morales, les sévices de toute sorte que subissent depuis un quart de siècle les 200 000 Danois du Slesvig septentrional. Il n'y a point de prescription pour un tel crime politique. La revendication du droit outragé reste toujours ouverte, je dis plus, *ouverte à tous* et non point seulement à la nation lésée, puisque celle-ci n'est pas en état de se faire rendre justice par la force des armes[1].

CONTRE-AMIRAL DEGOUY

NOTE. — Au moment où je terminais cette étude se sont produites les révélations si curieuses au sujet de l'inefficacité du blocus actuel de l'Allemagne. Je ne pouvais rien espérer qui pût venir plus exactement et plus à propos à l'appui de tout ce qui précède. Il est donc bien prouvé, surabondamment prouvé, par les statistiques les plus frappantes, établies par les Américains aussi bien que par le gouvernement anglais — enfin décidé, dit-on, à agir énergiquement — que c'est par le nord, grâce aux Hollandais et encore plus peut-être aux Scandinaves, que l'*Allemagne respire, s'alimente, se réapprovisionne* complètement depuis dix-huit mois. C'est ce que je n'ai cessé de dire ici et ailleurs, ce que l'on n'avait jamais contesté du reste, mais ce que l'on ne voulait, n'osait pas reconnaître officiellement. Je laisse à d'autres le soin de calculer combien de précieuses existences humaines — sans parler des milliards ! — ont été sacrifiées, parce qu'on ne pouvait se décider à l'effort nécessaire et à compromettre de grandes unités de combat. La guerre serait finie depuis six mois si le blocus de l'Allemagne avait été effectif.

1. En fait, ou plutôt en droit internationnal strict, c'est l'Autriche qui était la nation lésée, jusqu'en 1879, où elle a renoncé à rappeler à la Prusse que les Danois du Slesvig devaient être appelés à se prononcer eux-mêmes sur leur propre sort. Il est assez intéressant, dans l'espèce, de constater que c'est à la suggestion du gouvernement français que la clause de la consultation des populations du Slesvig septentrional avait été demandée par l'Autriche et insérée en effet dans le traité.

A L'ÉCOLE DES MUTILÉS

Donc le jour de gloire n'est pas arrivé encore pour ma classe. On m'invite à déposer le brancard de la salle d'opérations, et à rendre mon blanc tablier d'infirmier de visite. Mais c'est pour m'en aller, plus loin encore de la ligne de feu, aider à l'installation d'une paisible école : une école pour mutilés, à l'instar de Lyon. Revenants de la guerre qui ne pouvez revenir à votre métier, paysans qui ne mènerez plus la charrue sur la glèbe gluante, mineurs désormais incapables de lever le pic au fond des noires galeries, maçons qu'on n'entendra plus chanter en haut des échelles qui branlent, il s'agit de vous « réadapter », comme disent de savantes circulaires, à des professions nouvelles.

— En somme, vous nous quittez pour faire du raccommodage social, — me déclare notre chirurgien. — Vous nous avez vu beaucoup tailler, vous allez recoudre à votre manière.

Humbles besognes sans doute, mais non sans prix. Quelle plus belle façon de servir les héros de la guerre que de leur rouvrir le cercle des travaux de la paix ! La paix — le travail; ces mots rendent un son étrange. A peine si on ose les prononcer. Une sorte de pudeur superstitieuse les arrête sur les lèvres... Et pourtant nous voici invités, dès maintenant, à projeter notre pensée au delà du mur d'airain qui barre l'horizon : au delà de la guerre. Il nous faut songer aux foyers qui vont se rallumer, aux ateliers qui vont se rouvrir, à toute

la vie qui va fructifier sur les ruines. Dans le monde du labeur quotidien qui fait la richesse des hommes, il nous faut retrouver une place pour ceux que les champs de bataille n'ont point gardés tout entiers. Arracher ces braves à l'ennui et à la misère ; ce sont de beaux sauvetages à tenter.

***

Que cette mise en route est lente ! Et combien de temps encore nous faudra-t-il piétiner devant la porte fermée, au milieu des difficultés administratives préalables !

Combien de temps notre école pour mutilés restera-t-elle un programme, une promesse, une idée en l'air? Heureux Herriot, il est comme un roi dans sa bonne ville. La vieille cité philanthropique s'admire encore dans les initiatives de son jeune maire. Une tradition collective porte son autorité personnelle. Il va de l'avant. Et il faut bien que, militaires ou civiles, les administrations suivent. Il agit. On réglemente après. Toutes les écoles pour mutilés ne jouissent pas d'une aussi belle entrée de jeu.

Dans la région où nous opérons ce ne sont certes pas les bonnes volontés qui manquent. Mais, qui prendra les initiatives audacieuses? Le Service de Santé ne demanderait pas mieux : seulement le Ministère de la Guerre a déclaré ne plus vouloir se mêler de ces écoles. Une commission va, paraît-il, établir leur régime. Elle comprend les délégués de plusieurs ministères. S'il faut attendre qu'ils s'entendent! La Mairie patronnerait volontiers l'institution nouvelle. Mais il y a des conseillers municipaux que les charges effraient. Ils demandent où on les mène. Ils voudraient au moins être sûrs que seuls des enfants du pays seront reçus à l'école nouvelle. Ils exigent une quantité infinie de précisions préalables et de garanties.

Heureusement, un homme d'affaires s'en mêle. Ancien ouvrier, maintenant un magnat de l'industrie, grand fournisseur de l'armée, grand donateur aussi, il aime, quand une idée lui paraît juste et viable, qu'on la réalise sans retard. Il est habitué à mener les démarches rondement comme à poser les questions carrément : il n'hésite pas, pour le bon motif, à faire sentir sa lourde puissance.

— Établissez-moi donc, — nous dit-il, — ce qu'il vous faut d'argent pour vos trois premiers mois, et marchez. J'en fais mon affaire.

Là-dessus il part en bougonnant dans son auto trépidante, pour faire la navette, toute une journée, entre le préfet, le général, le maire, le directeur du service de santé. Et, sous cette robuste poussée, les derniers obstacles s'écartent. Tout s'arrange.

Nous faudra-t-il donc entonner, pour la honte des administrations démocratiques, les louanges de l'autocratie capitaliste?

*
* *

L'école primaire supérieure s'était, elle aussi, transformée en hôpital; pour faire place aux mutilés-apprentis l'hôpital a enfin consenti à déménager.

Le logis qu'on nous livre est une grande bâtisse neuve et banale, dans un faubourg ouvrier. Pour les héroïques élèves, encore incertains de leurs forces, et que l'on voudrait choyer de toutes manières, on eût aimé sans doute un plus noble décor, et un milieu plus reposant : quelque couvent caché dans un parc antique? Mais adieu le romantisme. Les classes du moins sont ici bien éclairées. Les tours dans les ateliers n'attendent que le signal de la remise en marche. Au mur du vestibule, des bois tournés et sculptés, des fers ouvragés, « chefs-d'œuvre » stimulants, disent l'effort gradué des jeunes générations d'apprentis. Il sera beau de renouer cette chaîne, et de réveiller les formes du travail endormies sous la poussière.

Le paysage qu'on aperçoit du dortoir mariera son influence à celle du décor intérieur. Paysage tout industriel, qu'un Adler aimerait : un peuple de cheminées empanachées de noir, dominant des halls dont les yeux brillent toute la nuit. On entend monter de là, parfois, le fracas métallique des marteaux s'abattant avec rage sur les poutrelles de fer, puis les grands coups sourds des pilons qui écrasent les lingots, et d'étranges crissements, qui sont comme les plaintes de la matière tourmentée par l'homme... Le souffle brûlant du

labeur collectif, jamais arrêté, vous frappe au visage : on sera vite repris ici et réentraîné dans le tourbillon.

*
* *

Par de séduisantes affiches, placardées dans tous les hôpitaux de la région, nous publions la prochaine ouverture de l'école. Mais nous ne voyons rien venir. Pas de demandes. Les mutilés n'osent, ou ne daignent. Décidément il les faut aller chercher par le bouton de leur capote. Nous voici transformés en commis voyageurs pour le compte de la réadaptation professionnelle.

Justement on vient de constituer un centre où tous les amputés de la région seront rassemblés, en attendant qu'ils « touchent » leurs appareils. (Combien de jours attendent-ils, il vaut mieux ne pas le préciser.)

Elle est avenante à souhait, la maison de repos réquisitionnée pour eux. Devant la blanche façade, une terrasse ombragée d'où l'œil se repose sur les toits de la ville couchée au pied des montagnes. La distance apaise le tumulte urbain. Et les constructions des hommes semblent n'être là que pour composer une belle masse grise et rouge. Des dames fatiguées venaient ici, naguère, calmer leurs nerfs sur des chaises longues. Place, maintenant, aux guerriers blessés...

Mais quel choc donne leur foule à l'arrivant ! Aucun des spectacles du temps de paix ne préparait l'imagination à un rassemblement pareil. L'infirme apparaît d'ordinaire comme un isolé. Il est légion, ici. Et l'homme complet a presque honte de lui-même. On a l'angoissante impression de se trouver brusquement devant une espèce nouvelle, asymétrique et sautillante, une pitoyable espèce humaine que la guerre aurait créée.

Les voici qui s'assoient, pour le repas, autour des tables de bois blanc dressées sous les arbres de la terrasse. Le médecin-chef me pousse du coude : « C'est le moment. Allez-y, vous, l'orateur. » Mais quel auditoire jamais fut plus intimidant ! J'ai la gorge serrée. J'explique comme je puis les avantages de l'école, les joies et la fierté du travail retrouvé, les amputés capables de beaucoup plus de choses qu'ils ne le croient eux-

mêmes, le salaire qui s'ajoutera, grâce au métier nouveau, à la pension insuffisante. Je me dis prêt d'ailleurs à répondre à toutes les questions qu'on voudra bien me poser.

Mais, personne ne souffle mot. J'achève dans un lourd silence. Et dans ces centaines de paires d'yeux braqués sur moi, je crois lire un scepticisme gouailleur, ou une ironie mélancolique : « Du boniment, encore, et du truc peut-être. Si on déclare qu'on va apprendre un métier, ILS s'empresseront de ne plus nous verser notre allocation, de nous rogner notre pension. » ILS, dans leur esprit, ce sont les gouvernants, les supérieurs, les bureaux, l'ensemble vague des puissances administratives contre lesquelles, en bons Français, nos blessés nourrissent une méfiance naturelle.

Les paysans surtout, — ici encore la majorité, — se demandent quels intérêts nous pouvons bien servir en prenant cette peine...

Laissons-les causer entre eux, nous repasserons.

*
* *

Il faut aller aussi à domicile, et voir les gens en particulier. On voudrait que l'école attirât surtout les fils de la région. On nous signale des réformés rentrés déjà au village. Nous partons à leur recherche, heureux, après les mois passés au chevet des blessés, d'une libre course dans la montagne.

Je me rappelle un petit chasseur, amputé de la jambe droite, l'autre jambe atteinte et endolorie encore. Les vieux parents sont aux champs, sauvant des moissons ce qu'ils peuvent. Lui demeure au fond de la ferme, l'œil fixe sur l'âtre ou la cafetière chantonne comme s'il voulait terrer on ne sait quelle honte ou quelle rage. Farouche, il m'explique ses peines : le pilon qui s'enfonce dans la terre grasse, les charges de la grange désormais trop lourdes à ses épaules, le loisir forcé, insupportable :

— Pensez, monsieur, moi qui me levais des fois à trois heures et demie du matin pour trimer aux champs tout le jour. Maintenant je n'ai plus de cœur à sortir du lit. On fait la grasse matinée : à la façon des riches.

Sobre comme on l'est en ce pays, le pain ne lui manquera

pas. Mais l'oisiveté l'écrase. Sans répit il rumine son mal. Ce brave va finir en neurasthénique.

Allons l'ami, viens faire un tour à notre école. Si tu ne peux plus retourner la terre, tu peux bien façonner le cuir? Avant six mois, tu chanteras, sauvé de l'ennui, martelant les semelles en cadence, fier de rapetasser tous les souliers des alentours.

***

Une demi-douzaine de candidats se sont fait inscrire. C'est assez pour ouvrir l'école. Voici, sous la direction d'un contremaître que nous prête un grand fabricant de chaussures, les quatre premiers cordonniers à l'ouvrage. Un mineur, un coutelier, deux laboureurs, — qui n'ont que quatre jambes à eux quatre.

Le contremaître se désole. On ne fera rien de beau. Pour taper sur la semelle ne faut-il pas que le soulier porte sur les deux genoux?

Petit fait digne de remarque : presque tous les ouvriers forts dans leur partie, que nous consultons pour l'avenir de nos élèves mutilés, commencent par nous décourager en conscience. Qu'on puisse, privé d'une jambe ou d'un bras, arriver à façonner comme eux, qui possèdent leurs quatre membres, cela leur paraît invraisemblable. Ils n'imaginent pas les suppléances que suggère nécessité l'ingénieuse. Nous sommes obligés de citer les résultats obtenus à Lyon, en Suède, voire en Allemagne, et de montrer des images convaincantes.

En fait, tout s'arrange bientôt pour nos cordonniers-mutilés. On a vite fait de tailler un montant de bois et de le garnir de cuir : adapté au tabouret, il arrivera à la hauteur du genou absent, qu'il remplacera. Et l'on pourra taper à cœur joie.

Ces premières fins de journées sont un peu tristes. Dans le réfectoire sonore, dans le dortoir où tant de lits s'alignent inoccupés, la petite équipe se sent perdue. Heureusement elle a déjà son boute-en-train. C'est un petit mineur du Pas-de-Calais. Depuis plus d'un an, il ne sait ce que les siens sont devenus. Aucune nouvelle du pays, ni aucun envoi. L'escarcelle toujours vide, il connaît l'abandon de « l'envahi » qui

doit s'habituer à ne retrouver personne dans les villes où il erre. Mais une fois pour toutes il a enfoui ses tristesses au fond du sac. Et c'est lui qui déride les autres, toujours prêt aux lazzis dont son accent trainant exagère la drôlerie, ou aux chansons sentimentales qu'il conclut en un éclat de rire. Quel bon petit pioupiou ce dut être ! Pour le travail aussi il sera un entraîneur.

***

La glace est rompue, le courant établi. Les hésitants viennent voir les camarades à l'œuvre. Ils constatent par eux-mêmes qu'à l'école on touche l'allocation, que le rata est bon, et aussi que ce n'est plus une caserne. Les craintes qu'inspirait l'État à ce peuple anxieux, toujours incertain de ce qu'on lui prépare, s'évaporent au contact de l'expérience commencée. En deux semaines, le premier dortoir est plein. A côté des cordonniers, les tailleurs s'assoient sur la grande table basse. Les comptables pianotent — d'une seule main pour la plupart — sur les machines à écrire qui les amusent prodigieusement. Les vanniers, jambes écartées, ploient sur leur tremplin de bois les joncs encombrants. Avec le nombre et le travail, la bonne humeur s'installe définitivement dans la maison.

« Ce doit être bien triste, votre école », nous dit-on souvent. Mais pas du tout. Dehors, oui, l'amputé est gêné. Le murmure de commisération qui s'élève devant ses pas boiteux le fait rougir. Les femmes ne peuvent retenir un « Ah, le pauvre ! » qui énerve l'homme.

Mais ici, chez eux, entre eux, ils se sentent vite à l'aise. L'admirable ardeur de la jeunesse est dans leurs veines, qui oublie, qui nie les traces de la blessure. Et ils trouvent le moyen de s'amuser comme des potaches. Les manchots commencent des matches au jeu de boules. Un soir, j'entends au dortoir un grand fracas. Je crois à quelque accident. Une demi-douzaine d'unijambistes, sous la conduite du petit mineur, ont organisé une course à cloche-pied.

Par-dessus tout, le travail retrouvé leur rend l'allégresse. Il y a si longtemps qu'ils sont condamnés au repos forcé !

Quelques-uns sont des blessés de plus d'un an. Qu'elles furent longues et tristes à la fin, ces journées d'hôpital ! On froisse le journal lu et relu. On fait une partie de dames avec le voisin s'il peut se retourner sur son lit. On échange des prévisions, ont fait des paris sur le fricot, attendu avec impatience, remâché sans goût. Et le lendemain ressemble déplorablement à la veille.

Le dépôt de convalescents, c'est du moins un commencement de libération. Ces rescapés réentrevoient le monde vivant. Et les moins abîmés d'entre eux risquent quelques promenades. Mais trop d'heures restent vides. Pendant des semaines, des mois quelquefois, il faut attendre : attendre le conseil de réforme, attendre l'appareil qui ne vient pas, ou qui, arrivé enfin, doit être renvoyé, inacceptable. Et on frappe rageusement du bout de la canne le sable de la cour. Une oisiveté ainsi prolongée, n'est-ce pas aussi l'un des supplices raffinés que l'on doit à la guerre?

— Voyez-vous, — me dit, l'œil comme ébloui, l'un des nouveaux ajusteurs, que je voyais pâlir sur l'étau, — j'avais *faim de travailler*.

Et beaucoup travaillent en effet avec une sorte de gloutonnerie. Force est de leur imposer les pauses prévues. Quelle application intense, presque farouche n'apportent-ils pas à leur « passage en première », tendant les bras en croix pour étirer les fils poissés, ces laboureurs qui rêvent de s'établir cordonniers au village ! Leur zèle ne tient point seulement, sans doute, au gain escompté, aux écus qui brillent dans l'avenir. Ils sont pris eux aussi par le désir de bien œuvrer, d'imposer à la matière la forme qui marque la volonté méthodique de l'homme.

Quand je fais le tour de nos ruches, les hymnes de Proudhon me reviennent en mémoire, qui sut si bien chanter la gloire du travail, créateur et libérateur...

*
* *

Une des sections que nous aimons le plus est celle des jouets. Même en plein tumulte de guerre, il faut bien, n'est-ce pas? songer aux jeux des tout-petits : l'enfant continue heu-

reusement de s'exercer pour la vie, avec sa société de poupées, au milieu des ruines que sa précieuse insouciance ignore. Et pour répondre à la « demande » puérile des usines nouvelles peuvent surgir, qui nourriront des foules ouvrières. L'Allemagne en sait quelque chose. Elle a organisé, comme le reste, la conquête du marché des jouets. Si on pouvait l'en chasser? Donner du travail aux blessés et restituer un marché à la France, ce serait un beau coup double.

Nous avons eu quelque peine à décider nos apprentis à entrer dans cette section. Passer son temps à façonner des jouets, cela ne leur paraissait pas, sans doute, quelque chose de sérieux. Il a fallu leur dire les chiffres atteints par ce commerce, les débouchés ouverts, les sociétés prêtes à se former pour acheter et placer les produits de leur travail.

Scies et sauteuses bourdonnent maintenant tout le jour, pendant que les peintres passent gravement le ripolin sur les bêtes menues que les enfants porteront sans danger à la bouche. Nous fabriquons en série le jouet rustique : veaux, vaches, cochons, couvées, et le berger au grand manteau rayé, et la poule noire qui porte bonheur, et aussi un gros chantecler tricolore qui se dresse sur un noir casque boche, pour appeler la victoire.

*
* *

Voici une forme charmante de philanthropie. Un Danois nous en donne l'étrenne. C'est un peintre qui a jeté sa palette dès la nouvelle de la guerre, pour venir, comme il pourrait, servir la France. Il a demandé à remplir, dans les hôpitaux, les plus humbles besognes d'infirmier. Mais, étranger, on n'a voulu l'incorporer nulle part. Et il se console en faisant métier de promener les blessés.

Il loue pour les nôtres un des magnifiques cars qui portaient naguère des grappes de touristes riches, fatigués et désœuvrés. Et en route pour la montagne. Quelle joie, quelle impression de renaissance et de libération, pour des hommes demeurés si longtemps entre les quatre murs d'un hôpital, et maintenant sevrés, à jamais, du charme des longues courses ! Les narines palpitent et aspirent le vent de la

vitesse. Les yeux ont l'air de se dilater devant l'espace retrouvé.

Nous tournons autour de montagnes arrondies, drapées de velours vert, qui furent de terribles volcans, jetant feu et flammes. La nature s'est ici pacifiée. Le tour de l'humanité viendra-t-il?

Les formes qui passent sous les yeux de nos héros-touristes évoquent, chez quelques-uns, les lieux où ils ont « battu », comme ils disent : les crêtes qu'ils ont dû essayer d'emporter d'assaut, les vallons où l'artillerie les a écrasés. Et des récits de batailles — chose rare en somme depuis qu'ils sont entrés à l'école — commencent à s'échanger.

Mais la pensée du plus grand nombre est ailleurs. Elle va à la terre qu'elle plaint. On compte les prés non fauchés, les landes non défrichées. « Quelle misère ! »

Dans un village abandonné voici une équipe de lavandières, qui font aller de conserve la langue et le battoir. Nos hommes leur adressent au passage, selon les bonnes traditions de la race, quelques saluts galants. Une commère alors tend son bras rond et humide vers la voiturée des soldats dont elle n'aperçoit que le buste : « Encore un beau lot d'embusqués, parbleu ! »

Notre bon Danois veut s'indigner. Mais un magnifique éclat de rire, du chœur des poilus mutilés et méconnus, arrête sa colère en excitant son admiration.

***

L'Université obtient que, dans les locaux laissés libres par l'école des mutilés, l'école primaire supérieure puisse faire rentrer ses élèves, pourchassés d'asile en asile. Il reprend donc possession de la cour, le tourbillon des mioches. Les premiers jours on les voit se presser, en essaim bourdonnant, contre les vitres des ateliers où nos sections travaillent, étonnés dirait-on, de l'âge de ces grands élèves, de leurs blessures, de leur sérieux. L'accoutumance vient d'ailleurs vite. Et si, l'un de nos mutilés, à l'heure de récréation, traverse le préau en chancelant sur ses béquilles, à peine si la vague des écoliers déchaînés le respecte.

Enfants, vous rappellerez-vous bien ce que ceux-ci ont souffert? Ils ont souffert pour vous, en votre lieu et place, s'il est vrai que la plus grande, la plus meurtrière, la plus inhumaine des guerres doit être aussi la dernière que les hommes supporteront : la guerre qui tuera la guerre, assure Wells. Cette pensée réconforte, dit-on, nos soldats dans les tranchées bourrées de cadavres : « Nos cadets, du moins, ne verront pas ces horreurs. »

Peut-être. Mais peut-être aussi va-t-il s'ouvrir pour l'Europe une ère de réalisme brutal, où, plus que jamais la France devra rester sur le qui-vive? Peut-être, conscrits d'après-demain, aurez-vous plus besoin encore que vos aînés d'être forts, unis et outillés? Que le grand exemple des revenants de la guerre, hôtes de votre école, dorme, pour s'y éveiller au bon moment, dans vos souvenirs d'enfance.

En attendant, les conscrits d'après-demain se distribuent d'abondantes taloches. La combativité n'est décidément pas morte encore dans la race française ; — jusqu'à nouvel ordre il faut s'en réjouir.

*
* *

Croix de guerre et médailles militaires arrivent enfin pour nos mutilés. Nous aurions aimé qu'elles fussent remises chez nous, en quelque cérémonie solennelle, pour l'honneur de l'école et l'édification des enfants qui la fréquentent. Mais ce serait trop compliqué, paraît-il. Ce n'est pas « prévu ».

Au quartier de cavalerie, où aura lieu la prise d'armes, je vais donc accompagner celui des nôtres qui doit le premier recevoir la croix. Le sort est tombé sur le plus jeune : à peine l'aîné des élèves qui tourbillonnent dans la cour. Il n'a plus qu'un bras. Et il est un des survivants de la fameuse brigade des fusiliers marins.

Je m'étonne qu'on l'y ait incorporé. Il n'a jamais navigué, pas plus que le mousse de la chanson. Et il est du Plateau Central. Il m'explique que son ambition était de devenir mécanicien de la marine. On a pris et versé d'office, dans le corps formé en hâte, tous les apprentis-mécaniciens, — des bataillons entiers d'adolescents qui n'avaient jamais tenu un

fusil, jamais porté le sac, jamais exécuté une marche d'entraînement : « Cela ne fait rien, vous savez ; on a marché tout de même, et vivement, au moment de la retraite d'Anvers. » Et il me raconte à sa façon — roulant des épaules, ma parole, comme un vrai loup de mer — l'épopée immortalisée par Le Goffic : les demoiselles au pompon rouge envoyées à toutes les têtes de pont menacées, les postes où il fallait tenir entourés d'eau, les Boches se faufilant on ne sut comment derrière les barrages à Dixmude... Qu'il eût vécu ces heures terribles et sublimes, personne, depuis trois mois tantôt qu'il est à notre école, ne s'en doutait. Un bon petit élève-comptable et voilà tout. Tels sont nos héros rendus à la vie civile.

Mais pour ressusciter les heures héroïques, voici que les trompettes ouvrent le ban. On gouaille bien un peu autour de moi ; on blague la bedaine du lieutenant-colonel, les moustaches hérissées du marchis, la gaucherie des bleus qui redressent l'alignement. N'importe, les cœurs sont serrés. Bien des yeux sont humides en fixant le petit peloton des médaillés immobiles au milieu de la cour, alignés encore malgré les béquilles. Et quand le colonel au moment d'épingler les croix, lit d'une voix qui s'éraille les citations évocatrices : « Sous un feu violent est resté jusqu'au bout au poste qui lui était assigné... Grièvement blessé, a refusé de se laisser évacuer... » alors, dans le grand silence qui passe, troublé seulement par les gourmettes secouées des jeunes chevaux impatients, toutes les pensées volent d'un même élan vers le ciel des batailles. Ceux qui ont été au feu revoient chacun leur coin de tranchée familier. Et ceux qui partiront demain, les traits crispés, l'œil hypnotisé, tendent tous les ressorts de leur imagination, comme s'ils voulaient se représenter par avance le champ où ils se battront, où ils tomberont peut-être à leur tour.

***

Décidément, il nous faudra bientôt un avocat-conseil à domicile : il est peu de nos élèves qui n'aient quelque chose à réclamer à l'administration. C'est un appareil qui ne va pas, une médaille qui n'arrive pas, l'allocation qu'un dépôt ne veut

pas verser. Et il faut avouer que les réponses ne sont pas toujours rapides. Cela ne crée pas une bonne presse aux bureaux, parmi les mutilés.

J'en conduis un à la Place. Son dépôt lui réclame cinquante francs qu'il aurait touchés indûment, l'allocation lui ayant été versée à une date où sa pension était déjà liquidée : il faut tirer la chose au clair. Notre client est un colonial au teint de brique, qui a roulé sous tous les ciels, avant de venir perdre sa jambe à la Marne. Nous en voulons faire un menuisier. Excellente nature au fond, mais un peu sauvage. L'idée d'avoir de l'argent à rendre le met hors de lui.

Mais plus encore la lenteur avec laquelle son cas est examiné l'exaspère. Il faut demeurer un temps indéfini dans ce bureau, dont les scribes pâles sont très intéressés par un bec de gaz qui ne marche pas bien. Mon colonial bout. Il me dit tout bas : « Qu'on me donne une baïonnette, et je fais la charge de l'arrière. Voilà ce qu'il faudrait. » Il est le Combattant, dressé dans sa colère contre l'Embusqué...

Je tâche de lui expliquer la complexité des règlements, la nécessité de la paperasserie, et qu'il faut bien tout noter pour pouvoir tout retrouver, et que ces hommes assis travaillent à leur manière, d'un travail ennuyeux et utile.

« Du travail, ça ! » Sa bouche s'élargit pour un insolent éclat de rire, qui fait se redresser dix têtes scandalisées. Après la guerre plus encore qu'avant peut-être, ce sera une tâche ardue que la réhabilitation des bureaux.

*
* *

La sympathie générale enveloppe l'école. Les dames de la ville envoient des jeux et des livres, du tabac et du chocolat. Du fond des villages, il arrive de belles cannes d'épine, travaillées avec amour pour nos boiteux. Une vieille, qui a entendu dire que l'osier se faisait rare pour nos vanniers, nous descend de la montagne, sur son échine maigre et courbée, un gros paquet de gaules lisses.

Il est donc vrai : la reconnaissance et l'admiration nationales feront comme un tapis, pour leur rentrée dans la vie, sous les pas de ces braves.

Et pourtant... Voici l'heure où nous pourrions commencer à placer plusieurs de nos élèves. Et de petites difficultés se révèlent. Tel atelier décline l'honneur d'embaucher un de nos tourneurs. Celui-ci n'a plus qu'une jambe. Si l'autre était atteinte par un accident du travail, on nous laisse entendre que le taux de la pension à payer serait trop élevé. Nos comptables, on nous les demande bien; mais au prix qu'on leur offre parfois il est vraisemblable qu'on spécule, consciemment ou non, sur la pension qui leur sera allouée : le salaire ne leur serait plus qu'un appoint. Nous sommes obligés de protester, de commencer à défendre, pour les nôtres et pour tout le monde, le niveau du salaire. C'est la vie économique qui recommence en effet. Elle se montre à nouveau dans sa nudité brutale. C'est la vie, et c'est la lutte peut-être inévitable. Faudra-t-il donc bientôt que les mutilés se syndiquent?

On se prend quelquefois à rêver que, cette guerre finie, une fraternité débordante, surexcitée par tant d'héroïques souvenirs, ne connaîtra plus limites ni obstacles, et balaiera du même coup les conflits économiques comme les discussions politiques.

Souhaitons-le de tout notre cœur, — sans trop nous y fier.

JEAN BRETON

CHARLES MÜLLER

Quand on comptera ceux que la mort glorieuse du soldat aura enlevés aux lettres, durant cette guerre, le nom de l'écrivain Charles Müller viendra à la pensée de tous, soit que l'on énumère ceux qui furent la fantaisie et la joie de notre temps, soit qu'on dénombre ceux qui laissèrent une œuvre profonde.

Chez lui, l'esprit et l'allégresse ne furent que la forme extérieure d'une critique sévère. Il semblait être la gaîté et fut le juge d'un temps qu'il dépeignit en trois œuvres de forte satire :

A la manière de...[1], critique de tout ce que l'opinion établie avait jusque-là considéré de mieux pensé, de mieux écrit ;

Mil neuf cent douze[2], tableau des mœurs parisiennes de la fin de cette époque que trancha la guerre ;

Enfin *Rikette aux Enfers*[3], déroulement ironique de toute une humanité civilisée.

Dans cette dernière œuvre, qui fut publiée si peu de semaines avant son départ, son sourire transparaît déjà mélancolique. Tandis qu'avec une justice indulgente, il vouait ses contem-

1. Bernard Grasset, éd.
2. Bernard Grasset, éd.
3. Flammarion, éd.

porains aux punitions appropriées à leurs vices, il se dirigeait mystérieusement vers les bornes de la vie.

Il avait pressenti peut-être qu'il devait finir en même temps que cette ère que termina la guerre ; qu'il était appelé à dépeindre les hommes, non pas à leur déceler son cœur ; et qu'ensuite, rejetant le manteau terrestre qui avait si bien enveloppé le secret de son âme, il entrerait dans le faste ignoré de nous.

C'est pour cela que toute son œuvre — écrite soit en collaboration, soit par lui seul — est empreinte de cette ironie souriante, un peu dédaigneuse, indifférente, naturelle, comme un élément de son caractère, et qui fut aussi son charme personnel.

***

Il composa le premier de ses livres, *A la manière de...*, avec son ami Paul Reboux. Le public ignore combien les auteurs mirent peu de vanité pour donner ce petit chef-d'œuvre. La célébrité qu'il leur valut, ils ne l'ont pas cherchée. Très jeunes encore, ils avaient fondé la revue *les Lettres*, pour propager leurs idées. Ils soutenaient le classique, le pur et l'original, combattaient le décadent, le pédant, le banal et le maniéré. Chaque numéro des *Lettres* se terminait par un pastiche d'auteur célèbre, signé « Sosie ».

Par la qualité de l'esprit qui les créa, ces pastiches furent aussi brillants que les œuvres pastichées. Ils donnèrent à ces œuvres une lumière nouvelle qui en éclaira l'intérieur, découvrant le procédé sous la maîtrise, la manie sous l'originalité, l'affectation sous la recherche de style.

Lorsque après deux ans ils entreprirent d'autres travaux littéraires, ils offrirent à leurs abonnés ces fantaisies en un mince petit volume intitulé *A la manière de...*

A la manière de... prit son essor bien au-dessus des parodies écrites avant ce livre. C'est que jusque-là la parodie était généralement une forme de malveillance, inférieure aux talents pastichés. *A la manière de...*, par la fusion de la satire et de l'analyse, fut une forme de critique parfois supérieure aux talents que jugeaient ses auteurs.

Ceux-ci, dans des conférences, dirent la simplicité des moyens qu'ils employèrent pour créer ce genre nouveau, mais ils ne dirent pas que cette simplicité était de la maîtrise et que cette spontanéité, soutenue d'un bout à l'autre du livre, et cette facilité d'imitation résultaient d'une culture profonde.

Voici, d'après eux-mêmes, quelques-uns de leurs procédés pour rendre les styles avec leurs marques, leurs spécialités, leurs tics.

Maeterlinck, qui est un grand poète, excelle à évoquer des atmosphères : atmosphères lyriques, atmosphères douloureuses, atmosphères tragiques... Et naturellement, de « l'atmosphère », cela ne se peint pas avec des traits, ni avec des mots, qui sont les traits par lesquels se fixe la pensée. Cela se peint avec des termes imprécis, des phrases mal coordonnées, de bizarres associations d'idées, des répétitions... Du moins, est-ce ce qu'a fait Maeterlinck. Et son succès montre qu'il n'avait pas tort.

Or, il nous fallait imiter Maeterlinck et son atmosphère. Comment cela?

Le procédé que nous avons employé va, sans doute, vous paraître indécent. Pourtant, je dois vous le révéler.

Selon notre méthode habituelle, nous avons noté au passage, en lisant *Pelléas, Intérieur, les Aveugles, Aglavaine et Sélysette*, les formules qui nous paraissaient les plus caractéristiques. Puis nous les avons transcrites sur des petits morceaux de papier, en ajoutant à chacune quelque chose de légèrement excessif, d'un peu haussé, quelque chose comme un *dièze*. Nous avons plié tous ces bouts de papier en quatre et nous les avons mis dans un chapeau ; après quoi, pour que notre pièce eût cette espèce d'inattendu saisissant qu'a la vie, cette incohérence et cette contradiction si philosophique qu'offre le théâtre de Maeterlinck, nous avons tiré du chapeau les formules, une à une, et nous les avons transcrites dans leur ordre de sortie...

Puis vient une charge de roman tolstoïen. Ici on trouve cette sorte de plaisanterie indépendante de la critique, cette espièglerie où les auteurs s'amusent et amusent le public le plus austère.

Le sujet même de ce récit de rédemption est une farce, à laquelle s'ajoute le comique de ces phrases longues mais simples, émaillées de mots d'argot français qui prennent sous la plume des auteurs un tel accent slave qu'ils semblent d'authentiques termes de la langue russe... bien qu'ils con-

cordent assez drôlement avec l'intrigue du récit pour ne pas laisser de longs doutes.

Cependant on s'y est trompé. Un candide admirateur de ces pastiches, ayant lu le poème à la manière de Mistral, ne put retenir, devant un parent de Charles Müller, l'expression de son émerveillement :

— Dites donc, — s'écria-t-il, — mais il est épatant, votre frère ! Je savais qu'il connaissait le russe, voilà maintenant qu'il parle le provençal !

Il est inutile de dire que, pas plus que de russe, les auteurs ne connaissaient un mot de provençal et que le provençal de *la Belle Clémenço* est purement imitatif.

Les auteurs de *A la manière de...* ne sont pas à court de trouvailles. Ayant choisi le thème d'un conte très connu de Maupassant, ils expliquent, dans une petite note, que le résumé de ce conte inédit avait été, après la mort de l'écrivain, découvert par les quatre meilleurs amis de Maupassant, affirment-ils : Dickens, Goncourt, Zola et Daudet. Ceux-ci se chargèrent de présenter au public cette nouvelle dont ils développèrent chacun un chapitre.

C'est l'histoire d'une dame de modeste condition qui, ayant perdu au bal une parure prêtée par une amie, dépense pour la remplacer tout ce qu'elle possède, vit ensuite dans la misère et apprend après des années que la parure prêtée était fausse. Qui a lu ce récit de Maupassant se rappelle que l'effet du conte porte entièrement sur le mot final.

Mais Dickens s'empare d'abord de la plume, qui s'attarde chez lui à des entortillements fastidieux de périphrases, avant de passer à Goncourt chez qui elle crée des substantifs et des verbes nouveaux, quand elle ne devient pas ce pinceau pointilliste qui met partout des taches de couleur. Et comme l'on croit lire du vrai Goncourt, mosaïque d'art, d'érudition, de psychologie, et que l'on goûte la préciosité nostalgique avec laquelle il décrit un paysage matinal, on tressaute soudain au juron de Zola qui entame le chapitre suivant. C'est l'exclamation que pousse le mari de l'étourdie.

Et suivent les violences à la manière de Zola : « Tant d'imbécillité le rendait fou... Toute l'âcreté de son sang vicié par un long atavisme bureaucratique lui remontant soudainement

à la peau, l'incendiait de rougeurs, le démangeait comme d'un millier de dartres cuisantes. »

Et les descriptions se suivent, non plus en touches légères ni en nuances choisies, mais fouillées avec le souci de la plus matérielle vérité. C'est tout l'aspect minutieusement observé qu'offre l'intérieur d'où le bien-être est parti avec la fatale parure.

Cette force qui, chez le romancier, semble vouloir éclater en chaque terme, se déchaîne dans la dernière phrase au point que toute la terre finit par être enveloppée dans la progression de l'humble détail qui commençait la période.

Enfin Alphonse Daudet termine le récit. Il survient avec son attendrissement, avec sa mélancolique gaîté, et aussi, au contraire de Zola, avec ses comparaisons qui diminuent par leur insignifiance l'objet comparé. Il nous raconte comment l'héroïne, un jour de beau temps, sortant avec son mari, rencontre son ancienne amie à qui elle avait rendu le bijou et comment, lui ayant fait le récit de ce que fut sa vie depuis ce moment-là, elle saute de joie en apprenant que le bijou prêté était faux :

« — Isidore, Isidore, nous sommes riches ! »

« C'est que la dure existence lui a donné l'habitude de compter. Elle calcule... Madame Forestier a reçu trente-neuf mille cinq cents francs de trop. Elle les rendra, etc... »

Ce n'est pas le Daudet amer, c'est l'auteur optimiste de *la Belle Nivernaise* qui trouve cette simple solution au détriment de l'effet final recherché par Maupassant.

D'autres pastiches défilent encore, d'autres auteurs qui furent goûtés du public ou décriés.

C'est Baudelaire, qu'on nous fit une loi d'admirer et auquel l'impartialité de l'auteur reproche « un peu trop d'application à épater le bourgeois ».

Par opposition, c'est Francis Jammes avec ce charme de simplicité où le critique voit une gaucherie appliquée.

Et voici qu'apparaissent les auteurs dramatiques modernes, avec leurs pantins, dont les pasticheurs rendent visibles les ficelles. La trame de ces pièces parodiques présente une intrigue presque originale et ferait croire à de vrais petits drames écrits par les auteurs mêmes que l'on raille, si de temps

en temps l'imprévu de la plaisanterie ne rappelait que ce sont les créations ironiques de l'esprit et de l'humour.

Tantôt c'est le théâtre de mœurs où l'émotion mise au second plan est à peine de l'emphase, et où la plupart des répliques ne sont que des sentences. Ainsi cette pièce où la fille-mère qui vient de donner le jour à un garçon s'exclame, « émue par l'instinct maternel » :

« — Cher petit amour !... Puisse-t-il vivre plus tard dans la société débarrassée des préjugés et basée sur le progrès et sur l'harmonie ! »

Ou bien c'est le théâtre de sentiment, qui veut toucher par un mot simple, humble, familier, plus que par le dénouement lui-même ; telle cette pièce où le rideau, avant de tomber sur l'accident mortel qui mettait fin au conflit amoureux, laisse aux personnages le temps de dire :

« — Une tasse de camomille?

« — Merci, rien, rien... »

Enfin c'est le théâtre de mœurs et de sentiments réunis en un même antagonisme d'ordre pécuniaire : l'un des plus caractéristiques de l'époque antérieure à la guerre.

Les auteurs de *A la manière de...* ont reproduit l'essence même de ce genre théâtral où les répliques luttent d'élégant cynisme.

Comme celles-ci :

« — Quinze cents louis? Quel matelas ! Comment paieras-tu?

« — Rien ne presse, j'ai perdu sur parole. »

Ou bien :

« — Il n'y a que toi qui puisses me tirer de là.

« — Comment?

« — Prends dans la caisse de ton mari.

« — Ça va de soi. Mais ce sera insuffisant. »

Ou encore :

« — Tu as bien un amant?

« — Parbleu... »

Certains des auteurs parodiés se vexèrent ; d'autres, au contraire, aimèrent de voir leur talent synthétisé par les critiques, au point de les solliciter ; d'autant plus qu'ils détenaient peut-être une assez puissante réserve de pensées personnelles pour que cette épreuve ne les dépouillât pas de leur

force. Mais il y en a certainement qui eussent été flattés d'écrire des phrases que leurs parodistes leur attribuent...

Souvent, lorsque Müller et Reboux veulent rendre jusqu'à la platitude d'un style, on croit voir sous la surface leur esprit briller et sourire, moqueur.

Et parfois aussi dans des pastiches descriptifs on trouve des images en même temps si nouvelles et si heureuses, qu'elles charment malgré l'incohérence, malgré l'exagération de la fantaisie. Par exemple, cette image d'une cité en décembre :

« Liverpool, ville accroupie comme un dragon et soufflant vers le morne éblouissement du brouillard son haleine obscure. »

Ou celle-ci d'un crépuscule d'hiver :

« Nulle autre pourpre alors sur la terre, que celle du feu. »

Ou encore cette bizarrerie :

« L'eau est un cristal liquide. Elle ressemble à la réalité que nous croyons connaître et que nous ignorons toujours. On se persuade qu'elle est incolore, on ne se doute pas qu'elle est bleue, verte, jaune, comme tous les salons qu'il faut traverser avant d'arriver à la maîtresse de maison. »

Pour finir de compulser cet ouvrage, voici un sonnet qui semble résumer tous les aspects de leur esprit si amusant, si imagé et si original : *le Câble*, à la manière de J.-M. de Heredia.

LE CABLE

Sur un lit onduleux d'algues aux lourds rameaux,
Dans un vallon marin de la verte Atlantide,
Le câble monstrueux qu'éclaire un jour livide
Se déroule tordant deux longs muscles jumeaux.

A son derme rugueux s'incrustent les émaux
Des conques où la mer dort un sommeil limpide ;
Et dans ce fil de chanvre et de laiton, rapide
Frissonne en sourds éclairs le passage des Mots !

Les grands requins béants et les horribles scombres
Des gouffres bleus d'en haut plongent aux gouffres sombres
En frôlant les fucus de leur ventre poli.

Et, parmi les coraux où s'enfouit le câble,
Ils s'étonnent, roulant leurs gros yeux pleins d'oubli,
De cet inerte et long serpent inexplicâble !

*
* *

Après *A la manière de...* parut *Mil neuf cent douze*, pièce satirique écrite par Charles Müller et Régis Gignoux, et représentée au théâtre des Arts.

Autant *A la manière de...* différait des autres parodies littéraires, autant cette revue aristophanesque différa des centaines de revues éphémères qui passaient sur les scènes de Paris. C'est aussi la société parisienne qui défile dans *Mil neuf cent douze*, mais si les spectacles dits « Revues » sont périssables et durent autant que leurs décors, *Mil neuf cent douze* reste l'étude d'une époque tout d'un coup abolie.

Cette pièce laissa à ceux qui l'ont vue le souvenir d'une brillante fantaisie, mais quelle plus grande clarté émane du livre ouvert !

En 1912, Charles Müller observait, avec son ironie aiguë, cet ensemble que présentait à ses yeux notre vie d'alors, ce continuel tournoiement sur place des diverses théories de gens qui constituaient la société parisienne.

Il songea à présenter sur une scène plus petite que celle qu'il contemplait et devant une assemblée de spectateurs moins nombreux mais plus attentifs, ces théories changées en tableaux. Il écrivit donc avec Régis Gignoux, chroniqueur spirituel et lettré, dramaturge applaudi, l'aventure de *Mil neuf cent douze* qui, sous l'aspect jeune et plein d'entrain d'un conscrit revenant du tirage au sort, son numéro au chapeau, traverse la société parisienne en compagnie d'Illusion, sa fiancée, vêtue de voiles légers et toujours divers sous le changement multicolore des projections : et devant la même robe qui semble si nombreuse, « 1912 » s'est écrié avec admiration :

« — Noble fille, si toutes tes robes t'appartiennent, tu dois être riche ! »

Les fiancés pénètrent d'abord dans l'un des plus grands salons où l'on cause... littérature : c'est un salon de couture. Critiques et auteurs dramatiques, employés de cette grande puissance, y parlent avec respect au cosmopolite patron. Celui-ci ne se gêne pas pour gourmander son personnel.

S'adressant au « critique » spécialement attaché à sa maison, il l'apostrophe de la sorte :

« — Vous connaissez la pièce qui est à la retouche au Français...

« — Oui, en trois robes et cinq manteaux...

« — Il faudra quatre robes pour placer ma dernière création. Voyez donc s'il n'y a pas, dans les rendus, une scène qu'on pourrait utiliser. »

Et le grand couturier, en des répliques spirituellement paradoxales, fait aux clients — « 1912 » et Illusion — la théorie du théâtre moderne, qui ne doit pas nuire aux toilettes des actrices en détournant sur le dialogue l'intérêt du public.

On voit ensuite le hall d'une Sorbonne pour jeunes filles du monde et de la moyenne bourgeoisie. Les auteurs ne manquent pas d'y ridiculiser une méthode d'enseignement dont le moindre défaut est de faire goûter à l'auditoire féminin moins les chefs-d'œuvre du théâtre classique que leurs interprètes en vogue.

Voici un des meilleurs tableaux de *Mil neuf cent douze* : « les Hommes d'Honneur ».

Cette conception particulière, qui tient moins de la dignité que de la vanité, y est justement représentée comme une sorte d'agression et de formalité à la fois.

Les deux « hommes d'honneur » cherchent à provoquer une dispute et par conséquent un duel, entre de paisibles passants qui sont « 1912 » et un bourgeois quelconque.

Dans le dialogue cérémonieux entre ces hommes d'honneur éclate, comme une lézarde qui découvre le milieu dont ils surgissent, une petite altercation en argot :

« — Alors vous persistez à soutenir que notre client est l'offensé?

« — Prouvez-moi le contraire.

« — Ah ! je te connais !

« — De quoi? Tu n'veux pas m'la faire !

« — A toi?

« — A moi.

« — Combien que t'es?

« — C'est une tarte?

« — Et celle-là?

« — Et celui-là?

« *1912* ». — Hé, là ! Messieurs !

« *Le Bourgeois.* — Voyons, voyons, voyons...

« *Illusion à « 1912 ».* — Laisse-les faire : tu vois bien qu'ils ont l'habitude. »

Et les deux compères, du ton le plus courtois :

« — Cher ami, ce n'est pas sérieux.

« — Le code est formel, etc... »

Vient ensuite un tableau allégorique : « la Famille », ou « les Mariages sont les affaires ». Les auteurs y font jouer les opérations de Bourse sous les traits de personnages comme Grand'Mère la Rente, le Gros Dividende, La Petite Épargne, Cousine Mine d'Or, et aussi « Illusion » à laquelle le Gros Dividende dit, au cours de la conversation :

« — Chère amie, vous avez compris que votre présence ici était indispensable... C'est gentil d'être venue. »

Ensuite, c'est « le Satyre » ou « les Dangers de la Vertu », où les auteurs démontrent comment l'exagération de la pudeur touche au libertinage, ou lui est un abri.

Un tableau politique maintenant : « Quarante ans de République », étude historique assez violente, abolie par l'ère nouvelle de l'Union Sacrée. Il est y indiqué, après une succession de discours prononcés par Léon Gambetta, Jules Ferry, Waldeck-Rousseau et certains hommes d'État contemporains, dont un mastroquet porte naturellement et tour à tour les traits, que la République, qu'elle soit opportuniste, modérée, radicale ou socialiste, reste toujours la même et rudoie avec persistance le « rural » comme le « prolo ».

Après cela c'est une sorte de fable moderne. Les animaux ont changé de langage depuis le XVIIe siècle. Ils accusent l'homme de leur avoir ravi tous leurs royaumes : le fond des eaux par les sous-marins, et les sous-sols par les métropolitains, la liberté des airs par les aéroplanes, les silences glacials ou torrides des pôles ou du Sahara par les expéditions et les explorations. Et le décor d'Afrique est tout désigné pour mettre en scène *les Coloniaux* et leurs discutables méthodes de pénétration, pacifique ou non.

Enfin un autre tableau, qui nous ramène à Paris, représente le salon officiel d'un grand journal. Les vedettes du jour, que poursuivent les interviewers armés de cinématographes-mitrailleuses, de stylographes-baïonnettes et de magnésium-

asphyxiant, arrivent hors d'haleine et croient y trouver un refuge ; mais c'est un piège. La horde des employés du journalisme sensationnel va procéder à l'interrogatoire de ses prisonniers : une actrice, un apache, un vieux savant, un ministre et deux souverains, et aussi les mariés du jour, « 1912 » et Illusion.

Quelques répliques :

Le vieux savant, protestant contre la violence faite à son indépendance, s'écrie :

« — C'est indigne ! c'est infâme !

« — Respectez la liberté de la presse », répond le général des journalistes.

A l'actrice, dépitée de voir son *interview* passer de la première page à la deuxième pour faire place à l'apache à la mode, on donne ce conseil :

« — Entendez-vous avec la publicité ! »

L'un des prisonniers est le Président de la République de l'époque... Le dernier que l'on interroge est Sa propre Majesté britannique. Le général s'excuse avec une certaine courtoisie de l'audace de ses émissaires, puis, annonçant une « sensationnelle conversation avec le roi d'Angleterre » :

« — Je me permets, sire, — dit-il, — de vous demander ce que vous pensez de notre journal.

« — Je pense, — répond le souverain avec une sérénité flegmatique, — que dans mon pays, il y a longtemps que vous seriez pendu. »

Et l'autre, sans se démonter, dicte à ses secrétaires :

« — Écrivez : « Humour... bonne grâce exquise... »

Le dernier tableau, qui ne fut pas représenté, est une éloquente défense de la liberté de penser et d'écrire.

Il clôt, sur une phrase qui nous semble aujourd'hui d'une mélancolie étrange et profonde, cette étude des mœurs contemporaines, et répand à la fin du livre une lumière qui, mieux encore que ne le fit la raie lumineuse de la rampe, souligne et éclaire cette satire, où tant de justice et d'âpreté éclatent sous les dehors charmants de l'esprit.

Saint François-de-Cour-d'Assises, dans lequel on reconnaît un journaliste connu, est emprisonné dans la Santé. Il consi-

dère enfin qu'il possède la vraie liberté, et dit à ses compagnons de geôle :

« — Vous êtes loin des contemporains, des hommes d'honneur, des pédagogues, des financiers, des couturiers, des politiciens, des coloniaux, des journalistes. Et vous avez le droit d'être loyal, d'être indulgent et d'être tendre... »

***

Enfin, voici le troisième livre : *Rikette aux Enfers*, écrit en collaboration avec Paul Reboux. Les auteurs ont dépeint, avec la même verve satirique, des mœurs plutôt que des personnalités plus ou moins parisiennes. C'est une mêlée trépidante, fiévreuse, où l'on rencontre tour à tour, et sans arrêt, des milliers de gens... Puis ayant traversé ce remous de cycles infernaux avec l'héroïne, on débouche sur la terre par la voie la plus directe : le métro, et l'on se retrouve dans Paris, le dernier cycle et le plus terrible.

Avant d'entreprendre avec Rikette la visite souterraine, lisons la préface composée à la manière de Gustave Flaubert et signée de son nom.

Sans doute l'aurait-il écrite lui-même s'il eût été contemporain des deux auteurs : l'esprit qui, avec une telle force, une telle étendue et une telle variété, a traité un sujet comme la tentation de saint Antoine, eût compris mieux que tous cette satire moderne et imagée où la philosophie a pris une forme si nouvelle.

Une phrase de cet e préface définit le caractère du livre : « Les bonshommes d aujourd'hui y sont stylisés comme les damnés des porches gothiques. » Et une autre phrase développe la même idée quand elle rappelle « les sculpteurs malicieux du xve siècle qui entassaient dans la cuve de Lucifer tout ce qui de leur temps déjà paraissait haïssable : l'Imposture, l'Orgueil, l'Envie ». Enfin, s'adressant aux auteurs, elle termine : « Vous y avez ajouté la Sottise, le Ridicule, la Laideur, la Platitude, les Faux Artistes, les Embêtements de la vie... »

L'intrigue de ce roman dialogué est composée d'une série de petites scènes que traverse l'héroïne. Celle-ci, la spectatrice,

la petite Parisienne Rikette, vêtue d'une gaze simple et légère, c'est-à-dire d'une robe de soirée, et ornée de bijoux, a commis l'imprudence de s'endormir au fond d'une loge d'Opéra, durant une représentation « mortellement » ennuyeuse. Elle est par erreur précipitée aux Enfers. Là on s'aperçoit aussitôt, en consultant la liste des arrivants, que son tour n'était pas venu ; toutefois, à sa demande d'être renvoyée sur terre, on se hâte de lui expliquer qu'il est absolument impossible de la satisfaire.

« — Nous sommes une administration, — dit Minos. — Logiquement, nous devrions vous congédier, mais administrativement nous ne le pouvons pas... Il faudra une enquête, des rapports... »

En attendant elle tâchera de se distraire, elle visitera les Enfers.

Au cours de cette visite, elle rencontre des célébrités de toutes sortes, qui, cycle par cycle, lui en font les honneurs.

Ainsi lui apparaît d'abord Louis de Rouvray, duc de Saint-Simon, avec ses rubans, ses dentelles et son épée, qui la guide dans le « cercle des personnes très bien ».

« Secrètement heureuse de connaître quels châtiments menacent les mondains, ses amis et amies », Rikette le suit, et assiste en effet aux supplices variés que la malice des auteurs de *A la manière de...* a réservés à cette catégorie d'inutiles et de snobs.

Après quoi Rikette se trouve soudain auprès d'un quai de marbre sous un clair de lune. On entend des sérénades. C'est Venise. Une gondole s'approche, conduite par Silvio Pellico. La Parisienne embarque et brusquement le grand jour se fait et dépouille le paysage de tout son prestige.

Rikette découvre une Venise pareille à quelque décor éphémère dressé pour une exposition universelle et que, six mois après la fermeture, les pluies hivernales auraient délavé.

Venise est punie « des sottises qu'elle a inspirées, du mal qu'on a fait en son nom ».

« Son eau si glorifiée, berceuse de sérénades, cette eau lyrique, complice, cette eau diaprée, supérieure à toutes, cette eau majuscule », apparaît pour la première fois telle

qu'elle était en réalité ! L'huile, le goudron, les chicorées jetées, les crabes convulsifs, les pelures — voilà ce qui faisait sa diaprure, son frisson, son odeur de poison subtil.

Rikette quitte Silvio Pellico sans regret, et sans oublier de lui donner un pourboire. Elle passe devant le Café des Élégants, où elle reconnaît tous les cercleux, les dictateurs du bon ton, punis dans leur goût vestimentaire par l'obligation de porter des habits ridicules...

Guidée par le marquis de Sade, elle visite successivement le Temple de la Mode, le Cercle de la Femme, y contemple « la Couturière, la Dame au petit chien, la vieille amoureuse ».

La voici chez les Grands Hommes. Reçue par l'abbé Jérôme Coignard, elle est conduite dans la salle des parlementaires, immense volière d'où s'élève un bruit assourdissant.

Elle passe chez les diplomates. Ils parlent aussi. Ils disent des phrases vides car « ils ont été par un sévère châtiment dépouillés de leur prestigieux mutisme ».

D'autres cycles s'ouvrent au passage de Rikette. Celui du progrès réservé aux « maniaques de la science moderne », les régimeux et les neurasthéniques, qui souffrirent de toutes les maladies lancées par la mode comme autant d'épidémies ; celui des fonctionnaires, parasites, image de l'infinité des petits emplois créés au fur et à mesure qu'augmente la multitude des fonctionnaires ; celui des Ésthéticiens réunis : arrivistes, peintres, romanciers, auteurs dramatiques, et jusqu'aux spectateurs des théâtres.

Après nous avoir fait franchir tous ces cycles en compagnie de Rikette, l'auteur qui, on se le rappelle, avait réservé le tableau final de son livre précédent, *Mil neuf cent douze*, au patronage de saint François-de-Cour-d'Assises, ramène un saint François à l'entrée d'un désert rocheux.

Ce saint François est libre. N'étant pas damné il peut circuler hors des murs de cette forteresse du péché, où il ne se trouve que par bonté d'âme, comme il l'explique à Rikette qui, le trouvant vêtu de sa robe de bure, s'étonne et s'exclame :

« — A qui se fier? On m'avait toujours assuré que vous étiez au Paradis !

« — Il faut vous avouer, ma fille, que dès mon arrivée au Paradis, je fus étrangement dépaysé. Tout le monde heureux,

tout le monde prospère, pas le plus petit moineau à embecquer ! Vraiment cela me donnait à croire que j'étais devenu inutile... »

Et saint François la conduit, à travers les derniers cercles infernaux, vers les limites du sombre domaine, quand soudain une odeur de soufre se répand et il s'enfuit épouvanté. Rikette demeure en présence du maître de l'Enfer, qui surgit.

Satan lui explique, avec une philosophie assez bonhomme, comment lui et ses sujets sont indispensables à la bonne administration de la Providence. Après un bref historique du monde avant la séparation du mal et du bien : « Je peux dire que la notion du Bien n'existe que par rapport au Mal, comme la grandeur par rapport à la petitesse et la lumière par rapport à l'ombre. »

Puis, l'escortant lui-même, il ouvre, au moyen d'un mécanisme secret, une porte basse ménagée dans la paroi de la caverne. Des escaliers, des couloirs sans fin...

« — Voici un autre escalier.

« — C'est le dernier?

« — Oh ! non, il y en a encore ! »

Marches innombrables, transition graduée vers la terre. Enfin au bout d'une galerie Rikette aperçoit une vague clarté.

« Par cette ouverture s'engouffrent des cris et des râles.

« Elle voit surgir autour d'elle des êtres possédés par une agitation fiévreuse. Ils courent, glissent, trébuchent, se précipitent, se heurtent. Soudain le flot tumultueux l'emporte, se rue vers un personnage à boutons de métal qui, muni d'un emporte-pièce, semble percer la main de chaque arrivant. »

Horde suffocante, explosions, tonnerre, sonneries, sifflets.

Une grille qui cède, une voûte au plafond blanc et aux côtés hideusement bariolés, ouverte par deux gueules béantes ; de l'une d'elles surgit un serpent où s'engouffrent ces êtres et Rikette aussi.

Puis de nouveaux escaliers la conduisent vers un nuage de poussière, elle franchit des fondrières, escalade des amoncellements rocailleux, glisse dans des plaques huileuses.

« — Où suis-je? » demande-t-elle à Satan qui lui répond :

« — Sur la Terre.

« — Ayez pitié de moi, n'ajoutez pas la raillerie à la torture. Que vous ai-je fait pour être ainsi punie?

« — Mais je ne raille pas. N'avez-vous pas reconnu tout à l'heure les couloirs du métro? »

Elle est à Paris et, indignée de se rendre à l'évidence, elle s'écrie :

« — Paris ! Voilà ce qu'on a fait de Paris ! Messire, je vous en conjure, ramenez-moi aux Enfers !... »

Quand on a refermé ce livre qui fit sourire souvent, on éprouve tout à coup cette sourde douleur de se dire que, publié peu de temps avant la guerre, il couronne une trilogie d'œuvres satiriques, dont la constante progression semblait présager la disparition de l'écrivain d'élite qui, sa tâche accomplie, excella dans sa mort comme il avait excellé dans sa vie. Ce Paris qu'il railla lui est aujourd'hui si indifférent ! Et s'il revoit la ville où il vivait et s'il songe qu'il se mêlait à l'existence de notre terre, il doit se ressouvenir et rester mélancolique devant notre monde, comme on resterait devant une chambre ouverte dont on aurait retrouvé par hasard la clef après des années, et où l'aspect des choses connues, mais dont on ne fait plus usage, frappe d'une tristesse indicible...

***

D'autres ouvrages, qui ne sont pas satiriques mais qui sont toujours pleins d'esprit, furent écrits par Charles Müller et ses collaborateurs. Une seule œuvre existe, qu'il a écrite seul, et celle-ci n'a pas encore paru. Nous en reparlerons plus loin. De celles qui sont publiées une des plus belles est *Maison de Danses*.

Bien que le roman de Reboux et la pièce de Charles Müller aient pris une voie différente, cette double œuvre qui porte le même titre est une sorte de collaboration des deux auteurs.

Ensemble ils firent le voyage d'Espagne pour donner à cette étude toute sa véhémence, sa variété et sa chaleur.

C'est, on le sait, l'histoire d'une jeune danseuse espagnole, dont la route solitaire traverse les voies d'autres destinées, qu'elle brise à cause de sa beauté, de son esprit, de sa grâce et de sa perfidie.

On connaît le beau roman qu'en fit Reboux, dont le talent descriptif, souple et nuancé, sait passer, des plus vives couleurs d'Espagne avec lesquelles il peint ses images, à l'invisible état d'âme de ses personnages.

Dans l'œuvre de Charles Müller les descriptions se rangent en décors autour de quatre actes, et l'âme passionnée de l'Espagne se détache en phrases brèves et profondes. L'esprit y brille à la manière de l'écrivain, cette manière nette dans la raillerie, concise dans la passion, et qui en fait la raillerie plus imprévue, la passion plus vive : qui fait apparaître neuves, comme si nous les entendions pour la première fois, des idées d'un sens éternel.

***

S. O. S. est une pièce en deux actes écrite en collaboration avec Maurice Level, et inspirée par la catastrophe où sombra le *Titanic* voilà trois ans : tableau rapide, minutieusement vécu, remarquablement scénique, d'un drame de jalousie éclatant dans les cabines habitées par des gens bien élevés, chez lesquels le péril imminent éveille soudain la bête originelle, féroce et lâche...

***

Nous avons parlé du « journal de voyage » rédigé par Charles Müller pendant un séjour aux Indes, en 1910 et 1911[1].

Il avait été adjoint à la mission de son ami, M. Victor Goloubeff, le mécène éclairé et le très savant spécialiste de l'art oriental et du *quattrocento*. Ce voyage, qui sera précieux pour les lettres françaises lorsque l'ouvrage mentionné paraîtra en librairie, eut des résultats fructueux pour ceux qui aiment à rechercher, dans la terre natale de l'humanité, les manifestations d'un art millénaire et son influence toujours vivace sur la civilisation occidentale.

De retour, Charles Müller ne nous a pas révélé la vision de ces contrées. Il en garda secret le mirage au fond de ses yeux — si pensifs quand ils semblaient railler. Mais quand

1. L'an dernier, lors de l'attribution du prix de littérature, l'Académie française décerna à Charles Müller, par un hommage posthume, l'une de ses plus hautes récompenses : le prix Monbinne.

ce livre encore clos pour nous sera répandu par milliers et que nous l'ouvrirons, ce sera comme un rideau levé tout à coup sur cette terre ensoleillée.

Il semble que l'écrivain qui percevait toute chose de manière plus rapide, plus aiguë, plus juste, plus complète, ait été parmi d'autres appelé par cette terre orientale pour en rapporter les aspects à notre Occident.

Il ne nous appartient pas de faire l'étude d'une œuvre qui n'est pas encore livrée au public. Mais sur la route merveilleuse qui y est décrite, nous recueillerons quelques fragments précieux, à travers les prismes desquels on peut contempler le mirage de ces récits encore inconnus.

Voici, pour ceux qui ignorèrent la menue tendresse dont était capable son grand cœur, un tableau d'un sentiment si délicat, si poétique :

LES HIRONDELLES

(A bord du *Mantua*.)

Durant l'après-midi, petit incident très gentil. Un vol d'hirondelles s'est abattu sur le navire. Elles avaient quitté la France un peu après nous pour gagner la chaude Afrique. Mais le trajet est bien long pour beaucoup d'entre elles. Heureusement, le *Mantua* s'est trouvé là. Les pauvres petites bêtes étaient tellement harassées qu'elles restaient immobiles à l'endroit du navire où les abattait leur élan éperdu vers le refuge. Notre voisin de cabine en a trouvé deux côte à côte sur son oreiller. J'en ai cueilli une sur un cordage et l'ai réchauffée entre mes mains. Elle se laissait caresser en fermant les yeux, comme un enfant qui a très sommeil. G... et moi l'avons mise sur des roses qui nous accompagnent depuis Marseille. Elle est restée perchée bien sagement sur le bouquet. Le lendemain matin, elle s'était de nouveau envolée. J'espère qu'elle dort à cette heure, sauvée du naufrage et bien à l'abri dans quelque nid tiède du Mokattam.

Et tout près de l'Inde, quand la mer semblait s'attiédir heure par heure, voici sa première impression sur la brise qui lui révélait la côte, invisible encore :

EFFLUVES DE L'INDE

A quatre heures du matin, nous passons de nos cabines sur le deck, et là, le torse nu et moite dans le pyjama entr'ouvert, je hume la brise matinale, la première brise d'Asie.

Voilà déjà que cette brise n'a plus du tout la même nature que celle de l'occident. Elle est tiède et moelleuse, comme épaissie d'effluves. Elle apporte, avec le goût de la terre, une odeur nouvelle, une étrange odeur à la fois âcre, douce et musquée. Cette odeur-là fait partie de ces choses caractéristiques qu'on ne connaît d'un pays que pendant quelques heures. Demain, j'aurai cessé de sentir ce parfum, comme j'aurai cessé de discerner bien des spectacles pourtant essentiels et particuliers à la couleur du pays. J'ai demandé d'où venait cette odeur. Les uns disent : des indigènes ; les autres : des bœufs musqués ; les autres : des cafards. Car il y a des cafards à Bombay en quantité. Ils sont très exactement gros comme des souris de belle taille et se fourrent partout. Noirs, gras et nauséabonds, ils font très mauvais effet dans le tiroir où on les découvre entre les chemises et les mouchoirs. Tous les meubles de bois sont imprégnés de leur arome. Il entre peut-être, en effet, dans la composition de cette curieuse brise exotique. Mais je crois qu'il n'en est qu'un élément et qu'elle résume toutes les essences d'un pays où tout, le sol, la flore, la faune et l'humanité, est si différent de ce que nous connaissons.

***

Maintenant, quelques traits de sa vie — cette vie si brève comparée à ce que faisait attendre une si intense vitalité.

Charles Müller est né à Elbeuf en 1877, un dimanche de mai. Élevé dans une famille d'écrivains et d'artistes, il s'ouvrit naturellement et sans effort aux plus hautes manifestations de la culture française, servie chez lui par un goût sûr et fin, une mémoire exceptionnelle, le don du style et une fantaisie perpétuellement jeune et variée.

Adolescent, il fut tel qu'il devait être plus tard. Le lycée Corneille de Rouen le compta parmi ses plus brillants lauréats. En effet, son intelligence, si facilement active, le mit toujours au-dessus de tous avec cette supériorité aisée, cet équilibre calme qu'il devait à des ressources physiques égales à sa puissance intellectuelle : il excellait dans tous les sports. Dès ce moment aussi, la profondeur de son cœur se cachait sous cette fantaisie joyeuse qui fit de lui le plus espiègle des étudiants — et plus tard le plus spirituel des critiques.

Elles sont rares les pages où se dévoila son âme pensive, et là encore apparaît la réserve qu'il mettait dans ses paroles. Nous avons pu feuilleter un carnet de poésies daté de 1896, que lui-même sans doute avait oublié. En tout cas il n'en parla

jamais, peut-être parce que certaines de ces œuvres de jeunesse lui paraissaient trop « datées », peut-être parce qu'il dédaignait de laisser connaître son âme.

En 1898, appelé à faire son service militaire à Rouen, il rencontra Reboux, et leurs intelligences, qui se doublaient par l'ironie fine et le sens du comique, se complétèrent par leurs différences. Alors se scella entre eux une amitié d'où devait sortir la collaboration la plus fidèle.

Lorsqu'il eut terminé son service militaire, les passions politiques sollicitèrent sa jeunesse forte et généreuse. Il fut parmi les plus ardents des républicains. Puis le conflit qui déchirait alors notre pays s'apaisa peu à peu. Charles Müller avait perdu son enthousiasme combatif. Les lettres l'attiraient. La politique n'était-elle pas dès lors effacée en lui par son destin qui était de se donner plus tard pour tout son pays, sans nuance de parti?

Seulement, il resta épris de liberté et d'équité, et appliqua ses idées dans des pratiques d'obligeance éclairée à l'égard des jeunes écrivains ou artistes, et d'énergie pour défendre ceux-ci lorsqu'ils se trouvaient en présence d'une menace d'injustice.

En 1902, il quitta la Normandie pour venir à Paris. C'est de cette année-là que date la collaboration des deux amis, commencée par *Maison de Danses*.

L'histoire de sa vie jusqu'en 1910 est écrite dans sa carrière d'écrivain qui, par la seule force du talent, du courage et de la probité, acquit la notoriété du meilleur aloi et la sympathie unanime...

En octobre 1910, il s'en fut accomplir son voyage aux Indes. Ses lettres, à défaut de son journal, nous apprennent quel fut son trajet, et par ce courrier lointain, nous pouvons le suivre encore aujourd'hui dans le passé.

On ne sait plus si on doit sourire ou laisser enfin la douleur envahir le cœur lorsqu'on lit ces phrases pleines de vie, si légères, si insoucieuses, qui naissent sans cesse sous sa plume hâtive, avec des jeux de mots qui n'appartenaient qu'à lui.

Au sortir de Bombay, la caravane de la mission remonte vers l'Himalaya, fastueusement reçue par les rajahs qui orga-

nisent en l'honneur de ces deux Parisiens des fêtes royales. De ces chasses grandioses où des armées de rabatteurs et des centaines de chevaux défilaient sans interruption dans la montagne, Charles Müller ne garda pas que la féerique image. Il était un tireur incomparable, et rapporta en France les peaux sombres des ours qu'il avait tués et les dépouilles éclatantes des paons sauvages, longtemps poursuivis à travers les ramures.

Puis c'est le Cachemire, la descente vers Bénarès et les villes sacrées le long du fleuve de fièvre et d'or, jusqu'au delta ; et, après les falaises sculptées de la côte de Coromandel, l'achèvement du voyage à Ceylan, « prodigieux de verdure, de fraîcheur, de fruits, de fleurs » !

Ses lettres, écrites à ses amis, de ce style qui, dans la fantaisie et la plus grande hâte, conserve la plus pure correction classique, demeurent avec leur verve et leur vie, enfermées dans le coffret mystérieux du passé, du culte et du souvenir où elles semblent garder un parfum enivrant mais austère comme celui des fumées de l'encens.

***

Dès qu'il revint à Paris, Charles Müller donna le concours de son activité au *Journal*. Dans ces fonctions, qu'il occupait encore le 31 juillet 1914, il se révéla un journaliste d'une culture quasi universelle, un initiateur énergique et hardi, un confrère d'une conscience scrupuleuse et d'une obligeance telle qu'il n'est peut-être pas à l'heure actuelle de jeune écrivain ou artiste qui ne lui doive quelque chose de son talent ou de son avenir.

Quelles que fussent les questions soumises à sa compétence, il se montrait également averti en nouveautés scientifiques ou médicales, en études historiques ou littéraires, en fantaisie humoristique et artistique.

Il s'imposait avec une sorte d'indifférence. Sa critique faite d'observation profonde était sans ostentation, sa joie était mesurée mais elle communiquait aux autres l'enthousiasme. Sa seule présence lui donnait de l'autorité et l'originalité de sa pensée la rendait inlassablement attirante.

Le prestige des pays exotiques qu'il avait vus formait une sorte de décor lointain devant lequel il nous apparaissait ; son ample érudition, son esprit de toutes les heures, sa richesse de fantaisie étaient servis par un don de parole si brillant que lorsqu'on y songe aujourd'hui, on voudrait recueillir tout ce qu'il a dit, tout ce qu'il aurait dit encore...

Si nous avions su autrefois le secret du destin, il y en a tant parmi nous qui eussent dit leur admiration! Mais nous allons dans les ténèbres de la vie, levant de notre main un flambeau si faible qu'il éclaire à peine nos pas ! Le printemps qui précéda la guerre, pendant que la sève des arbres montait aux branches et que les grains s'ouvraient dans la terre pour les moissons futures, tout se préparait aussi dans la destinée de l'humanité! Mais rien de cela ne parvenait jusqu'à l'ivresse et à la joie de l'époque où nous vivions. Nous étions faits à ce Paris brûlé des lumières d'une perpétuelle fête nocturne, et nous ne prenions pas garde que la paix était une fête de tous les jours qui jonchait les rues de toutes les villes de branchettes vertes d'oliviers.

Il est vain de souhaiter que la guerre n'ait pas été et que Müller revive; on regrette en vain d'avoir mesuré l'admiration qu'il inspirait. Ceux que sa froideur déroutait l'ont aimé d'une façon latente avec la sympathie que l'on porte au fond de l'âme et qui n'a aucun besoin d'expression.

Müller savait qu'il ne devait rien déceler au monde pour le temps si bref qui lui était donné de traverser notre multitude. Il avait peut-être entrevu le destin qui le devançait de quelques pas et posait au bout de sa route le dernier jalon drapé des trois couleurs. C'est pour cela qu'il cherchait déjà à nous décevoir comme les esprits cherchent à décevoir ceux qui tentent de les approcher.

*
* *

Voici le trait final de sa vie.

A la fin de juillet 1914, Charles Müller s'était éloigné de Paris et se reposait dans une île près de Pampol. Il y était si loin de nous et presque si seul, qu'il semblait s'y recueillir dans une dernière halte.

Alors la guerre lança son appel à travers la France, et il

partit comme sergent. Dès qu'il fut au combat, il brilla comme il devait briller partout; seulement ce fut avec l'intensité du suprême éclat.

Un fait d'armes glorieux lui valut bientôt d'être promu sous-lieutenant.

C'était en Belgique, à Antoing, où il était arrivé le 23 août avec sa division d'infanterie territoriale. Le bataillon, situé à l'extrême aile gauche de notre armée, se trouva inopinément sous le feu d'un ennemi vingt fois plus nombreux. Tous les officiers étaient tombés, tués ou blessés. Les hommes, débandés, allaient céder, compromettant le sort de l'aile tout entière, quand le sergent Charles Müller, par la vertu de son autorité et de l'amour qu'il avait su leur inspirer, les rallia ; alors, espaçant leur petit nombre sur une très grande étendue, il leur commanda de brûler leurs cartouches sans arrêt, pour que le bruit des armes multiplié fît croire à l'ennemi que plusieurs régiments lui résistaient. Puis, ayant tenu le temps nécessaire, il sut diriger la retraite avec une telle expérience de stratège, tant d'abnégation héroïque et de sollicitude envers ses hommes, que le souvenir, après une année, en est pieusement gardé parmi eux : chaque jour une offrande renouvelée vient orner sa tombe dans le cimetière d'Amiens.

S'il accepta, avec tous les jeunes hommes de France, de lutter pour son pays, c'était pour se donner sans mesure, pour accomplir le plus haut devoir, d'un coup surhumain. Et l'on peut dire que sa résistance sur ce point critique, en ces jours sombres de Belgique, pesa assez lourdement sur la ruée allemande qui nous débordait, pour ajourner une retraite dont la précipitation aurait été fatale.

Il n'en tira nulle vanité personnelle. Tout ce que l'on en sait a été appris depuis peu. Lui, avec le tact d'un homme d'éducation parfaite, assumait sans gloriole les tâches les plus périlleuses.

Pendant un mois encore il prit part à plusieurs actions et manifesta toujours le plus grand courage, quand, le 26 septembre, il fut frappé à Longueval, près d'Albert. Son nom fut porté à l'ordre de l'armée par une citation dont voici le texte : « Officier brave, énergique et plein d'entrain. S'est signalé comme sergent, les 23 et 24 août 1914, à Antoing et

à Orchies, en tenant courageusement tête à des patrouilles allemandes. Nommé sous-lieutenant pour sa belle conduite, a été mortellement blessé le 26 septembre 1914, à Longueval, au moment où, debout à un point balayé par la mitraille, il rassemblait sa section un instant dispersée. »

Les circonstances de cet événement douloureux ont été rapportées fidèlement et avec émotion par un ancien condisciple de Charles Müller, appartenant au même régiment que lui, le sous-lieutenant Bennetot.

« ... Je le vois encore, grand, solide, dominant de sa haute taille tous les pauvres êtres harassés qui l'entouraient. Il n'y avait plus qu'un sac dans toute la compagnie, c'était Charles qui le portait... Nommé sous-lieutenant d'une compagnie quelque temps après, Charles a été adoré de tout le monde. Il n'était pas militaire pour deux sous, tu le sais. Mais il avait l'âme d'un chef. Insouciant devant le danger, il gardait tout son sang-froid et savait à merveille se faire obéir. Comme il avait en outre pour tous la bonté que tu lui as connue, on se serait jeté au feu pour lui.

» Le 26 septembre, nous étions à côté l'un de l'autre, non loin du village de Longueval. Depuis quelques jours, nous nous rendions compte qu'on cherchait le contact de l'ennemi, mais nous le croyions encore bien loin. Des coups de fusil, cependant, partent des premières maisons de Longueval et nous apprenons que le colonel du 22e qui nous précédait vient de tomber blessé. On prend ses dispositions... un peu tard, et quelque temps après, nous pénétrions dans Longueval. Notre régiment — réduit ce jour-là à deux bataillons — fut chargé d'enlever le village voisin de Ginchy. Le 2e bataillon se déploya immédiatement. Le 3e, auquel nous appartenions, resta massé à la sortie de Longueval dans les rues, ce qui constituait au moins une imprudence. Quelque temps après, un taube, en effet, venait planer au-dessus de notre tête et l'artillerie allemande ouvrait le feu sur nous. Notre compagnie eut la guigne. Le premier 105 fusant qui tomba vint exploser juste au-dessus de nos têtes. Charles était assis sur un sac à côté de moi; Henri Le Picard, de Rouen, était de l'autre côté. Des hommes furent touchés, mais Charles était indemne. Il fallait aviser immédiatement à préserver les

hommes. Sans se soucier du danger, Charles se leva et vint jusqu'à la rue pour rassembler les hommes qui se trouvaient là et les faire abriter dans l'un des bâtiments d'une ferme dont la barrière était ouverte non loin de l'endroit où nous nous trouvions. Au moment même où il faisait passer sa section devant lui pour se rendre à la ferme en question, un second obus vint balayer la route et un éclat l'atteignit à la hauteur de l'épaule. Il tomba sans que je me sois rendu compte de sa chute. Ce ne fut que quelque temps après que j'ai appris qu'il avait été blessé. Le lendemain ou le surlendemain, j'apprenais sa mort.

» ... Il y a, dans le secteur de la 10e à Hébuterne, une tranchée que, d'un commun accord, nous avons appelée la tranchée Charles Müller. Tu peux être tranquille, celle-là sera bien défendue. »

Ceux qui, à Amiens, ont essayé en vain de l'arracher à la mort, ont dit de lui que son attitude fut jusqu'à la fin celle d'un héros. Et ceux qui plus tard, dans la chapelle, ont pour la dernière fois contemplé son apparence terrestre, ne pourront l'oublier. La tête lumineuse renversée, le corps enveloppé de toiles, et sans armes et sans l'étincellement des métaux, il semblait cependant la statue d'un héros couché dans son armure.

On comprit alors que cette dernière lumière était celle que l'on avait si longtemps cru entrevoir à ses côtés, en ces temps lointains où il nous charmait tous et gardait son cœur secret.

***

Il est déjà du passé, Charles Müller, de cette époque où la fête et la joie touchaient à leur dernier degré d'éclat, pour éteindre tout à coup leurs lumières dans une aube silencieuse. Ceux qui suivront songeront pieusement à la légende héroïque de ce jeune homme. Maintenant la distance de lui à nous devient jour par jour plus grande dans l'abîme de l'univers.

Et nul ne saura ce que durant sa vie, il pensa de ceux qui l'approchaient.

ALICE ORIENT

FONTENOY-SUR-MOSELLE

(22 JANVIER 1871)

Les lignes de communication dont Napoléon 1er préconisa formellement le maintien, au point de lui attribuer « le secret de la guerre », se résument aujourd'hui dans les voies ferrées, là où il en existe.

Les Français ne surent pas les utiliser en 1870-1871 ; ils ne profitèrent même pas de l'exemple que leur donnèrent les Allemands. La réflexion ne vint que plus tard : nos compagnies de chemins de fer et nos corps de troupes spéciaux ont fait leurs preuves pendant l'année écoulée.

Toute armée est un lieu de consommation : de l'arrière, elle doit recevoir régulièrement, pour n'être point arrêtée dans sa marche ou contrariée dans ses opérations, vivres à titre complémentaire, munitions, hommes et chevaux destinés à combler les vides produits, matériel de remplacement ; sur l'arrière, il faut, puisque sa mobilité est aussi à ce prix, qu'elle puisse expédier toutes ses non-valeurs. Ce double mouvement de va-et-vient est indispensable.

Au cours des opérations, la préoccupation de chacun des deux partis est identique : conserver ses propres communications, menacer celles de l'adversaire.

Il est à peine besoin d'ajouter que l'importance de la liberté des communications est directement proportionnelle aux

effectifs considérés et que, plus une voie ferrée est longue, plus elle possède d'ouvrages d'art tout désignés aux tentatives de rupture de l'ennemi.

La mémorable guerre de Sécession des États-Unis offre toujours à notre imitation de remarquables exemples, auxquels le nom du général Sherman demeure attaché, de destruction et de restauration des voies ferrées. Il conviendra de s'en inspirer lorsque la guerre de mouvements, qui seule procure des résultats décisifs, aura succédé avantageusement pour les Français et Anglais à la guerre de siège actuelle.

C'est dans cette prévision que nous croyons utile de rappeler l'attention sur un fait de guerre remontant à bientôt quarante-cinq ans ; il est quelque peu oublié, quoique remarquable entre tous, sous le quadruple rapport de la préparation, de la direction, de l'exécution et du plein succès : ce souvenir réconfortant concerne la destruction du pont de Fontenoy-sur-Moselle, opérée le 22 janvier 1871.

*
* *

Lorsque le maréchal de Mac-Mahon dut battre en retraite sur Châlons, après avoir perdu la bataille de Frœschwiller, il commit la faute de ne point faire mettre hors de service un des tunnels, — celui d'Hommarting notamment, — par lesquels passe la voie ferrée faisant communiquer l'Alsace avec la Lorraine ; les Allemands purent donc s'en servir. Plus tard, lorsque Paris fut investi, la nécessité de leur interdire l'utilisation de cette ligne apparut à bien des esprits. Il eût fallu s'y prendre de bonne heure ; mais le gouvernement de la Défense nationale avait une rude besogne et la région de l'Est était occupée par l'ennemi : les canons de siège purent donc arriver devant Paris. Cependant, l'idée progressa peu à peu.

Le problème à résoudre était restreint; car, des trois lignes ferrées convergeant du Rhin vers Paris, la médiane qui est la plus courte s'imposait : partant de Strasbourg, elle desservait Nancy, Toul, Commercy, Châlons-sur-Marne et Épernay; les Allemands ne disposèrent que de cette ligne pour satisfaire,

non seulement à tous les besoins de leurs armées, mais encore, — comme ils l'ont déclaré eux-mêmes [1], — au transport du matériel énorme qu'exigeait le siège régulier de Paris.

Limitée, comme il suffit, à la section de Nancy-Commercy [2], longue de 58 kilomètres seulement, la ligne possédait six ouvrages d'art pouvant être détruits : le pont de Frouard, situé à 8 kilomètres de Nancy ; le souterrain de Liverdun, long de 500 mètres et le pont-canal ; le pont de Fontenoy-sur-Moselle, situé à mi-distance de Liverdun et de Toul ; le tunnel de Foug, long de 1 120 mètres, distant de Toul de 7 kilomètres et, à moins de 8 kilomètres de Commercy, le pont de Ville-Issey.

La désignation du point où s'exécuterait la destruction projetée était délicate ; toutefois, on a trop oublié que, dès les premiers jours du mois d'août 1870, — dans une réunion militaire tenue à Toul, — un modeste chef de la section de chemin de fer Frouard-Commercy, Alexandre, affirma sa préférence pour Fontenoy, dont il connaissait le dispositif de mine. Plus tard, le 16 janvier 1871, il maintint cette opinion [3].

Au commencement de septembre, une forte colonne fut bien envoyée de Langres sur Vaucouleurs, mais il fallut la rappeler lorsqu'on connut le désastre de Sedan. La capitulation de Toul fit avorter, le 23 septembre, un autre projet pour lequel le préfet de la Haute-Marne avait obtenu, non sans peine, du général Arbellot, commandant supérieur de Langres, 600 kilogrammes de poudre, dont on dut enterrer les barils à Autreville.

Au commencement d'octobre, George, préfet des Vosges, renseigné aussi par Alexandre, se rendit à Tours et y obtint relativement gain de cause ; cette fois encore, la nouvelle de

1. *Récit du Grand État-Major prussien*, 2e partie, p. 200.

2. Nous écartons la section Strasbourg-Nancy, longue de 150 kilomètres, malgré l'importance des tunnels de Lutzelbourg et d'Hommarting, ou d'Arschwiller, long de 2 678 mètres, parce que la surveillance des Allemands s'y exerçait alors trop activement.

3. La bifurcation des deux lignes de Forbach et de Strasbourg se trouvant à l'est de Foug et du pont de Fontenoy, la destruction d'un de ces ouvrages devait intercepter toute communication par voie ferrée entre l'Allemagne et Paris.

la capitulation de Metz imposa l'attente et remit tout en question.

Il est donc établi que le courant était favorable à une tentative sérieuse ; il n'est pas étonnant toutefois que l'idée ait pris corps beaucoup plus tard qu'on pouvait le supposer : le commandant de Langres avait des préoccupations et des devoirs différents ; à Tours, on se désintéressa quelque peu de la question.

***

L'honneur revient à des patriotes vosgiens et aux officiers qui leur apportèrent un si précieux concours, d'être parvenus, grâce à leur ténacité et à leur entente, à surmonter les difficultés sérieuses qui se succédèrent pendant plus de deux mois.

Créé le 9 novembre 1870, sous la présidence de Victor Martin, sous-préfet de Neufchâteau, — dont la santé était délicate, mais dont l'énergie ne faiblit jamais, — le comité de défense du département des Vosges comprit, dès le début, des Vosgiens connaissant bien le pays et rompus, par leurs professions, au maniement des hommes : Rollin, Goupil, piqueurs au chemin de fer de l'Est ; Tissot, maître-charpentier. Victor Frogier de Pontlevoy, un autre des membres, était le frère d'un ami de Gambetta qui l'avait gardé comme collaborateur, Paul, chef de bataillon du génie, qui facilita beaucoup les démarches faites à Tours. Plus tard, le comité s'adjoignit l'ingénieur Loisant, le négociant Simonin, et Kronberg, employé au chemin de fer.

Mais les soldats manquaient, car le comité ne recruta d'abord que quelques volontaires. Le 27 novembre, il eut la bonne fortune d'entrer en relations, à Lamarche [1], avec un jeune officier qui, accompagné d'anciens soldats enrôlés à Langres, était destiné à devenir peu à peu l'âme du futur bataillon des « Chasseurs des Vosges » [2] dont il forma le noyau.

1. Chef-lieu du département des Vosges, situé à environ 50 kilomètres de Langres.

2. On l'a aussi appelé « Avant-Garde de la Délivrance ».

Agé de vingt-quatre ans, le lieutenant Coumès, un des blessés de Metz, était arrivé, le 16 novembre, à Langres. Séduit par son ardeur, par sa juvénile confiance et par la vivacité d'un esprit cultivé, le général Arbellot l'avait bien accueilli; il l'avait autorisé à former une compagnie franche d'environ 150 hommes; puis il l'avait chargé, vu le manque de cavalerie, de battre l'estrade autour de la place. Gradés et soldats de l'armée active, pour la plupart Lorrains et Alsaciens, avaient répondu en grand nombre à l'appel d'un chef qui leur inspirait confiance.

Un ex-caporal fourrier à l'administration des convoyeurs de Metz, Bernard, qui avait guerroyé en Italie et au Mexique, était arrivé à Lamarche, avec le grade de capitaine à titre auxiliaire obtenu à Tours, où il avait commis la faute grave de se présenter comme un ancien lieutenant [1]; il forma à son tour une compagnie; un autre capitaine improvisé, Mallière, fit de même. Le général Arbellot céda Coumès à Martin qui disposa d'un précieux auxiliaire, partisan convaincu, dès le début, de la nécessité de détruire la voie ferrée, de préférence au pont de Fontenoy-sur-Moselle.

Ainsi qu'il était à la fois convenable et utile, Coumès se regarda toujours comme dépendant du commandant supérieur de Langres ; aussi joua-t-il le rôle d'un précieux intermédiaire dont l'influence devait être naturellement plus grande que celle de l'excellent Victor Martin, d'ailleurs digne de toute estime.

Les Chasseurs des Vosges révélèrent leur existence aux Allemands, dans la première quinzaine de décembre, par trois actions de vigueur d'inégale importance.

Le 2, Coumès donna une preuve de son esprit de décision et de sa bravoure. En tournée de recrutement avec 8 hommes seulement, il n'hésita pas à attaquer par surprise, à Contrexéville, un détachement allemand fort d'une vingtaine d'hommes qu'il suivait depuis Vittel; il captura le feldwebel, son chef, 3 sous-officiers et 13 soldats disposant encore de 600 cartouches.

Pendant que Coumès était à Langres, où il avait été con-

1. Bernard était illettré, mais d'une bravoure incontestable.

duire ses prisonniers, le capitaine Bernard fut informé que les Allemands, au nombre d'environ 600, se dirigeaient vers Lamarche ; virilement, il résolut de les prévenir, bien qu'il ne disposât que de 150 hommes environ, soldats, volontaires et gardes nationaux. Dans la nuit du 8 au 9, il surprenait l'ennemi à Dombrot-le-Sec [1] et ne se retirait, à l'approche du jour, qu'après lui avoir mis une soixantaine d'hommes hors de combat. Bernard, qui, d'ailleurs, ne s'était pas ménagé, avait été bien secondé par un brave, le garde général des forêts Rambaux. Les gardes forestiers du département des Vosges avaient été, en effet, réquisitionnés par Victor Martin et mis à la disposition du comité. Comme ils n'avaient pas le droit de sortir du département, Rambaux, après avoir cédé leur commandement à son collègue Loppinet, se fit accepter comme lieutenant dans la compagnie Mallière et sut y marquer sa place.

Le 11, enfin, les Chasseurs des Vosges livrèrent à l'est de Lamarche un combat dont le lieutenant Coumès avait indiqué les grandes lignes. Pendant quatre heures environ, 300 Chasseurs des Vosges et bourgeois soutinrent honorablement le choc d'un corps ennemi évalué à 1 500 fantassins, 50 cavaliers, et disposant de 5 canons. Lorsqu'ils durent céder devant le nombre, après avoir eu 30 hommes hors de combat, dont 3 morts, la retraite s'opéra régulièrement, en traversant Lamarche où l'ennemi n'osa pénétrer qu'une heure plus tard pour en repartir précipitamment le lendemain matin.

Cette retraite prit fin à six kilomètres seulement de là, dans la forêt de la Boëne où, depuis le 29 novembre, avait été préparé, par les soins du comité, sur le plateau du Crochot, un camp de refuge et d'instruction : on avait fait des pertes sensibles et consommé bien des munitions difficiles à remplacer ; il convenait, en outre, de se faire oublier et surtout de ne pas perdre de vue le but pour lequel le bataillon avait été créé.

D'un abord assez difficile, ce camp avait une enceinte palissadée et était protégé par quelques petits ouvrages de fortification.

1. Dombrot-le-Sec se trouve à 34 kilomètres de Neufchâteau.

C'est là, dit Coumès, que le corps de Partisans devait achever la préparation morale et matérielle des moyens propres à l'accomplissement de l'entreprise projetée sur la ligne du chemin de fer de Strasbourg-Paris. On s'occupa notamment d'accroître l'effectif combattant, non seulement en vue de la formation d'une colonne expéditionnaire, mais encore dans le but de pouvoir assurer d'une manière convenable les derrières de cette colonne [1].

La compagnie Mallière se formait lorsque, le 16 décembre, un ancien sergent-major qui avait servi en Algérie et en Italie, le conducteur des Ponts et Chaussées Adamistre, ex-capitaine de la garde nationale de Bains, se présenta à Victor Martin qui le nomma capitaine. Homme de devoir, possédant les qualités d'un chef, Adamistre recruta assez rapidement sa compagnie.

Plus tard, le 15 janvier 1871, deux sections franches furent envoyées de Langres : l'une était commandée par le capitaine Richard, ancien sous-officier qui avait servi en Crimée et en Italie ; l'autre, par un ancien adjudant de tirailleurs, Magnin, nommé depuis peu sous-lieutenant. Toutes deux avaient subi l'épreuve du feu à Nogent-le-Roi où elles avaient été assez éprouvées et s'étaient distinguées.

Si nous mentionnons un petit peloton d'éclaireurs comptant environ 20 cavaliers, nous aurons un aperçu de la composition des forces dont disposa le comité à la fin de décembre 1870.

Toutes les questions relatives à l'habillement, à l'armement et à l'équipement avaient été résolues au mieux de proche en proche, avec le concours précieux du comité. L'instruction militaire avait été assurée selon les prescriptions de Coumès, puisqu'il était le seul officier provenant de l'armée active. Bernard qui reconnaissait sa supériorité ne l'avait contrarié en rien, ce qui était une preuve de bon sens.

Le mystère dont le camp était entouré dut agir fortement sur les Allemands, auxquels il eût été facile, dès le début, de dissiper ce rassemblement.

La discipline maintenue soigneusement dans le corps l'avait rendu peu à peu homogène et lui avait valu une telle considération dans la contrée que bien des dons patriotiques en vivres,

1. *Lettre du 15 février 1882, adressée au commandant F. Canonge.*

en armes et même en chevaux lui furent adressés. La crainte de représailles s'affaiblit, sans cependant disparaître.

On a reproché injustement au comité d'avoir agi tardivement : il l'a fait dès que cela lui fut possible ; or, ce n'est que le 15 janvier 1871 qu'il reçut la poudre de mine indispensable.

Certes, le conflit entre l'autorité militaire de Langres et l'élément civil fut en partie cause de ce retard, mais il ne dépendait que du Gouvernement de la Défense nationale, bien renseigné, dès le commencement de novembre, par le commandant Paul de Pontlevoy, de donner, au moins un mois plus tôt, au général Arbellot l'ordre ferme de fournir la poudre si souvent et instamment demandée[1]. Du moins Arbellot facilita-t-il la réussite de l'expédition en exigeant qu'aucune décision ne fût prise avant le retour d'une reconnaissance du futur théâtre de l'expédition, que son objectif fût Fontenoy ou Foug.

La région à exploiter était limitée : à l'ouest, par la Mouzon jusqu'à Neufchâteau et par la Meuse jusqu'à Commercy ; à l'est, par le Madon et la Moselle; au nord, par les points de Frouard, Liverdun, Fontenoy, Toul et Pagny-sur-Meuse.

Lorsque l'expédition eut lieu, des garnisons d'étapes existaient : à l'ouest, à Neufchâteau, Vaucouleurs, Void, Commercy et Pagny-sur-Meuse ; à l'est, à Flavigny et à Pont-Saint-Vincent ; au nord, à Toul, Frouard, Liverdun, Fontenoy, Foug et Pagny n'étant gardés que par des postes d'inégale importance. Ses deux flancs, celui de l'ouest surtout, devaient être plus ou moins directement menacés.

Cette périlleuse reconnaissance fut exécutée, du 28 décembre 1870 au 6 janvier 1871, par le capitaine Coumès et Goupil, membre du comité [2], avec une intelligence et un soin tels que

1. D'ailleurs, ainsi que l'a dit le garde-général Rambaux, dans un intéressant opuscule : « Si, pendant cette période d'attente, les chasseurs des Vosges ne jouèrent aucun rôle militaire, leur présence seule eut au moins pour résultat d'immobiliser dans le département plus de 10 000 hommes (?) qui, sans cette circonstance, eussent été rejoindre l'armée du général Werder. » *Le Pont de Fontenoy*, p. 17.

2. Deux chasseurs revêtus comme eux d'habits civils et bien armés les accompagnaient. La reconnaissance fut exécutée à pied par un froid très vif et sur la neige. Coumès avait été nommé capitaine le 25 décembre, mais il ne l'apprit qu'au retour ; on avait fait de Bernard un chef de bataillon.

l'itinéraire déterminé par eux fut, aussi bien pour le retour que pour l'aller, celui que suivit la colonne expéditionnaire. Les dimensions des ouvrages d'art de Liverdun, du pont de Fontenoy et de Foug, furent prises avec soin ; on fixa approximativement les gîtes d'étapes ; enfin on établit discrètement, sauf à Fontenoy, des relations avec quelques habitants. Coumès rendit donc un signalé service, et l'on ne comprendrait pas, si l'on ne connaissait le cœur humain, que, pendant l'expédition et après, certains aient pu l'oublier.

A Langres, où l'attendait un accueil mérité, le général Meyère, successeur, depuis le 22 décembre, du général Arbellot, lui apprit qu'ayant reçu de Bordeaux l'ordre de délivrer au comité 400 kilogrammes de poudre, il lui en remettrait 600 et qu'il accordait, à titre de renfort demandé, le 4e bataillon des mobiles du Gard, deux sections franches et un détachement de gendarmes.

Le 9 janvier, en effet, le bataillon promis, fort d'environ 800 hommes, arrivait au camp de la Boëne ; n'ayant encore été engagé que partiellement, le 6 décembre, à Nogent-le-Roi, le 16, à Longeau et le 23, au fort de Peigney, il avait à faire ses preuves, mais il était médiocrement commandé.

Le 15 enfin, en même temps qu'arrivaient les sections Richard et Magnin que l'on fondit, — étant donné leur faible effectif, — en une compagnie, la 5e, le sergent Décorse-Vautrin, de la compagnie Coumès, amenait de Langres, non sans peine, vu le mauvais état des chemins, et à ses risques et périls, la poudre impatiemment attendue et réclamée, depuis environ deux mois, par V. Martin et Coumès : on pouvait songer à partir.

Le 16, à Vrécourt, Alexandre plaidait de nouveau pour qu'on prît comme objectif Fontenoy-sur-Moselle. Le lendemain, au camp, on organisait le corps expéditionnaire, on constituait le convoi, on traitait la question des diversions et de la destruction des lignes télégraphiques, on fixait l'itinéraire, enfin on arrêtait toutes les mesures importantes d'ordre général et particulier. Toutefois, après avoir éliminé comme objectifs Liverdun et Pagny-sur-Meuse, on remit à plus tard le choix entre les deux points de Foug et de Fontenoy, dont chacun avait ses partisans.

***

Le 17 janvier au matin, Kronberg et Tissot devancent la colonne : le premier ira à Fontenoy et rejoindra la colonne à la ferme Saint-Fiacre ; le second assurera les approvisionnements dans les gîtes prévus.

Le 18 au soir, la colonne se met en marche, de Vaudoncourt, vers neuf heures, dans l'ordre suivant : bataillon du Gard (800 hommes environ) ; compagnie Bernard, commandée par le lieutenant Rivot (70 à 75 hommes) ; compagnie Coumès (75 à 80 hommes) ; compagnie Adamistre (50 hommes) ; compagnie Mallière (40 hommes) ; sections franches Richard et Magnin (fortes chacune d'une trentaine d'hommes) ; 17 éclaireurs montés ; convoi composé de quatre voitures (vivres, munitions de réserves, outils, etc., 250 kilos de poudre), d'une charrette, dite d'ambulance, d'un chariot de gendarmes à pied, de 4 chevaux de bât et de 4 chevaux haut le pied ou de renfort ; arrière-garde. En comprenant les auxiliaires, la colonne était forte d'environ 1 100 hommes, dont 13 officiers des Chasseurs des Vosges qui disposaient d'une dizaine de chevaux, et 4 membres du Comité des Vosges [1].

Allégé du sac, chaque soldat était porteur de plusieurs paquets de cartouches, et d'une musette contenant du pain ainsi qu'un morceau de lard.

Un officier avait été laissé à la garde du camp avec une centaine de volontaires.

Nuit du 18 au 19 janvier : de Vaudoncourt à la ferme de la Hayevaux. — L'étape n'était pas inférieure à 40 kilomètres ; elle fut exécutée par un froid de — 20° et sur la neige, sans laisser un homme en arrière. Toutes les précautions nécessaires avaient été prises pour assurer la sécurité de la marche, surtout lorsqu'on défila à 12 kilomètres environ à l'est de Neufchâteau.

On passa par Morville, Aulnois, Hollainville, Darney-aux-Chênes, où un repos de trois heures fut jugé nécessaire, Courcelles-sur-Châtenois, Dolaincourt, Vouxey, le moulin de

1. L'état de santé de Victor Martin ne lui avait pas permis de se joindre à eux ; au retour, il reprit son commandement.

Roche-sur-Vair et le bois d'Attigneville, pour éviter pendant le jour le village de ce nom; le convoi fut forcé de le traverser, ce dont les Allemands furent prévenus.

Entre huit et neuf heures du matin, le colonne atteignait la ferme-école de la Hayevaux, distante en ligne directe de 11 kil. 500 de Neufchâteau, au nord-est duquel elle se trouve.

Un excellent accueil du directeur y attendait les chasseurs, et les vivres étaient prêts; il purent donc manger, puis dormir sous la protection d'avant-postes placés par Coumès.

Il était bon d'éprouver soldats et officiers. En conséquence, Coumès, avec l'autorisation du commandant Bernard, fit faire une alerte vers le milieu de la nuit. Les Chasseurs des Vosges prirent régulièrement les armes, mais les mobiles du Gard ne montrèrent pas le même calme ; leurs officiers notamment qui, après s'être emparé de tous les lits de la ferme, s'étaient déshabillés, n'arrivèrent que tardivement et tout ahuris.

Du moment où il n'était pas possible de compter sur ce bataillon, il valait mieux alléger la colonne en le renvoyant au camp. Son départ eut lieu le 20 janvier au matin ; malheureusement les chants et les cris de cette troupe peu disciplinée et insuffisamment commandée, attirèrent sur elle le 21, à Vrécourt, les Allemands qui l'attaquèrent, lui mirent hors de combat 40 hommes, dont 23 morts, puis, craintivement, se replièrent.

Journée du 20 janvier : séjour à la Hayevaux. — Cette journée fut consacrée au repos [1]. Le capitaine Richard fut envoyé à la recherche d'un sergent-major qui était parti le 17, avec mission de couper près de Commercy, dans la nuit du 20 au 21, les fils télégraphiques, et de provoquer un déraillement de la voie ferrée non loin du bois de Ville-Issey ; il s'agissait de retarder de vingt-quatre heures cette tentative.

Nuit du 20 au 21 janvier : de la Hayevaux à la ferme Saint-Fiacre. — La colonne qui allait avoir à parcourir 35 kilomètres dans l'obscurité quitta la Hayevaux entre six heures et sept heures du soir ; elle fit l'étape en onze heures environ, mais au prix d'une grande fatigue. On traversa Tranqueville,

1. Le membre du comité Goupil partit le matin en voiture pour aller s'occuper du ravitaillement à la ferme Saint-Fiacre.

Harmonville, Autreville [1], Saulxures-les-Vannes et Vannes-le-Châtel.

Lorsque, dans la traversée de ces villages, des habitants s'avançaient curieusement sur leurs portes pour se rendre compte du bruit sourd et du cliquetis des armes qu'ils entendaient, nos soldats alsaciens se précipitaient sur eux et les forçaient à rentrer dans leurs maisons, en les malmenant tant soit peu et en proférant des menaces en allemand. Les pauvres gens, tout surpris et croyant avoir affaire à des Prussiens, se sauvaient bien vite [2]...

La traversée de la forêt fut particulièrement pénible.

Alors, dit Rambaux, commencèrent nos plus grandes misères : la neige s'était accumulée sous le couvert du bois ; elle n'était point frayée et formait une couche épaisse où nous enfoncions jusqu'au genou. Par moment, les hommes étaient si fatigués qu'ils tombaient épuisés sur le bord de la route ; mais on les forçait à se remettre de suite en marche, car le froid eût promptement paralysé tous leurs membres [3]...

Enfin, vers cinq heures du matin, on atteignait la ferme de Saint-Fiacre, cachée dans une gorge boisée, mais distante de 600 mètres à peine de la route de Toul à Vaucouleurs que des patrouilles allemandes parcouraient souvent. Très fatigués, les chasseurs ne songèrent à prendre leur repas qu'après s'être un peu reposés.

A deux heures du soir, on se réunit en conseil de guerre pour faire choix de l'objectif : Foug, dont on n'était qu'à 10 kilomètres au maximum, ou Fontenoy, dont on se trouvait à 25 kilomètres?

Kronberg, revenu de Fontenoy, ayant été entendu, on écarta Foug que gardait une compagnie et dont le dispositif de mine était défavorable, pour faire porter le choix sur Fontenoy, gardé seulement par un poste d'une cinquantaine d'hommes ; Coumès pesa beaucoup sur la décision prise.

En vue de rendre la colonne plus mobile, il fut décidé qu'on

1. On apprit là l'enfouissement des douze barils de poudre, dont on n'avait plus besoin, mais dont on n'aurait pas dû oublier l'existence.

2. Rambaux, *loc. cit.*, p. 25.

3. Rambaux, *loc. cit.*, p. 26.

laisserait sur place les voitures, que la poudre, mise en sacs, serait chargée sur trois chevaux de bât, que les éclaireurs à cheval regagneraient le camp, que les cartouches et les vivres seraient répartis entre les chasseurs et que six chevaux de selle seulement suivraient.

Soirée du 21 janvier : de la ferme Saint-Fiacre à Pierre-la-Ceriche. — C'est en plein jour que la colonne effectua la partie la plus délicate de cette marche qui ne fut que de 16 kilomètres : elle quitta, en effet, Saint-Fiacre, entre deux heures quarante et trois heures du soir et, par Mont-le-Vignoble, Gye et Bicqueley, défila en vue de Toul dont elle se trouva successivement à7 kil. 700, à 6 kil. 400 et à 5 kil. 700. C'était, de toute façon, une grosse imprudence.

Près de Bicqueley, comme fort heureusement la colonne disparaissait momentanément dans une dépression, une patrouille de huit dragons parcourut la route de Vézelise à Toul : personne ne bougea. La colonne atteignit, entre six heures trente et sept heures, Pierre-la-Treiche, où Rambaux la fit abriter dans une grosse maison un peu isolée qu'occupait le brigadier-forestier Thomas. Il s'agissait maintenant de franchir la Moselle pour gagner Fontenoy.

Les membres du comité entrèrent aussitôt en rapport avec les mariniers de Pierre-la-Treiche. Ceux-ci n'hésitèrent point à se mettre à l'eau jusqu'à la ceinture pour dégager le bac qui était pris dans les glaces, pendant que d'autres allaient chercher un gros bateau amarré à un kilomètre du village[1]. Vers dix heures, tout était prêt; néanmoins, d'accord avec Coumès, le commandant Bernard fixa avec raison l'heure du départ à minuit : les hommes que l'on avait eu le soin de maintenir dans la maison en l'entourant de sentinelles affublées de défroques allemandes, purent se reposer; Bernard et Coumès, ayant pourvu au nécessaire, en firent autant.

Nous ne parlerons donc pas de la discussion relatée par Adamistre[2] que toute obéissance gênait et qui le prenait

1. Ces braves gens refusèrent la rétribution en argent que leur offrirent les membres du comité. RAMBAUX, *loc. cit.*, p. 32.

2. ADAMISTRE (capitaine). *Épisodes de la guerre de Partisans dans les Vosges. Le Pont de Fontenoy. Récit des opérations du corps franc Avant-Garde de la Délivrance*, 1886, p. 42.

immédiatement de très haut. Coumès a nié d'ailleurs qu'il y ait eu une discussion générale, ajoutant avec humour :

... Sachant donc qu'on ne partirait pas avant minuit, M. Coumès avait profité de ce répit, *toutes précautions de sécurité une fois prises*, pour dormir quelque temps afin d'être plus dispos au moment décisif ; il était du reste un peu fatigué. Et tous les officiers prévoyants, *au lieu de discuter*, s'assoupirent dans un coin, *autant que possible sur une bonne chaise* [1]...

Journée du dimanche 22 janvier 1871; passage de la Moselle; attaque de Fontenoy; destruction du pont; retraite. — Cette journée décisive fut, on le voit, bien remplie.

Le passage de la Moselle s'effectua, de minuit à une heure trente environ du matin, sans difficultés, même pour les chevaux de bât et les montures d'officiers. On avait 13 kilomètres à faire pour atteindre Fontenoy ; trois heures environ suffirent, de deux heures à cinq heures du matin. A un certain moment, on éprouva une émotion bien naturelle en entendant retentir le canon d'alarme de Toul, dont on était à 6 kil. 500, puis le silence se fit. Un peu avant d'arriver aux premières maisons du village, le commandant Bernard abrita le colonne à la faveur d'un pli de terrain ; puis, appelant à lui les officiers, il assigna aux capitaines les rôles qu'il avait arrêtés avec Coumès [2]. Celui-ci s'était réservé l'attaque de la gare avec une partie de sa compagnie (2e); le capitaine Adamistre (4e) avec les membres du comité et les chevaux de bât, se dirigerait sur le pont que gardaient deux sentinelles; puis, l'ayant franchi, s'avancerait sur Toul par la rive droite, pour protéger l'opération technique confiée à Tissot, Goupil, Rollin et Laisant; la compagnie Bernard-Rivot (1re), la compagnie Mallière (3e) et les sections franches cerneraient le village, sous les ordres du commandant Bernard : elles serviraient de réserve, et surtout

1. Annotation en marge, du capitaine Coumès. à une *lettre-rapport* adressée, le 28 juin 1884, par le capitaine Adamistre, au général Berge. Le général Canonge possède une copie de cette lettre revêtue de la signature de l'auteur qui l'adressa à Coumès et de la signature de celui-ci.

2. *Rapports adressés par le capitaine Coumès au général Meyère*, les 22 et 27 janvier 1871. *Rapport adressé par Victor Martin au ministre de la Guerre*, le 23 février 1871.

garderaient la ligne de retraite sur laquelle les chevaux étaient groupés.

La compagnie Adamistre avait à parcourir environ 800 mètres jusqu'au pont, où elle arriva vers cinq heures trente; les deux sentinelles avaient été expédiées par le sergent Decorse que Coumès avait désigné à cet effet et par le sous-lieutenant Magnin dont il faisait grand cas. Adamistre put franchir le pont, et les membres du comité se mirent à la recherche du fourneau de mine en se guidant sur le croquis qu'avait fourni Alexandre.

De son côté, Coumès, qui n'avait voulu prendre avec lui qu'une quarantaine de ses partisans et dix hommes de la section Magnin, marchait résolument le premier sur la gare ; il abattait de deux coups de sabre le factionnaire et, pendant que le sous-lieutenant Siméon de la 1re compagnie, escaladant une fenêtre, tombait dans la pièce où se trouvait le télégraphe, il faisait enfoncer la porte [1] et la fenêtre du poste où les Allemands s'étaient repliés hâtivement et barricadés : là le combat fut de courte durée. Quelques fuyards furent poursuivis dans le village par la compagnie Mallière, mais cachés par des habitants. Le sergent de garde, un décoré de Sadowa, qui s'était réfugié sous une banquette, en fut extrait par ses bottes. Le feldwebel, chef de poste, qui manqua de présence d'esprit, tomba blessé sur le quai et fut pris par des soldats de la compagnie Coumès. A proximité de la gare et dans la gare même, toutes les destructions nécessaires prévues furent opérées.

Sur le pont, la détermination du puits de mine se prolongeait sans succès ; au début, on avait été ému par la marche d'un train qui, venant de Toul, avait tout à coup rebroussé chemin. Tissot finit cependant par trouver et enlever la trappe ; il descendit alors dans l'excavation où le rejoignit Loisant. Comme Tissot et Loisant y disposaient la poudre et les mèches, sous les yeux de Goupil, de Rollin et d'Adamistre qui venait d'arriver, un incident regrettable se passa.

Accouru sur la fausse nouvelle qu'on entendait le bruit

1. Le sous-lieutenant Garcin de sa compagnie fit sauter la serrure à l'aide d'un coup de fusil.

d'une troupe venant de Nancy, le commandant Bernard, manquant totalement de sang-froid, déclara précipitamment que l'affaire était manquée, que tous allaient être tués et, malgré la protestation indignée d'Adamistre, donna l'ordre qui ne fut pas pris en considération de se retirer [1] ; comme il regagnait le village, il croisa Coumès qui, peu patient, mais exaspéré, le menaça de son sabre encore sanglant [2].

Tissot et Loisant étaient remontés du puits lorsque l'on s'aperçut, avant de faire le bourrage, que la lanterne encore allumée avait été oubliée au fond. Sans dire un mot, Loisant redescendit et remonta la lanterne [3].

Lorsque le bourrage fut terminé, tout le monde se dirigea vers le village ; Tissot et Rollin se retirèrent à leur tour après avoir mis le feu aux mèches. L'*Angelus* venait de sonner, lorsque deux ou trois formidables détonations annoncèrent la réussite de l'expédition et firent pressentir aux malheureux habitants des représailles qui ne tardèrent pas.

Deux arches du pont étaient complètement détruites et la pile était rasée au-dessous du niveau de l'eau [4].

Lorsque le bataillon eut été rassemblé sur la lisière ouest du bois du Tambour, il ne manquait pas un seul homme à l'effectif du départ. Le poste allemand de la gare avait eu 16 hommes hors de combat, soit 7 tués et 9 prisonniers dont 7 furent emmenés, les deux derniers ayant été laissés sur place comme grièvement blessés.

Le pont une fois rendu inutilisable, il n'y avait qu'à se retirer sans perdre de temps, car il était évident qu'attirés par les détonations, les Allemands accourraient à la fois de Toul et de Nancy. La colonne traversa donc en toute hâte, du nord au sud, en suivant une grande tranchée, le bois de Gondreville et rejoignit la Moselle à 8 kilomètres environ en amont de Pierre-la-Treiche et à 3 kil. 500 de Maron.

1. Adamistre, auquel on doit un intéressant récit, *loc. cit.*, p. 43.

2. Coumès (capitaine) : *Lettre adressée, le 24 mai 1882, au commandant F. Canonge.*

3. Adamistre, *loc. cit.*, pages 42 à 44 ; Coumès, *Rapport Adamistre annoté*, p. 11.

4. Briel (abbé, curé de Gondreville et de Fontenoy) : *Le pillage, l'incendie et la restauration du village de Fontenoy*, p. 12.

Là, le commandant Bernard émit l'avis insensé d'aller forcer le passage de Pont-Saint-Vincent qui avait une garde et dont le pont était barricadé.

Coumès qui, venu de la ferme des Gymeys le 30 décembre précédent, avait franchi la Moselle sur la glace un peu au-dessous de la ferme Bois-Monsieur que l'on apercevait sur l'autre rive, obtint qu'on tenterait au même endroit le passage ; puis, donnant une fois de plus l'exemple, il franchit la rivière. On s'ingénia pour supprimer le chenal qui existait en son milieu et, en y mettant le temps, tout le monde, y compris les chevaux, passa. Vers midi, on arriva à la ferme des Gimeys où se trouvaient des vivres et on n'en repartit qu'à huit heures du soir. Déjà Goupil et Tissot avaient quitté la colonne pour se rendre au camp où ils virent Victor Martin, puis à Bordeaux d'où ils revinrent... chevaliers de la Légion d'honneur et rapportèrent deux croix pour Rollin et Loisant.

Du 22 au 25 janvier 1871. — Le retour s'effectua en toute sécurité par Houdréville et Vandeléville ; le 24 au soir, vers sept heures trente, la colonne arrivait à Bulgnéville qui était illuminé en son honneur. Le lendemain, la colonne était disloquée. Ceux qui lui avaient appartenu pouvaient être fiers de la tâche accomplie en six jours : ils avaient parcouru près de 200 kilomètres à travers une région très accidentée, peu praticable, sur la neige, par des froids de —19° à —21° et dans le voisinage de sept garnisons ennemies ; le tout sans perdre un seul homme.

*
* *

Il n'entre pas dans notre programme de détailler les représailles indignes que, furieux, mûs par le seul esprit de vengeance, les Allemands infligèrent à de malheureux habitants qui n'avaient été, en aucune façon, de connivence avec les Chasseurs des Vosges ; mentionnons-les tout au moins [1].

Commencées dans l'après-midi du 22 janvier par des troupes venues de Toul et de Nancy, ces représailles durèrent quatre

1. La véridique brochure de l'abbé Briel, curé de Fontenoy, mérite d'être consultée.

jours. Elles furent marquées, comme d'habitude, par deux assassinats, par plusieurs viols, par le pillage et par l'incendie de cinquante et une maisons.

Le 23, le nouvel empereur d'Allemagne, inaugurant son élection, avait ordonné l'incendie de Fontenoy et frappé uniquement la Lorraine tout entière « d'une contribution extraordinaire de dix millions de francs à titre d'amende ». Le même jour, vingt-trois otages furent emmenés.

Le 27, les ruines étant garnies pour le plaisir des yeux par des soldats, un officier supérieur photographiait pour la postérité un souvenir du forfait froidement accompli suivant les règles d'un art spécial aux Allemands.

Puis fut menée avec rapidité, — en employant des habitants de Nancy pris par subterfuge, — la restauration du pont. Néanmoins, l'exploitation régulière de la voie ne put être reprise que le 11 février [1]. La destruction du pont *imposa donc aux Allemands une interruption de près de vingt jours*, pendant lesquels les trains de munitions, de vivres et de malades furent dirigés par Metz et Reims sur Épernay ou inversement ; quant aux convois de troupes et de prisonniers, ils se rendirent à pied de Toul à Fontenoy, où ils remontaient en wagons [2].

***

Chateaubriand qui s'y connaissait a écrit : « ... La hâblerie est notre défaut ; interrogez un Français et fiez-vous à ses récits, il aura toujours tout fait [3]. » Ce qui se passa après Fontenoy fournit un exemple à ajouter à ceux déjà connus de cette quasi règle ; il y eut, en effet, une *question de Fontenoy*.

La conclusion à tirer de l'exposé précédent, au point de vue des rôles joués par les uns et les autres, nous semble être la suivante.

1. Jacqmin (ingénieur en chef des Ponts et Chaussées) : *les Chemins de fer pendant la guerre de* 1870-1871, p. 314 et suiv.

2. Le village, dont beaucoup d'habitants ne purent se décider à quitter les ruines, était en grande partie rebâti, gâce à la charité française et étrangère, au commencement de l'année 1872. Le pont fut définitivement restauré en 1874.

3. *Mémoires d'outre-tombe*, t. V, p. 305.

Le comité, bien dirigé par V. Martin, contribua à l'organisation et, le 22 janvier au matin, sur le pont de Fontenoy, assura l'opération technique grâce à Tissot et à Loisant ; son rôle militaire fut nul : ses membres l'avaient si bien senti, quoiqu'on les eût nommés à Tours capitaines adjudants-majors (?) de la garde nationale, qu'aucun d'eux ne quitta jamais la tenue bourgeoise, même pendant la marche sur Fontenoy.

A l'instruction et à l'exécution militaires se rattachent, à des degrés différents, le commandant Bernard, les capitaines Coumès et Adamistre. Chef nominal du bataillon, le commandant Bernard, brave mais tout de surface, eut le bon sens, au prix de quelques résistances, de céder à l'influence du capitaine Coumès qui, nous l'avons dit, fut réellement l'*âme* de l'expédition : sa supériorité militaire et morale et sa discrétion lui méritèrent la confiance de tous et lui assurèrent sans contesté le premier rôle.

Le capitaine Adamistre, sérieux et expérimenté, très digne, joua un rôle honorable mais demeura au second rang, malgré son esprit critique, ses orgueilleuses velléités d'indépendance et ses véhémentes protestations ultérieures.

Il est regrettable que les auteurs survivants de l'expédition aient oublié les mérites de leurs camarades défunts au point de grandir leurs prétentions personnelles, au fur et à mesure que leur nombre diminuait.

Obéissant à un sentiment que nous préférons ne pas qualifier, et jetant bien injustement par-dessus bord le président Martin, deux membres du comité s'étaient précipités à Bordeaux pour en rapporter quatre décorations. Victor Martin, Coumès et Adamistre qui avaient des titres au moins égaux aux leurs à cette distinction ne l'obtinrent que plusieurs années après : Coumés, le 3 avril 1880 [1] ; V. Martin, le 1er janvier 1881 ; Adamistre, le 20 décembre 1886.

Il semblait donc que le comité eût dû se déclarer satisfait ; il n'en fut rien.

Au commencement de l'année 1896, trois témoins gênants

1. A indiquer sans commentaire : Coumès dut attendre encore douze ans pour que, en 1892, sa participation à l'expédition de Fontenoy fût inscrite sur ses états de services ; Adamistre ne fut pas mieux partagé.

avaient disparu, quatre même : Bernard avait été tué en 1880 dans la guerre entre le Chili et le Pérou ; Martin était mort sept ans plus tard ; Adamistre, qui eût clamé son indignation, était mort le 18 août 1893 ; enfin Coumès venait d'être enlevé prématurément le 5 janvier 1896.

Le moment fut apparemment jugé favorable, puisque, saisissant l'occasion que leur fournit la célébration du vingt-cinquième anniversaire du coup de main, les membres encore vivants du comité déclarèrent publiquement, en janvier 1896, dans un journal, que ce fait d'armes avait été « l'œuvre du Comité de Défense des Vosges » ; on vit même un lieutenant nommé capitaine dans les derniers jours de janvier déclarer qu'il avait commandé avec ce grade, le 22 janvier, une des compagnies. Nous n'insisterons pas davantage.

Le mot d'ordre était si bien donné que, le jour même de la réunion à Fontenoy, un des anciens combattants déclara, à propos de Coumès, sans soulever de contradictions : « Tous ont pris part à cette expédition avec un même dévouement, le même courage et le même patriotisme ; à eux tous revient l'honneur de ce fait d'armes » ; déclaration qui, pour être démocratique, n'en constituait pas moins une souveraine injustice.

***

Si, par quelques points, l'expédition de Fontenoy prête à la critique, il est hors de doute qu'elle peut être citée comme un modèle.

Sa préparation, entravée par des difficultés inhérentes à la situation générale et provenant du défaut d'homogénéité des exécutants, fut conduite avec intelligence et ténacité ; la direction générale réussit à obtenir, en utilisant la foi patriotique et le goût du Français pour l'aventure, une homogénéité inespérée.

Le choix de l'objectif était judicieux. Ici, qu'on nous permette de nous citer en remontant à 1882 [1].

... Il est certain que la véritable ligne de communication de l'ennemi était la voie ferrée de Strasbourg à Paris et que le point vulnérable de cette ligne se trouvait entre Nancy et la Meuse...

1. *Histoire militaire contemporaine*, t. IX, II, p. 423, 456, 457 et 460.

Ce coup de main

montra quel eût été le meilleur moyen, aussitôt après nos premiers désastres, de causer de sérieux dommages à l'ennemi : inquiéter sans cesse ses communications de façon à ralentir, entraver son ravitaillement en vivres et en munitions ; couper la voie ferrée de Strasbourg-Paris, en s'attaquant de préférence aux ouvrages d'art dont le rétablissement devait exiger plusieurs semaines...

Que serait devenu l'envahisseur si sa grande ligne de communication avait été constamment menacée et coupée? Ce rôle incombait évidemment à des corps militarisés et appelés à agir d'après un programme déterminé...

Le secret, cette condition si indispensable du succès à la guerre, fut si bien gardé que gradés et soldats ne connurent l'objectif que le 21 janvier au soir, à Pierre-la-Treiche.

Dès que l'effectif de la colonne eut été réduit, comme il convenait, l'ordre ne fut plus troublé et l'obéissance, que la confiance dans les chefs rend si facile, ne faiblit pas un seul instant.

Les marches de nuit furent judicieusement employées et bien conduites. La critique la plus sérieuse à formuler, — car on s'exposait à tout perdre au moment de toucher au but, — concerne la marche exécutée en plein jour, le 21 janvier, en vue de Toul.

*
* *

Revenons à l'époque actuelle. Il serait oiseux d'insister sur l'importance des lignes de communication : la méthode d'enveloppement employée sur le front oriental par le général Hindenburg contre les Russes, surtout par les Bulgares et les Allemands contre les Serbes, l'accuse suffisamment.

Mais, à côté des mouvements stratégiques à plus ou moins grande envergure, il y a place pour les opérations tactiques exécutées par des troupes d'un faible effectif et renouvelées sans relâche, comme nous le disions tout à l'heure, sur un grand nombre de points, plus ou moins éloignés. La réussite serait plus facile qu'il y a quarante-quatre ans, grâce à l'emploi de la bicyclette, de l'automobile, de l'avion, et d'explosifs nouveaux d'un usage plus certain et d'un transport plus facile.

On obtiendra la rapidité d'exécution nécessaire en montant à bicyclette des compagnies franches de cinquante hommes au maximum, libres de tout convoi, l'explosif divisé et les outils nécessaires pouvant être répartis entre eux.

Dans des cas spéciaux l'automobile sera employée.

Aux avions, on demandera des renseignements précis et parfois une protection efficace, qu'il s'agisse de se replier aussi bien que de se porter en avant.

A la guerre, les circonstances priment généralement tout. A l'état-major incombe le soin de déterminer les moyens d'action, comme de les combiner soit de jour, soit de nuit, ou de jour et de nuit. C'est une affaire de tact et souvent d'audace. Il faut être prêt aussi bien à la riposte qu'à l'attaque.

Nous sommes arrivés naturellement à comparer le présent au passé. Si les procédés vont se modifiant pour appliquer les principes, les obligations restent. Ces obligations grandissent même, et c'est avec admiration qu'on assiste, dans la guerre actuelle, aux efforts engendrés par la vaillance, l'opiniâtreté et par la force morale de ceux qui manient chaque jour des moyens d'action, pour la plupart inconnus de nous dans les guerres précédentes.

GÉNÉRAL F. CANONGE

LA CRISE HELLÉNIQUE

La Grèce souffre, depuis près d'un an, d'une profonde crise politique, qui risque d'entraîner ce pays vers une ruine totale, — ruine à la fois matérielle et morale. Cette crise est motivée par le désaccord entre les deux facteurs essentiels en tout royaume constitutionnel : la Couronne et la majorité du peuple, représentée par la majorité parlementaire et par le chef de celle-ci : M. Venizelos. Dans les circonstances actuelles, et surtout depuis le jour où la Bulgarie s'est ouvertement prononcée en faveur de l'Allemagne, en attaquant la Serbie, cette crise n'a plus un intérêt seulement local, hellénique ; elle intéresse le monde entier. De la façon dont elle évoluera et dont elle sera résolue, dépendra dans une certaine mesure le plus ou moins favorable développement de la guerre antigermanique et la plus ou moins prompte victoire des alliés.

Le caractère de la crise hellénique étant mondial, il importe d'en rechercher les origines et d'en faire l'exposé historique, d'après des renseignements authentiques et, en partie, inédits, d'en examiner la vraie portée internationale et d'en envisager la solution possible.

I

ORIGINES PSYCHOLOGIQUES DE LA CRISE

Toute crise qui dure comporte une lutte entre deux éléments dont la force respective est à peu près égale et dont chacun cherche à l'emporter sur l'autre et à établir sa prépon-

dérance. L'humanité entière souffre de la crise actuelle, parce que le moment est arrivé où l'entente de l'idéologie allemande avec l'idéologie des nations occidentales et des nations slaves est devenue impossible. Il faut que l'une de ces deux manières de comprendre la vie et la mission des peuples prenne le dessus.

La crise que traverse l'humanité est donc d'origine psychologique : et la crise hellénique étant, pour ainsi dire, le tableau raccourci de cette crise mondiale, a, elle aussi, des origines psychologiques. Le système d'idées allemand et le système d'idées antiallemand se sont trouvés en Grèce, comme sur les champs de bataille européens, en présence l'un de l'autre. Préconisés et soutenus par deux éléments de force à peu près égale, chacun de ces deux systèmes a voulu affirmer, dans le cadre de la politique hellénique, sa supériorité et son triomphe.

L'idéologie allemande, a, en Grèce, comme partisans :

1° Le roi qui a fait ses études en Allemagne et qui a épousé la sœur de Guillaume II. Il considère le militarisme comme le fondement nécessaire d'un État et croit que la monarchie plus ou moins absolue est le seul régime qui puisse garantir les intérêts d'un pays.

2° Son entourage, qui, comme tous les courtisans, hait les idées libérales, flatte les faiblesses du prince, et aime à se substituer aux ministres responsables pour donner des conseils empreints d'un snobisme conservateur et payables en titres étincelants, en uniformes chamarrés de décorations et en faveurs éblouissantes.

3° Le grand état-major, dont les officiers, anciens élèves de l'École de guerre de Berlin, en sont revenus avec le seul culte de la force, représentée par des monarques faits à l'image de Guillaume II.

4° Un certain nombre d'hommes de science qui ont fait, eux aussi, leurs études en Allemagne; l'érudition, pédantesque à force d'être méthodique, des universités germaniques les émerveille au point de les rendre inaccessibles à tout ce qui n'est pas « kultur » allemande.

5° Enfin, certains hommes politiques de second plan, venus à la rescousse du roi et de ses conseillers intimes. Ces hommes veulent, à la faveur du prestige royal, reconquérir sur le terrain

politique, la confiance du peuple que leurs fautes leur ont fait perdre en 1909. Leur programme ayant de tout temps été élastique, il s'adapta facilement, en désespoir de cause, à celui du roi.

Cette idéologie germanique est combattue avec un légitime acharnement :

1° Par l'énorme majorité du peuple grec, qui se souvient du bien qu'ont fait à son pays la France, l'Angleterre et la Russie et du mal que lui ont prodigué la Prusse et l'Autriche. Le peuple grec, du reste, est né, a grandi et vit dans la liberté chèrement achetée par le sang de ses pères, liberté dont l'amour avait été inspiré à ces derniers par la Révolution française, et que les Grecs contemporains ne sont nullement disposés à sacrifier à une oligarchie hostile à leurs prérogatives. En plus de leur histoire et de leurs traditions, leur intelligence et leur éducation leur font considérer leurs droits constitutionnels et souverains comme le plus sacré des patrimoines.

2° Par le parti politique libéral, arrivé au pouvoir en 1910 et jouissant de la confiance des Hellènes qui lui doivent le relèvement militaire, politique, économique et surtout moral de leur pays, ainsi que les guerres balkaniques, habilement préparées et triomphalement liquidées au point de vue diplomatique par le chef de ce parti, M. Venizelos.

3° Par le monde grec de la finance, du commerce et de l'industrie, éclairé sur les désastres économiques et financiers que réserverait à la Grèce une politique de rapprochement avec l'Allemagne.

4° Par les Hellènes de l'étranger, aussi bien ceux qui habitent les territoires irrédimés et subissent les affreuses persécutions turco-prussiennes, que ceux qui résident en Égypte, en Occident et en Amérique, y forment de florissantes colonies, étrangères aux luttes politiques du royaume, et y ont acquis l'esprit occidental.

L'opposition entre les deux systèmes d'idées préconisées par ces deux groupes de Grecs, est l'origine lointaine de la crise hellénique de 1915.

Les idées du premier groupe pouvaient facilement se concilier avec celles du second tant que la paix régnait en Europe. La lutte ouverte fut évitée. Des divergences entre

les deux écoles s'étaient bien produites, de temps en temps, avant le mois d'août 1914 ; mais on ne leur accordait qu'une valeur académique. Je me souviens qu'en 1907 un conflit assez sérieux avait éclaté, lorsque s'était posée la question du choix entre la maison Krupp et le Creusot pour les commandes d'artillerie qui devaient être effectuées. Le « 75 » fut heureusement préféré au « 77 » et les guerres balkaniques ont démontré aux militaires grecs, bien avant la guerre européenne, qu'ils n'avaient qu'à s'en féliciter. L'arrivée de la mission militaire française en Grèce ranima le différend entre germanophiles et francophiles, surtout dans les sphères militaires. M. Venizelos, déjà à cette date président du conseil, était décidé non seulement à maintenir la mission française, dont il attendait une bonne organisation pour l'armée, mais encore à lui assurer une complète liberté d'action : il assuma la direction du ministère de la Guerre et prévint ainsi tout choc entre, d'une part, la mission française et les officiers francophiles, et, de l'autre, les membres du grand état-major hellénique.

L'avènement du roi Constantin, admirateur de l'Allemagne, fit qu'en 1913, en pleine crise balkanique, l'opposition entre les adeptes des idées germaniques et leurs adversaires apparut d'une façon plus précise et divisa les Grecs en partisans de la « manière forte » (à l'allemande) et en « modérés ». Les premiers, faisant inconsciemment le jeu de l'Allemagne qui tendait à la dissolution de l'alliance balkanique, préconisaient la punition immédiate des Bulgares, qui avaient violé le traité gréco-bulgare. Les modérés exprimaient par contre l'opinion qu'avant d'avoir recours aux armes, tous les moyens diplomatiques devaient être tentés pour éviter l'effondrement de la Ligue balkanique. Les modérés imposèrent heureusement leur programme : la responsabilité, à la fois morale et matérielle, du conflit interbalkanique fut entièrement assumée par la Bulgarie, et les Grecs eurent le temps de préparer et de conclure avec la Serbie une alliance qui devint le pivot de la politique balkanique. L'allocution germanophile que le roi Constantin prononça en septembre 1913, à Potsdam, en réponse au toast de Guillaume II, mit encore plus en relief l'opposition qui existait en Grèce entre les deux courants, l'un favorable

à l'Allemagne, l'autre très sympathique à la France. Mais toutes ces divergences de vues entre Grecs n'avaient, jusqu'au déclenchement de la guerre européenne, qu'une importance secondaire. Malgré leur mentalité différente, les deux chefs d'école, le roi Constantin et M. Venizelos, entretenaient des rapports excellents, et, n'eût été une certaine animosité manifestée par l'entourage du souverain à l'égard de l'homme d'État crétois qu'on qualifiait de « parvenu » pour avoir été un *self made man*, et d'antiroyaliste pour avoir toujours dit la vérité au peuple comme aux princes, n'eût été, dis-je cette animosité, la collaboration entre ces deux artisans de la plus grande Grèce, tous deux populaires, semblait devoir se poursuivre longtemps pour le plus grand bien du pays. L'incompatibilité psychologique entre deux individus ne se transforme en lutte ouverte que lorsqu'un puissant événement extérieur met en relief leurs caractères différents et les pousse à suivre des conduites opposées.

II

ORIGINES POLITIQUES DE LA CRISE

La guerre européenne fut cet événement extérieur. Parmi les autres calamités qu'elle sema autour d'elle, elle rompit la parfaite harmonie des rapports qui existaient entre le roi Constantin et M. Venizelos et mit chacun d'eux à la tête d'un groupe bien déterminé, — l'un à la tête de l'infime minorité admiratrice de l'Allemagne, qui exigea une politique neutraliste, l'autre à la tête des amis des puissances occidentales persuadés que leurs sympathies et les intérêts de leur pays recevraient complète satisfaction si la Grèce intervenait dans le conflit en faveur de la France et de l'Angleterre. L'antagonisme des deux groupes, purement psychologique jusque-là, prit alors un caractère politique. L'agression austro-allemande marque l'origine politique de la crise hellénique de 1915.

Aussitôt la guerre austro-serbe déclarée, et avant même que la Russie prît fait et cause pour la petite nation slave,

la Grèce fut sur le point de procéder à une mobilisation partielle de ses troupes. Ceci n'est guère connu en France, mais il est certain que le décret ordonnant la mobilisation de cinq classes fut près d'être signé. Cependant la mobilisation russe, les assurances grécophiles de Vienne, enfin les sentiments austrophiles de M. Streit, ministre des Affaires étrangères, empêchèrent sa publication. Il ne faut pas oublier que M. Streit, d'origine bavaroise, venait de signer un traité de commerce austro-grec, qui lui avait valu d'ardents panégyriques dans la presse austro-hongroise.

M. Venizelos, que la déclaration de guerre austro-serbe surprit à l'étranger décida, aussitôt rentré, d'orienter résolument la politique de la Grèce vers la Triple-Entente et la Serbie. Le 18 août, ainsi qu'il l'a déclaré récemment lui-même, il proposa à la France, avec l'assentimeut du roi momentanément acquis à ses idées, le concours de la Grèce. Le sentiment unanime de l'opinion publique était du reste nettement serbophile et l'enthousiasme en faveur de la Triple-Entente était général. Les cercles compétents déclaraient qu'il serait impossible à la Grèce de ne pas défendre spontanément la Serbie, surtout si des revers de la Triple-Entente poussaient la Turquie et la Bulgarie dans l'orbite des empires centraux.

La propagande allemande ne tarda cependant point à inaugurer son œuvre d'empoisonnement. Son premier exploit avait été l'annonce de graves troubles qui auraient éclaté en France, à la suite de l'assassinat de Jaurès. Les victoires remportées par l'armée allemande au mois d'août en Belgique et la marche sur Paris firent lever la tête aux rares germanophiles d'Athènes. Les journaux grecs n'en publiaient pas moins, en ces jours tragiques où l'avenir de la France et de la civilisation tout entière semblait compromis, des articles se terminant par les mots de : « Vive la France ! » On imagine facilement la joie de la Grèce à la nouvelle de la victoire de la Marne ; elle fut fêtée comme une victoire hellénique !

Une conférence gréco-turque eut lieu à cette époque à Bucarest. Elle avait pour objet la liquidation complète des divergences entre les cabinets d'Athènes et de Constantinople. L'Allemagne essaya d'en faire une conférence balka-

nique avec un caractère antiserbe. M. Venizelos déjoua ce calcul et rompit les pourparlers en rappelant à Athènes les délégués grecs, MM. Zaïmis et Politis.

La diplomatie austro-allemande voulait néanmoins, pour servir ses intérêts balkaniques, provoquer coûte que coûte une crise à Athènes et exploiter l'antagonisme de ses amis et de ceux qui, comme M. Venizelos, témoignèrent de tout temps à son égard une correcte méfiance et une antipathie intellectuelle. Elle s'adressa à M. Streit, ministre des Affaires étrangères. Celui-ci appuya à Athènes la politique antiserbe que l'Allemagne conseillait à la Grèce d'adopter. Le ministre dut démissionner, et M. Venizelos prononça ce mot fameux : « La Grèce est un trop petit pays pour commettre une aussi grande infamie. » On ne lui demandait ni plus ni moins que d'attaquer la Serbie, son alliée.

C'est à cette époque que fut conçue la crise hellénique. L'enfantement en dura cependant plusieurs mois. Pendant ce temps, les circonstances ne permirent à M. Venizelos que d'étudier et d'envisager l'hypothèse d'une intervention. La Roumanie n'étant pas disposée à s'allier à la Grèce, et la Bulgarie donnant déjà des indices flagrants de germanophilie (l'emprunt bulgare était alors négocié à Berlin), M. Venizelos abandonna de son propre chef son idée d'intervention immédiate.

La crise ne devait éclater au grand jour que lorsque l'expédition des Dardanelles fut décidée par les alliés, et que M. Venizelos fit de l'intervention de la Grèce la condition *sine qua non* de son maintien au pouvoir. On se rappelle que l'homme d'État grec, bien que fondant son autorité gouvernementale sur une forte majorité parlementaire, fut alors obligé par le roi Constantin de se retirer. La crise ne cessa depuis de se développer. Nous exposerons plus loin les motifs qui présidèrent à ce développement. Mais nous devons d'abord examiner quels ont été les *vrais* motifs de la première démission de M. Venizelos.

Les germanophiles d'Athènes n'en sont pas les seuls responsables. Sans doute une vraie cabale, due au dépit éprouvé par les anciens hégètes à l'égard de M. Venizelos, fut alors organisée au Palais-Royal contre le président du Conseil. Cette

cabale se manifesta dans les deux conseils de la Couronne qui furent alors tenus sous la présidence du souverain. Sans doute aussi, la conviction proclamée par Guillaume II et partagée par l'état-major hellénique, que le forcement des Dardanelles et la prise de Constantinople par les escadres alliées étaient impossibles, détermina le refus du roi Constantin de joindre la flotte hellénique à ces escadres. Mais cette cabale et cette conviction n'auraient pas produit l'effet décisif d'éloigner des affaires un gouvernement jouissant de la confiance de la Chambre, si les alliés avaient été d'accord quant à la participation de la Grèce à l'expédition des Dardanelles. On saura certainement, un jour, les raisons de ce désaccord qui se manifesta par le langage différent tenu par chacun des représentants de l'Entente à Athènes, lorsque les Grecs délibéraient sur l'opportunité de leur collaboration avec les alliés.

Il faut ajouter que, d'autre part, les amiraux anglais chargés de l'expédition des Dardanelles voulurent imposer à l'état-major naval hellénique leur propre projet de forcement des Détroits, écartant le projet présenté par deux officiers supérieurs grecs qui s'étaient rendus à Malte, aux derniers jours de février, et suggéraient l'idée de marcher sur Constantinople en opérant un débarquement à Dédéagatch.

Ces quelques froissements d'amour-propre des militaires grecs, joints à la confiance absolue dans les affirmations allemandes, et à la germanophilie instinctive du roi Constantin, amenèrent l'explosion de la crise hellénique que Berlin et Vienne cherchaient, depuis le début de la guerre, à provoquer. M. Venizelos donna sa démission. L'Allemagne remportait là une victoire diplomatique indiscutable.

III

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE JUSQU'AUX ÉLECTIONS GRECQUES DU 13 JUIN 1915

Le cabinet Gounaris, qui succéda au cabinet libéral de M. Venizelos, fut constitué à la condition de maintenir la neutralité, c'est-à-dire de faire le jeu de l'Allemagne. A ce

titre, ce cabinet peut être regardé comme germanophile; mais les personnalités qui le composaient déguisèrent leurs vrais sentiments sous un masque de circonstance. Elles comprirent en effet que le peuple grec ne souffrirait point, fût-ce une heure, d'être gouverné par des amis de l'Allemagne. C'est pourquoi M. Gounaris s'adjoignit comme ministre des Affaires étrangères M. Zographos, ami convaincu de la Triple-Entente.

La propagande allemande dès lors redoubla d'ardeur et d'impudence. Certains journaux athéniens tombèrent dans le piège que leur tendit le baron de Schenk, chef de cette propagande, et d'autres se laissèrent influencer par la pression que la cour exerça sur eux. L'opinion publique n'en persista pas moins à témoigner ouvertement ses sympathies envers la France et l'Angleterre, et il est indiscutable que, si les flottes de ces deux puissances étaient alors parvenues à forcer les Détroits, le courant populaire eût été tellement irrésistible que ni la cour, ni le grand état-major, ni les quelques journaux en rapport avec le baron de Schenk n'auraient pu empêcher la Grèce d'intervenir en faveur des alliés, au milieu d'un enthousiasme délirant.

Malheureusement l'expédition des Dardanelles ne donna pas les résultats escomptés. Le peuple grec, excessivement impressionnable, abandonna ses sentiments belliqueux, d'autant plus facilement que M. Venizelos n'était plus là pour lui inspirer confiance dans l'issue finale d'une guerre pénible. Ces dispositions pacifiques furent habilement exploitées par les neutralistes, qui étaient décidés à ruiner le prestige de M. Venizelos. La tâche était difficile, car, malgré son amour de la paix, le peuple se montrait tout à fait hostile à l'anti-venizelisme effréné des neutralistes grecs.

On raconta que M. Venizelos aurait consenti, pour éliminer tout danger bulgare, à la cession de Cavalla à la Bulgarie, si le roi ne s'y était pas formellement opposé. Cette accusation devait, aux yeux du gouvernement, produire un double effet : brouiller le roi et M. Venizelos et battre en brèche la popularité de ce dernier. L'accusation fut reconnue fausse, à la suite de la publication des deux fameux mémoires adressés au mois de janvier par M. Venizelos au souverain. Il résulte, en effet de ces mémoires, et des déclarations complémentaires de

M. Venizelos que ce fut d'accord avec le roi que fut envisagée l'idée de céder Cavalla à la Bulgarie sous certaines conditions, mais que ce plan, à peine ébauché, ne fut même pas communiqué à la Bulgarie et fut abandonné par son auteur lui-même à cause de l'emprunt que le cabinet de Sofia négociait à Berlin. La popularité de l'homme d'État ne souffrit donc nullement de l'accusation portée contre lui ; au contraire. Mais le roi Constantin, placé devant le dilemme de relever les mensonges de ses nouveaux conseillers pour réhabiliter M. Venizelos, ou de se rendre complice des propos calomnieux dont celui-ci était l'objet pour marquer sa confiance envers le nouveau cabinet, — se retrancha derrière l' « irresponsabilité constitutionnelle de la Couronne », refusa de se prononcer et conseilla simplement à M. Gounaris de déclarer qu'il s'agissait là d'un malentendu.

La rupture entre le roi et M. Venizelos fut néanmoins complète. Celui-ci, attaché au régime monarchique, décida de s'abstenir de toute intervention personnelle dans la politique active, pour ne pas combattre la politique du roi. Cette abstention fut, peut-être, une erreur politique capitale ; mais la responsabilité de cette erreur incombe en partie à la diplomatie des alliés qui n'a donné au président démissionnaire aucune arme offensive en faveur de son programme, telle que des promesses formelles de concessions territoriales en cas d'intervention. Toujours est-il qu'à cette époque M. Venizelos se sentait moralement fatigué. Il ne devait pas cependant l'être à un tel point, puisque, malgré toutes les manœuvres, l'opinion publique de son pays lui restait entièrement dévouée. Le peuple le saluait par des acclamations enthousiastes toutes les fois qu'il le reconnaissait dans les rues d'Athènes, et dans la revue *les Panathénées*, un quatrain panégyrique, composé en son honneur, était récité tous les soirs au milieu d'un vrai délire d'applaudissements.

Devant la force de ce courant venizeliste, le cabinet Gounaris décida de faire lui aussi de la politique interventionniste ! Il proposa aux puissances de la Triple-Entente le concours hellénique à la condition que l'intégrité du royaume fût garantie, que la base des opérations fût Salonique ou Cavalla avec, comme objectif, Constantinople, et qu'une armée gréco-

franco-anglaise traversât le littoral bulgare, mettant ainsi un terme, dans un sens ou dans l'autre, à l'équivoque bulgare qui se poursuivait depuis déjà plusieurs mois.

Cette proposition, émanant du cabinet Gounaris, n'était certes pas faite pour inspirer une confiance excessive aux alliés. Il n'en est pas moins évident que ces derniers, en se dérobant, n'agirent pas dans l'intérêt de la cause commune, d'autant plus que, l'intervention hellénique une fois décidée en principe, fût-ce par un cabinet Gounaris, — le vote des crédits militaires nécessaires à l'expédition aurait exigé forcément la réunion du Parlement, ajourné depuis le mois de mars, et au sein duquel existait une forte majorité venizeliste, capable de renverser le cabinet et de poursuivre sous la direction de M. Venizelos l'intervention décidée par son prédécesseur.

Il ne m'appartient pas de critiquer le refus ou le silence opposé par la Triple-Entente à la proposition Gounaris. Cette attitude des puissances alliées semble avoir été motivée par le désir de se procurer le concours bulgare, par conséquent de ne rien faire qui pût déplaire au cabinet de Sofia. Mais il est certain que cette politique bulgarophile eut une fatale répercussion sur la politique intérieure grecque. Les gounaristes commencèrent dès lors à épouser ouvertement les opinions des germanophiles. Incapables d'agir diplomatiquement pour faire comprendre aux alliés leur erreur, ils se vengèrent de leur incapacité en déversant tout leur fiel sur le parti libéral. Ils décidèrent de faire des élections dans le but de créer une minorité antivenizeliste assez forte pour entraver l'exécution du programme de l'homme d'État crétois. La crise allait se développer d'une façon menaçante pour le pays.

Le programme du gouvernement fut donc de parti pris et avant tout antivenizeliste. Le neutralisme du cabinet n'était dû qu'à l'interventionnisme du parti libéral. Si par impossible, M. Venizelos s'était alors déclaré partisan de la neutralité, M. Gounaris et ses collègues se seraient montrés immédiatement interventionnistes à outrance. Mais, comme M. Venizelos demeurait naturellement fidèle à ses principes, on pouvait à cette époque m'écrire d'Athènes cette phrase significative : « Soyez sûr que, même au cas où les alliés promet-

traient aux Grecs Constantinople, la Grèce ne sortira pas de la neutralité jusqu'à la fin de la guerre européenne ! »

N'oublions pas que les Russes se trouvaient à cette époque aux Carpathes, que le siège de l'Austro-Allemagne se poursuivait d'une façon tout à fait satisfaisante et que ses ennemis escomptaient une victoire d'autant plus prochaine qu'elle devait être facilitée par l'épuisement économique des assiégés.

C'est alors que le complot allemand provoqua la fameuse crise des munitions russes. La retraite glorieusement conduite par le grand-duc Nicolas en fut la conséquence; elle ruina, en Grèce, toutes les espérances en une victoire rapide des alliés; même leur prestige militaire, ayons le courage de le dire, fut diminué aux yeux des Hellènes du royaume, qui n'entendant qu'une cloche n'entendaient qu'un son, celui des fanfares germaniques annonciatrices de victoires démesurément exagérées.

La crise hellénique ne pouvait que devenir plus aiguë à la suite des nouvelles venant de Galicie. Les germanophiles, auxquels s'attachaient déjà plusieurs *germanophobes*, — dans le vrai sens du mot, c'est-à-dire plusieurs individus suggestionnés par le bluff germanique au point d'éprouver une peur irraisonnée de l'Allemagne, —les germanophiles, dis-je, enrichirent leurs plaidoiries de deux autres arguments, susceptibles d'être exploités en faveur de l'Allemagne : la maladie du roi Constantin, généralissime des troupes grecques, et l'absence de tout succès des alliés dans les Dardanelles. « Vous allez choisir, dit le cabinet Gounaris au peuple, entre la politique de M. Venizelos et celle du roi. » Ce sont les mots mêmes d'un télégramme adressé par un des ministres de M. Gounaris à un de ses agents électoraux. « N'oubliez pas du reste, déclarèrent en outre les gounaristes, que si le roi est malade et même en danger, c'est à cause de l'énervement continuel que Venizelos lui a fait subir. » Je ne sais si l'origine de ce bas et vil argument électoral est allemande. En tout cas, il ne produisit pas plus d'effet sur le peuple grec que les autres perfidies qu'on commettait dans la préparation des élections. La manœuvre consistant à exploiter le prestige dont jouissait auprès de l'opinion le vainqueur de Janina et de Kilkich, pour combattre dans les élections législatives un programme natio-

nal qu'on ne pouvait loyalement critiquer, —cette manœuvre échoua piteusement. La crise hellénique subissait cependant un développement d'autant plus inquiétant que la lutte électorale contre M. Venizelos devenait plus acharnée.

IV

LES ÉLECTIONS DU 13 JUIN ET LE DÉVELOPPEMENT ULTÉRIEUR DE LA CRISE JUSQU'A LA MOBILISATION HELLÉNIQUE

Le gouvernement de M. Gounaris n'hésita devant rien pour fausser le sentiment de l'opinion électorale. Il exerça sur elle une pression administrative, doublée d'une savante propagande tendant à convaincre le peuple de l'invincibilité de l'Allemagne.

Le parti libéral pensait cependant obtenir au moins deux cents sièges au Parlement; et certains de ses membres s'étaient, à la veille des élections, interposés entre M. Venizelos et le roi, afin que la tension des rapports entre ces deux personnages s'atténuât et que, par un *modus vivendi*, leur réconciliation devînt possible.

Mais l'Italie intervint alors dans le conflit européen et un singulier revirement se produisit dans certains milieux qui gardaient une profonde rancune à la puissance qui avait contrecarré les vues de la Grèce sur l'Épire du nord et sur le Dodécanèse. Malgré l'hostilité que ces milieux professaient à l'égard des empires centraux, ils ne dissimulèrent point leur désir de voir l'armée italienne repoussée par les Autrichiens. Et le cabinet Gounaris profita de cet état d'esprit pour se cramponner plus que jamais à la neutralité. Il ne s'en départit que lorsqu'il appela, pour le traitement du roi malade, deux professeurs austro-allemands! Ceux-ci, — soit dit entre parenthèses, — ne résistèrent pas à la tentation, toute germanique, de faire à Athènes un peu de propagande, en priant le gouvernement grec de verser la rétribution qui leur revenait à la caisse de la Croix-Rouge hellénique.

Les élections donnèrent à M. Venizelos une majorité assez forte, mais pas aussi imposante qu'on l'eût souhaitée. La

solution de la crise devenait cependant plus difficile, car autour de M. Gounaris se groupa une minorité, assez forte, mais qui était loin de représenter une partie correspondante de l'opinion publique : des 130 gouvernementaux, qui furent élus contre 184 venizelistes, la plupart étaient des musulmans ou des israélites, ceux-là naturellement turcophiles, ceux-ci austrophiles. La politique royale était donc virtuellement désapprouvée par la presque totalité du peuple hellène. Le roi Constantin se heurtait franchement au sentiment populaire, et M. Gounaris devait immédiatement se soumettre au verdict des élections et se démettre. Il ne le fit pas, viola l'esprit de la Constitution et se maintint au pouvoir, en ajournant la convocation du Parlement, toujours à la faveur de la maladie du souverain.

La crise commençait donc à prendre une tournure menaçante ; et l'attitude déjà nettement bulgarophile des alliés était faite pour en accroître encore l'acuité; cette attitude explique en partie la tolérance que le peuple grec montra à l'égard du gouvernement en respectant sa décision anticonstitutionnelle de ne pas convoquer la nouvelle Chambre dans le délai réglementaire.

Les torts étaient donc partagés entre les germanophiles d'Athènes et la diplomatie des alliés ; M. Venizelos était au mois de juillet complètement désolé de la situation qui lui était faite et, au souhait qu'on lui exprimait de le voir bientôt revenir au pouvoir afin d'éviter à son pays une trop grande catastrophe, il répondait tristement : « Je ne vois pas ce qui pourra être sauvé. »

La démarche des puissances alliées, demandant le 3 août au cabinet d'Athènes de consentir à la cession de la Macédoine orientale à la Bulgarie, afin que le bloc balkanique fût reconstitué et afin que les Bulgares pussent intervenir contre la Turquie, mit le comble à l'affolement des Grecs, suffisamment exaspérés déjà par le développement sans cesse plus menaçant d'une crise pénible. Le geste de la Quadruple-Entente était d'autant moins adroit que la Bulgarie était depuis longtemps acquise à l'Allemagne — ce que le roi Constantin fit savoir officiellement à plus d'une reprise aux diplomates alliés, — et que l'Entente, par sa démarche à

Athènes, laissait comprendre au gouvernement grec qu'elle ne tiendrait aucun compte du refus éventuel de la Grèce de céder à la Bulgarie les territoires exigés. Elle subordonnait la réalisation de son plan au seul consentement du cabinet de Sofia.

Les germanophiles d'Athènes jubilèrent. A leur grande joie on s'éloignait chaque jour davantage de la solution de la crise. C'est alors que Guillaume II, voulant acquérir définitivement les sympathies de son beau-frère, saisit l'occasion unique qui lui était offerte et garantit au roi Constantin l'intégrité territoriale de la Grèce, « au moment même, lui dit-il, où les soi-disant amis des Grecs veulent porter à cette intégrité un coup vraiment douloureux » !

Personne ne niera qu'après la violation par l'Allemagne de toutes les lois et de tous les traités internationaux, toute garantie offerte par elle doit être sujette à caution, sinon considérée *a priori* comme un simple chiffon de papier. Affirmer quand même, dans un moment pareil, l'intention de respecter l'intégrité territoriale de la Grèce, c'était de la part de l'Allemagne mettre une belle carte entre les mains du roi Constantin, qui a dû s'écrier triomphalement : « Voyez-vous? L'Allemagne, dont l'armée est partout victorieuse, nous garantit nos possessions actuelles, dont une partie est revendiquée par les alliés en faveur de nos ennemis, les Bulgares. L'opinion unanime du pays interdit formellement la concession du moindre pouce des territoires acquis au prix du sang de mes soldats. Comment pourrais-je ne pas être contre les alliés et pour l'Allemagne? » Le programme interventionniste des venizelistes perdit alors plusieurs partisans. La crise balkanique semblait mener le pays à une impasse d'autant plus dangereuse que la situation financière de la Grèce était des plus précaires.

Il est tout à fait naturel que les germanophiles d'Athènes aient choisi cette heure critique pour conseiller au roi de rappeler au pouvoir M. Venizelos. C'était le moment ou jamais de lui asséner le coup de grâce tant souhaité. La distance qui le séparait du roi, que d'aucuns croyaient abolie à la suite de son rappel au pouvoir, eut tout l'air, au contraire, de devoir se transformer bientôt en un vrai abîme.

L'homme d'État crétois reprit le pouvoir sans se faire beau-

coup d'illusions sur la réussite de ses plans grandioses. Son seul espoir était fondé sur les nouvelles venant de Sofia qui accréditaient de plus en plus l'idée que la Bulgarie repousserait l'offre des alliés, rendant ainsi caduques les propositions territoriales qui lui avaient été faites concernant la Macédoine serbe et la région de Cavalla.

Le roi et M. Venizelos, quoi qu'on en ait dit, ne tombèrent pas d'accord, lors du retour de ce dernier au pouvoir, quant à l'attitude future de la Grèce. Chacun d'eux pensait secrètement que les circonstances favoriseraient sous peu son propre programme. L'heure critique ne tarda pas à sonner. Le bombardement de Belgrade par les Austro-Allemands annonça la réalisation immédiate de l'expédition balkanique, depuis longtemps brandie par l'Allemagne au-dessus des têtes des souverains de la péninsule.

L'alliance gréco-serbe indiquait nettement le devoir de la Grèce, au cas où la Bulgarie répondrait par la mobilisation de ses troupes aux coups de canon tirés sur le Danube. Cette hypothèse se réalisa bientôt. Les alliés, naturellement, déclarèrent alors abolies les promesses qu'ils avaient faites à la Bulgarie ; et, à l'étonnement général, le roi Constantin se trouva, pour la première fois depuis sept mois, d'accord avec M. Venizelos : ils décidèrent la mobilisation générale des troupes helléniques.

Tout le monde pensa que la crise était enfin conjurée. Le dénonciateur des atrocités bulgares de 1913 semblait avoir pris le dessus, dans l'âme du roi Constantin, sur le beau-frère de Guillaume II. Les événements ultérieurs montrèrent cependant que le souverain ne tomba d'accord avec son premier ministre que sur le principe même de la mobilisation, et non sur l'objectif que cet acte était destiné à poursuivre. M. Venizelos signa le décret de mobilisation pour répondre à la mobilisation bulgare, pour exécuter la clause du traité gréco-serbe qui dictait à la Grèce le devoir de secourir de toutes ses forces la Serbie, si celle-ci venait à être attaquée par une tierce puissance, pour maintenir en un mot l'équilibre balkanique et empêcher l'établissement dans la péninsule de l'hégémonie bulgare. Les conseillers du roi Constantin le poussaient, de leur côté, à contre-signer ce

même décret, afin qu'ils pussent militariser la nation, lui enlever toute liberté de manifester son opinion, renvoyer M. Venizelos dont la présence les gênerait si elle se prolongeait, établir la dictature, violer le traité gréco-serbe, aider par l'inaction de la Grèce l'Allemagne, l'Autriche et la Bulgarie dans l'œuvre commune de l'écrasement de la Serbie, et, enfin, le moment propice venu, faire peut-être tendre la main du roi glorieux aux agresseurs germano-bulgares, par-dessus le cadavre de la Serbie !

La crise hellénique allait se développer encore, mais, cette fois-ci, d'une façon nettement défavorable aux défenseurs de la civilisation et à la fois déshonorante et sinistre pour la Grèce.

V

LA DÉSERTION DE LA GRÈCE

La mobilisation hellénique ne fut pas, cependant, la seule décision que M. Venizelos obtint du souverain grec. Cette mobilisation avait été promise par le « premier » hellène, le 21 septembre, à la France et à l'Angleterre, à la condition que celles-ci enverraient à Salonique un corps expéditionnaire de 150 000 hommes, pour remplacer les troupes que, selon le traité gréco-serbe, la Serbie devait garder sur la frontière serbo-bulgare en cas de guerre balkanique; grâce à M. Venizelos, le débarquement de ce corps expéditionnaire à Salonique fut autorisé par le roi Constantin, qui se contenta d'exiger de son gouvernement une protestation de pure forme contre cette atteinte théorique à la neutralité grecque.

Mais, quelques jours à peine après que ce débarquement eût commencé, — 15 000 Français et 7 000 Anglais se trouvaient déjà à Salonique, — M. Venizelos prononça un grand discours au Parlement grec. Il exposa ses vues politiques avec une netteté et une franchise remarquables et, ne voulant pas que le moindre malentendu subsistât entre lui et le roi sur la mission de l'armée hellénique mobilisée, il déclara que cette armée aurait à se battre certainement contre les

Bulgares, mais aussi contre les Austro-Allemands, si jamais les opérations militaires balkaniques l'acculaient à cette nécessité. Le discours de M. Venizelos fut approuvé par un vote de confiance, la majorité parlementaire étant restée fidèle au chef du parti libéral; — ce qui n'empêcha pas le souverain d'exiger, à la suite de l'intervention du comte Mirbach, ministre d'Allemagne à Athènes, la démission immédiate de M. Venizelos.

Cette fois-ci, aucune excuse ne saurait justifier l'attitude du roi. Il se plaçait de nouveau en dehors de la Constitution ; il se dressait résolument avec son entourage contre la volonté de son peuple, clairement exprimée dans les élections du 13 juin, qui avaient amené au Parlement une majorité pour l'intervention de la Grèce contre la Bulgarie et contre les empires centraux; il dévoilait en plus son dessein de violer le traité gréco-serbe, sans que ni la lettre, ni l'esprit de ce traité ne le lui permît. En effet, au jour de l'entrée en campagne de la Bulgarie, le nombre des soldats franco-anglais devant occuper le front serbo-bulgare, joint aux hommes que l'état-major serbe, malgré l'agression austro-allemande, pouvait conserver sur ce même front, — constituerait bien les 150 000 hommes dont le traité gréco-serbe exigeait la présence aux côtés des forces helléniques, pour repousser, en collaboration avec elles, l'agression éventuelle de la Bulgarie.

L'acte qu'inspirèrent au roi ses conseillers irresponsables était incontestablement « déshonorant ». M. Venizelos l'avait qualifié ainsi, avant qu'il ne se produisît, dans la crainte précisément que le souverain n'y songeât. L'opinion publique partageait, dans son immense majorité, le sentiment de M. Venizelos, et les Hellènes de l'étranger n'hésitèrent pas à proclamer ce qu'ils pensaient du geste royal. L'un d'eux écrivait, le 12 octobre, dans le *Journal des Débats* :

> Le monde méprisera notre race, et le seul service que nous aurons rendu à l'humanité, ce sera la leçon que les éducateurs des peuples puiseront dans notre triste histoire; celle-ci enseignera encore une fois à l'univers qu'aucune nation n'a droit à la vie si elle n'est pas sans peur et sans reproche.

Mais l'action conseillée au roi n'était pas seulement déshonorante. Elle était désastreuse pour le pays en le privant

de la seule garantie positive de son intégrité territoriale. Lorsque le traité gréco-serbe fut signé, en mai 1913, il assurait la collaboration de la Grèce et de la Serbie contre la tentative, alors imminente, de la Bulgarie d'établir son hégémonie dans les Balkans. L'alliance joua en juin 1913, et la tentative bulgare avorta. Mais les Bulgares n'abandonnèrent pas le rêve d'établir dans la péninsule leur hégémonie; le danger bulgare, qui menaçait aussi bien la Grèce que la Serbie, n'avait pas disparu; l'alliance entre ces deux pays devint donc permanente, d'occasionnelle qu'elle était, elle constituait la seule garantie effective pour les territoires serbes et grecs de la Macédoine. Celui qui violerait l'alliance enlèverait à son pays cette précieuse garantie. Ce fut le cas du roi Constantin, qui crut que la garantie générale offerte par l'Allemagne au sujet de l'intégrité territoriale de la Grèce remplacerait celle du traité gréco-serbe. Mais le souverain grec oubliait certaines vérités et possibilités :

1° D'abord, la garantie allemande ne vaudra rien le jour du règlement des comptes, car l'Allemagne ne comparaîtra devant le congrès de paix qu'après que ses ennemis l'auront battue, elle et ses alliés.

2° Dans l'hypothèse invraisemblable d'une victoire allemande, les aspirations de l'hellénisme en Thrace et en Asie-Mineure non seulement ne recevraient aucune satisfaction, mais ne pourraient même plus se fonder sur des droits nationaux effectifs : la Bulgarie victorieuse bulgariserait complètement ou expulserait les populations grecques de Thrace, et l'Allemagne victorieuse, en exploitant le chauvinisme des Jeunes-Turcs, poursuivrait son œuvre de musulmanisation et d'extermination des Hellènes de l'Asie Mineure, concurrents trop gênants pour ses propres colons.

3° Dans la même hypothèse, la garantie allemande de l'intégrité du territoire grec n'aurait, d'autre part, aucune valeur pratique. Les services positifs rendus à l'Allemagne par la Bulgarie et par la Turquie autoriseraient ces deux pays, ennemis séculaires de l'hellénisme, non seulement à persécuter les Grecs habitant dans leur territoire, mais aussi à réaliser *toutes* leurs aspirations territoriales, même celles qui visent des territoires appartenant à la Grèce en Macédoine et

dans l'Archipel. L'Allemagne ne s'y opposerait pas, étant donné les services de moindre valeur que la Grèce neutre lui aurait rendus.

4° Au contraire, l'intervention grecque en faveur des Serbes, rendrait au traité gréco-serbe son plein effet, puisqu'elle permettrait aux Serbes de se défendre avec la presque totalité de leurs forces contre l'agression austro-allemande, et qu'elle obligerait la Bulgarie à envoyer toutes ses troupes contre la Grèce qui, avec le concours des alliés, les battrait certainement.

5° L'intervention grecque devant se produire contre la Bulgarie qui, en s'alliant avec les Austro-Allemands, a ruiné la politique bulgarophile poursuivie pendant plusieurs mois par l'Entente, pourrait être encore mieux récompensée que si elle se produisait contre la Turquie ; la Grèce pourrait ainsi acquérir, en plus de l'Ionie déjà promise et de l'île de Chypre que l'Angleterre lui aurait certainement cédée, la Thrace bulgare, avec un débouché sur la mer Noire, à Midia, ou même peut-être à Varna.

6° En revanche, le maintien simultané de la neutralité et de la mobilisation helléniques serait de nature à compromettre ouvertement la Grèce auprès des Alliés comme sympathique à l'Allemagne, puisque c'était déjà sur les injonctions de celle-ci qu'elle se dérobait à ses devoirs envers la Serbie ; la Grèce provoquerait contre elle-même la très légitime colère des alliés, et notamment de la France et de l'Angleterre; les troupes franco-anglaises ne se sentant plus en sécurité à Salonique, il pourrait en résulter des actes hostiles au commerce hellénique; la Grèce pourrait peut-être voir, en plus, Salonique et certaines îles passer définitivement aux mains des Anglais et des Italiens.

Voilà les six vérités ou possibilités que le roi Constantin oublia dans l'ordre d'idées politique, — sans parler des considérations morales dont il fit totalement abstraction, — en congédiant M. Venizelos qui s'était fait le champion du traité gréco-serbe et de l'intervention grecque en faveur des nations civilisées.

Le cabinet Zaïmis fut formé. Trois de ses membres, MM. Theotokis, Dragoumis et Gounaris, étaient des germanophiles

notoires. Mais ce cabinet fut vite renversé par la majorité venizeliste. Le roi n'hésita cependant pas à violer de nouveau l'esprit de la Constitution ; au lieu de rappeler M. Venizelos au pouvoir, il se borna à remplacer le chef du cabinet piteusement battu à la Chambre, et il fit de M. Scouloudis son premier ministre. Les deux cabinets Zaïmis et Scouloudis poursuivirent, en dépit des fallacieuses assurances qu'ils donnèrent à mainte reprise à la Quadruple-Entente, la politique neutraliste et germanophile du roi Constantin.

La crise hellénique atteignit son paroxysme. Les germanophiles d'Athènes ne se contentèrent plus de méconnaître la volonté que le peuple et ses élus ne se lassaient pas de manifester; ils agirent dans un sens diamétralement opposé. Voulant, à tout prix, imposer silence à la voix du peuple, ils firent décréter la dissolution de la Chambre; ils firent fixer la date des nouvelles élections qui devaient donner, par tous les moyens, une majorité antivenizeliste; ils empêchèrent les cinquante députés libéraux mobilisés d'obtenir un congé pour préparer dans leur province le terrain électoral, ce qui détermina M. Venizelos à s'abstenir des élections, avec tout son parti, et à conseiller aux électeurs de ne pas voter; ils voulurent supprimer toute liberté et imposer leur volonté dictatoriale; ils firent faire à l'un des ministres, M. Dragoumis, la déclaration d'après laquelle les troupes serbes et franco-anglaises qui seraient éventuellement refoulées en territoire hellénique, seraient désarmées par les evzones et internées !

Le peuple grec répondit immédiatement à cette déclaration en acclamant frénétiquement la France en la personne de l'éminent philhellène M. Denys Cochin, ministre d'État, qui s'était rendu dans la capitale grecque au mois de novembre en mission officielle.

On voit donc quel degré d'acuité a atteint, à un moment donné, la crise hellénique, qui n'aurait même pas dû se produire dans un pays constitutionnel dont la dynastie a choisi comme devise ces mots éloquents : « Ma force réside dans l'amour de mon peuple. »

VI

VERS LE DÉNOUEMENT?

La crise hellénique s'étant développée dans un sens inquiétant pour les deux puissances de l'Entente qui avaient envoyé leurs troupes au secours de la Serbie, les missions de M. Denys Cochin et de lord Kitchener furent décidées.

La tâche des deux ministres de l'Entente était d'autant plus difficile que plusieurs parties du problème à résoudre leur échappaient. Le gouvernement grec avait-il donné des assurances positives à l'Allemagne et s'était-il laissé entraîner jusqu'à entamer des négociations avec la Bulgarie? Ou bien, en l'absence de tout engagement effectif, était-ce la peur de l'Allemagne qui avait seule motivé la désertion hellénique?

Je suis porté à croire que la minorité qui gouverne la Grèce était réellement tombée victime de la politique d'intimidation de Guillaume II. Mais cela ne m'empêche pas de penser que, l'intimidation une fois obtenue, l'Allemagne a demandé des garanties concernant l'attitude que la Grèce, à un moment donné, pourrait adopter envers elle et envers la Bulgarie. Guillaume II a dû penser qu'il arracherait ces garanties en compromettant la Grèce et en faisant faire à M. Dragoumis ses retentissantes déclarations sur le désarmement éventuel des Serbes, des Français et des Anglais.

Mais Guillaume II raisonna sans tenir compte de l'influence qu'exerce la géographie sur l'histoire et sans voir l'impossibilité complète pour la Grèce, presqu'île méditerranéenne, d'adopter jamais une attitude politique nettement hostile aux puissances qui détiennent la suprématie dans le bassin de la Méditerranée.

La France et l'Angleterre pensèrent qu'il était temps de rappeler ces conditions géographiques à ceux qui étaient portés à les oublier. Le gouvernement hellénique, grâce à M. Denys Cochin et à lord Kitchener, fut retenu avant qu'il ne se hasardât sur la pente dangereuse vers laquelle l'Allemagne avait tout intérêt à le pousser. Les négociations entre la France,

l'Angleterre et le cabinet d'Athènes furent cependant longues et laborieuses. Les agaçantes péripéties de ces négociations sont trop récentes pour qu'il faille les rappeler. Les « grands embusqués » d'Athènes, pratiquant ouvertement la politique de « la plus grande peur », finirent enfin par s'entendre avec les deux puissances occidentales sur la base du non-désarmement et du non-internement des troupes serbes, françaises et anglaises, qui opérèrent une remarquable retraite sur le territoire hellénique. Le cabinet d'Athènes s'engagea aussi à ne pas entraver la liberté d'action ultérieure de ces troupes, auxquelles les envahisseurs de la Serbie donnèrent le temps d'organiser et de fortifier le camp retranché de Salonique. Et le jour ne tardera pas où, les agresseurs de Salonique subissant, devant les tranchées qui entourent cette ville, le juste châtiment de leur témérité, les armées des généraux Sarrail et Mahon pourront prendre l'offensive et isoler de nouveau les empires centraux de l'Orient et du reste du monde.

Il ne faut pas d'ailleurs abandonner totalement l'idée de l'intervention possible de la Grèce. La situation militaire dans les Balkans changerait, dans ce cas, sur-le-champ et deviendrait très favorable aux alliés : les 400 000 soldats grecs, joints aux 200 000 alliés, pourraient entreprendre tout de suite une vigoureuse offensive contre les Germano-Bulgares.

Cette hypothèse de l'intervention immédiate de la Grèce est-elle probable? Selon moi, non. Du reste, mon article ne sera peut-être lu qu'après que la réponse à cette question angoissante aura été donnée par les événements eux-mêmes. En tout cas, quoi qu'il arrive, l'issue de la guerre européenne, pas plus que celle des opérations balkaniques elles-mêmes, ne pourra plus être compromise. Comme l'a très éloquemment expliqué M. Briand, président du conseil, dans la déclaration ministérielle qu'il a lue à la Chambre française, le 3 novembre :

L'entreprise actuelle de l'Allemagne dans les Balkans atteste l'insuccès de ses efforts sur les théâtres principaux des hostilités. C'est parce que son offensive s'est brisée et sur le front français et sur le front russe qu'elle tente cette diversion. Elle cherche par là à tenir en haleine l'opinion mondiale à qui tant de mois passés sans les résultats annoncés par une propagande effrénée commencent à révéler des indices de faiblesse sous une apparence de force. Ses espoirs

seront déçus. Les empires du centre pourront reculer leur défaite; ils ne l'empêcheront pas.

On ne saurait malheureusement être aussi optimiste en ce qui concerne le sort de la Grèce; sans doute, grâce à l'intervention de la diplomatie franco-anglaise, et grâce à l'embargo qui empêcha les importations du royaume, la crise grecque perdit heureusement son aspect de crise militaire internationale : elle n'en garda pas moins toute son acuité en tant que crise politique.

Plusieurs faits en ont souligné l'extrême gravité : l'ordre donné par le roi Constantin aux citoyens mobilisés, de ne pas s'occuper de politique ; l'affreuse situation économique et morale du peuple grec subissant toutes les conséquences d'une mobilisation générale, maintenue malgré les mutineries des soldats ; l'ennemi héréditaire menaçant le pays, occupant Monastir, Doïran et Guevgéli, où il compte s'installer définitivement, et revendiquant, avec les Autrichiens, la possesssion de Salonique ; le simulacre de scrutin du 19 décembre, où le gouvernement opposa, comme aux élections du 13 juin, la politique du souverain à celle de M. Venizelos (ces élections, au cours desquelles votèrent 280 000 citoyens au lieu des 750 000 qui exercèrent en juin dernier leur droit de vote, donnèrent au gouvernement, le parti libéral ayant pris l'heureuse décision de s'abstenir, une toute-puissance parlementaire, qui, malgré son illégalité, a des apparences constitutionnelles) ; les dissentiments surgis au sein du gouvernement dont les membres ne collaborent plus que grâce aux efforts conciliateurs du roi Constantin ; enfin, la menace du souverain de suspendre certaines libertés politiques et de créer une sorte d'état de siège pour arrêter « les vagues politiques qui, — selon le mot de M. Philarétos, juriste grec, — grossissant durant la lutte, atteignent le rocher sur lequel est bâti le trône royal ».

On ne peut pas du reste oublier que le pays se trouve aussi menacé, d'un moment à l'autre, d'une invasion germano-bulgare. Le jour où cette invasion se produira, la crise qui ronge la Grèce depuis tant de mois apparaîtra aux yeux de tous les Hellènes dans son exceptionnelle gravité. Car, si l'on tient compte des dispositions gouvernementales d'Athènes, et de l'éloignement imminent des troupes grecques de Macé-

doine, — l'invasion du territoire hellénique marquera pour la Grèce la renonciation absolue à ses devoirs et à ses droits de nation indépendante et libre. Comment les Grecs accueilleront-ils cette complète déchéance? Celle-ci peut-elle atténuer en quoi que ce soit la crise? Au contraire. Du reste, comment les nouvelles élections législatives, auxquelles on devra forcément recourir comme à la seule solution constitutionnelle, pourront-elles se faire dans un pays envahi, subissant toutes les horreurs de la guerre sans en recueillir ni profit ni gloire?

Je ne puis donc considérer la fin de la crise comme possible avant la première victoire des alliés dans les Balkans. Les germanophiles d'Athènes devront, ce jour-là, se soumettre complètement aux ordres du peuple, mené par M. Venizelos; et celui-ci pourra, alors, poursuivre son programme interventionniste, si les puissances alliées lui prêtent assistance, après s'être complètement garanties contre tout retour offensif de l'oligarchie d'Athènes. Mais la seule véritable solution de la crise s'offrira dans quelques jours. L'heure où l'on pourra encore à Athènes sauver tout, sonnera quand le premier uhlan et le premier cavalier bulgare dépasseront les poteaux de la frontière grecque. Le roi Constantin, se décidant alors à opposer la barrière de ses soldats aux envahisseurs, permettrait à la Grèce officielle de se réhabiliter partiellement vis-à-vis du monde civilisé. — Trop tard, m'objectera-t-on. — Mieux vaut tard que jamais, répondrai-je. — Si cette intervention de la Grèce se réalisait à la douzième heure, les Hellènes sortiraient de l'impasse où ils sont actuellement acculés : ils éviteraient de la sorte, de choisir entre le rôle de spectateurs impassibles et humiliés des combats qui se poursuivraient sur leur territoire, et le rôle de gendarmes au service de l'Allemagne et de la Bulgarie, désarmant leurs propres alliés et leurs protecteurs séculaires. Cette intervention tardive serait, certes, dépourvue d'élégance; en tout cas, elle permettrait, au peuple hellène de prouver, par son enthousiasme et par sa bravoure que, réellement, il n'est pas responsable de tout ce qui s'est passé jusqu'à présent à Athènes.

Mais cela n'est qu'une simple hypothèse, dont la tournure des événements en Grèce ne permet malheureusement pas

d'espérer la réalisation. C'est ce qui fait que ceux des Hellènes qui ne furent pas intoxiqués par le poison germanique, commencent à se demander par quels moyens on pourra ramener la Grèce au droit chemin, celui de son histoire, de ses intérêts et de sa destinée. Les Grecs établis ou résidant à l'étranger décidèrent qu'un congrès des colonies helléniques serait réuni à Paris, afin de prendre des résolutions à ce sujet. Près de trente-cinq colonies grecques de France, d'Angleterre, de Russie, de Suisse, de Hollande, de Roumanie, d'Afrique et d'Amérique, de même que les Hellènes d'Asie Mineure ont été représentés dans ce congrès, dont les travaux ne sont pas encore terminés. Les réunions qui ont déjà été tenues, ont cependant donné lieu à une si éclatante manifestation du sentiment unanime des cinq millions d'Hellènes qui envoyèrent à Paris leurs délégués, qu'on ne peut guère douter de l'effet moral que les décisions futures du congrès produiront sur les esprits en Grèce.

« Devant Doïran, racontait dernièrement le correspondant d'un journal français à Cavalla, une compagnie d'evzones, l'arme au pied, montait la garde près de la pyramide des trois frontières (grecque, bulgare et serbe). A mille mètres de là, en terre serbe, deux batteries françaises tiraient sur les Bulgares. Soudain, ceux-ci aux cris de hurrah ! débouchent d'un vallon, avancent, menacent de prendre à revers les capotes bleues... A la vue de l'ennemi séculaire, les cent evzones ont étreint leur fusil. L'œil est devenu fixe, leur mâchoire serrée. *Et soudain, d'un seul élan, sans qu'un ordre fût donné, la compagnie grecque s'est ruée contre les Bulgares, baïonnette au canon.* Une demi-heure plus tard, dans le soir qui tombait, on put voir sur cette terre tragique de Macédoine, une compagnie d'evzones rentrer victorieusement emportant les cadavres de dix des siens et en chantant *la Marseillaise...* » Ce simple incident de frontière, dont la censure d'Athènes a interdit la communication télégraphique, acquiert, à mes yeux, quelque chose de symbolique et de prophétique à la fois. Les cent evzones de Doïran qui, désobéissant aux ordres qui leur étaient donnés par les neutralistes d'Athènes, s'élancèrent contre ceux en qui leur cœur voit des ennemis odieux et que le gouvernement grec veut considérer comme des amis res-

pectables, — ces cent evzones n'ont fait là qu'exécuter fidèlement, et dans la mesure de leurs forces, la volonté de toute la nation hellénique. L'assaut qu'ils ont livré contre les Bulgares laisse, d'un autre côté, prévoir comment la crise hellénique pourra être soudainement, un jour ou l'autre, résolue par le sentiment même de l'armée et du peuple grecs. Ce sentiment, plus fort que tous les programmes politiques et que toutes les combinaisons diplomatiques, sera peut-être le *deus ex machina* des tragédies d'Eschyle et de Sophocle qui amènera le dénouement du drame hellénique actuel, au moment où celui-ci semble le plus embrouillé. Les Hellènes, — ou peut-être ceux-là seuls parmi eux qui sont dignes de ce nom, — se souvenant que ce fut par son épée que leur grand ancêtre Alexandre trancha le nœud gordien, et que quelquefois *on doit agir, malgré les ordres, malgré son chef, malgré tout,* — trancheront-ils la crise qui dévore depuis un an l'organisme de la Grèce, par ce moyen radical, énergique et courageux?

Je le souhaite de toute mon âme. L'intervention spontanée des Grecs dans la lutte défensive assumée par l'humanité contre les Allemands, dont un ancêtre bombarda l'Acropole, convaincrait les sceptiques que l'idéal néo-grec est plus vivant que jamais dans l'âme hellénique. Cette intervention hâterait d'autre part la fin de la guerre européenne, en contribuant à détruire la dernière illusion de victoire qui reste encore à l'Allemagne et qu'elle croit voir miroiter dans les eaux du Vardar. L'entrée en guerre des Hellènes aux côtés des défenseurs du droit permettrait enfin à ces derniers de réaliser, dans le congrès de paix, leur programme civilisateur, même en ce qui concerne l'Orient, en rendant la liberté et l'indépendance à toutes les nationalités opprimées.

LÉON MACCAS

Docteur en droit de l'Université d'Athènes.

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.